LE MONDE DES LIVRES



■ Philip Roth : « Ma vie d'Américain », un texte inédit

Le Monde

55e ANNÉE – N° 16871 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 23 AVRIL 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'OTAN détruit la résidence de Milosevic

● La principale résidence du président yougoslave à Belgrade a été bombardée ● M. Milosevic et sa famille n'étaient pas dans la villa au moment du raid ● L'opération a été « explicitement approuvée » par tous les alliés ● L'OTAN envisage une intervention terrestre au Kosovo

L'OTAN a attaqué la principale résidence de Slobodan Milosevic à Belgrade, jeudi 22 avril à 4 heures du matin. Le bâtiment, situé dans le quartier de Dedinje, a été détruit, selon l'agence yougoslave Tanjug. Le président de la République fédérale de Yougoslavie et sa famille ne se trouvaient pas, au moment du bombardement, dans leur villa. Le raid, précise l'OTAN, a été *« explicitement approuvé »* par les dix-neuf pays membres de l'organisation. Cette nouvelle étape dans la stratégie de l'OTAN confirme que l'Alliance entend frapper au cœur du pouvoir serbe. La veille, les alliés avaient bombardé l'immeuble du parti du président yougoslave et une télévision appartenant à sa fille. Ces raids interviennent au moment où les Etats-Unis se disent prêts à discuter avec leurs alliés d'une intervention terrestre au Kosovo. Ce sujet sera au cœur du sommet célébrant le cinquantième anniversaire de l'OTAN, vendredi à Washington. Viktor Tchernomyrdine, envoyé par Boris Eltsine, devait rencontrer Slobodan Milosevic jeudi à Belgrade.



● Les alliés envisagent d'intervenir au sol p. 2
● M. Chirac : « Intensifier » les frappes aériennes p. 2
● Le cinquantième anniversaire de l'OTAN p. 3
● Albanie : l'arrivée des Apache p. 4
● Monténégro : tensions avec l'armée yougoslave p. 4
● Kosovo : la France veut parachuter des vivres p. 5
● Russie et Serbie : une histoire de faux frères p. 14
● Analyse : un nouvel internationalisme p. 16

A Pékin, au cinéma, avec le Tigre de Belgrade

PÉKIN
de notre correspondant

Le Tigre est à l'affiche à Pékin. Profil sombre découpé sur fond clair, mitraillette au poing, il a la posture cambrée d'un juste tendu vers son destin. Le placard jouxte celui de *Mulan*, le dessin animé de Walt Disney, à la devanture du cinéma de Changan-jie, la grosse artère occidentale de la capitale qui donne sur la place Tiananmen. Le Tigre est le héros du *Pont*, film yougoslave des années 70 exaltant la bravoure des résistants antinazis pendant la deuxième guerre mondiale. Opportune programmation ! Après les fins de soirées télévisées, la propagande de Pékin confie désormais aux salles de cinéma le soin d'entretenir auprès du public la flamme de la sympathie proserbe. On puise pour l'occasion dans le stock d'archives de films importés naguère de Belgrade.

C'était l'époque où la Chine de Mao réalimentait la mythologie communiste à partir de matériaux reçus de Yougoslavie, d'Albanie ou de Roumanie, pays d'Europe de l'Est alors prisés pour leurs infidélités à l'Union soviétique. Ces héros venus de l'Ouest rouge et *« antihégémoniques »* avaient fasciné des générations de spectateurs chinois, friands de toute nouveauté les distrayant du quotidien maoïste. Avec son blouson de cuir jeté sur l'épaule, sa chemise échancrée et son revolver à la ceinture, le comédien yougoslave incarnant le Tigre a fait rêver plus d'une collégienne chinoise. Il n'avait pour rivaux que les acteurs albanais au menton volontaire et aux avant-bras poilus.

Sont-ils venus par nostalgie de leur imaginaire d'adolescents ou par solidarité avec Belgrade, ces trente spectateurs qui ont pris place dans les fauteuils moelleux d'une salle de karaoké aménagée pour la circonstance en salle de cinéma ? La direction a préféré réserver la grande salle pour Walt Disney. On a tendu un écran de toile blanche sur la piste de danse.

Le film à peine terminé, la salle reprend sa fonction habituelle : les jeux de lumière éclaboussent la piste, tandis que passe un vidéo-clip patriotique glorifiant la Grande Muraille. Xiao Zhang est ému. *Le Pont* lui a rappelé son enfance mandchoue à Harbin (Nord-Est). Il fredonne tout bas la chanson du film – *« Ami, au revoir »* – qui connut un vif succès en Chine. *« Cette guerre contre la Yougoslavie est injuste*, dit-il. *Le fort attaque le faible. »* Lunettes et pantalon de velours, Xiao Zhang est un intellectuel qui se dit informé. Il surfe sur le Web. Il est au courant des violences serbes contre les Kosovars, dont la presse chinoise ne parle qu'au compte-gouttes. *« C'est une affaire de famille. L'OTAN n'aurait pas dû intervenir. Pourquoi pas demain à Taïwan ? »*

L'opération nostalgie autour de la filmographie de Belgrade intéresse. Les commissaires de la propagande continueront-ils à puiser dans les stocks ? Il faudrait alors qu'ils exhument des archives les épopées combattantes de l'Albanie, qui fut naguère le *« phare de l'Europe »*, aujourd'hui passée du mauvais côté du scénario.

Frédéric Bobin

POINT DE VUE

Le désastre

par Edgar Morin

LE proverbe latin assurant que Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre doit être amendé : il les rend d'abord aveugles. La tragédie actuelle du Kosovo était annoncée dès 1989, date à laquelle Milosevic supprima l'autonomie de cette province yougoslave. L'épuration ethnique à laquelle le Kosovo était destiné fut préfigurée dans les épurations de la guerre de Yougoslavie de 1992 à 1995.

Sans cesse, depuis lors, le président Rugova alerta en vain les capitales occidentales pour qu'elles aident son mouvement de résistance pacifique et démocratique afin de retrouver l'autonomie perdue. La politique européenne de l'autruche dura jusqu'en 1998. Il fallut les débuts d'une guérilla albano-kosovare pour déclencher, en même temps que les débuts de la purification ethnique serbe, le réveil des puissances occidentales, inquiètes d'une possible déstabilisation dans cette zone dangereuse des Balkans.

La conférence de Rambouillet fut convoquée, avec la conviction occidentale qu'une puissante pression ferait céder le *« réaliste »* Milosevic. Son refus de signer déclencha les premières frappes aériennes, menées avec la certitude que la Serbie capitulerait en quelques jours.

Dès le début des opérations, les grands chefs de la coalition, de Clinton à Chirac, assurent qu'il ne saurait y avoir d'intervention terrestre, ce qui conforte Milosevic dans sa résistance.

Le pilonnage aérien de l'Angleterre en 1940 ne l'a pas fait capituler, pas plus que les bombardements incessants des villes allemandes de 1943 à 1945 n'ont fait capituler Hitler. La guerre d'Irak n'a été gagnée que parce que l'intervention terrestre a succédé aux frappes aériennes.

L'intervention terrestre aurait dû être envisagée et préparée dès avant Rambouillet. Elle aurait permis le contrôle de zones-clés au Kosovo, bénéficié de l'aide des populations ainsi que de la supériorité écrasante de l'arme aérienne de l'OTAN.

Lire la suite page 15

Edgar Morin *est sociologue.*

Télécoms : Italiens et Allemands créent le numéro deux mondial

DEUTSCHE Telekom et Telecom Italia devaient présenter, jeudi 22 avril à Londres, leur projet de rapprochement, après une semaine de négociations et de rumeurs. Cette opération donnera naissance à un géant des télécommunications, qui devrait figurer au deuxième rang mondial du secteur derrière le japonais NTT. L'opérateur allemand, numéro un en Europe, endosse ainsi les habits de chevalier blanc pour Telecom Italia, car le projet est destiné à éclipser l'offre inamicale lancée par le groupe italien Olivetti. Le nouvel ensemble, dont la capitalisation boursière atteindra près de 160 milliards d'euros, pèsera près de 64 milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploiera plus de 300 000 personnes, principalement en Allemagne et en Italie. Bruxelles devrait regarder de près cette alliance de deux anciens monopoles publics.

Lire page 17

Les femmes et le travail de nuit

LE GOUVERNEMENT n'a pas commenté la décision prise, mercredi, par la Commission européenne de requérir contre la France une astreinte de 142 425 euros par jour pour non-respect d'une directive de 1976 sur l'égalité entre hommes et femmes. Cette requête vise une disposition du code du travail qui probibe le travail de nuit des femmes dans l'industrie. En pratique, 800 000 femmes travaillent habituellement ou occasionnellement de nuit, notamment dans le secteur de la santé. La France pourrait adopter le principe de compensations financières ou horaires pour tous les travailleurs de nuit.

Lire page 9
et notre éditorial page 16

Havas recentré



ERIC LICOYS

UN AN après avoir été absorbé par Vivendi, Havas s'est entièrement recentré sur l'écrit et le multimédia. Après d'importantes cessions d'actifs, Eric Licoys, PDG du groupe, déclare au *Monde* qu'*« il n'y a plus de métiers majeurs qu'il faut vendre parce qu'ils ne rapportent pas »*. Mais il entend céder *« dans un délai rapide »* ses participations minoritaires dans la presse quotidienne régionale.

Lire page 19

Le drame du lycée de Littleton

Deux adolescents ont tué, mardi, treize personnes dans leur propre lycée près de Denver (Colorado), avant de se donner la mort. « Ils riaient en tirant », racontent les témoins. p. 6

Le RPR sans l'UDF

Nicolas Sarkozy mènera la liste RPR-DL aux européennes. Dans un entretien au *Monde*, Jean-Louis Debré demande au chef de l'Etat de lever les ambiguïtés à l'égard de l'UDF. p. 7

35 heures : offensive à gauche

Les Verts, les communistes et les syndicats demandent au gouvernement de prendre des décisions radicales sur la réduction du temps de travail. p. 8



L'école de Nancy

Nancy dédie 1999 à l'art nouveau et présente trois expositions célébrant les précurseurs de la modernité qu'étaient Emile Gallé, les frères Daum, Louis Majorelle ou Victor Prouvé. p. 27

Les priorités de Rhône-Alpes

Le conseil régional est devenu le partenaire obligé des universités, des grandes écoles et des laboratoires de recherche. La suite de notre enquête sur les régions en chantiers. p. 12

Grève à l'aéroport de Nice

Le personnel au sol en grève refuse le projet d'Air France de sous-traiter une partie de la manutention des bagages. La justice donne raison à la direction. Le mouvement continue. p. 18

Origines de la vie

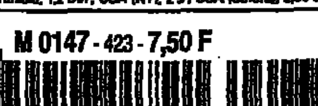
En dépit d'avancées impressionnantes en cinquante ans de recherche, l'origine de la vie reste une énigme. Notre page scientifique avec *Nature* et *El País*. p. 23

Les détergents au parfum

Les arguments de vente des produits d'entretien ont changé : après l'efficacité et le coût, apparaissent l'« odeur du propre » et l'hygiène. p. 25

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 423 - 7,50 F



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

BALKANS L'OTAN a bombardé, dans la nuit de mercredi 21 à jeudi 22 avril, la principale résidence à Belgrade du président yougoslave Slobodan Milosevic. Ni ce dernier ni sa famille ne s'y trouvaient, selon l'agence Tanjug. ● LES DIX-NEUF pays membres de l'OTAN se réunissent, à partir de vendredi 23 avril à Washington, à l'occasion du cinquantenaire de l'Alliance. La guerre du Kosovo perturbe l'ordre du jour du sommet, qui devait être consacré à l'examen d'un nouveau concept stratégique. ● LE COMMANDEMENT militaire de l'OTAN a été autorisé par Javier Solana, le secrétaire général de l'Alliance, à réétudier une possible intervention terrestre, selon une interview donnée au *Washington Post*. L'intervention au sol reste prématurée, réaffirme-t-on au sein de l'Alliance. ● JACQUES CHIRAC est intervenu une nouvelle fois à la télévision pour annoncer une intensification des frappes aériennes.

L'OTAN bombarde la résidence belgradoise de Slobodan Milosevic

Les dix-neuf pays membres de l'Alliance se réunissent pour trois jours à Washington à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'organisation. Son secrétaire général, Javier Solana, a demandé un examen des plans d'une éventuelle intervention au sol au Kosovo

AU MOMENT où les dix-neuf pays membres de l'OTAN se préparent à se réunir, vendredi 23 avril, au sommet à Washington à l'occasion du cinquantenaire de l'Alliance, l'idée d'une intervention terrestre au Kosovo fait son chemin, sans que l'on sache trop si elle vise à faire pression sur la Yougoslavie, ou si elle a quelque chance d'être traduite en acte.

● **La résidence de Slobodan Milosevic à Belgrade a été bombardée**, jeudi 22 avril, par des frappes de l'OTAN au moment où le président yougoslave et sa famille ne se trouvaient pas à l'intérieur, a annoncé l'agence officielle *Tanjug*. La télévision officielle serbe *RTS* a montré peu après des images de la villa présidentielle aux murs éventrés et des arbres arrachés dans le jardin, sans aucun commentaire. La maison des Milosevic est située au 15 de la rue Uzicka, dans le quartier résidentiel de Dedinje, sur les hauteurs de la capitale yougoslave.

Le bombardement de la résidence présidentielle a eu lieu quelques heures avant l'arrivée à Belgrade en milieu de matinée du représentant spécial du président russe pour la Yougoslavie Viktor Tchernomyrdine pour des entretiens avec le président Milosevic. *« Nous sommes venus avec des propositions concrètes pour mettre fin à la tragédie en Yougoslavie »*, a indiqué l'ancien premier ministre russe à son arrivée à l'aéroport de Belgrade-Surcin, selon l'agence russe Itar-Tass. L'ancien premier ministre a été nommé médiateur il y a une semaine par Boris Eltsine.

● **Le commandement militaire de l'OTAN a été autorisé** par Javier Solana, le secrétaire général de l'Alliance, à revoir et mettre à jour ses plans, pour y inclure une possible intervention terrestre au Kosovo, a rapporté jeudi le *Washington Post*. Les *« circonstances »* du conflit obligent à montrer au gouvernement yougoslave que *« toutes les options sont sur la table »*, a déclaré au journal M. Solana, qui estime néanmoins que les bombardements aériens seront suffisants et que l'Alliance est encore loin de prendre la décision politique d'intervenir au sol. D'après un responsable américain qui a requis l'anonymat, les dix-neuf Etats membres de l'OTAN *« sont convenus qu'il s'agissait là d'un exercice prudent et utile »*.

● **Les Etats-Unis affirment désormais publiquement qu'ils sont disposés** à examiner l'opportunité de l'envoi de troupes au Kosovo. *« Si l'OTAN souhaite et pense qu'il est prudent de procéder à la mise à jour de toute étude* [sur un tel déploiement], *nous serions d'accord »*, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Joe Lockhart. *« Lorsqu'on est dans une campagne militaire, les choses changent parfois sur le terrain et il est toujours bon que les options disponibles soient à jour »*, a-t-il ajouté. Devant le Congrès, le secrétaire à la défense, William Cohen, a néanmoins précisé que si certains membres de l'Alliance sont favorables à un tel infléchissement, *« beaucoup »* d'autres y sont *« fondamentalement opposés »*.

● **Le président français** Jacques Chirac n'a fait aucune allusion, mercredi, à une éventuelle intervention terrestre de l'OTAN, dans sa quatrième allocution télévisée depuis le début de l'opération « Force alliée ». Face au *« régime de Belgrade* [qui] *s'entête »*, a-t-il dit, l'OTAN doit *« intensifier encore ses frappes, mettre en œuvre des moyens supplémentaires et attaquer des objectifs de plus en plus diversifiés »* *(lire ci-dessous)*. D'après un sondage exclusif IFOP, publié jeudi par l'hebdomadaire *L'Express*, 63 % des Français seraient *« plutôt favorables »* à une intervention terrestre de l'OTAN au Kosovo.

● **Le président albanais, Rexhep Mejdani** estime, dans un entretien publié jeudi par *Le Figaro*, *« que la présence d'une force de l'OTAN au Kosovo devra être le stade final de l'engagement international et que cela doit se faire, après accord international, dans un environnement hostile »*, c'est-à-dire, sans accord préalable de paix. *« Il faut absolument exclure toute partition du Kosovo »*, lequel doit rester *« un et multiethnique »*, dit M. Mejdani.

● **La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright** a, elle aussi, exclu une *« partition nette »* du Kosovo. Devant la commission des relations internationales de la Chambre des représentants, elle a toutefois révélé qu'*« un ensemble d'idées est actuellement à l'étude »* pour la province, notamment une proposition britannique visant à créer *« un type de zone internationale protégée, où cohabiteraient un gouvernement local et une force militaire internationale »*. Mme Albright estime qu'il faudra *« un effort massif de reconstruction du Kosovo »* quand la guerre sera finie.

● **Les premiers hélicoptères de combat américains Apache** sont arrivés, mercredi, sur l'aéroport militaire de Rinas, près de Tirana, en Albanie. Leur nombre exact n'a pas été précisé, mais les journalistes sur place croient savoir qu'ils étaient six, sur un total de vingt-quatre attendus pour renforcer la capacité militaire de l'OTAN dans ses opérations contre les forces serbes *(lire page 4)*.

Le déploiement des Apaches est une *« prolongation naturelle de la stratégie des frappes aériennes »*, qui restent *« la meilleure forme d'action possible »*, a commenté le ministre français de la défense, Alain Richard.

Accord de principe entre les Quinze pour interdire la vente de pétrole à Belgrade

Les ambassadeurs permanents des quinze pays membres de l'Union européenne (UE) sont tombés d'accord, mercredi 21 avril, pour interdire la vente et la fourniture de pétrole à la République fédérale de Yougoslavie (RFY), ont indiqué des sources européennes. Cet accord doit encore être confirmé, lundi, par les ministres européens des affaires étrangères. L'Italie et la Grèce, qui avaient émis des réserves, mardi, lors d'une réunion au niveau des hauts fonctionnaires, ne se sont pas opposées à cette mesure.

L'UE va demander aux pays d'Europe centrale et orientale associés, ainsi qu'à Chypre, aux pays de l'Espace économique européen (Norvège, Islande) et à la Suisse de s'aligner sur cette position commune des Quinze. Toutefois, les ventes de pétrole resteront autorisées pour des buts humanitaires, en particulier pour les besoins des personnes déplacées à l'intérieur de la RFY, c'est-à-dire essentiellement les Albanais du Kosovo.

L'option terrestre est mise à l'étude mais sa mise en œuvre est jugée prématurée

LES DIRIGEANTS de l'Alliance atlantique ne vont pas décider, lors de leur réunion à Washington qui commence vendredi 23 avril, d'engager une offensive terrestre en Yougoslavie. Ils ne peuvent néanmoins plus dire, comme certains le faisaient jusqu'à présent péremptoirement, qu'il n'en sera jamais question. Un mois après le début de l'intervention aérienne, ses résultats sont dramatiquement peu probants aux yeux de l'opinion publique, qui commence à être saisie par le doute. Les alliés doivent au moins montrer que, s'ils s'en tiennent pour l'instant à l'option aérienne, c'est de propos délibéré et qu'ils ne se sont pas lié les mains pour l'avenir.

L'option terrestre sera donc *« discutée »* au sommet de Washington, comme l'a annoncé, mercredi, le porte-parole du premier ministre britannique Tony Blair, mais sans que la poursuite de la stratégie aérienne actuelle soit pour autant remise en cause. Les Occidentaux inviteront les militaires de l'OTAN à mettre à jour les plans de déploiement terrestre qui avaient été élaborés en 1998. *« Lorsqu'on est dans une campagne militaire, les choses changent parfois sur le terrain et il est toujours bon que les options disponibles soient à jour »*, a déclaré, mercredi, le porte-parole de la Maison Blanche, Joe Lockhart.

Le passage à une intervention au sol n'est cependant pas à l'ordre du jour : il est *« impossible en ce moment,* a déclaré le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana, *tant que la capacité militaire de la Serbie n'a pas été plus atteinte »*. Il n'y aurait *« pas de consensus »* au sein de l'OTAN sur un tel changement de stratégie, a souligné, pour sa part, le secrétaire américain à la défense, William Cohen.

Les alliés ne peuvent guère aller au-delà de cette ambiguïté lors du sommet de Washington. Poser dès aujourd'hui publiquement la question de l'opportunité d'un engagement au sol dans un contexte *« non permissif »* (c'est-à-dire sans qu'ait pu être conclu un accord avec Slobodan Milosevic et sans mandat de l'ONU), ferait en effet éclater la cohésion des alliés. Cela briserait le consensus national à l'intérieur de plusieurs pays membres de l'OTAN, parmi lesquels la France, où le lancement d'une guerre terrestre contre la Serbie serait pour les communistes un motif de quitter le gouvernement.

« Le débat est prématuré, dit-on ainsi à Paris. *Si l'on pose la question trop tôt, la réponse sera non et l'OTAN se sera fermé la porte d'une autre forme d'intervention. Il faut laisser les options ouvertes. »* Plus tard, ajoute-t-on, le moment viendra peut-être où le contexte, politiquement et sur le terrain, sans être devenu « permissif » sera devenu différent : les frappes auront affaibli davantage l'armée yougoslave, les Russes auront admis que leurs efforts pour convaincre Milosevic sont vains, etc. La guerre terrestre alors sera politiquement et militairement moins risquée.

LA PHASE « 2 PLUS »

La cohésion de l'Alliance devrait donc être réaffirmée au sommet de Washington sur la ligne rappelée, mercredi, par Jacques Chirac : intensification des frappes aériennes, mobilisation de moyens supplémentaires à leur service, *« diversification »* des cibles.

Cette cohésion n'est pas, en ce qui concerne la France, alignement pur et simple sur les Etats-Unis et ne va pas sans débats. Depuis le début de l'intervention, Paris a veillé en particulier à ce que les militaires de l'OTAN n'aient pas la bride sur le cou et que s'exerce sur eux un contrôle politique. Si l'OTAN n'est pas encore passée à la « phase 3 » de l'intervention, alors que les cibles désormais visées le justifieraient (l'immeuble du Parti socialiste à Belgrade, bombardé mercredi, est typiquement un de ces lieux du pouvoir civil visés dans la « phase 3 »), c'est parce que certains ont voulu préserver cette maîtrise politique. On a inventé une phase « 2 plus » où il n'y a pas totale délégation à l'autorité militaire, mais où certains des alliés, dont la France, donnent un feu vert ou un feu rouge, au cas par cas, pour chaque cible. Ce système ne paraît pas faire l'objet de tensions, dans l'Alliance, entre les politiques.

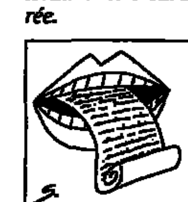
Paris a aussi compliqué un peu plus la vie aux militaires de l'OTAN en décidant qu'il fallait venir en aide aux populations déplacées à l'intérieur du Kosovo. Cela oblige l'OTAN à étudier comment des largages de vivres peuvent s'insérer dans les opérations en cours, alors que leurs plans ne l'avaient pas prévu et qu'eux n'étaient pas particulièrement sensibles à la nécessité humanitaire et politique d'une telle opération *(lire page 5)*.

Enfin les dirigeants français sont particulièrement attentifs à ce que l'Europe imprime sa marque dans la gestion de cette crise, comme l'a rappelé, mercredi, le chef de l'Etat. La proposition que l'Union européenne prenne en charge, le moment venu, avec l'accord de l'ONU, l'administration provisoire du Kosovo relève de ce souci, tout comme l'idée (émise aussi par d'autres) d'organiser méthodiquement la stabilité de tout le Sud-Est européen. On n'en est pas encore à cet après-guerre, mais il était utile de convier à Washington, pour les rassurer, les pays riverains de la Yougoslavie. L'une des questions plus immédiates qui les concerne est celle de l'approvisionnement en pétrole de la Yougoslavie. La France, là aussi, défend une approche différente de celle des Etats-Unis sur la méthode sinon sur l'objectif qui est de tarir l'alimentation de la Serbie en carburant.

Claire Tréan

M. Chirac : « Mener le combat à son terme et le gagner »

VOICI les principaux extraits de l'allocution prononcée par le président de la République à la radio et à la télévision mercredi 21 avril dans la soirée.



VERBATIM

« La semaine dernière, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne se réunissaient à Bruxelles. Ils ont pris, à l'unanimité, une position commune sur la crise du Kosovo : approbation de l'action engagée par l'OTAN, détermination à la conduire jusqu'à son terme, recherche d'une sortie politique de la crise assurant durablement la stabilité de la région dans le respect des droits de l'homme et des règles de la démocratie.

» Après-demain, les dix-neuf pays de l'Alliance atlantique, européens et américains, se réuniront à Washington. Quel est notre objectif ? (...) : arrêter la répression et obtenir le retrait des forces serbes du Kosovo, assurer le retour des réfugiés, trouver les voies d'un accord politique permettant la reconstruction de la province et comprenant une garantie internationale de sécurité pour tous ses habitants (...).

» Pour atteindre cet objectif, nous avons choisi des frappes aériennes ciblées, qu'elles limitent les risques pour les populations. Aujourd'hui nous avons réduit fortement la mobilité des forces serbes, nous les empêchons de se concentrer et nous les coupons progressivement de leur ravitaillement et de leurs bases.

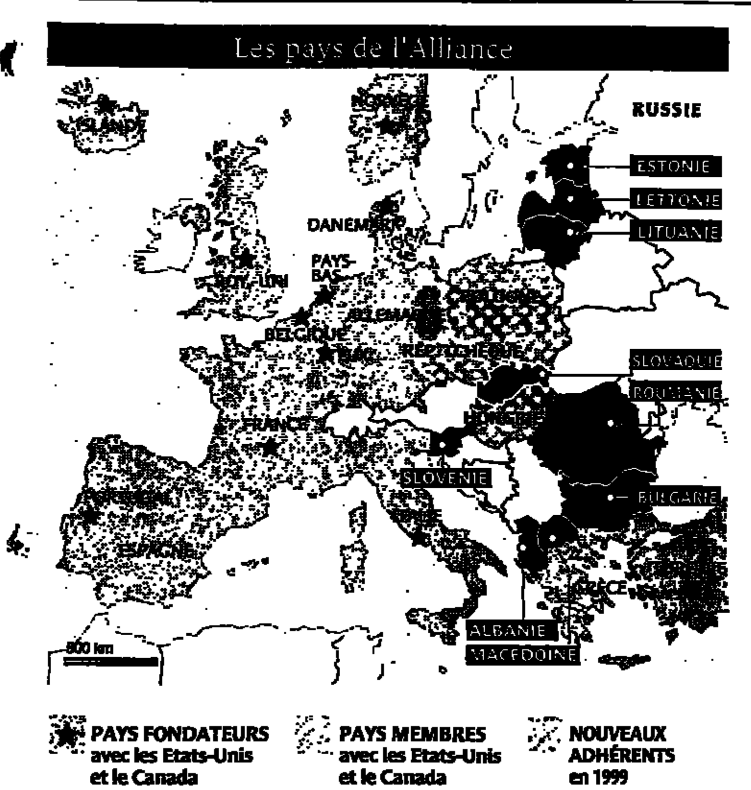
» Et pourtant le régime de Belgrade s'entête. Il provoque et il poursuit sa terrible politique d'épuration ethnique. Massacres, viols, pillages, villages incendiés, familles séparées et jetées sur les routes (...). Voilà ce qui doit cesser. Nous devons donc intensifier encore ces frappes, mettre en œuvre des moyens supplémentaires et attaquer des objectifs de plus en plus diversifiés dont la destruction pèsera de plus en plus lourdement sur l'action des forces et sur le fonctionnement du régime serbe (...).

» Je proposerai aussi de mieux aider les pays voisins qui subissent de plein fouet les effets de ce drame. L'Union européenne a déjà décidé une aide économique et humanitaire considérable. Au sommet, nous rencontrerons les chefs d'Etat de ces pays pour examiner, dans un esprit de solidarité, leurs problèmes de sécurité. Je pense en particulier à la Macédoine et à l'Albanie.

» Ces deux pays et le Monténégro portent tout le poids de l'accueil de 600 000 réfugiés kosovars chassés de leurs foyers par les forces serbes cherchons tous les moyens, je dis bien tous les moyens, de les aider. Je rappelle aux autorités serbes qu'elles sont responsables de leur sort et qu'elles devront rendre des comptes.

» Enfin il est indispensable que l'Union européenne joue tout son rôle dans le règlement politique d'une crise qui se déroule à ses portes. Dans cet esprit, avec le premier ministre, j'ai proposé que l'Union européenne se voie confier par l'ONU, lorsque la paix sera rétablie, la responsabilité d'administrer provisoirement le Kosovo. Cette proposition (...) a été adoptée à l'unanimité par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du dernier Conseil européen. (...). Pour la première fois, l'Union européenne est prête à assumer ses responsabilités dans le règlement d'une crise majeure. On a trop reproché à l'Europe sa faiblesse dans ce domaine pour ne pas saluer cette détermination nouvelle.

» (...) L'Europe doit mieux exercer ses responsabilités de défense, au sein comme en dehors de l'Alliance. De premiers progrès ont été enregistrés, sur la base de nos propositions, avec le plein appui de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Il faut aujourd'hui accélérer le mouvement (...). Nous vivons,



Un « nouveau concept stratégique » flou et rétréci

LE DERNIER concept stratégique – le texte qui définit les fonctions et les méthodes de l'OTAN – date de 1991. L'organisation atlantique prenait acte alors des transformations produites par la chute du mur de Berlin et l'abandon du communisme dans les Etats d'Europe centrale et orientale. Mais elle s'était réunie à Rome avant que l'URSS ne cesse d'exister. C'était une époque où certains, y compris dans les pays occidentaux, se demandaient si une alliance créée pour faire à une menace disparue avait encore une raison d'être.

L'OTAN avait pour mission principale d'assurer la défense collective de ses membres, l'article 5 du traité de Washington de 1949 faisant obligation à chaque membre de considérer toute menace contre l'un de ses alliés comme une menace contre lui-même. Cette mission demeure, mais elle n'a pas la même importance que pendant la guerre froide. En même temps, l'Alliance assume depuis le début des années 90 d'autres missions, liées au maintien de la paix – comme en Bosnie – ou au rétablissement de la paix – comme au Kosovo. Ce qu'à l'OTAN on appelle *« les missions non article 5 »*. Le nouveau concept stratégique que les chefs d'Etat et de gouvernement doivent adopter lors du sommet de Washington se propose de définir ces nouvelles tâches et leur mise en œuvre. Au cours des travaux préparatoires, les discussions ont porté sur cinq points :

● **L'équilibre entre les « missions article 5 » et « non article 5 ».** Certains Etats membres craignaient que l'accent mis sur les opérations de maintien ou de rétablissement de la paix fasse perdre de vue l'objectif premier de l'Alliance : la défense contre une menace extérieure ;

● **La légitimité des actions de l'Alliance.** Pour des actions militaires engagées au titre de l'article 5, la question ne se pose pas : il s'agirait de cas de légitime défense prévus par la Charte des Nations unies. Mais elle se pose pour les missions non article 5. Lors du sommet de janvier 1994, les Seize s'étaient entendus pour placer l'action de l'OTAN *« sous l'autorité du Conseil de sécurité des Nations unies »*. Dans le nouveau concept stratégique, les Etats-Unis voulaient introduire une formule moins contraignante, permettant à l'OTAN de se passer d'un mandat formel de l'ONU, pour ne pas être tributaire d'un éventuel veto russe ou chinois. La résolution du Conseil de sécurité aurait été la règle, mais des exceptions auraient été énumérées, comme le risque d'une *« catastrophe humanitaire majeure »*. Plusieurs pays européens, dont la France, se sont opposés à cette formule. Sans nier la possibilité d'agir sans mandat formel de l'ONU, ils estimaient superflu et dangereux de mettre noir sur blanc les exceptions. Pour éviter des controverses, tout le monde devrait accepter de s'en tenir à la formulation de 1994.

● **L'extension géographique de l'OTAN.** Il s'agit de la possibilité pour l'organisation d'agir en dehors des frontières de ses membres quand la sécurité ou la stabilité sont en jeu. Elle l'a fait en Bosnie en 1995. Jusqu'où peut-elle aller ? Tout en se défendant de vouloir transformer l'OTAN en gendarme du monde, les Etats-Unis soutenaient une conception extensive des responsabilités géographiques de l'OTAN, qui aurait permis d'invoquer la solidarité atlantique sur des théâtres d'opérations éloignés de l'Europe. La formule retenue devrait être plus modeste et suffisamment vague.

● **Les nouvelles menaces.** Là encore, les Américains étaient partisans d'une conception très large, englobant aussi bien la drogue, la criminalité organisée que le terrorisme ou les armes de destruction massive. Les Européens se sont méfiés de cette propension à faire de l'OTAN une organisation compétente sur tous les sujets et tous les continents. Les Dix-neuf devraient décider la création d'un bureau d'information sur les armes de destruction massive, placé auprès du secrétariat général de l'OTAN. Cette structure légère – pas plus d'une dizaine de personnes – coordonnera les échanges sur les problèmes de lutte contre la prolifération mais ne sera pas compétente pour définir une politique qui s'imposerait à tous.

● **L'Identité européenne de défense et de sécurité.** Le nouveau concept stratégique devrait faire une place à l'*« européanisation de l'OTAN » (lire ci-dessous).*

Fruit de nombreux compromis, le nouveau concept stratégique risque de donner raison à Tom Lippman, éditorialiste de politique étrangère au *Washington Post* : *« Une seule chose est sûre,* dit-il, *c'est que le nouveau concept stratégique sera incompréhensible. »*

D. V.

La guerre a bouleversé les priorités du sommet de l'OTAN

CE DEVAIT être une apothéose. Plus d'une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement vont se réunir pendant trois jours à Washington pour célébrer le cinquantième anniversaire de *« l'alliance la plus réussie de tous les temps »*. Jamais la capitale américaine n'a reçu en même temps autant de dirigeants venus du monde entier. Il devait y avoir les représentants des Etats membres, dix-neuf depuis le mois de mars, avec l'arrivée des Hongrois, des Polonais et des Tchèques, mais aussi tous ceux qui gravitent autour de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide, parmi lesquels des Etats issus de l'ancienne Union soviétique, y compris la Russie. Les Américains et leurs alliés voulaient profiter de cette rencontre exceptionnelle pour montrer la métamorphose de l'OTAN depuis le début des années 90. D'organisation de la guerre froide chargée d'assurer la défense des Occidentaux contre la menace communiste en Europe, l'Alliance atlantique est devenue un instrument de la sécurité collective sur le Vieux Continent, et pas seulement une institution parmi d'autres, mais *« la clé de la sécurité en Europe »*, comme on dit à Washington.

ANALYSE

Pour ses cinquante ans, l'Alliance est placée devant le défi le plus risqué de son histoire

L'ordre du jour prévu par les Américains était ambitieux : une déclaration politique ; un nouveau concept stratégique de l'Alliance appelé à remplacer celui adopté en 1991, alors que l'URSS existait encore ; une extension du champ d'intervention de l'OTAN, géographique (au-delà de l'Europe) et fonctionnelle (lutte contre la prolifération des armes de destruction massive) ; la réaffirmation de la politique de la « porte ouverte » pour de nouveaux membres, même si aucun calendrier ne devait être fixé ; une réunion – si possible au sommet – du Conseil conjoint OTAN-Russie ; une réunion avec l'Ukraine ; etc. Le tout baignant dans des festivités grandioses.

LA « TRIPLE COURONNE »

Avant même les bombardements aériens sur la Serbie, la crise du Kosovo avait quelque peu refroidi les ardeurs. Alors qu'elle s'apprêtait à fêter ses cinquante ans, l'OTAN était placée devant le défi le plus risqué de son histoire. Engagée pour la première fois dans une guerre, elle devait passer un test au moment sans doute pas le plus favorable, mais, après l'échec des négociations de Rambouillet, sa crédibilité était en jeu. Ayant menacé pendant des mois Slobodan Milosevic de ses foudres, elle ne pouvait se dérober, alors qu'elle se proposait d'affirmer son hégémonie en Europe. La crise du Kosovo devait même se transformer en démonstration de son rôle dans la sécurité et la stabilité européennes. Sans mandat formel de l'ONU, malgré la réprobation de la Russie, l'Alliance atlantique, menée par les Etats-Unis, allait mettre sa puissance militaire au service de ses idéaux, afin d'*« empêcher une catastrophe humanitaire majeure »* en Europe à l'aube du XXI[e] siècle.

Entre le début des frappes sur la Serbie et le sommet de Washington, elle avait un mois pour obliger Slobodan Milosevic à accepter un statut *« d'autonomie substantielle »* pour le Kosovo, sous le contrôle d'une force de l'OTAN. La supériorité technologique américaine était garante d'une solution rapide. Les Américains imaginaient déjà une stratégie dite de la « triple couronne » pour le partage des tâches en Europe : l'OTAN pour la sécurité et la défense, l'Union européenne pour la diplomatie et l'économie, l'OSCE pour le respect des droits de l'homme et la prévention des conflits. La gestion de la crise au Kosovo devait fournir une illustration de ce tripode : l'Union européenne s'occupait des négociations de Rambouillet ; l'OSCE (Organisation pour la sécurité et le développement en Europe) envoyait sur place ses vérificateurs non armés ; l'OTAN commandait la force d'extraction en Macédoine et dirigeait les frappes aériennes.

PRÉMISSES ERRONÉES

Ce scénario est bouleversé, parce que les prémisses sur lesquelles étaient fondées la campagne aérienne contre la Serbie se sont révélées erronées. Les responsables de l'OTAN et leurs alliés se réunissent à Washington alors que Milosevic continue de résister ; l'exode des Kosovars se poursuit, déstabilisant les pays voisins de la Serbie – qu'il s'agissait précisément de protéger –, et la solution politique consistant à organiser une coexistence pacifique entre diverses communautés sous surveillance internationale apparaît plus irréaliste que jamais.

Il est trop tôt pour tirer les leçons de cette crise pour l'OTAN. Mais quelques enseignements sont d'ores et déjà évidents. Loin d'être le précédent dont rêvaient les Américains pour relativiser l'importance des Nations unies, le Kosovo peut être utilisé par les Européens pour appeler les Etats-Unis à plus de circonspection. Tout triomphalisme paraissant hors de saison, le nouveau concept stratégique devrait être ramené à des proportions modestes, d'autant plus que personne, d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, n'a intérêt à brusquer ses partenaires. L'heure est à l'affirmation d'une solidarité qui exclut l'étalage de divergences, a fortiori les éclats diplomatiques, alors que l'OTAN est engagée dans une guerre.

Dans tous les domaines où l'Alliance se préparait à produire *« une carte pour l'OTAN du XXI[e] siècle »*, selon l'expression de Walter Slocombe, sous-secrétaire américain à la défense, les solutions minimalistes devraient l'emporter, pendant que les chefs d'Etat et de gouvernement des dix-neuf passeront le plus clair de leur temps à parler de la situation actuelle dans un petit coin reculé de l'Europe.

Daniel Vernet

Défense européenne : quelques progrès, beaucoup de questions en suspens

EN JANVIER 1994, Bill Clinton avait solennellement accepté l'expression l'Identité européenne de sécurité et de défense (IESD), dans le vocabulaire officiel de l'Alliance. Depuis cinq ans, des progrès ont été réalisés dans les relations entre les membres de l'Union européenne et l'OTAN. Le sommet de Washington devrait s'en féliciter. Il semble difficile qu'il aille beaucoup plus loin, pour des raisons tenant à la position des Etats-Unis et à l'impréparation des Européens. Les premiers ne sont pas hostiles par principe à l'IESD, même si certains Américains trouvent des relents psychanalytiques à l'expression *« identité »*. Pour s'affirmer comme un partenaire, l'Europe devrait prêter plus d'attention à ses *« capacités »* qu'à son identité, disent-ils. Les Européens, eux, avaient laissé en friche le dossier après le Conseil atlantique de Berlin de juin 1996 et les mésaventures franco-américaines à propos du commandement Sud. Ce jusqu'à l'initiative de Tony Blair de l'automne 1998, qui a abouti à la déclaration franco-britannique de Saint-Malo et la mise en place d'un travail tripartite avec les Allemands.

Les discussions progressent rapidement, mais pas assez pour que les Européens puissent présenter une position définitive à Washington. Les Français ne sont pas seuls à penser que le calendrier européen ne doit pas être déterminé par les échéances de l'OTAN, et qu'il serait prématuré, voire dangereux, de définir trop précisément dans une déclaration de l'Alliance une politique européenne de sécurité et de défense encore en gestation.

En revanche, une manifestation de bonne volonté de la part des Etats-Unis pour mettre en œuvre les décisions de Berlin serait bienvenue. Par exemple en ce qui concerne les pouvoirs de l'adjoint au commandant en chef des forces alliées en Europe. Ce dernier – traditionnellement un officier européen (actuellement un Britannique) – devrait pouvoir diriger des actions purement européennes et planifier des opérations de maintien de la paix, en dehors des périodes de crise, avec des unités européennes prélevées sur les contingents affectés à l'OTAN. Les Européens voudraient également obtenir des Américains des avancées par rapport aux décisions de Berlin. Celles-ci admettaient le principe d'une mise à la disposition des ressources de l'OTAN pour des opérations européennes. Les Européens souhaiteraient que cette mise à disposition soit quasi automatique, sans pouvoir faire l'objet d'un droit de veto.

Les Etats-Unis seraient favorables à une déclaration générale dans ce sens, mais la décision est bloquée par l'attitude des Turcs, qui craignent de faire les frais d'un développement de l'IESD en dehors de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), à laquelle ils sont étroitement associés, alors qu'ils ne sont pas membres de l'UE.

Avant de donner leur accord à l'utilisation par l'UE des moyens de l'OTAN, Ankara veut être assuré de retrouver par rapport à l'IESD une position aussi favorable que dans l'UEO. C'est notamment en pensant aux Turcs que la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a assorti son soutien à la défense européenne de « 3 D » : pas de découplage, pas de duplication, pas de discrimination. Autrement dit, l'IESD ne doit pas couper l'Europe des Etats-Unis, elle ne doit pas accomplir les mêmes tâches et investir dans les mêmes matériels que l'OTAN, elle ne doit pas privilégier les membres de l'UE par rapport aux membres de l'OTAN qui, comme la Turquie, l'Islande ou la Norvège, n'appartiennent pas à l'UE.

D. V.

L'adhésion « virtuelle »

Il n'y aura, à Washington, ni nouvelles invitations à l'adhésion à l'OTAN ni calendrier. Cependant l'Alliance confirmera sa politique de *« porte ouverte »*, pour signifier que l'élargissement ne s'est pas achevé en mars avec l'entrée de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque, mais elle attendra plusieurs années avant une autre vague d'adhésion. Pour montrer que ce n'est pas là une manière de refuser de nouveaux membres, les Américains ont inventé un statut à mi-chemin entre l'adhésion pleine et la nébuleuse du partenariat pour la paix, qui rassemble une quarantaine de pays. Il s'agit du MAP, *Membership Action Plan* (Plan d'action pour l'adhésion) que les candidats pourront rejoindre s'ils le souhaitent. La coopération dans le domaine de la défense, la définition d'une interopérabilité avec les forces de l'OTAN et un soutien aux investissements devraient amener les candidats à un niveau compatible avec l'OTAN. Les Etats participant au MAP seront en quelque sorte des membres *« virtuels »*.

Un cinquantenaire où l'euphorie a cédé la place aux doutes

WASHINGTON
de notre correspondant

La guerre du Kosovo est *« comme une mouche dans le champagne de l'OTAN »*, ironise le *New York Times*. Elle vole en effet la vedette à ce qui devait être une grande cérémonie festive comme les Américains, en particulier leur président, les aiment. Certes, les dix-neuf membres de l'Alliance atlantique se retrouveront, à partir de vendredi 23 avril, pour célébrer le cinquantenaire de l'OTAN, avant de débattre avec leurs partenaires européens et les pays limitrophes du Kosovo (seule absente, la Russie a annoncé à la dernière minute qu'elle ne participerait pas au sommet). Mais l'autosatisfaction sur les cinquante ans passés et les projections optimistes sur l'avenir ont dû être remisées.

La logistique reste cependant formidable. Washington attend une quarantaine de délégations – 1 700 personnes –, des milliers de journalistes. Tous les incidents imaginables ont été prévus, jusqu'à une attaque terroriste de nationalistes serbes ! Le Triangle fédéral, où sont situées nombre d'administrations, sera bouclé, 90 000 fonctionnaires ont reçu un jour de vacances, vendredi. Des écoles et des bureaux seront fermés, les grands hôtels, pris d'assaut par les délégations, mis sous haute surveillance : pas moins de cinquante organismes de sécurité.

Reste à faire de ce sommet une réussite. Car nombre d'experts aux Etats-Unis, très critiques sur la conduite des opérations en Serbie, se demandent s'il suffira d'affirmer publiquement l'unité de l'Alliance pour permettre à un Bill Clinton critiqué pour son manque de leadership d'annoncer un succès du sommet. Si les délégations affichent leur opposition quasi unanime à l'envoi de troupes terrestres au Kosovo, le petit monde de Washington bruisse ainsi d'indiscrétions sur un possible changement de ligne sur cette question-clé, qui sera, bien évidemment, discutée.

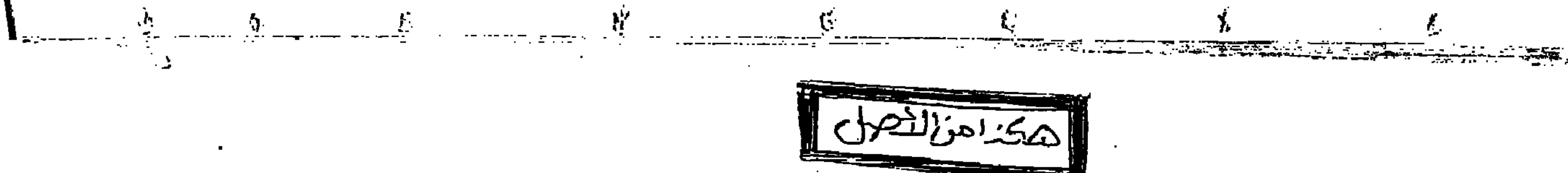
L'administration américaine, tout en maintenant sa position, assouplit chaque jour un peu plus les termes de ce refus et laisse filtrer des bruits sur une responsabilité des alliés dans le manque de réussite d'une guerre aérienne dont on attendait tout. Par ailleurs, mal informés sur la participation des alliés, les Américains y voient matière à critique. L'écart technologique grandissant, l'insuffisance des moyens de projection de forces des Européens et leur dépendance envers les Etats-Unis suscitent une certaine frustration.

LA FIN « DES TICKETS GRATUITS »

Les analystes de la Rand Corporation notent ainsi que les coupes dans les budgets de défense sont plus marquées en Europe qu'aux Etats-Unis. Alors que Washington réclame un *« partage du fardeau »*, ils critiquent le déséquilibre entre la participation de l'US Air Force aux bombardements et celle des alliés. Il en serait de même dans une future force terrestre.

« Le temps des tickets gratuits est fini, les forces armées européennes ne sont plus adéquates, elles doivent se moderniser, ne plus faire comme dans la guerre du Golfe, où leur rôle a été symbolique », dit l'analyste David Gompert. D'où l'initiative sur les capacités de défense, destinée à améliorer l'interopérabilité entre les membres de l'OTAN, qui sera discutée au sommet. Jusqu'à présent, ce défi n'a pas été relevé, note l'ancien ambassadeur Robert Hunter, qui reconnaît pourtant que les Européens assument la part du lion du processus de paix en Bosnie. Ce week-end ne sera pas de trop pour répondre à ce type de critiques, pas toujours désintéressées.

Patrice de Beer





ARBEN CELI/REUTERS

TIRANA-RINAS. *Destinés à soutenir l'offensive de l'OTAN sur le terrain du Kosovo, des hélicoptères américains d'attaque Apache s'apprêtent à atterrir.*

Le Monténégro craint « un coup d'Etat rampant » organisé par l'armée yougoslave

Un meeting « anti-OTAN » est organisé à Podgorica

PODGORICA
de notre envoyée spéciale

L'armée yougoslave bloquait, mercredi 21 avril, un passage frontalier entre la Croatie et le Monténégro, un jour après avoir exigé que les forces de police du Monténégro se soumettent à l'autorité militaire, en vertu de l'*« état de guerre »* déclaré à Belgrade.

Les relations, déjà tendues, entre le gouvernement local et l'armée fédérale se sont encore détériorées après l'incident survenu le 18 avril au nord-est du Monténégro, près de la frontière avec le Kosovo, où des soldats et des paramilitaires serbes ont fait fuir les habitants de trois villages musulmans, au prétexte qu'ils abritaient des *« terroristes »* de l'UCK. Le maire de Rozaje, la bourgade la plus proche, a conseillé aux villageois résidant à proximité du Kosovo de se replier temporairement vers des zones plus sûres, en raison du risque de nouvelles violences.

Le gouvernement monténégrin a demandé à l'armée de livrer les auteurs des *« crimes »* commis dans les trois villages attaqués, où au moins six personnes auraient trouvé la mort. Les officiels monténégrins affirment que les victimes étaient des réfugiés arrivés du Kosovo, l'armée déclarant de son côté qu'il s'agit de combattants albanais.

Les autorités de Podgorica ont dénoncé la volonté de l'armée de faire main basse sur la police locale, y voyant *« une tentative immorale visant à entraîner la police monténégrine dans la guerre au Kosovo »*. Selon le vice-premier ministre, Dragisa Burzan, le commandement militaire cherche à instaurer au Monténégro *« un pouvoir parallèle »*. Le pouvoir monténégrin a en outre demandé des éclaircissements à l'armée yougoslave, concernant la récente incursion de quelque trois cents soldats fédéraux dans la zone démilitarisée de Prelavka, en Croatie.

Tous ces incidents sont couramment interpretés, à Podgorica, comme les signes d'un *« coup d'Etat rampant »* de l'armée au Monténégro. Ils constituent assurément des démonstrations de force de la part des militaires, qui multiplient les appels de réservistes et les mesures de mobilisation, poussant de nombreux jeunes Monténégrins à entrer dans la clandestinité pour échapper à l'enrôlement. L'armée multiplie en outre les contrôles de véhicules sur les routes.

La situation politique risquait encore de se tendre, jeudi. Un meeting *« anti-OTAN »* était prévu dans la soirée, dans le centre de Podgorica, en présence du premier ministre fédéral, Momir Bulatovic, qui devait, pour l'occasion, faire le voyage depuis Belgrade. Fidèle de Slobodan Milosevic, Momir Bulatovic est le principal opposant du président du Monténégro, Milo Djukanovic, dont la capitale constitue l'un des fiefs.

Des partis de la coalition au pouvoir à Podgorica avaient envisagé, ces jours-ci, de convoquer une séance extraordinaire du Parlement pour faire interdire cette manifestation. L'idée n'a toutefois pas été retenue, la formation du président Djukanovic déclarant que ce genre d'interdiction risquait de *« créer plus de tensions »*. Des sources policières ont indiqué qu'un dispositif de sécurité important serait déployé jeudi dans la capitale du Monténégro.

Natalie Nougayrède

Les premiers hélicoptères Apache sont arrivés sur l'aéroport de Tirana

Accrochages à la frontière serbo-albanaise

TIRANA
de notre envoyé spécial

Surgissant des nuages, les hélicoptères Apache atterrissent lourdement sur l'aéroport enchâssé dans les montagnes. Regardant les premiers appareils blindés américains d'attaque au sol se poser, mercredi 21 avril, sur le tarmac congestionné de l'aéroport de Tirana, l'Albanie, gonflée de 360 000 Albanais expulsés du Kosovo, espère. *« Maintenant, ça va être la fin pour les Serbes »*, dit Ilir, un étudiant.

L'Albanie veut croire que l'arrivée de ces hélicoptères va, sinon régler le conflit, du moins pousser l'Occident dans l'engrenage. L'engrenage qui, après avoir entraîné l'OTAN des menaces de frappes aériennes à des frappes « limitées », des frappes limitées aux bombardements intensifs, mènera l'Alliance à une intervention terrestre pour « libérer le Kosovo ». Pourtant les Apache, qui ne pourront pas lancer d'attaques risquées contre les forces serbes avant une semaine, semblent bien en peine de changer le cours de la guerre. Selon les témoignages des réfugiés du Kosovo, les blindés et les troupes serbes n'ont pas attendu les hélicoptères pour s'enterrer, se disperser, se dissimuler.

Comme pour pousser l'Alliance à un engagement plus direct, les autorités de Tirana ont dramatisé, mercredi, des « combats » sur la frontière entre les forces serbes et albanaises. Depuis près d'une semaine, quelques gardes-frontières albanais échangent quotidiennement des coups de feu avec les forces de Belgrade. Avant de déguerpir si les Serbes passent à l'assaut.

Officiellement, malgré l'arrivée des Apache, malgré le déploiement de blindés à lance-roquettes multiples en appui d'artillerie, malgré l'arrivée d'une force d'élite parachutiste américaine (la « 82 Airborne »), l'opération « Abri allié » en Albanie reste « humanitaire ». Comme pour le démontrer, les Américains ont organisé mercredi une opération de relations publiques. A grand renfort de publicité, les hélicoptères de l'US Airforce ont transporté du nord vers le sud moins de deux cents réfugiés, alors que c'est par milliers que les Kosovars sont quotidiennement évacués du nord par camions. Et l'afflux des réfugiés au poste-frontière de Morina, principal point de passage des expulsés du Kosovo, s'est de nouveau brusquement tari depuis près de trois jours.

> « Sur les 8 500 hommes de l'OTAN, on ne sait pas combien sont des humanitaires et combien des combattants »

Le président serbe Slobodan Milosevic *« essaye de créer le chaos en envoyant les réfugiés par vagues »*, estime à Tirana une responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, en charge des opérations humanitaires. Malgré les « coups d'accordéon », les cris d'alarme réguliers des humanitaires et des autorités albanaises, plus justifiés par les besoins de fonds que par la situation, l'Albanie absorbe sans drame le flot de réfugiés, avant même que les soldats de l'OTAN ne se soient véritablement engagés dans les « opérations humanitaires ».

« Nous n'avons que faire de huit mille soldats » de l'OTAN, dit un haut responsable humanitaire. *« Sur les huit mille cinq cents hommes, on ne sait pas combien sont des humanitaires et combien des combattants »*, reconnaît un militaire des troupes de l'OTAN à Tirana. Personne ne semble capable dire si les troupes de l'OTAN qui débarquent vont construire des logements durables pour les Kosovars expulsés ou se battre pour qu'ils rentrent chez eux.

Jean-Baptiste Naudet

DÉPÊCHES

MILOSEVIC PARLE AUX AMÉRICAINS

■ *« Il n'y a jamais eu de la part de mon pays – et de moi-même – une politique d'expulsion de quelque citoyen yougoslave que ce soit »*, a déclaré Slobodan Milosevic, mercredi 21 avril, lors d'une interview en anglais à la chaîne *CBS*, depuis le palais présidentiel de Belgrade. L'exode des Kosovars, a-t-il dit, a été provoqué par *« ces maudits bombardements »*. Evoquant les trois soldats américains capturés le 31 mars, il a ajouté : *« Nous sommes un peuple très ancien qui a pour tradition de respecter les prisonniers de guerre. (...) Il ne leur arrivera rien. La Convention de Genève sera respectée. »* Il sera *« très facile »* de régler politiquement la crise du Kosovo *« dès que les bombardements cesseront »*, a-t-il soutenu. – *(Reuters.)*

OPPOSANTS SERBES

■ Deux groupes d'opposants serbes, cités mercredi par l'agence *Beta*, ont signé des appels à la fin des frappes de l'OTAN. *« Le régime actuel est renforcé par les frappes, qui ont poussé les gens à se rassembler patriotiquement sous le même drapeau (...), qui affaiblissent les forces démocratiques en Serbie et menacent le pouvoir réformateur du Monténégro »*, écrivent 27 intellectuels, dont d'anciens professeurs d'université et des journalistes. *« La destruction des usines et de l'infrastructure ne cause aucun dommage, y compris politique, à M. Milosevic »*, écrivent de leur côté 17 économistes. – *(AFP.)*

AIDE INTERNATIONALE

■ L'organisation de l'aide internationale aux pays touchés par la guerre au Kosovo sera l'une des priorités de la réunion de printemps du FMI et de la Banque mondiale, a indiqué, mercredi 21 avril, le directeur général du Fonds, Michel Camdessus. Il s'agira de déterminer *« très rapidement comment répondre à la situation humanitaire »* dans la région. Selon une étude du FMI, le préjudice économique pour les pays riverains sera d'environ 1,6 milliard de dollars si la guerre dure jusqu'à la fin de l'année, de 800 millions de dollars si elle s'arrête dans quelques semaines.

SEPT PRIX NOBEL POUR LE DIALOGUE

■ Sept lauréats du prix Nobel de la paix – David Trimble, Mikhail Gorbatchev, F. W. De Klerk, Shimon Peres, Rigoberta Menchu, Betty Williams et Joseph Rotblat –, réunis mercredi à Rome, ont appelé le président Milosevic à entamer un dialogue sur le Kosovo et à *« cesser les agressions brutales contre les Kosovars »*. – *(AFP.)*

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

Un « symbole de notre capitale »

AU LENDEMAIN du bombardement de l'immeuble du Parti socialiste, la télévision serbe s'est offusquée de cette attaque à l'encontre d'un *« immeuble de bureaux, un ouvrage exclusivement civil accueillant plus de vingt grandes entreprises ainsi que des stations de radios et de télévisions privées »*. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Nebojsa Vujovic, a souligné que *« l'OTAN cherche à dissimuler ses crimes »*.

Gorica Gajevic, présidente du comité exécutif du comité central du PS, a abondé en ce sens déclarant que *« les criminels de l'OTAN essaient de tuer la voix de la vérité. Mais on ne peut pas tuer la vérité »*. *« Notre pays a subi, au cours de ce siècle, de nombreuses destructions en défendant sa liberté et son territoire. Ces valeurs n'habitent pas dans les immeubles, elles résident dans les gens et constituent l'âme de notre peuple que l'on ne peut détruire »*. *« C'est pour ces mêmes raisons que les bombes de l'OTAN n'ont pas réellement touché le PS : le PS n'est pas dans un immeuble, il réside dans ses membres, dans ses idées et dans la confiance du peuple. »*

La direction de la Gauche unie (JUL), formation de l'épouse de Slobodan Milosevic, parle dans un communiqué *« d'un immeuble de bureaux où se trouvent des stations de radio et de télévision très populaires qui n'émettent pas d'informations »*. D'autres personnes employées dans les stations de radio et télévision touchées ont, elles aussi, déclaré *« qu'il s'agissait de télévisions qui émettaient des programmes de divertissement pour apporter un peu de réconfort aux gens dans ces temps difficiles »*. Goran Matic, ministre fédéral, a souligné : *« Il est intéressant de noter que Pink* [télévision d'un proche de Mira Markovic] *diffusait presqu'exclusivement des films hollywoodiens, de même que Kosava* [dirigée par Marija Milosevic] »

La télévision n'a pas jugé nécessaire de préciser une chose connue de tous à Belgrade. Ces télévisions et radios locales, notamment durant les alertes, avaient commencé à reprendre le programme de la télévision officielle. Ce qui n'était au départ qu'une opération visant à uniformiser l'information était devenu vital après la destruction de plusieurs relais de télévision, notamment en Voïvodine, ces derniers jours. Plusieurs zones autour de Belgrade ne reçoivent plus, ou très mal, le programme de la télévision serbe.

Par ailleurs, à aucun moment il n'a été souligné que ce bombardement avait touché directement la famille du président Milosevic puisque l'une des stations de télévision appartenait à sa fille, Marija. De même, on n'a pas rappelé, chose inutile pour les Belgradois, que cet immeuble *« symbole de notre capitale, mais aussi de l'Europe moderne »*, selon Nebojsa Vujovic, était l'ancien immeuble du comité central de la Ligue des communistes jusqu'en 1990, année où il était devenu la propriété de la Gauche unie lors du partage des biens de la Ligue des communistes entre le Parti socialiste et JUL.

Hector Forest

A Skopje, les amis d'Ibrahim Rugova sortent de l'ombre

SKOPJE
de notre envoyé spécial

Dans les grands cafés de Skopje, la capitale macédonienne, et de Tetovo, la principale ville albanophone, l'intelligentsia kosovare se retrouve peu à peu entre elle, émergeant de l'exode. Si le plus gros des réfugiés du Kosovo s'est retrouvé en Albanie, ceux de Pristina, la capitale, se sont surtout retrouvés en Macédoine, poussés par les Serbes vers le sud. Et avec eux sont venus de nombreux responsables, intellectuels, pris au piège par l'intervention des forces serbes, qui n'ont pas pu ou voulu rejoindre les montagnes pour prendre part à la lutte de l'Armée de libération du Kosovo.

Peu à peu, les amis d'Ibrahim Rugova, le leader kosovar retenu dans sa maison-prison de Pristina, sortent de l'ombre, cherchant à réaffirmer une existence mise en doute par leur absence sur le terrain. Après l'effroi, la fuite, la découverte de l'exil, il leur faut penser à réagir, à préparer l'avenir. Une dizaine des principaux dirigeants de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le parti de M. Rugova, dont plusieurs avaient participé aux négociations de Rambouillet et de Paris, sont présents en Macédoine. Ils ont tenu samedi dernier à Skopje une réunion avec le responsable de leur parti en Allemagne, Hafiz Gagica, désormais chargé d'exprimer officiellement leurs positions.

La discrétion depuis Skopje est de rigueur. L'avertissement solennel lancé mardi par le ministre de l'intérieur à ceux qui seraient tentés de se servir de la Macédoine comme base arrière est clair. S'il vaut d'abord pour l'UCK, qui n'avait pas dissimulé sa présence dans le pays, les modérés de la LDK sont prévenus eux aussi que s'ils veulent rester ici, ils doivent respecter une règle de non-ingérence.

Les risques d'affrontement sont bien réels dans le pays entre les deux communautés slavo-macédoniennes et albanophones. Le violent incident auquel a été confronté le contingent français mardi dans un village slavo-macédonien illustre combien les nerfs sont à fleur de peau dans la majorité slave de Macédoine. En face, l'UCK bénéficie surtout de l'appui des albanophones les plus nationalistes, qui profiteraient bien de la situation pour ressortir le projet d'une grande Albanie. Mais elle peut compter aussi, dans ces heures difficiles, sur une sympathie spontanée de couches beaucoup plus larges de la population albanophone, notamment dans les villages de la frontière. Les circonstances dramatiques de l'accueil des réfugiés, régulièrement bloqués à la frontière par les autorités macédoniennes, n'ont pas facilité les choses. L'indignation internationale, la prise à partie du gouvernement par la presse et les organisations humanitaires ont fourni de l'eau au moulin des partisans de l'UCK.

Le danger a été reconnu par les dirigeants des deux grands partis albanophones de Macédoine, notamment le parti démocratique des Albanais, membre de la coalition au pouvoir à Skopje. Ils n'ont cessé depuis le début de la guerre d'appeler les albanophones à la prudence, affirmant que la déstabilisation de leur pays serait un cadeau à Slobodan Milosevic. Les gouvernements occidentaux ont mis plus de temps à réagir. Les diplomates en poste à Skopje ont cependant conscience que la stabilité de la Macédoine est un enjeu crucial. D'abord, comme le souligne l'un d'eux, parce que la jeune République a été jusque-là un laboratoire d'une possible coexistence entre communautés ethniques dans les Balkans et que son éclatement arrangerait les radicaux de tous bords. Mais surtout parce qu'elle est d'un intérêt stratégique majeur. Non seulement elle accepte sur son territoire une force de l'OTAN aux frontières de la Serbie mais, à deux heures du port grec de Salonique, elle représente une voie de passage essentielle en cas de déploiement de forces au Kosovo.

« PROTECTORAT INTERNATIONAL »

Le soutien politique à la coalition de Skopje est aujourd'hui une préoccupation beaucoup plus importante qu'un éventuel appui à l'UCK, dont beaucoup se méfient. L'UCK étant une pièce plus gênante qu'utile dans les projets qui sont mûris en vue d'une solution de la crise. On rappelle dans les milieux diplomatiques à Skopje que les solutions envisagées lors de la conférence de Rambouillet, en février, prévoyaient l'instauration d'une démocratie parlementaire au Kosovo sous le contrôle d'une force de paix internationale. Il n'est pas question, en cas de règlement, de laisser l'UCK se prévaloir de son rôle armé pour prendre le pouvoir.

La réactivation de la LDK de M. Rugova pourrait être dans ces conditions un élément utile pour le futur. Accusé par l'UCK de s'être fait piéger par Slobodan Milosevic, le leader kosovar, toujours aux mains des Serbes, tente de retrouver une posture politique. « Rugova a décidé de rester à Pristina pour être avec son peuple », titrait mardi le quotidien albanophone *Fakti* de Macédoine, citant un de ses proches.

Ceux-ci s'efforcent d'apparaître comme des interlocuteurs responsables en vue d'un règlement politique une fois la guerre finie. L'un d'eux soulignait, lundi à Skopje, que la LDK entendait coopérer avec les dirigeants macédoniens et les Occidentaux pour la stabilité de la région. *« Nous apprécions beaucoup ce que la Macédoine fait pour nous aujourd'hui »*, ajoutait-il, en indiquant que son parti respecterait la volonté du gouvernement de ne pas s'exprimer à partir du pays.

La LDK rejette le gouvernement provisoire proclamé de Tirana par l'UCK, dans lequel cette dernière s'est réservée l'essentiel des postes. Si elle reconnaît le rôle éminent de l'UCK dans la résistance des Kosovars, elle souhaite cependant, sur le plan militaire, voir les Occidentaux lancer eux-mêmes *« le plus rapidement possible »* une opération sur le terrain pour éviter que le pays ne soit totalement vidé de ses habitants. En attendant, elle demande, malgré les risques, que des vivres et des médicaments soient parachutés aux populations qui errent dans les montagnes. Pour la suite, la LDK estime que le traitement infligé aux Kosovars ne peut à terme que conduire à une indépendance. Mais elle appuie dans une première phase la solution d'un « protectorat international ». *« Notre souhait,* indique-t-on, *est un protectorat de l'OTAN. Si la communauté internationale veut que la Russie y participe, il faut qu'il y ait une combinaison. Les forces de l'OTAN doivent être présentes, là-dessus nous ne voulons pas de compromis. »*

Henri de Bresson

L'afflux des réfugiés en Macédoine atteint un seuil critique

La population slave en état de choc

SKOPJE
de notre envoyé spécial

La terre gicle sous les lames des engins de terrassement. Une vaste plate-forme se dessine dans les allées et venues des bulldozers. Elle accueillera bientôt les tentes d'un centre de transit pour les réfugiés du Kosovo, sur ce point de passage entre la Macédoine et la République fédérale de Yougoslavie. Si le terrain le permettait, les autorités macédoniennes l'étendraient très certainement jusqu'à la rivière qui coule en contre-bas, histoire de recouvrir de terre les vestiges misérables du camp de Blace. Elles essayeraient sûrement d'effacer les images montrées sur tous les écrans du monde : les abris faits de morceaux de plastique assemblés de bric et de broc, la boue, le dénuement et le souvenir d'évacuations menées par des soldats munis de masques et de gants chirurgicaux.

REPORTAGE
« Welcome to the hotel Macedonia », chante Igor Jambazof sur les ondes du pays

Les Macédoniens ne comprennent toujours pas le tollé soulevé à cette occasion. « *On nous a présentés comme les plus grands coupables du monde*, gronde le ministre de l'intérieur, Pavle Trajanov, qui défend sa police accusée d'être brutale avec les réfugiés. *Il faut savoir dans quelles conditions nous avons été placés malgré nous. Que se serait-il passé en France si vous aviez dû accueillir en quelques jours six millions de réfugiés ? La politique des grandes puissances est toujours la même : c'est toujours aux petits pays de faire le maximum. On leur promet une aide, mais à condition pour eux de se montrer obéissants !* »

Depuis le début de l'année, l'accélération de l'histoire a laissé sur place la Macédoine. Il y a eu tout d'abord l'arrivée de 12 000 soldats de l'OTAN, soit autant que l'armée macédonienne toute entière. Il y a eu ensuite le bombardement des voisins serbes, puis la vague des réfugiés qui a suscité celle de la presse internationale. Trop rapide, trop fort, le cours des événements a placé les Macédoniens en état de choc.

L'OTAN, « MAL ABSOLU »

Journaliste à la chaîne de télévision privée Sitel, Irina Gapic, qui a suivi de près l'épisode de Blace, ne décolère pas. « *Pour la première fois de ma vie, j'ai eu l'occasion de voir comment on déforme la réalité. Lorsqu'ils parlaient avec moi, mes confrères des chaînes américaines, britanniques et françaises, assuraient comprendre parfaitement le point de vue des Macédoniens, mais à l'écran, il n'en a jamais été question. Et puis, moi aussi j'ai porté des gants et un masque pour aller dans Blace. Il faut se souvenir de ce que c'était !* »

Pour le peintre Stojan Stojanov, naturalisé français mais qui se partage entre la Macédoine et Paris, « *trop de choses se sont précipitées, trop de contradictions* ». « *Les Macédoniens ont mal vécu l'éclatement de la Yougoslavie*, rappelle-t-il. *Puis ils ont souffert de voir que l'Europe ne tenait pas tant que ça à les accueillir. Ensuite, on leur a parlé d'adhérer à une organisation, l'OTAN, qui avait été présentée pendant des années de communisme comme le mal absolu. Enfin cette crise a éclaté alors qu'une nouvelle équipe politique venait d'arriver au pouvoir. Elle n'était pas prête et elle n'avait pas les moyens de répondre à cet énorme défi.* »

Ce défi que constitue l'arrivée de 150 000 réfugiés pour un pays de deux millions d'habitants est surtout un défi albanais. Il tétanise les Macédoniens slaves, encore majoritaires dans le pays mais qui assistent à la montée en puissance de la minorité albanaise, portée par une démographie plus favorable. « *On n'est jamais prêt à accueillir son ennemi* », constate un Macédonien. « *Un seuil critique est en train d'être atteint avec le nombre de réfugiés*, affirme l'ambassadeur de France, Jacques Huntzinger, *il faut comprendre certains comportements des autorités macédoniennes.* » Parler des Albanais de Macédoine, c'est parler d'étrangers. « *A Skopje, il y a la rive droite, la rive gauche et chacun fait son marché de son côté* », rappelle un observateur européen. « *J'aimerais ne plus les reconnaître*, songe Irina Gapic, *cela voudrait dire qu'ils sont enfin sortis d'une sorte d'enfermement sur eux-mêmes. Essayez d'imaginer ce que l'on peut ressentir quand on s'adresse en macédonien à un Albanais et qu'il répond en albanais. Les enfants, dans leurs villages, ne parlent que cette langue et chantent « UCK ! UCK ! dès qu'ils voient nos caméras.* »

L'alliance dans le gouvernement des partis nationalistes macédoniens et albanais, depuis novembre 1998, a sans doute permis de limiter les dégâts mais la coupure est plus nette que jamais entre les deux communautés qui se renvoient leurs caricatures : celle qui accueille à bras ouverts en pensant à une Grande Albanie bâtie sur la dépouille de la Macédoine, celle qui ne lève pas le petit doigt et qui conspue l'OTAN parce qu'elle pense en fait comme Slobodan Milosevic.

Près de la frontière avec la République fédérale de Yougoslavie, la présence d'une minorité serbe aux côtés des Albanais de Macédoine ajoute encore à la confusion. Il suffit de suivre les convois militaires de l'OTAN pour savoir très vite où l'on est. D'un village à l'autre, en l'espace de quelques kilomètres, les bras se lèvent au passage des véhicules kakis : ici on agite les mains, là on montre le poing après avoir jeté une pierre.

« *La Macédoine n'est tout de même pas le Kosovo. Il y a des écoles albanaises, des chaînes de télévision albanaises, des ministres et des députés albanais... Lorsque je demande à mes amis ce qu'ils veulent en plus, ils ne savent pas quoi répondre* », assure la journaliste. Le peintre ajoute en écho qu'il est « *inévitable que les Albanais soient moins bien représentés que les Macédoniens dans les rouages de l'Etat parce que notre pays n'est pour eux qu'une étape transitoire* ».

« *Welcome to the hotel Macedonia* », chante Igor Jambazof sur les ondes macédoniennes depuis le début des bombardements de l'OTAN. Le vieux slow cotonneux du groupe Eagles a été revisité par la star macédonienne qui décrit son pays comme une auberge espagnole où chacun entre et sort à sa guise, au mépris de ses habitants. « *Welcome to the hotel Macedonia* », personne ne sait encore qui va payer la note.

Gilles Paris

Pas d'offensive à partir de Skopje

Le ministre macédonien des affaires étrangères, Aleksandar Dimitrov, a déclaré, jeudi 22 avril, que son pays n'autoriserait pas des troupes de combat étrangères à stationner sur son territoire. « *La région de Macédoine ne peut être utilisée pour une action offensive contre des pays voisin, notamment la Yougoslavie* », a-t-il dit lors d'une conférence de presse tenue à Bonn avec son homologue allemand Joschka Fischer.

Une telle opération ne déboucherait que sur une augmentation de l'effusion de sang et des victimes, a-t-il ajouté. Aleksandar Dimitrov a encore dit que la Macédoine avait besoin d'une aide internationale pour accueillir davantage de réfugiés du Kosovo. « *Nous ne pouvons autrement accepter 20 000 réfugiés supplémentaire. Nous en avons déjà huit fois plus* ». Joschka Fischer a assuré que l'Allemagne et l'Union européenne continueraient de fournir une aide financière et humanitaire à la Macédoine.– *(AFP.)*

La France se prépare à parachuter des médicaments et des vivres aux déplacés à l'intérieur du Kosovo

Un avion « conditionné » attend sur la base de Toulouse

Le président de la République a assuré, mercredi 21 avril lors d'une déclaration radiotélévisée, que la France cherchait par « *tous les moyens* » à organiser l'aide humanitaire au profit des populations se trouvant encore au Kosovo. Un programme de largage par avions est en cours d'examen chez les alliés et, déjà, un appareil est « conditionné » pour cette mission sur la base de Toulouse.

LA FRANCE a décidé de mettre en oeuvre « *avec ténacité* », selon une source autorisée, un plan de parachutage de vivres et de médicaments aux populations déplacées au Kosovo. A Toulouse, un avion est en attente de départ, paré au largage, et, à Bruxelles, la représentation française au Conseil de l'Atlantique-Nord, qui réunit les ambassadeurs des dix-neuf pays membres de l'Alliance, a été chargée d'obtenir que les états-majors de l'OTAN étudient « *avec persévérance* » un programme de parachutages. Le chef de l'Etat français, dans sa déclaration télévisée du mercredi 21 avril, a particulièrement insisté pour que « *tous les moyens* » soient activement recensés afin d'aider les populations kosovares en détresse.

Au siège de l'OTAN, une première évaluation opérationnelle a été menée et, sous l'impulsion principale d'experts militaires américains, ce type d'intervention aéroportée a été classé parmi les opérations compliquées et risquées. D'une manière générale, l'aérolargage de vivres, d'eau et de médicaments dans un environnement déclaré hostile est considéré comme une mission de guerre qui peut déboucher sur des résultats aléatoires.

De deux choses l'une. Soit l'opération est conduite à 5 000 ou 6 000 mètres d'altitude pour s'affranchir de la défense antiaérienne serbe, et on ne peut maîtriser la précision de l'atterrissage des colis, avec le risque de voir ces parachutages récupérés par les forces serbes. Soit elle est réalisée à faible altitude par des avions nécessairement lents, et les équipages sont sous la menace directe de l'artillerie antiaérienne yougoslave, voire de mitrailleuses au sol. Dans les deux cas, les chances que le fret humanitaire parvienne à ses destinataires dépendront de facteurs difficilement contrôlables.

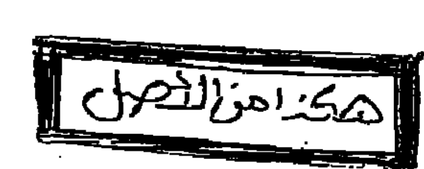
Cette opération se complique au Kosovo du fait que, par ses propres moyens de renseignement qu'elle a décidé de renforcer, la France a enregistré une situation extrêmement diffuse sur le terrain. Les milliers de Kosovars déplacés, qui sont dans un état de dénuement total, ne sont pas concentrés dans de grands rassemblements, dans telle ou telle zone. Sous l'effet de l'activité militaire serbe au Kosovo, qui vise à s'imbriquer en permanence dans les déplacements de ces réfugiés, il s'agit de mouvements très dilués de populations exténuées.

CONTRAINTES OPÉRATIONNELLES

Mais c'est précisément cette situation, devenue fort inquiétante, qui, depuis quelques jours, a incité d'autres partenaires européens de la France, au Conseil atlantique, à se montrer moins réfractaires au projet et à estimer que, malgré les contraintes opérationnelles, cette question d'un aérolargage à but humanitaire est devenue d'actualité. A Paris, à la fin de la semaine dernière, Jacques Chirac avait demandé que tout soit mis en oeuvre pour préparer ces parachutages. Depuis, au Quai d'Orsay et au ministère de la défense, on a précisé, mercredi, que le projet sera proposé à l'examen du Conseil atlantique, à Bruxelles, certaines des phases de cette opération devant entrer dans la planification de l'OTAN.

D'ores et déjà, à Toulouse, un premier avion a été conditionné pour être prêt au largage de palettes par gravitation ou par freinage au moyen de petits parachutes. Dans les milieux militaires, on considère qu'il faudra néanmoins résoudre deux obstacles techniques qui sont du ressort de l'Alliance : le guidage de ces raids humanitaires et leur protection aérienne. La première difficulté est de pouvoir, à côté des moyens de repérage comme des avions ou des engins automatiques de reconnaissance (drones), déployer au sol des spécialistes du guidage des appareils. Le second problème est d'organiser un dispositif de « couverture » aérienne, à partir d'avions de brouillage électronique, de détection-radar et de défense aérienne censés rendre moins vulnérable l'appareil de largage.

Jacques Isnard



Les deux tueurs de Littleton, dans le Colorado, avaient caché un arsenal dans leur lycée

« Ils riaient en tirant », racontent les témoins de la fusillade, qui a fait au moins quinze morts

La fusillade perpétrée par deux adolescents qui ont ouvert le feu, mardi 20 avril, contre des lycéens de leur propre établissement scolaire de Littleton, près de Denver dans le Colorado, a fait quinze morts, dont les deux tueurs. Les enquêteurs ont retrouvé un véritable arsenal d'armes et d'explosifs auprès de ces jeunes passionnés de jeux de guerre, dans un lycée jusqu'alors sans problème.

LITTLETON
de l'envoyée spéciale de l'AFP

Des fleurs, des pleurs et une immense incrédulité : la petite ville de Littleton, près de Denver dans le Colorado, était mercredi sous le choc, après le massacre qui a fait quinze morts au lycée Columbine, perpétré par deux élèves qui se sont apparemment donné la mort. Toute la journée, des milliers de personnes ont défilé aux abords immédiats du lycée pour y apporter des fleurs, des poèmes et du réconfort aux lycéens traumatisés. Et quelque 2 000 personnes ont participé mercredi soir dans le centre de Denver à une veillée oecuménique de prières en mémoire des quinze victimes.

L'établissement, planté au milieu de pelouses et de terrains de sport, dans une banlieue paisible de Denver, a été passé au peigne fin par les artificiers, à la recherche d'engins explosifs. Plus de trente bombes artisanales ont été découvertes et désamorcées dans le lycée et ses environs immédiats, tandis que se poursuivait l'identification des victimes.

Au total, quinze personnes ont été tuées dans ce qui semble être le pire massacre jamais commis dans une école américaine : onze lycéens, deux lycéennes, un enseignant et les deux auteurs présumés de la tuerie, Eric Harris, dix-huit ans, et Dylan Klebold, dix-sept ans. Vingt-deux autres lycéens ont été blessés, cinq d'entre eux étant dans un état jugé critique. En fin de journée mercredi, toutes les familles des victimes avaient été informées. Deux corps, qui gisaient à l'extérieur du lycée, avaient été enlevés, les autres étant encore à l'intérieur.

CONNUS DES SERVICES DE POLICE

Selon les témoignages, les auteurs présumés de la fusillade ont tiré à vue et riaient en commettant leurs crimes. Une lycéenne en larmes a raconté comment les agresseurs *« brandissaient un revolver devant son visage en riant ». « Il a tiré sur un garçon noir parce qu'il était noir »*, a déclaré une autre jeune fille, en pleurs.

Les deux adolescents étaient connus des services de police. En janvier 1998, ils avaient fracturé une voiture pour commettre un vol à la roulotte, a précisé mercredi le procureur David Thomas. Ils faisaient partie d'une bande informelle d'une dizaine de jeunes s'étant proclamée « la mafia en imperméable », dont le shérif John Stone a précisé n'avoir jamais entendu parler jusqu'au drame.

« Ils étaient une dizaine », a expliqué Ian Nelson, élève de terminale. Ils adoraient les jeux de guerre, passaient beaucoup de temps sur Internet, où ils avaient leur propre site. Ils étaient passionnés aussi de la seconde guerre mondiale, portaient des imperméables noirs et, pour certains, des bottes de type militaire.

« L'an dernier, une de mes connaissances, qui faisait partie du groupe et qui avait voulu prendre ses distances, s'était fait menacer de mort », ajoute un autre élève. Certains élèves ont affirmé qu'ils portaient à l'occasion des croix gammées et qu'Harris s'amusait parfois à parler allemand. Le massacre a eu lieu le jour anniversaire de la naissance d'Hitler.

Marilyn Saltzman, porte-parole des écoles du comté de Jefferson, a indiqué que le principal du lycée ignorait l'existence de cette *« mafia »*. Le lycée n'avait jamais eu de problème particulier. Mais le procureur a indiqué qu'il était probable que les deux jeunes avaient eu des complices, au moins pour préparer leur massacre, et ajouté qu'il ne savait pas comment ils avaient pu introduire tout leur arsenal dans le lycée. Cinq armes, dont une semi-automatique, ont été retrouvées à l'intérieur des bâtiments, ainsi que des dizaines de douilles. Des engins explosifs ont aussi été retrouvés dans plusieurs voitures sur le parking du lycée et chez un des suspects. *« Ce n'est pas quelque chose qui s'est préparé en un soir*, a déclaré le procureur. *Il a fallu beaucoup de temps. »*

« Il faut que ça s'arrête tout de suite, sanglote Jill Schwab, dont le fils Aaron est élève du lycée Columbine. *Pas ça. Pas chez nous ! »* Sur le parking du lycée, une voiture est couverte de fleurs. Des adolescents silencieux l'entourent. C'est la voiture d'une élève morte mardi. *« Tu vas nous manquer »*, a écrit un doigt inconnu sur la poussière du capot.

Brigitte Dusseau

De nombreux précédents

Le drame du lycée Columbine dans la banlieue de Denver est le dernier en date d'une « série noire » dans les écoles américaines.

● Le 1er octobre 1997, à Pearl, dans le Mississippi, un adolescent de seize ans ouvre le feu dans son école, tuant deux élèves et en blessant six autres. Luke Wooddham avait quelques heures plus tôt tranché la gorge de sa mère.

● Le 1er décembre 1997, à Paducah, dans le Kentucky, un adolescent de quatorze ans, Michael Carneal, ouvre le feu lors d'une rencontre de prières dans son école. Trois adolescentes sont tuées, cinq autres élèves blessés.

● Le 24 mars 1998, à Jonesboro dans l'Arkansas, deux collégiens de onze et treize ans ouvrent le feu dans leur cour de récréation depuis des fourrés voisins. Ils avaient auparavant activé l'alarme incendie pour faire sortir leurs camarades. Quatre collégiennes et un professeur sont tués.

● Le 24 avril 1998, à Edinboro en Pennsylvanie, un élève de quatorze ans, Andrew Wurst, tue par balle son professeur de sciences lors d'une fête de classe.

● Le 21 mai 1998, à Springfield dans l'Oregon, un lycéen de quinze ans, Kip Kinkel, ouvre le feu dans son lycée. Deux élèves sont tués, vingt-cinq autres blessés. L'adolescent avait le matin même tué ses parents au domicile familial.

L'Amérique s'interroge sur les raisons de sa violence

NEW YORK
de notre correspondante

Vingt-quatre heures après la folie meurtrière de Littleton, l'Amérique est prise d'un sentiment collectif d'impuissance et d'incompréhension. Sous le choc de cette nouvelle tragédie, les Américains sont incapables d'expliquer les raisons de la violence juvénile qui embrase leurs écoles et qui, en deux ans, a coûté la vie à plus de soixante personnes.

La réaction de la classe politique à Washington, elle, est prévisible. Passant tour à tour sur les écrans de télévision, les démocrates s'en prennent aux lois laxistes sur les armes à feu, alors que les républicains blâment la *« culture décadente des libéraux »*. La fusillade perpétrée par deux adolescents est la plus meurtrière dans les annales de la violence à l'école aux Etats-Unis. Ce drame n'a pas manqué de relancer le débat perpétuel entre la puissante Association nationale des armes à feu (NRA) et les militants pour le contrôle de ces armes.

Mercredi soir encore, la NRA se refusait à tout commentaire. Ironie du sort, la convention nationale de l'Association devait se dérouler début mai à Denver. Elle a été annulée, le maire de la ville ayant jugé cette réunion *« inappropriée »* à la lumière du drame de Littleton.

Bouleversé lui aussi par la tragédie, le commentateur vedette des affaires politiques de la chaîne câblée CNN, Jeff Greenfield, trouve *« l'opportunisme »* des hommes politiques *« indécent »*. Lors d'un entretien avec *Le Monde*, mercredi 21 avril, M. Greenfield estime qu'étant donné *« les dimensions phénoménales »* du drame, il leur faudrait *« se taire et réfléchir »*. Il se dit *« incapable d'expliquer ce qui s'est passé à Littleton. Les films violents ont toujours existé, les armes ont toujours été faciles à obtenir, les adolescents ont toujours flirté avec des comportements extrêmes, mais de là à commettre des massacres ? Je ne saurais pas vous répondre. »* Pour l'instant, ajoute-t-il, *« il y trop d'opinions et pas assez de faits »*.

« ZÉRO MORT », EN DEHORS DES FRONTIÈRES

Le docteur Elliot Sorrel, président de l'Association mondiale de psychiatrie, estime qu'il n'y a *« pas de réponses faciles »* à la montée de la violence. Il estime qu'il s'agit d'*« une crise globale de santé publique »*. Selon lui, le fait que la possession des armes à feu soit toujours inscrite dans la Constitution et que ce fait *« reste une valeur culturelle américaine »* contribue *« sans l'ombre d'un doute à la violence »*.

Parlant sous couvert d'anonymat, un diplomate européen récemment arrivé à Washington se dit *« scandalisé »* par le niveau de la violence sociale aux Etats-Unis *« alors que les Américains n'ont jamais connu une telle période de prospérité »*. Selon lui, ce qui est *« encore plus choquant »*, c'est la tolérance des Américains pour la violence dans leur propre pays *« alors qu'en dehors de chez eux, au Kosovo par exemple, ils pratiquent la politique de "zéro mort". Les enfants peuvent se tuer mais aucun soldat ne doit mourir, c'est le monde à l'envers »*.

Selon une étude récente réalisée par une association prônant un meilleur contrôle des armes à feu, 43 % des foyers américains avec un enfant disposent d'une arme à feu, *« la plupart du temps chargée »*. Toujours selon cette étude, en 1995, en France, 109 jeunes gens âgés de moins de dix-neuf ans sont morts sous les balles ; 19 en Grande-Bretagne ; 57 en Allemagne et 5 280 aux Etats-Unis.

Afsané Bassir Pour

Tony Blair se félicite d'avoir renforcé la législation sur les armes

LONDRES
de notre correspondant

Réminiscence douloureuse de la tuerie qui s'était produite à Dunblane en Ecosse il y a trois ans, la tragédie américaine a provoqué, mercredi 21 avril, toute une série de réactions en Grande-Bretagne. Aux Communes, le premier ministre Tony Blair, après avoir demandé aux députés de s'associer aux condoléances envoyées par le gouvernement à Washington, s'est *« félicité »* d'avoir renforcé, en 1997, la loi nationale interdisant la vente, la manufacture et la possession de toutes les armes de poing au Royaume-Uni. La vente des couteaux à cran d'arrêt est également interdite et les contraventions pour port d'armes blanches ont été augmentées au point que la Grande-Bretagne dispose aujourd'hui d'une des législations anti-port d'armes parmi les plus sévères du monde.

A la différence de Littleton, c'est un adulte pédophile et mentalement dérangé – Thomas Hamilton, quarante-trois ans au moment des faits – qui avait surgi à l'intérieur d'une école maternelle et, en trois ou quatre minutes, avait déchargé quatre pistolets sur une classe de jeunes enfants. Quinze d'entre eux et leur institutrice avaient été tués, treize autres blessés dont plusieurs grièvement. Au total, cinquante-huit projectiles avaient été tirés. Condamné à la prison à vie, Thomas Hamilton possédait très légalement toutes ses armes. La loi précédente, très libérale, ne posait aucune limite au nombre d'engins détenus par le possesseur d'un permis.

« PAS DE LEÇON À DONNER »

En réaction à ce drame, le gouvernement conservateur avait dans la même année interdit la possession de toutes les armes automatiques par des personnes privées. Il avait décrété une sorte d'amnistie générale pour tous les possesseurs d'armes à feu (légalement ou illégalement détenues) s'ils les remettaient à la police. Selon le ministère de l'Intérieur, plus de 160 000 armes avaient ainsi été récupérées sur les 500 000 à 600 000, selon les estimations, en circulation au Royaume-Uni. Dès leur arrivée au pouvoir en mai 1997, les travaillistes ont encore durci la loi pour étendre l'interdiction aux armes non automatiques,

« Nous n'avons pas de leçon à donner aux Etats-Unis, s'est ému le ministre de la défense britannique George Robertson, *mais j'espère qu'ils vont observer attentivement ce que nous avons fait dans ce pays après le massacre de Dunblane. »* Lui-même écossais et résidant non loin du village traumatisé, George Robertson a également espéré *« ne plus jamais avoir à se réveiller avec ce genre de nouvelles en provenance d'Amérique »*. Aux Communes, mercredi après-midi, la députée travailliste Irene Adams, dont la circonscription écossaise comprend Dunblane, a évoqué *« l'incident similaire »* dont le village eut à souffrir et invité le premier ministre à réitérer *« l'importance de l'interdiction de posséder des armes, prise après la tragédie »*. Tony Blair s'est volontiers exécuté. *« L'avenir*, a-t-il dit, *est maintenant bien meilleur pour les enfants de Dunblane et d'ailleurs »* en ajoutant qu'il était important, selon lui, *« de familiariser les enfants des écoles à ce genre de problèmes »*.

Patrice Claude

Cri d'alarme de la directrice de l'OMS sur le sida en Afrique

HARARE. Le sida provoque une crise sanitaire sans précédent en Afrique et cette crise pourrait s'aggraver si rien n'est fait pour combattre l'épidémie, a averti, mercredi 21 avril, à Harare, la directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Gro Harlem Brundtland. En visite au Zimbabwe, Mme Brundtland qui s'était rendue auparavant au Mozambique, a rappelé que deux millions de personnes étaient mortes de la maladie en Afrique en 1998 et que quatre autres millions de personnes avaient été infectées sur le continent pendant la même année. Elle a affirmé que 20 millions de personnes en Afrique sont actuellement séropositives. – *(AFP.)*

Les Afrikaners revendiquent un Etat séparé en Afrique du Sud

LE CAP. La communauté afrikaner a présenté, mercredi 21 avril, ses revendications pour la création d'un Etat blanc séparé, dont l'idée avait été avancée au moment des négociations multipartites qui avaient conduit à la chute de l'apartheid. Un rapport proposant quatre régions en Afrique du Sud a été officiellement remis au président Nelson Mandela après trois années d'études menées par le Volkstaat Council, un organe créé en 1994 pour se pencher sur les demandes d'autodétermination de la communauté blanche. Le gouvernement a promis d'étudier le rapport. Le président Mandela a indiqué qu'il allait le remettre au vice-président Thabo Mbeki, qui prendra vraisemblablement sa succession à la tête du pays après les élections générale prévues le 2 juin. – *(AFP.)*

L'armée indonésienne garante d'un accord au Timor-Oriental

DILI. Le général Wiranto, chef de l'armée indonésienne, s'est engagé, mercredi 21 avril, à veiller au respect d'un accord pour mettre fin à la violence et signé en sa présence, le jour-même, par les factions rivales au Timor-Oriental. *« Je prendrai des mesures conformes à la loi contre quiconque trahit la paix »*, a-t-il affirmé après la signature du document à la résidence de Mgr Carlos Belko, évêque de Dili. Cet accord entre pro-indonésiens et partisans de l'indépendance a été contresigné à Djakarta par Xanana Gusmao, le chef indépendantiste assigné à résidence. Il est intervenu à la veille de la reprise d'une rencontre à New-York, sous les auspices de l'ONU, des ministres indonésien et portugais des affaires étrangères. – *(AFP, Reuters.)*

Les talibans perdent la ville afghane de Bamyan

NEW DELHI. Dans une première victoire significative depuis l'été dernier, l'opposition afghane a repris, mercredi 21 avril, la ville de Bamyan, bastion des chiites du Hezb-i-Wahdat, à 110 km au nord-ouest de Kaboul. Bamyan était tombée aux mains des talibans, qui contrôlent 80 % du pays, le 13 septembre 1998. Chassées de Bamyan, les milices chiites soutenues par l'Iran ne s'étaient jamais dispersées et étaient restées dans les campagnes d'où elles ont menées l'offensive. La prise de Bamyan est importante pour l'opposition, les chiites pouvant aider les tadjiks du commandant Massoud qui sont déployés au nord et au sud de Kaboul. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **CAMEROUN : Yaoundé a accepté de livrer trois anciens ministres rwandais au Tribunal pénal international sur Rwanda,** a annoncé, mercredi 21 avril, Ben Muna, un procureur adjoint du tribunal. Il s'agit de Clément Jérôme Bicamumpaka, ancien ministre des affaires étrangères, de Prosper Mugiraneza, ancien ministre des travaux publics, et de Justin Mugenzi, ancien ministre du commerce. – *(Reuters.)*

■ **CUBA : un officier chargé de la sécurité de Fidel Castro a déserté** lors du deuxième sommet de l'association des Etats de la Caraïbe (AEC) qui s'est tenu le week-end dernier à Saint-Domingue. L'officier aurait trouvé refuge à l'ambassade des Etats-Unis à Saint-Domingue. Cette désertion pourrait expliquer la mauvaise humeur affichée par Fidel Castro durant le sommet, contrastant avec l'enthousiasme qu'il avait manifesté en août 1998 lors de sa première visite à Saint-Domingue. – *(Corresp.)*

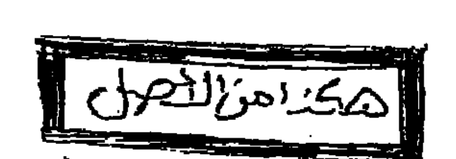
■ **ESPAGNE : le déversement de boues toxiques, le 25 avril 1998,** près du parc national de Donana, en Andalousie, aura coûté quelque 30 milliards de pesetas (180,3 millions d'euros), a indiqué, mercredi 21 avril, le ministre andalou de l'Environnement, José Luis Blanco. La somme correspond aux travaux de nettoyage, d'épuration des eaux, de restauration des berges ainsi qu'au rachat par les autorités des terrains contaminés. – *(AFP.)*

■ **INDE : Sonia Gandhi, présidente du parti du Congrès, s'est déclarée** *« confiante »* de pouvoir fournir, vendredi 23 avril, les lettres de soutien de ses alliés à un gouvernement minoritaire. Mais certains de ces petits partis demeurent réticents. Entre temps, les accusations de débauchage de députés lancées par les nationalistes hindous à l'encontre du Congrès ont empêché la chambre réunie mercredi de voter un budget qui doit être impérativement voté avant le 13 mai. – *(Corresp.)*

■ **PAKISTAN : Nawaz Sharif devait achever, jeudi 22 avril, une visite de trois jours en Russie.** Au cours de son séjour – un premier ministre pakistanais ne s'était pas rendu à Moscou depuis vingt-cinq ans –, M. Sharif a signé un accord commercial et les deux pays ont affirmé *« soutenir le régime de non prolifération nucléaire et le règlement des conflits par des moyens politiques »*. Ils sont convenus qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit afghan dans lequel Moscou soutient l'opposition alors qu'Islamabad aide les talibans. – *(corresp.)*

Bruxelles menace la viande américaine d'un embargo total

BRUXELLES. La Commission européenne a menacé, mercredi 21 avril, les Etats-Unis d'un embargo total, à partir du 15 juin, sur la viande bovine américaine, après y avoir trouvé des traces d'hormones. *« Nous avons fait des tests sur 500 échantillons de viande bovine réputée sans hormone, et nous avons trouvé des résidus d'hormones dans 12 % de ces échantillons »*, a déclaré le porte-parole de la Commission. Les autorités américaines ont rejeté toute responsabilité, relevant en outre que les Européens n'apportaient pas la preuve scientifique de la nocivité des hormones, et qu'il *« faudrait par conséquent lever l'embargo contre la viande aux hormones »*. Faute de ces preuves, Washington a prévu des mesures de rétorsion commerciale dès le 13 mai, en imposant des droits de douanes de 100 % sur 900 millions de dollars (849 millions d'euros) d'exportations de produits européens. – *(AFP.)*



DROITE Le bureau politique du RPR a confirmé, mercredi 21 avril, Nicolas Sarkozy, président par intérim du mouvement gaulliste, comme tête de la liste RPR-DL. Alain Madelin, après une franche explication avec le président de la République, Jacques Chirac, a accepté de rester le numéro deux de cette liste. ● LE NOUVEAU TANDEM « libéralo-libéral » formé par MM. Sarkozy et Madelin devra composer avec l'aile républicaine du RPR. ● JEAN-LOUIS DEBRÉ, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, souhaite, dans un entretien au Monde, que, pour lever toute « ambiguïté » à l'egard de l'UDF, M. Chirac cesse de recevoir François Bayrou à l'Elysée pendant la durée de la campagne électorale. ● PHILIPPE SÉGUIN a fêté, mercredi 21 avril, en compagnie de ses fidèles, son 56e anniversaire, deux ans jour pour jour après la dissolution de l'Assemblée nationale.

La nouvelle liste RPR-DL réclame de M. Chirac un soutien exclusif

Le tandem formé par Nicolas Sarkozy et Alain Madelin relance la campagne pour les élections européennes. Au-delà du scrutin du 13 juin, ils entendent constituer le socle d'une droite recomposée et préparer l'alternance derrière le chef de l'Etat

APRÈS une interruption momentanée de l'image et du son, la campagne de la droite est repartie. Désigné à l'unanimité, mercredi 21 avril, par le bureau politique du mouvement gaulliste, comme tête de la liste RPR-DL, Nicolas Sarkozy est pressé. « *S'il faut y aller avec gourmandise, je crains que l'appétit reprenne vite le dessus* », dit-il. Sur France 2, mercredi soir, lors de sa première intervention de candidat, le président par intérim du RPR a accusé son collègue de l'UDF, François Bayrou, d'avoir accumulé les « *prétextes* » pour refuser l'union de l'opposition. « *Pendant des mois, on a expliqué que c'était la faute à Philippe Séguin – comme c'est commode de trouver un bouc-émissaire – et maintenant, c'est moi. Moi non plus, ça n'allait pas* », a affirmé M. Sarkozy.

Peu de temps auparavant, lors d'une brève déclaration à la presse, le député des Hauts-de-Seine avait exposé les axes de la campagne qu'il conduira avec Alain Madelin : soutien au président de la République pour défendre « *l'Europe des Etats, l'Europe des nations, l'Europe de l'ambition* », et préparation de l'alternance face à la gauche socialiste en dessinant « *le visage d'une opposition renouvelée* ». Tout en voulant « *éviter la polémique* » avec M. Bayrou, il a ajouté à l'adresse de l'UDF : « *Le débat sur l'Europe fédérale est un débat dépassé. Il a quarante ans d'âge.* » Il a ainsi donné des gages à l'aile séguiniste du mouvement et tenté d'éviter une hemorragie de l'électorat en direction de la liste animée par Charles Pasqua et Philippe de Villiers. Le premier souci du nouveau président est, en effet, de s'assurer de la cohésion du mouvement gaulliste. Lors du petit-déjeuner qui réunit régulièrement plusieurs dizaines de parlementaires autour d'Edouard Balladur et de M. Sarkozy, ce dernier a annoncé, mercredi, que l'ancien premier ministre ferait partie du conseil politique restreint dont il s'est entouré et qui comprend Alain Juppé, Christian Poncelet, Jean-Louis Debré et Josselin de Rohan. Outre Jacques Chirac, qu'il a rencontré à midi, M. Sarkozy a aussi rendu visite, le même jour, à l'ancien premier ministre du général de Gaulle, Maurice Couve de Murville, et il devait faire de même, jeudi, avec un autre « *baron* » du gaullisme, Olivier Guichard.

Surtout, le député des Hauts-de-Seine a tenu à ce que chacun des membres du bureau politique puisse s'exprimer à l'occasion d'un long tour de table. Après le compte-rendu présenté par M. Sarkozy de ses multiples entretiens des derniers jours, M. Juppé, le premier, a pris la parole pour défendre la candidature de l'ancien porte-parole de M. Balladur. Il a été suivi par M. Debré. Jacques Baumel, député des Hauts-de-Seine, a denoncé « *l'arrogance de M. Bayrou* », en expliquant qu'on ne pouvait « *pas demander aux gaullistes de capituler en rase campagne* ». Tout comme Alain Peyrefitte, il a aussi rendu hommage au travail mené par Philippe Séguin pendant près de deux ans. Un chiraquien, qui évoquait déjà l'après-13 juin en souhaitant une modification des structures du RPR, s'est attiré cette réponse : « *Cela relève des assises* [du mouvement]. » « *On s'en est tenu à la préparation des européennes. Tout a été fait pour eviter les sujets qui pourraient fâcher* », a expliqué, à la fin de la réunion, Roger Karoutchi, proche de M. Séguin et nouveau directeur de cabinet de M. Sarkozy.

Peu après le bureau politique du RPR, M. Madelin a annoncé à son tour sa décision de demeurer le numéro deux de la liste RPR-DL désormais conduite par M. Sarkozy. L'apparente symétrie n'est cependant pas allée de soi. Après le retrait de M. Séguin, le président de Démocratie libérale n'a eu de cesse de denoncer les « *petites manœuvres politiques* » ourdies a l'Elysées, qui ont conduit le député des Vosges à déclarer forfait. « *Il était en droit d'attendre de (...) la famille gaulliste et, tout particulièrement de ceux qui se disent les amis de Jacques Chirac, un soutien un peu plus ferme* », avait-il insisté, le 18 avril, au « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI ».

L'hommage rendu le 5 mars, le jour même du premier meeting de campagne de MM. Séguin et Madelin à Marseille, par Jacques Chirac à Anne-Marie Comparini, nouvelle présidente (UDF) du conseil régional Rhône-Alpes, les visites régulières de François Bayrou à l'Elysée et les sorties de Bernard Pons avaient déjà suscité de violentes critiques tant de M. Séguin que de M. Madelin.

« MOMENT DE VÉRITÉ »

Alors que ses lieutenants étaient divisés sur l'opportunité, pour M. Madelin, de copiloter lui-même la liste de M. Sarkozy (*Le Monde* du 21 avril), le président de DL a voulu mettre les choses au point avec le président de la République. Lors d'un entretien à l'Elysée, mercredi matin, il a demandé à M. Chirac de faire en sorte que son soutien à la seule liste RPR-DL ne puisse pas être mis en doute d'ici au 13 juin. Après une ultime réunion avec ses amis, il a confirmé sa participation à la liste. « *Il y a une bataille à mener, je ne suis pas de ceux qui désertent les champs de bataille* », a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse. « *Tout le monde comprendra que l'union ainsi constituée à ce moment de vérité (...) entre nos deux formations, entre Nicolas Sarkozy et moi-même, constitue, au-delà des élections européennes, une base solide de la préparation de la prochaine alternance* », a ajouté M. Madelin.

Dans un entretien publié par *Libération*, jeudi 22 avril, le porte-parole de DL, Claude Goasguen, va un peu plus loin en souhaitant « *la création d'une entité de droite, libérale et moderne* » à partir du RPR et de Démocratie libérale. L'après-européenne a deja commencé.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux



M. Pasqua, le Kosovo et l'Alsace-Lorraine

Dans un entretien publié par *L'Express*, jeudi 22 avril, Charles Pasqua revient sur son opposition à l'intervention en Yougoslavie et sur la participation de la France à l'opération « Force Alliée ». « *Les accords de Rambouillet étaient inacceptables pour le peuple serbe, car ils portaient en germe l'indépendance du Kosovo, le berceau de la Serbie. Si l'on voulait nous retirer l'Alsace-Lorraine, quelle serait notre réaction ?* », lance le sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine. Quant à l'attitude du chef de l'Etat, il assure que « *dans la campagne actuelle, dont l'enjeu est la place de la France dans l'Europe, Chirac (...) obscurcit l'horizon* ».

Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale

« Je souhaite que, pendant cette campagne, le chef de l'Etat ne reçoive pas M. Bayrou »

« Dans le livre que vous venez de publier (1), vous écrivez : "*Affrontements personnels, querelles d'arrivistes, divisions absurdes, règlements de compte politiciens... Voilà ce que retiennent les Français du comportement de la droite depuis notre défaite aux élections législatives.*" Ce terrible constat paraît plus que jamais d'actualité. Comment expliquez-vous la persistance de ces affrontements et de ces divisions ?

– Je vois à cela deux raisons principales. Certains sont sans arrêt à regarder le passé, et notamment les divisions qui nous ont opposés pendant la campagne présidentielle. D'autres n'ont comme obsession que la future élection présidentielle. Personnellement, j'assume tous les choix qui ont été les miens pendant cette élection, mais je ne me retourne pas vers le passé. Je considère que la famille gaulliste s'est retrouvée. On ne fait pas de la politique par esprit de revanche. Aujourd'hui, l'important pour nous est de soutenir Nicolas Sarkozy pour ces élections européennes. Je le dis d'autant plus clairement que je n'ai pas été de son côté pendant l'élection présidentielle. Dans cette campagne européenne, je serai le premier à l'aider car, à travers lui, c'est l'unité de notre mouvement qui est en jeu.

– Comment le RPR peut-il surmonter cette nouvelle crise et se reconstruire ?

– Nous ne serons véritablement gaullistes que si nous sommes capables de nous unir. Il faut faire taire ces querelles et nous rassembler pour soutenir la politique du président de la République. Peut-être que l'ambiguïté qu'il y a eu, avant, de la part de certains, venait du fait qu'ils voulaient positionner notre mouvement dans un chemin différent de celui du président de la République.

– N'avez-vous pas le sentiment d'un immense gâchis ?

– Nous portons tous, collectivement, la responsabilité de ce qui est arrivé. La politique ne peut et ne doit pas se résumer à des commentaires acides, à des règlements de comptes, à de petites phrases assassines. Lorsqu'on en est là, c'est qu'il n'y a plus de réflexion de fond.

» Si le départ de Philippe Séguin, que je regrette mais que je respecte, peut avoir pour nous une utilité, c'est justement d'essayer de réfléchir sur le fond, notamment sur l'échéance européenne. Il ne faut pas voir à travers celle-ci une étape vers l'élection présidentielle. L'élection européenne concerne les partis politiques. Nous ne nous sommes pas peut-être pas assez préoccupés de notre positionnement politique. Aujourd'hui, il importe que dans notre discours, nous écartions l'archaïsme et l'utopie. L'archaïsme, qui n'est pas gaulliste, ce sont les thèses développées par Charles Pasqua, c'est-à-dire le refus de l'Europe et le repli de la France sur elle-même. Toutes les personnalités gaullistes – à commencer par le général de Gaulle – qui se sont succédé à la tête de la France depuis la guerre, ont contribué à la construction de l'Europe.

» Il faut aussi éviter l'utopie, c'est-à-dire le fédéralisme tel que le propose François Bayrou, car personne n'en veut, ni en France ni parmi nos partenaires européens. Ayons donc un langage clair, positif et proposons une Europe telle que la définit le président de la République, c'est-à-dire une Europe unie des Etats.

– Vous employez souvent le mot de "gaullisme". Est-ce une façon de répondre à Charles Pasqua qui affirme que, depuis le départ de Philippe Séguin, il n'y a plus de gaullistes au RPR ?

– Le gaullisme n'appartient à personne. C'est un état d'esprit, une volonté, c'est une détermination... Et je trouve, dans le mouvement RPR, plus de gaullistes qu'ailleurs. Que serait aujourd'hui le gaullisme s'il n'y avait pas Jacques Chirac ?

– Après ce nouvel épisode de la division de l'opposition, le président de la République peut-il encore apparaître comme le chef d'une "droite plurielle" ?

– Le président de la République n'est pas le chef de la droite. Il est le chef de l'Etat. Il s'adresse à tous les Français. Naturellement, le RPR et les partis de l'opposition doivent soutenir, encourager, accompagner la politique du président de la République. Et l'addition des voix au lendemain des élections européennes, devra tenir compte de toutes celles et tous ceux qui approuvent la politique du chef de l'Etat. Or, je constate que, sur l'événement majeur que constitue, dans la campagne européenne, la crise du Kosovo, il y a une adhésion massive au président de la République et à sa politique.

– Est-ce que, selon vous, Jacques Chirac doit continuer à recevoir régulièrement François Bayrou à l'Elysée, comme il l'a encore fait jeudi 17 avril, à la veille de la démission de Philippe Séguin ?

– Il ne doit y avoir aucune ambiguïté possible. Si M. Bayrou avait repris sa déclaration du 5 juillet 1998, dans laquelle il disait : "*Les choix européens du président de la République sont justes et tous ceux qui les soutiennent doivent se rassembler sur la même liste*", alors j'aurais dit oui. Mais il me semble qu'aujourd'hui, il n'y a plus aucune référence au président de la République dans les propos de M. Bayrou. Il faudra qu'il dise très clairement s'il se dédit. D'autre part, il refuse, une fois de plus, l'union de l'opposition. Dans ces conditions, je souhaite que, pendant cette campagne électorale, puisque le chef de l'Etat est au-dessus des partis, il ne reçoive pas M. Bayrou. »

Propos recueillis par Pascale Robert-Diard

(1) *Le gaullisme n'est pas une nostalgie*, éd. Robert Laffont, mars 1999, 228 pages, 99 francs (15,09 euros).

M. Séguin, des bougies et des amis

CINQ JOURS après l'annonce de la démission de Philippe Séguin, une poignée d'élus et quelques collaborateurs se sont retrouvés, mercredi 21 avril, dans le bureau d'Etienne Pinte à l'Assemblée nationale, autour de l'ancien président du RPR pour fêter ses cinquante-six ans. « *Qui aurait dit que l'on fêterait ici, ensemble, le deuxième anniversaire de la dissolution ?* », lance, moqueur, M. Séguin. « *La reine d'Angleterre aussi est née un 21 avril, de même qu'Hitler, Marx et, bien sûr, Louis-Napoléon Bonaparte* », rappelle-t-il.

En bras de chemise, détendu, comme apaisé, le député des Vosges ignore encore quel sera son destin. Evasif, il s'interroge à voix haute sur l'avenir du gaullisme, sur la manière de faire aujourd'hui de la politique, et se trouve, un instant, trop âgé pour tout reprendre à zéro. Il pourrait écrire des livres, retourner à la Cour des comptes ou partir sur une île britannique. Il n'empêche, la veille, l'un de ses proches collaborateurs, Roger Karoutchi, a annoncé la prochaine réactivation des réseaux séguinistes. L'ancien président du RPR a donné pour consigne à ses amis de rester aux côtés de son successeur, Nicolas Sarkozy, et d'être loyaux à son égard. Touché par les centaines de lettres qu'il a reçues – « *Toujours la même : on regrette mais c'était inévitable* » –, M. Séguin s'efforce de répondre à chacune, de sa main. Son secrétariat n'est encore assuré que par une militante bénévole.

Interrogé sur le Kosovo, M. Séguin réaffirme ses craintes et ses interrogations, mais assure que cette guerre était « *nécessaire et inévitable* ». Pour couper court à la rumeur selon laquelle celle-ci aurait pesé dans sa décision, il indique sobrement être parti en raison d'« *un problème de politique intérieure* ». Un proche résume l'analyse : « *Chirac voulait gagner* [l'élection présidentielle] *sans nous. Maintenant, il veut gagner contre nous.* »

J.-L. S.

Nicolas Sarkozy et Alain Madelin, le tandem libéralo-libéral

INVITÉ du journal de France 2, mercredi 21 avril, quelques heures à peine après son intronisation comme chef de file de la liste RPR-DL pour les élections européennes, avec Alain Madelin pour colistier, Nicolas Sarkozy a visiblement cherché à rassurer la famille gaulliste. Tournant en dérision le projet « *d'Europe fédérale* » défendu par François Bayrou – un projet vieillot, a-t-il martelé –, il s'est fait le défenseur de « *l'Europe des nations* », comme s'il avait aussi à cœur d'occuper la place laissée vacante par Philippe Séguin et de donner des gages à l'aile « souverainiste » du RPR.

Les apparences, pourtant, ne trompent pas. Avec ce nouveau tandem Sarkozy-Madelin, remplaçant l'association Séguin-Madelin, le centre de gravité de la liste RPR-DL s'est brusquement déplacé : l'ancien attelage libéralo-républicain a cédé la place à un couple d'un genre nouveau, « libéralo-libéral ». M. Sarkozy et M. Madelin ont en effet en commun d'être deux des personnalités, au sein de la droite française, parmi les plus convaincues des bienfaits du libéralisme.

Ont-ils, dans les domaines économiques et sociaux, des divergences ? On peine à en percevoir. Tous deux sont des partisans d'une politique active de baisse des impôts. Ils militent avec la même fougue pour le retrait de l'Etat de la sphère économique ou encore pour la réduction du nombre des fonctionnaires. Alors que, dans la famille centriste, il est parfois de bon ton, pour se distinguer, de brocarder « *l'ultralibéralisme* » de M. Madelin, on n'a jamais entendu M. Sarkozy se livrer à cette critique-là.

Bref, les deux hommes sont idéologiquement proches. Autre indice, ils ont tous les deux salué le « raid » de la BNP sur la Société générale et Paribas, en se réjouissant que ce soit, pour la première fois, les marchés qui tranchent et qu'une grande restructuration ne se décide pas dans le bureau du ministre des finances.

M. Sarkozy a d'ailleurs apporté des preuves récentes de ces convergences de vue avec M. Madelin : il a mené un combat remarqué, à l'automne 1998, en défendant une proposition de loi contre la rétroactivité fiscale. Et il ne cesse de répéter que pour sortir de la crise qu'elle traverse, la « *droite doit être la droite* » et ne pas avoir avoir peur des valeurs libérales qu'elle porte.

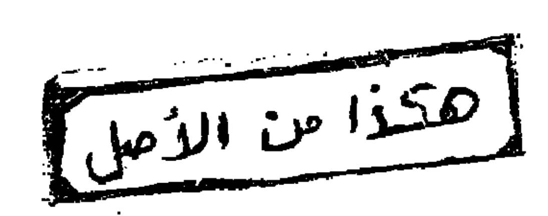
CURIEUX ATTELAGE

Libéraux, les deux dirigeants de la liste RPR-DL le sont donc tous les deux. En tout cas pour les questions économiques et sociales, car, pour les questions de société, on peut difficilement en dire de même. A plusieurs reprises, M. Madelin s'est appliqué à démontrer que son libéralisme ne se bornait pas à défendre « *la main invisible du marché* ». Sur des sujets sensibles, comme la dépénalisation de la drogue, il a par exemple défendu fréquemment des positions autrement plus souples que celles entendues, le plus souvent, à droite. Dans le cas du pacte civil de solidarité (PACS), s'il a reproché à la gauche de s'y prendre mal, il n'a pas condamné le principe même de la réforme. M. Sarkozy, lui, joue sur un registre beaucoup plus traditionnel à droite, pour ne pas dire conservateur.

Cette difference de sensibilité se prolonge d'ailleurs sur un autre sujet, celui de la recomposition de la droite. En privé, M. Sarkozy n'a jamais caché, en effet, ce que serait son rêve : la création, en France, d'un grand parti conservateur, dépassant les antagonismes anciens qui minent la droite française. Un parti de la droite que M. Madelin appelle aussi de ses vœux, mais à la condition qu'il s'agisse d'un grand parti... libéral !

Etrange attelage, en tout cas, que celui constitue par MM. Sarkozy et Madelin. Pour conduire jusqu'aux élections européennes du 13 juin Démocratie libérale mais surtout un mouvement gaulliste dont toutes les composantes sont loin d'être converties aux vertus du libéralisme, il risque de créer quelques surprises.

Laurent Mauduit



هكذا من الأصل

Nouveaux craquements au sein de la gauche « plurielle » sur le Kosovo

Inquiétudes du MDC et de la Gauche socialiste

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT n'a pas écouté Jacques Chirac. A 20 heures mercredi 21 avril, alors que le président de la République expliquait à nouveau aux Français le sens et les raisons de l'action de l'OTAN au Kosovo, le ministre de l'intérieur participait, lui, aux travaux du bureau national de son parti, le Mouvement des citoyens (MDC). Une discussion *« sereine »*, selon un participant, et dont le désintérêt affiché pour le propos présidentiel traduit le fort scepticisme du MDC quant à l'efficacité de la méthode employée par les alliés pour faire plier le régime yougoslave.

Sur le fond, cette réunion n'a rien apporté de nouveau. Les frappes aériennes, que M. Chevènement s'est toujours abstenu de condamner publiquement, ont été qualifiées de *« terriblement improvisées »* par plusieurs intervenants. Et nul, dans ce cénacle, ne souhaite que l'on en vienne maintenant à une intervention terrestre. En revanche, les responsables du MDC divergent assez notablement sur la stratégie à suivre si, d'aventure, la guerre quittait les airs pour gagner le sol.

Georges Sarre, président délégué du MDC, et Didier Motchane, vice-président, prônent, eux, la rupture avec Lionel Jospin au cas où le gouvernement français accepterait une action militaire sur le terrain. Cette position a suscité la colère de M. Chevènement qui ne veut pas, à cette étape, engager une épreuve de force avec le premier ministre.

Du coup, avant même la réunion du bureau national, Sami Naïr, représentant du MDC sur la liste socialiste de François Hollande pour les prochaines élections européennes, a été prié d'exprimer la pensée du ministre de l'intérieur sur le sujet. *« Le MDC*, a assuré M. Naïr depuis Montluçon où il accompagnait le premier secrétaire du PS, a *toujours dit clairement qu'il soutenait le premier ministre dans la recherche d'une solution négociée et qu'il ferait tout pour que ce soutien se maintienne, se poursuive et se développe dans les meilleures conditions. »* Dès lors, a-t-il poursuivi, *« nul n'est habilité à parler au nom du MDC tant qu'une décision différente n'aura pas été prise. »*

La petite troupe chevènementiste n'est pas la seule à éprouver des états d'âme. Jean-Luc Mélenchon, animateur de la Gauche socialiste au sein du PS, juge lui aussi sévèrement l'action de l'OTAN. *« Le Kosovo se vide, toute la région est déstabilisée, l'ONU est marginalisée, les Russes renvoyés à la case guerre froide, bref, exactement tout ce que l'intervention était censée empêcher »*, note-t-il dans une tribune publiée par l'hebdomadaire *Politis*, daté du 22 avril. *« On me dit à présent : "Nous n'avons plus le droit de perdre". Soit. Mais je voudrais savoir aussi en quoi doit consister la victoire. Le cantonnement ethnique du Kosovo sous protection militaire, la destruction méthodique de la Serbie et la pérennisation du droit de l'OTAN à intervenir quand elle le veut, où elle veut, ne seront pas une victoire. »*

Les uns et les autres ne seront sans doute pas rassurés par les propos de Jack Lang, jeudi 22 avril sur RTL. Interrogé sur une éventuelle offensive terrestre, le président (PS) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a dit : *« On ne doit pas, intellectuellement et par principe, exclure une telle hypothèse. Mais (...), encore une fois, rien n'a été programmé à ce stade et je ne peux pas vous en dire plus. »*

Jean-Michel Aphatie

■ **EXTRÊME DROITE** : le Collectif non à la guerre, constitué par des représentants et sympathisants de la Nouvelle droite – Laurent Ozon, directeur de la publication *Recours aux forêts*, Charles Champetier, rédacteur en chef d'*Eléments*, publication du Gréce (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne), et Arnaud Guyot-Jeannin, disciple du philosophe fasciste Julius Evola – a tenu, mercredi 21 avril, une première réunion publique. A côté d'Alain de Benoist, figure emblématique de la Nouvelle droite, ont notamment pris la parole l'ex-gaulliste de gauche Jacques Dauer et la pacifiste Solange Ferneix (Verts). Le collectif revendique quarante mille signatures.

Les Verts et le PCF demandent au gouvernement d'être plus offensif sur les 35 heures

Ils ont transmis à Martine Aubry leurs propositions pour la seconde loi

Les consultations, officieuses, ont commencé entre le ministère de l'emploi et les partis de gauche sur les 35 heures. Les Verts ont transmis à Mme Aubry leur bilan de la première loi et leurs propositions pour la seconde. Les communistes ont formulé une vingtaine de demandes. Ensemble, ils poussent le gouvernement à prendre des décisions radicales pour favoriser les créations d'emploi, jugées trop faibles.

LA SAISON des bilans bat son plein. Sans attendre le constat que doit présenter, à la mi-mai, Martine Aubry – avant l'ouverture de la concertation destinée à préparer la seconde loi sur les 35 heures –, la gauche plurielle a commencé à en dresser l'inventaire. Après le rapport parlementaire du socialiste Gaëtan Gorce (*Le Monde* du 11 mars), les Verts et les communistes s'apprêtent, à leur tour, à donner leur interprétation de l'application de la réduction du temps de travail. Au début du mois d'avril, les Verts ont ainsi transmis au ministère de l'emploi un document de 50 pages sur le sujet, assorti de propositions. Après études de cas, les communistes ont également formulé une vingtaine de mesures nécessaires, à leurs yeux, à l'élaboration de la seconde loi, qui devrait être examinée, le 5 octobre, à l'Assemblée nationale.

Les uns comme les autres affichent leur inquiétude sur le niveau insuffisant de créations d'emploi générées, jusqu'à présent, par la première loi. Ils suggèrent au gouvernement de prendre des décisions radicales pour redresser la barre. La possibilité d'un échec, lourde de conséquences pour la majorité, est évoquée et justifie, selon eux, de durcir le dispositif. Depuis plusieurs semaines, les propositions des partenaires du gouvernement font donc l'objet de discussions avec le cabinet de Mme Aubry.

« Il ne s'agit pas d'audace ou d'extrémisme. Nous restons très favorables à la première loi, mais nous ne sommes pas aussi triomphalistes que le ministère », déclare le député Yves Cochet (Verts, Val-d'Oise). Les écologistes affirment avoir observé à la loupe, entreprise par entreprise, branche par branche, les accords passés. Déçus par les résultats, ils s'accordent pourtant sur les perspectives tracées dans le rapport de M. Gorce : 100 000 emplois pourraient être créés d'ici à la fin 1999 et 500 000 au 1er janvier 2003. Mais, pour y parvenir, les Verts posent quatre conditions.

Tout d'abord, les 35 heures doivent être étendues à la fonction publique. La date d'entrée dans le dispositif, fixée à 2002, pour les PME, doit être abolie, *« d'autant plus que ce ne sont pas les dernières à y aller »* ; des incitations plus fortes, maniant aides et sanctions, sont nécessaires ; enfin, il est nécessaire, selon eux, de renégocier les accords de branche dans la métallurgie, comme dans les banques.

REVOIR LE RÉGIME DES CADRES

Les heures supplémentaires sont aussi dans le collimateur. Les Verts proposent de les majorer dès la 36e heure, sous forme de repos compensateur, et de limiter le contingent annuel à 94 heures. *« Après tout, la loi Delebarre avait fixé la barre à 80 heures. Ce n'est qu'avec Philippe Séguin* (ministre des affaires sociales en 1986-1988) *que nous sommes passés à un contingent de 130 heures. Les copains socialistes, eux, proposent de revenir à 100 »*, observe M. Cochet. La « proposition numéro 11 » est plus radicale : il s'agit de supprimer le régime juridique des cadres *« qui n'a plus de pertinence »*. *« Il faut faire sauter ce mythe français »*, assure M. Cochet.

Les communistes ont eux aussi analysé en détail les accords passés et sondé les organisations syndicales, avant de soumettre une série de propositions à Mme Aubry. Plusieurs d'entre elles recoupent celles des écologistes. Comme eux, ils réclament l'application des 35 heures dans la fonction publique.

Par ailleurs, l'augmentation mécanique du Smic (11,4 %) doit être entérinée, étant entendu qu'*« aucun salarié n'acceptera de perdre sur son salaire »*. Les heures supplémentaires seraient taxées à 50 % dès la 36e heure et à 100 % au-delà du seuil actuel de 45 heures.

Très demandeur d'une réforme de l'assiette des cotisations patronales, le parti de Robert Hue souhaite cependant la distinguer des aides accordées pour faciliter le passage aux 35 heures. Il refuse ainsi d'instaurer une aide pérenne, sous forme d'allègement de charges, dans le cadre d'accords défensifs qui préservent des emplois mais n'en créent pas. L'aide doit être réservée et modulée en fonction des embauches.

Pas question, non plus, d'accepter que la formation puisse être prise sur le temps de travail. *« Ce point fera l'objet d'une grosse bataille »*, promet Maxime Gremetz (PC, Somme). Pour être au même niveau que les autres, les salariés en temps partiel et en travail posté devraient bénéficier, sans incidence sur le salaire, d'une réduction de quatre heures de leur temps de travail hebdomadaire. Enfin, le PC a affiché son intention de déposer, le 27 avril, une proposition de loi *« pour encadrer les licenciements économiques »*.

Ce premier tour de piste a surtout permis de mesurer les divergences. *« D'après le ministère, on a compris qu'il ne fallait pas trop en demander »*, maugrée M. Gremetz. Le changement de ton est sensible par rapport à l'ambiance de *« coopération »* qui avait entouré la première loi...

Isabelle Mandraud

Discrètes consultations des inspecteurs du travail

LA PREMIÈRE réunion a eu lieu le 8 avril, la seconde le 15. La troisième et dernière, qui devrait durer toute la journée, a été programmée pour le jeudi 29 avril. Discrètement, le ministère de l'emploi a décidé de consulter les inspecteurs du travail au sujet des 35 heures. Une dizaine d'entre eux, venus de Paris ou de province, ont été conviés à exposer, devant Yves Barou, directeur adjoint du cabinet de Martine Aubry et Jean Marimbert, directeur des relations du travail, les problèmes rencontrés par la loi sur la réduction du temps de travail.

La fraude, en particulier, a été soulevée. *« Elle est aujourd'hui généralisée, les horaires collectifs ne correspondent plus à rien et nous ne disposons pas des outils nécessaires »*, a plaidé un inspecteur. Le temps de travail effectif, le cas des cadres, les accords de branche, et même la représentativité syndicale ont également été au centre des discussions, divisées en trois grands chapitres : le temps de travail, les négociations et les questions techniques. Plusieurs ont pointé les dangers que représentent les accords signés par des mandataires (lorsque l'entreprise est dépourvue de syndicats) qui ne peuvent être dénoncés, *« quand bien même ils mèneraient à une catastrophe sociale »*. *« Tous, nous avons la même analyse des problèmes »*, se félicite un participant.

« Les techniciens du ministère ont souhaité confronter leurs points de vue avec les techniciens de terrain. C'est une bonne chose », relève avec satisfaction un autre. Les inspecteurs du travail avaient, en effet, manifesté à plusieurs reprises leur désir d'être entendu sur le dossier, ce qui avait provoqué des tensions avec leur tutelle (*Le Monde* du 11 mars).

C'est le côté inattendu de ces rencontres. Mme Aubry a récemment infligé un blâme – avant de le retirer – à un inspecteur du travail qui avait fait connaître publiquement son opinion sur les 35 heures. Mais aujourd'hui, elle cherche discrètement à recueillir l'avis de la profession.

I. M.

Les syndicats, à l'exception de FO, lancent une semaine d'initiatives sur la réduction du temps de travail

L'IDÉE en avait été lancée par Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, au congrès de Strasbourg, en janvier. Elle a désormais pris forme. Les grandes confédérations syndicales, à l'exception de Force ouvrière, ont annoncé, mercredi 22 avril, qu'elles organiseront une importante *« semaine d'initiatives »* communes, du 25 au 29 mai, pour l'emploi et la réduction du temps de travail.

Dans un communiqué, CFDT, CGT, CFTC et CFE-CGC estiment, en effet, que *« le moment est venu pour les salariés d'exprimer plus fortement leur volonté de déboucher sur des négociations et des accords de réduction du temps de travail avec les créations d'emplois correspondant à tous les niveaux de qualification »*. Pour les quatre signataires de cet appel, il s'agit de *« sensibiliser les salariés »* en mettant en oeuvre *« des initiatives décentralisées adaptées, fortes, visibles, pour appuyer ces exigences concrètes »*. FO a expliqué son absence en estimant que *« les conditions de la réussite ne sont pas encore réunies »*. Toutefois, la confédération dirigée par Marc Blondel n'exclut pas que des syndicats FO participent à des actions sur le terrain. De son côté, l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes) a annoncé qu'elle participerait à cette semaine d'action interprofessionnelle.

Plutôt que d'organiser un grand défilé national, les quatre confédérations laissent l'initiative au terrain. L'objectif est double : il s'agit de prendre en compte les crispations locales. Chacun se déterminera en fonction des micro-climats syndicaux. Il s'agit, aussi, d'accompagner une base qui, ici ou là, a montré qu'elle était capable, sur le sujet des 35 heures, de prendre des initiatives de concert sans attendre les confédérations.

Le 12 avril, les cadres CGT, CFDT, FO et CFTC ont, pour la première fois, signé un appel commun sur la réduction du temps de travail. Par ailleurs, à l'initiative de la CFDT-Banque, un *« appel-pétition »* commence à circuler dans les milieux syndicaux, afin de *« montrer que, dans toute une série de secteurs, il existe une volonté de peser pour que la deuxième loi sur les 35 heures soit plus contraignante »*. Outre la CFDT-Banque, participaient notamment à une première réunion, le 14 avril, des représentants de l'UGICT-CGT (cadres), de la CGT-Cheminots (la fédération d'origine de Bernard Thibault), de la métallurgie parisienne CFDT, de la CGT Elf Aquitaine, de la CGT - Secteur financier, de la FSU et de SUD-PTT. *« Des contacts ont été pris avec FO »*, indique Bernard Dufil, secrétaire de la CFDT-Banque.

Le texte soumis à signature, qui doit être parachevé lors d'une seconde réunion mardi 27 avril, en appelle *« au gouvernement et aux parlementaires de gauche pour que la deuxième loi sur les 35 heures prenne effet comme prévu au 1er janvier 2000 »*. Enjoignant au *« gouvernement de la gauche plurielle »* de ne pas *« céder à la pression patronale »*, le texte récuse un certain nombre de dispositions contenues dans les accords de branche qui *« déréglementeraient toute la législation française du travail »*.

Il réclame ainsi *« les 35 heures payées 39 avec maintien des avantages acquis et de la référence hebdomadaire »*, *« une augmentation de 11,4 % du SMIC horaire »*, *« la réduction de 10 % du contingent annuel maximum d'heures supplémentaires »*, l'application de taux de majoration *« dès la 36e heure »*, *« le maintien de la formation professionnelle dans le temps de travail effectif »*. En outre, il demande *« le maintien de la référence et du décompte horaire »* pour tous les cadres et techniciens, la possibilité pour les salariés à temps partiel de *« choisir entre une diminution de leur temps de travail, une augmentation de salaire et un retour à temps plein »*, enfin l'extension de la loi à *« tous les salariés des entreprises publiques et de la fonction publique »* avec *« développement de l'emploi public »*.

Caroline Monnot

Mme Notat juge « incontournable » une période de transition

Nicole Notat estime qu'une *« période de transition est incontournable pour les 35 heures »* après le 1er janvier 2000 pour permettre aux entreprises d'achever les négociations, et que les *« nouvelles mesures législatives »* doivent être *« connues rapidement »*. *« Il faut qu'à la rentrée, quand un grand nombre d'entreprises commenceront à négocier, les règles du jeu soient claires »*, assure la secrétaire générale de la CFDT, dans un entretien au journal *Les Echos*, jeudi 22 avril. Mme Notat précise à propos des heures supplémentaires que *« la CFDT est résolument hostile à tout relèvement du contingent légal actuel de 130 heures »*. Elle récuse également le *« double SMIC »* et estime qu'*« il n'y a pas d'autre solution qu'une mise à niveau du taux horaire du SMIC »*. Elle se prononce enfin contre l'institution de *« forfait sans référence horaire généralisé et conclu de gré à gré »* pour les cadres. Elle réclame en outre une négociation sur les 35 heures dans le secteur public.

nt au gouverneme
r les 35 heures

TRAVAIL La Commission européenne a demandé, mercredi 21 avril, à la Cour de justice des communautés européennes d'infliger à la France une amende de 142 425 euros par jour pour non-respect de la directive de 1976 sur l'égalité entre hommes et femmes. Déjà condamnée en 1997 pour ce motif, la France n'a jamais abrogé sa législation prohibant le travail de nuit des femmes ● L'INTERDICTION de principe de cette forme de travail ne s'applique qu'à l'industrie ; même dans ce secteur, elle est tempérée par des accords d'entreprise. ● SUR LES 800 000 FEMMES travaillant habituellement ou occasionnellement de nuit, près de la moitié se situent dans le secteur de la santé. ● EVELYNE PICHENOT, chargée des relations avec l'UE à la CFDT, estime qu'il n'y a plus aucune raison d'empêcher une femme de travailler la nuit si elle le souhaite. *(Lire aussi notre éditorial page 16.)*

La France est pressée par Bruxelles d'autoriser le travail de nuit des femmes

La Commission européenne requiert une astreinte de 943 880 francs par jour contre la France pour non-application de sa directive prohibant toute discrimination entre les sexes. Cette exigence embarrasse le gouvernement

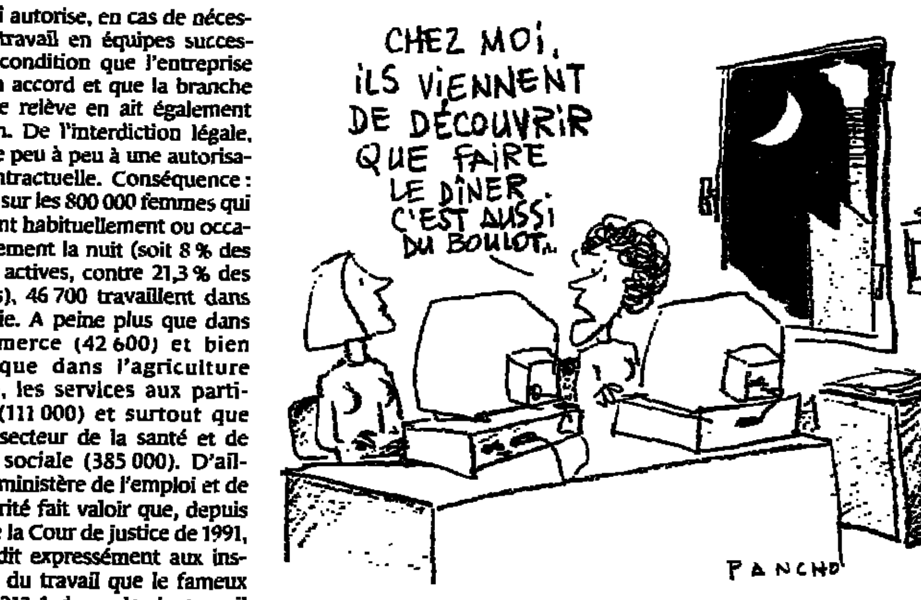
LA FRANCE se serait bien passée du symbole : au moment même où les parlementaires adoptent un projet de loi sur la parité, Paris risque de se voir infliger par la Cour de justice des communautés européennes une amende de 142 425 euros (943 880 francs français) par jour pour non-respect d'une directive européenne sur l'égalité entre hommes et femmes, comme l'a demandé la Commission européenne, mercredi, 21 avril, à la Cour de Luxembourg. La directive en cause remonte à... 1976 !

Cette année-là, le conseil européen adopte une directive qui, en matière d'emploi, s'attache à supprimer *« toute discrimination fondée sur le sexe »*. Interrogée en 1989 par un tribunal français sur l'application de ce texte qui a une portée générale, la Cour de justice précise dans un arrêt du 25 juillet 1991 que la législation française sur le travail de nuit des femmes est contraire au texte communautaire qui s'impose à elle.

INDUSTRIE

Issu d'une législation qui date de 1892, le Code du travail (dans son article L213-1), interdit le travail de nuit (entre 22 heures et 5 heures du matin) des femmes *« dans les usines, manufactures, mines et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances (...) ainsi que dans les offices publics et ministériels, les établissements des professions libérales, des sociétés civiles, des syndicats professionnels et des associations »*. Seule exception : les femmes occupant des postes de direction ou de caractère technique impliquant une responsabilité.

Première remarque : le travail de nuit des femmes est essentiellement interdit dans l'industrie. Et encore : en 1987, Philippe Séguin, ministre du travail, fait adopter une loi qui s'inspire d'un accord conclu dans la métallurgie en 1986. Cette loi autorise, en cas de nécessité, le travail en équipes successives à condition que l'entreprise signe un accord et que la branche dont elle relève en ait également signé un. De l'interdiction légale, on passe peu à peu à une autorisation contractuelle. Conséquence : en 1997, sur les 800 000 femmes qui travaillent habituellement ou occasionnellement la nuit (soit 8 % des femmes actives, contre 21,3 % des hommes), 46 700 travaillent dans l'industrie. A peine plus que dans le commerce (42 600) et bien moins que dans l'agriculture (62 600), les services aux particuliers (111 000) et surtout que dans le secteur de la santé et de l'action sociale (385 000). D'ailleurs, le ministère de l'emploi et de la solidarité fait valoir que, depuis l'arrêt de la Cour de justice de 1991, il a été dit expressément aux inspecteurs du travail que le fameux article L213-1 du code du travail n'est plus opposable aux employeurs puisqu'il est contraire au droit communautaire. En clair, n'importe quel industriel peut demander à une femme de travailler la nuit.



Alors, pourquoi ne pas abroger cet article de loi qui n'a plus force de loi ? Essentiellement pour des raisons *« psycho-politiques »*, selon un expert en droit du travail. Deux ministres ont consulté les partenaires sociaux à ce sujet : Martine Aubry en 1992 et Jacques Barrot en 1997. Hasard ? dans les deux cas, ces intentions sont restées lettre morte, en partie pour des raisons tenant au calendrier électoral (élections législatives de 1993 et dissolution de l'Assemblée nationale de 1997).

Aujourd'hui, le silence du ministère de l'emploi après la décision de Bruxelles montre l'embarras du gouvernement. Puisqu'il ne peut plus reculer, l'hypothèse qui paraît *a priori* la plus logique, serait d'abroger l'article en question à l'occasion de la deuxième loi sur les 35 heures qui doit être discutée cet automne, c'est-à-dire, à peu près au moment où la Cour de justice devrait rendre son arrêt. Mais politiquement, l'affaire est évidemment plus délicate qu'il n'y paraît. Libéraliser le travail des femmes dans l'industrie la nuit à l'occasion de l'adoption d'un texte qui symbolise une des grandes réformes de la gauche plurielle n'est pas forcément du meilleur effet.

A moins de tenter une *« sortie par le haut »*. En effet, contrairement à une croyance répandue, la loi ne prévoit aujourd'hui aucune compensation au travail de nuit, ni pour les hommes ni pour les femmes. Echanger le travail de nuit des femmes dans l'industrie contre la création de garanties pour l'ensemble des 3,5 millions de personnes travaillant la nuit (dont 2,8 millions de salariés) pourrait permettre au gouvernement de rallier les syndicats et les suffrages de sa majorité. Cette démarche serait d'autant plus justifiée que la France n'a toujours pas retranscrit dans le droit national la partie d'une directive européenne adoptée en 1993 qui concerne le travail de nuit. Ce texte, pris au nom de la santé et de la sécurité au travail, impose aux Etats de définir des contreparties au travail de nuit.

FLEXIBILITÉ

Sur ce sujet, le gouvernement craint de s'opposer aux employeurs qui n'ont, bien évidemment, aucune envie de se voir imposer de nouvelles contraintes, ni de nouvelles charges sociales. Déjà, en janvier 1991, une loi prévoyait le principe d'une compensation au travail de nuit mais ni le montant, ni la forme, ni les modalités n'ont jamais été précisées. L'Etat avait renvoyé la discussion aux partenaires sociaux qui s'étaient bien gardé de s'en emparer. De toute évidence, Martine Aubry n'a aucune envie d'ajouter ce dossier à la deuxième loi sur les 35 heures dont la gestion politique et sociale s'annonce déjà complexe. Comme les autres formes de flexibilité, le travail de nuit prend de l'ampleur. Le nombre de salariés travaillant la nuit est passé de 2,635 millions en 1993 à 2,856 millions en 1997. Visiblement, dans les faits, le code du travail n'est pas discriminant : le tiers de ces nouveaux travailleurs de la nuit sont des femmes dont le nombre a presque doublé dans l'industrie en quatre ans. Un argument que le gouvernement a quelque scrupule à utiliser.

Frédéric Lemaître

Aux yeux des salariés, leurs conditions de travail se dégradent

LES SALARIÉS ont le sentiment d'une dégradation de plus en plus nette de leurs conditions de travail depuis le début des années 90. La tendance générale, loin de prévoir un assouplissement des horaires, serait au contraire à leur intensification et à la hiérarchisation. Telles sont les idées-forces qui se dégagent d'une enquête nationale réalisée en 1998 par la Direction de l'animation de la recherche et des études statistiques (Dares) du ministère de l'emploi et de la solidarité. Les premiers résultats de cette étude, à paraître dans son intégralité, viennent d'être publiés dans le numéro d'avril de la revue de la Mutualité française, *Santé et travail*. Ils complètent deux enquêtes similaires, menées respectivement en 1984 et 1991, et concernent le secteur privé comme le secteur public. Les réponses de 1998 font apparaître que la rationalisation des tâches, l'informatisation, le développement de la grande distribution et l'apparition d'une logique industrielle dans le secteur commercial, ainsi que le souci de la qualité et de la diversité des produits dans l'industrie, n'ont fait que favoriser l'émergence d'un nouveau taylorisme (du nom de l'ingénieur américain Taylor, 1856-1915, célèbre pour sa méthode d'organisation scientifique du travail industriel par la suppression des gestes inutiles).

« DEMANDE À SATISFAIRE IMMÉDIATEMENT »

Principal responsable, d'après plus de 50 % des salariés : *« La demande à satisfaire immédiatement. »* C'est ainsi qu'au cours des quinze dernières années, le travail à la chaîne a, contre toute attente en cette fin du XXe siècle en France, progressé en passant de 7,5 % en 1984 à 15 % en 1998 (et de 20 à 30 % chez les non-qualifiés). Taylorisme dans l'industrie, taylorisme dans le commerce. Ainsi 15 % des employés de libre-service déclarent que leur travail est de plus en plus contraint par la cadence des machines et le déplacement des produits. L'informatisation a renforcé, dans ce secteur, le caractère répétitif des tâches. Elle a surtout fourni un instrument nouveau à une *« surveillance permanente »* de la hiérarchie et à l'intensification des rythmes qui en découlent. Illustration frappante, la surveillance des caissières de supermarché par ordinateur, permet aujourd'hui de repérer non seulement les erreurs de celles-ci, mais également d'apprécier leur vitesse de travail.

Nicolas Weill

Belgique, Grèce et Italie ont régularisé leur situation

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

La sanction sévère demandée par la Commission de Bruxelles à l'encontre de la France trouve ses origines dans la non-application de la directive européenne de 1976 sur l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de travail de nuit des femmes. En 1991, avec son arrêt « Stockel », la Cour de justice des communautés de Luxembourg avait donné raison à un employeur français poursuivi pour avoir engagé des femmes pour des travaux de nuit. Une condamnation, le 13 mars 1997, était venue confirmer ce premier arrêt. Elle avait été prononcée à la suite d'un « recours en manquement » introduit par la Commission. D'autres pays membres, à savoir la Belgique, la Grèce et l'Italie, se trouvaient dans une situation analogue, mais ils ont régularisé leur situation entre-temps.

ANACHRONISME

L'argument français selon lequel l'interdiction protègerait davantage les femmes que le strict respect de l'égalité de traitement est rejeté à Bruxelles, où l'on qualifie d'anachronique cette législation. *« Les femmes ne sont pas des handicapées »*, s'exclame une collaboratrice de Padraig Flynn, le commissaire chargée des affaires sociales. Elle fait remarquer qu'une telle interdiction appliquée à la lettre pourrait très bien empêcher une candidate d'accéder à un emploi comportant, sans que ce soit particulièrement pénible, une part de travail de nuit, ce qui, en ces temps de chômage, apparait comme une discrimination grave.

Depuis le traité de Maastricht, entré en vigueur en novembre 1993, la Commission peut demander à la Cour d'imposer des amendes aux Etats membres qui ne respectent pas ses arrêts. Dans le domaine social, il n'y a qu'un précédent : en décembre 1998, Bruxelles a invité la Cour à imposer une astreinte journalière au gouvernement luxembourgeois pour les barrières qu'il dresse à l'emploi de ressortissants d'autres pays membres dans ses services publics. La Commission a élaboré une règlementation complexe pour le calcul des ses astreintes qui prend en compte la gravité de l'infraction, ainsi que sa durée. En l'occurrence la France a, aujourd'hui, un retard d'exécution de plus de deux ans, mais, facteur incitant à l'indulgence, la loi n'est en fait plus appliquée depuis 1991, ce qui rend l'infraction passablement théorique. L'astreinte (fixée à 9 sur une échelle allant de 0 à 20) est qualifiée de *« légère »* par les services bruxellois. Cependant, elle peut théoriquement être appliquée à compter de l'arrêt visé, ce qui aboutirait, si cette solution extrême était retenue, à une amende supérieure à 100 millions d'euros (656 millions de francs).

La Cour s'étant déjà prononcée, elle n'a plus à débattre sur le fond du dossier, mais seulement sur l'opportunité de l'astreinte et sur son montant, ce qui pourrait être relativement rapide. Elle est libre de suivre ou non la proposition de la Commission, de maintenir l'astreinte, de l'augmenter ou de la diminuer. Ce qui signifie que les Français devront eux aussi agir sans tarder s'ils veulent éviter l'amende.

Philippe Lemaître

« Etre de nuit » pour échapper au vacarme des machines dans la journée

PORTRAITS

L'inconvénient, bien sûr, c'est le sommeil de jour, moins réparateur

DEPUIS UN AN, Monique Coletti n'a plus besoin de réveil. Comme cent cinquante autres volontaires, elle a opté pour le travail de nuit dans les ateliers de l'équipementier automobile Bosch, à Rodez (Aveyron). Sa journée de travail commence désormais à 23 heures, quand les équipes du soir rentrent au vestiaire ; elle s'achève six heures plus tard, avec l'arrivée de la première relève. Conséquence : Monique ne travaille plus que 30 heures par semaine, tout en conservant son ancien salaire, auquel s'ajoute une prime de 77 francs par nuit. Pourtant, avec ses vingt-sept ans d'ancienneté, Mme Coletti n'a pas choisi le travail nocturne pour gagner plus ou pour travailler moins. Elle a demandé à *« être de nuit »* pour échapper au vacarme des machines dans la journée. *« Un matin, j'ai été victime d'un vertige à cause du bruit*, raconte-t-elle. *Il fallait que je change. La nuit, il n'y a plus grand-monde, les ateliers sont moins bruyants. »*

L'inconvénient, bien sûr, c'est le sommeil du jour, *« moins réparateur que celui de la nuit »*, reconnaît-elle, même avec les rideaux bien tirés et des boules Quiès dans les oreilles. Monique s'y est pourtant habituée, chassant les *« coups de barre de la soirée »* par des petites siestes. Paradoxalement, le travail de nuit lui a surtout permis de retrouver une vie familiale, compromise par les horaires contraignants du travail en équipe. *« Entre les journées où je devais me lever à 4 heures et celles où je rentrais à minuit, je ne voyais jamais mon mari*, explique-t-elle. *Maintenant, il est content. La maison n'est plus vide quand il rentre et nous avons toutes nos soirées ensemble. Les horaires de nuit ont l'avantage d'être très réguliers. »*

A l'usine, seules six des deux cent cinquante femmes sont passées en commission pour obtenir un poste nocturne. *« Les femmes n'y tiennent pas*, reconnaît Monique. *Moi, à cinquante ans, c'est différent : mon fils est casé, je n'ai plus personne à la maison. Car pour ce genre d'horaires, il faut des personnes libérées de tout. Mes collègues ont mon âge. Aucune n'a des enfants en bas âge. Certaines sont célibataires. Les jeunes femmes ne pourraient pas tenir. »*

Pourtant, tous ceux qui souhaiteraient travailler la nuit n'obtiennent pas forcément satisfaction. Car pour l'entreprise, les équipes nocturnes coûtent cher : seuls les postes *« stratégiques »* sont occupés après 23 heures, pour alimenter le travail de la journée ou répondre aux *« urgences »*. *« Quand Peugeot veut des pièces, il faut les lui envoyer immédiatement »*, commente Monique, chargée de contrôler à la loupe les injecteurs prêts à être expédiés.

« DÉJÀ DIFFICILE LE JOUR »

A quelques kilomètres de l'usine Bosch, les ouvrières de l'équipementier Filtrauto, à Marcillac, observent leurs collègues de Bosch avec inquiétude. Ici, les ouvrières se sont toujours opposées au travail de nuit. *« On veut l'égalité, mais pas de cette manière*, lance Danièle Boussac, secrétaire du comité d'entreprise. *Le travail à la chaîne et les lignes de production demandent une attention importante. C'est une activité déjà difficile le jour, alors la nuit, cela devient dangereux. »*

Dans cette entreprise de 265 salariés où les négociations sur les 35 heures n'ont pas encore commencé, la syndicaliste redoute de voir la direction mettre en place le travail le week-end et les équipes nocturnes en échange de la réduction du temps de travail. *« Beaucoup d'entreprises qui ont fait l'expérience s'aperçoivent pourtant des dégâts sur la santé et sur l'équilibre familial*, ajoute-t-elle. *Ce n'est pas un hasard si les médecins du travail constatent une augmentation des divorces, des troubles nerveux et une fatigue importante chez les salariés qui travaillent la nuit. »*

A. Ga.

TROIS QUESTIONS À...

EVELYNE PICHENOT

1 Vous êtes secrétaire confédérale à la CFDT, chargée du département international et des relations avec l'Union européenne. Que pensez-vous de la décision de la Commission européenne d'infliger une amende à la France pour l'obliger à autoriser le travail de nuit des femmes ?

La CFDT a toujours été favorable à une remise en cause de cette loi en France, car nous estimons qu'elle a été un facteur de discrimination pour les femmes, notamment en termes d'évolution de carrière. Il n'y a aujourd'hui aucune raison d'empêcher une femme de travailler la nuit si elle le souhaite, en particulier dans un secteur comme l'industrie, où l'interdiction du travail de nuit peut devenir un frein supplémentaire à l'accession des femmes à tous les postes de responsabilité. En revanche, cette législation un peu spéciale ne s'applique pas dans les services ou dans un secteur-clé comme les hôpitaux, où les infirmières sont les premières concernées par la question.

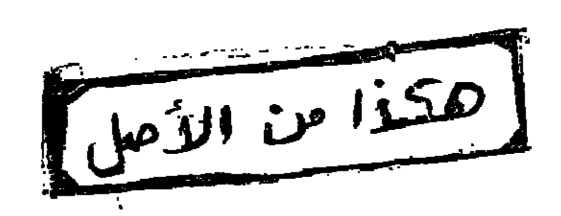
2 Quels garde-fous préconisez-vous pour éviter les abus ?

Nous considérons que la France doit se mettre au diapason de la législation européenne, en respectant toutefois quelques règles élémentaires. Le travail de nuit des femmes, qui doit, bien sûr, être limité le plus possible, ne peut tout d'abord concerner que les volontaires. Il ne doit pas remettre en cause les périodes de maternité ni d'allaitement. Il doit s'accompagner d'une réduction du temps de travail. Nous avons ainsi toujours milité pour que les infirmieres qui travaillent la nuit soient les premières à pouvoir bénéficier de la réduction du temps de travail. Il doit enfin permettre la promotion et l'évolution de carrière des femmes concernées.

3 Estimez-vous qu'une modification de la législation actuelle peut encourager le développement de ce type de travail ?

Je ne le pense pas. En revanche, ce qui me semble plus inquiétant est le développement du travail en équipes, qui oblige les salariés à travailler jusqu'à dix ou onze heures du soir. Des problèmes nouveaux apparaissent ainsi dans des secteurs comme la distribution pharmaceutique, ou la grande distribution.

Propos recueillis par Alexandre Garcia



هكذا من الأصل

L'application du code des marchés publics provoque la fronde des chercheurs de l'Inserm

Ils sont priés de limiter leurs commandes de produits et de matériels

Depuis la mi-février, la mise en conformité des commandes de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) avec le code des marchés publics entraîne une situation inextricable. Les chercheurs sont obligés de réduire leurs commandes de produits et matériels et les travaux sont au ralenti. Une réunion extraordinaire du conseil d'administration a eu lieu pour proposer des solutions transitoires.

RIEN NE VA PLUS à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Dans les laboratoires de l'Institut, certains programmes de recherche sont au ralenti, dans les administrations déléguées régionales (ADR), organes administratifs qui gèrent les commandes des unités de recherche, il n'est plus possible de passer les commandes de produits et de matériels indispensables à la poursuite des travaux des 260 unités de recherche. Dès la mi-février, les administrateurs ont été obligés de demander aux chercheurs de *« limiter les commandes, de ne faire que les commandes urgentes et en quantité modérée »*.

Ces difficultés sont nées de la décision du ministère de l'économie et des finances de supprimer les dérogations accordées jusqu'ici aux organismes publics de recherche concernant l'application du code des marchés publics. Ce code est fondé sur deux grands principes : la mise en concurrence et l'égalité des fournisseurs à la commande publique. Selon l'article 76, toute commande supérieure à 300 000 francs dans l'année doit avoir fait l'objet d'un appel d'offres et de la conclusion d'un marché valable deux ans. En 1996, Bercy avait prévenu les organismes publics de recherche de l'abandon des dérogations à compter du 31 décembre 1998.

Les chercheurs en avaient été exemptés jusqu'à présent, car la recherche se prête mal à des prévisions à l'année, et encore moins pour deux ans : les programmes de recherche peuvent changer en cours d'année, soit qu'on les abandonne, soit qu'un résultat doive faire envisager une nouvelle stratégie. Par ailleurs, la somme de 300 000 francs (45 731 euros) pour des réactifs biologiques, des animaux et des journaux, est très rapidement atteinte. Les seuls marchés conclus dans les formes l'ont été pour les gaz médicaux... et les fournitures de bureau.

Le conseil d'administration de l'Inserm s'est réuni le 11 mars en séance extraordinaire pour proposer des solutions transitoires. Il a, à l'unanimité, « autorisé » le directeur général de l'Inserm, le professeur Claude Griscelli, à donner instruction aux personnes responsables des marchés dans les ADR d'*« assurer (...) la continuité du service public de la recherche en procédant à la passation des commandes nécessaires aux laboratoires de l'Institut »*. Le directeur de l'Inserm s'est en outre engagé à *« prendre personnellement en charge (...) toutes les conséquences d'une responsabilité qui pourrait, le cas échéant, être invoquée au niveau des ordonnateurs secondaires* [qui engagent les dépenses] *»*.

La rigidité de la position du ministère des finances, qui n'a pas même accordé un délai de trois mois à l'Inserm pour finir le référencement des produits, pouvant laisser augurer du pire – la mise en cause des administrateurs –, huit ADR sur douze ont refusé de passer outre à la loi. Une modification de l'article 76 du code des marchés publics est en cours de rédaction, mais les échos de la nouvelle version sont inquiétants concernant la recherche biologique. Il est, en effet, envisagé de n'accepter qu'un fournisseur par lot de produits (ce qui rendrait la nomenclature Inserm totalement inutile).

Le ministère de la recherche presse le ministère des finances de prendre en compte les besoins spécifiques de la recherche, et au moins cent ciquante directeurs d'unité et plus de mille chercheurs et techniciens ont signé, le 5 mars, une lettre ouverte au premier ministre. Dénonçant le mauvais coup porté à la recherche publique, ils écrivent à Lionel Jospin que *« les choses vont encore s'aggraver, avec un texte (...) visant à modifier l'article 76 du code des marchés publics qui a pour seule "logique" de vouloir prévoir a priori toute avancée technologique et pour seul "mérite" d'alourdir encore la machine à broyer administrative »*.

Comment en est-on arrivé là, alors que les autres organismes de recherche – CNRS et INRA – ont réussi à éviter cette situation de blocage ? Le 7 avril, le bureau national Inserm du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FSU) a mis en cause la direction générale. Il lui reproche son manque de combativité pour la défense de la recherche publique, la détérioration des services administratifs – déplacements systématiques de personnels, départ de nombreux hauts responsables administratifs – et la dégradation des relations entre les laboratoires et l'administration, qui culmine dans cette affaire des « marchés ».

« La désorganisation administrative retentit fortement sur la vie quotidienne des laboratoires (...), estime le syndicat. *La direction de l'Inserm a perdu la confiance de la communauté scientifique, qui ne peut plus accepter le gâchis et le démantèlement de l'organisme* (...). *Cette situation de dysfonctionnement ne peut que porter préjudice à l'Inserm et conforter de fait la politique de dénigrement et de remise en cause des organismes publics de recherche menée par le ministre Claude Allègre. »*

Elisabeth Bursaux

Un catalogue informatique de 29 000 références

L'administration de l'Inserm s'est lancée dans la tâche titanesque d'établir une nomenclature des produits référencés et de concevoir un catalogue informatique, soit 29 000 fiches au total. Les produits utilisés dans la recherche biologique pouvant être suffisamment différents d'un fournisseur à l'autre, l'Inserm est obligé de référencer les différentes déclinaisons d'un produit qu'on aurait pu croire unique.

Il en est ainsi, par exemple, des détergents utilisés pour dissoudre membranes cellulaires ou protéines : ce sont des chaînes de molécules dont la longueur varie discrètement selon le procédé de fabrication. Chaque fournisseur lui donne le même nom, mais le chercheur apprend à savoir lequel est efficace dans une de ses expériences et lequel dans une autre. C'est pour cette raison que, dans les communications scientifiques, le chercheur est tenu de donner le nom du fournisseur de chacun de ses produits et matériels. Le catalogue ne sera terminé que vers la fin du mois d'avril.

Les Galeries Lafayette retirent leurs modèles vivants des vitrines

Le « spectacle » est repris sur Internet

DE MAUVAISE GRÂCE, les Galeries Lafayette remisent leurs modèles vivants. Le grand magasin parisien a annoncé, mercredi 21 avril, qu'il renonçait au *« spectacle »* proposé aux passants depuis le 13 avril, et qui devait se poursuivre jusqu'au 8 mai (*Le Monde* du 15 avril 1999). Simplement vêtues de slips, soutiens-gorge ou bodys de dentelle issus de la dernière collection de lingerie Chantal Thomass, de jeunes mannequins se vernissaient les ongles, se poudraient le bout du nez ou se prélassaient sur des divans dans six vitrines donnant sur le boulevard Haussmann. Dorénavant, c'est dans un salon situé à l'intérieur du magasin, lieu traditionnel des défilés de mode, que ces sous-vêtements seront présentés au public.

Dans un communiqué, la direction des Galeries Lafayette déplore que cette présentation *« théâtrale »*, cet *« événement raffiné quant au choix des mannequins, des modèles portés et de la qualité du décor (dont beaucoup de pièces proviennent du propre appartement de Chantal Thomass) »*, ait été *« caricaturé »*. *« Lieu de féminité par excellence, symbole international du bon goût et de la qualité française »*, les Galeries Lafayette ne *« sauraient accepter d'être prises en otage et suspectées »*.

S'estimant victimes d'une *« campagne orchestrée autour de revendications féministes »*, les Galeries se replient sur leur site Internet, où elles présenteront *« des images de leurs vitrines »* à partir du vendredi 23 avril.

L'opposition à cette initiative du *« leader dans le domaine de la créativité, de la mode, de la modernité, de l'éclectisme et de l'universalisme »*, selon le même communiqué, n'avait cessé, ces jours derniers, de prendre de l'ampleur.

Samedi 16 avril, aux cris de *« Lafayette proxénète ! »*, une manifestation contre la *« marchandisation des corps »* et le *« diktat des modèles sexistes »* avait réuni devant le grand magasin parisien une cinquantaine de personnes, à l'appel de l'association Mix-Cité, militant pour l'égalité des sexes, qui dénonçait *« les stéréotypes sexistes les plus réactionnaires »* véhiculés par cette présentation.

Une pétition, à l'initiative de l'écrivain Florence Montreynaud et de la journaliste Monique Perrot-Lanaud, a réuni *« au nom de la dignité humaine »* quelque cent cinquante signatures, dont celles des députées Roselyne Bachelot (RPR), Yvette Roudy (PS), de la vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France, Francine Bavay, des sociologues Françoise Gaspard et Marie-Victoire Louis, des écrivains Benoîte Groult et Catherine Rihoit, de l'historienne Michelle Perrot ou d'Alain Lipietz (Verts). Des mots d'ordre de boycott des Galeries Lafayette ainsi que de la lingerie Chantal Thomass commençaient même à circuler.

PROTESTATIONS

Une seconde manifestation de protestation était prévue samedi 24 avril sur les marches de l'Opéra Garnier, à l'appel d'un grand nombre d'associations féministes, de la Ligue des droits de l'homme, de l'association Ras l'Front, du Parti socialiste, du Parti communiste, des Verts, de la Ligue communiste révolutionnaire, de la fédération Sud-PTT et de la fédération des Mutuelles de France. La délégation régionale aux droits de la femme d'Ile-de-France avait fait savoir qu'elle réprouvait *« cette exhibition portant atteinte à l'intégrité et à la dignité des femmes »*. Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, et Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle et aux droits des femmes, avaient même pris, mardi, la peine de faire part de leur mécontentement à la direction des Galeries Lafayette.

Sous la pression, les grands magasins font donc machine arrière. La manifestation de samedi n'est pas pour autant annulée. *« Nous avons remporté une victoire,* note Clémentine Autain, présidente de Mix-Cité, *mais nous restons très vigilants par rapport à ce qui sera présenté sur Internet. Surtout, nous devons nous opposer au retour évident du sexisme, de la marchandisation des corps, notamment dans la publicité. Les Galeries Lafayette n'étaient que le symbole d'un mouvement plus global. »*

Pascale Krémer

L'affaire du Sentier, ou des difficultés de juger en masse

L'INTENDANCE d'une justice de masse s'accorde décidément difficilement aux exigences du droit. L'affaire dite « du Sentier », que la 31e chambre correctionnelle du tribunal de Paris doit examiner à partir du 10 mai, en offre encore un bel exemple. Comme l'avait fait, à sa manière, en septembre et octobre 1998, le procès du réseau islamiste Chalabi qui s'était tenu dans un gymnase de l'administration pénitentiaire, à deux pas de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) et qui avait illustré l'amère figure d'une justice à l'abattage.

Dans ce dossier du Sentier, cent vingt-quatre personnes, dont un peu moins d'une dizaine sont détenues et quatorze en fuite, sont poursuivies notamment pour *« escroquerie en bande organisée, faux et usage de faux, recels, blanchiment aggravé, séjour irrégulier, banqueroute »*... Plus d'une trentaine d'établissements bancaires sont constitués partie civile.

Trois juges d'instruction, pas moins, ont été nécessaires pour analyser, avec l'aide de la brigade de recherche et d'intervention financière, les méandres des circuits de cavalerie reposant notamment sur des traites sans contrepartie correspondant à un préjudice, selon l'accusation, d'au moins 540 millions de francs (82,3 millions d'euros). Déjà, en novembre 1997, la spectaculaire opération de police judiciaire, menée par deux cents enquêteurs dans plusieurs dizaines d'entreprises de confection du quartier du Sentier à Paris, avait fait grand bruit.

SALLE DES PAS PERDUS

Devant l'ampleur du nombre des protagonistes, les autorités judiciaires avaient pris les devants : un prétoire sur mesure est actuellement spécialement aménagé pour pouvoir juger tout le monde dans la grande salle des pas perdus du Palais de justice, généralement dévolue aux angoisses des justiciables. Pour l'occasion, du mobilier a été loué.

Mais voilà que le bel ordonnancement de ce procès, audiencé sous contraintes locatives, est remis en question par une récente décision de la Cour de cassation. Car c'était oublier que parallèlement aux contingences matérielles, le droit suivait son cours. Un pourvoi de l'un des prévenus concernant la bonne forme de la procédure a été retenu le 13 avril par les hauts magistrats au motif que ses droits ne lui avaient pas été notifiés régulièrement au cours de sa garde-à-vue. Conséquence : Les actes liés à cette garde-à-vue sont frappés de nullité. Ils sont réputés n'avoir jamais existé. Et il en va de même pour tout type d'actes *« subséquents »* (qui découlent procéduralement de cette garde-à-vue) qu'il appartient maintenant à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris de relever. La masse du dossier est telle qu'il a fait l'objet d'une gravure de CD-ROM, à l'instigation d'un avocat de partie civile, appuyé par le barreau de Paris.

Vendredi 16 avril, la présidente du tribunal, Anny Dauvillaire, a donc réuni les avocats des parties pour leur indiquer que l'audience débutera le 10 mai, mais se limitera au constat du retard pris par la procédure. Le procès pourrait réellement ne commencer que quelques jours plus tard, pour s'achever fin juillet. Le temps que la chambre d'accusation procède à la nécessaire *« mise en l'état »* du dossier. *Manu judiciari*, on s'en doute. Et bien sûr, en toute sérénité.

Jean-Michel Dumay

Alerte à la pollution de l'eau dans le Finistère

LA PRÉFECTURE du Finistère et la direction départementale de l'action sanitaire et sociale ont dressé, mercredi 21 avril, à Quimper, un sombre bilan de la qualité de l'eau dans ce département. Selon ce bilan, de nombreuses rivières et captages sont totalement pollués aux pesticides et aux nitrates, certaines ressources en eau sont devenues inutilisables et plusieurs systèmes de pompage ne respectent pas les normes sanitaires. Le préfet du Finistère, Jean-Mart Rebière, a estimé que *« si rien ne change, en 2005, plus de la moitié des prises d'eau ne seront plus utilisables pour la consommation humaine »*.

DÉPÊCHES

■ **HÔPITAL : les internes poursuivent leur grève des gardes de nuit** après leur rencontre, mercredi 21 avril, avec la directrice de cabinet du secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, Bernard Kouchner. *« Nous subordonnons toujours l'arrêt du mouvement à la publication de l'arrêté relatif à l'organisation des gardes des internes mentionnant leur rémunération systématique »*, a indiqué le président du Syndicat national des jeunes médecins généralistes (SNJMG), Frédéric Penit.

■ **JUSTICE : des peines de trois à huit ans de prison ferme ont été requises**, mercredi 21 avril, devant la 14e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, contre onze hommes soupçonnés d'avoir organisé un réseau de trafic d'armes vers l'Algérie. Les peines les plus lourdes réclamées visent les deux organisateurs présumés, Sid Ahmed Bekkat et Messaoud Ghebrit, ainsi que Ali Chami, soupçonné d'avoir collecté des fonds depuis l'Allemagne. Les hommes opéraient en France à partir d'un hôtel parisien mais également en Belgique, en Allemagne et en Espagne.

■ **VIOLENCE : deux lycéens ont été enlevés, samedi 17 avril, au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) par un groupe de jeunes** qui les ont contraints à leur remettre leur carte bancaire. Ils les ont libérés après avoir retiré de l'argent à des distributeurs. Les instigateurs présumés de ce racket, deux mineurs de dix-sept ans, ont été interpellés et déférés, mardi, au parquet des mineurs de Bobigny.

■ **ÉDUCATION : dans une lettre ouverte adressée à Claude Allègre**, ministre de l'éducation nationale, trois syndicats d'enseignants de lycées professionnels, l'Unsen-CGT, le SGEN-CFDT et le SE-FEN, critiquent le contenu du projet de la charte des lycées professionnels, qui doit compléter la charte des lycées déjà finalisée. *« L'affirmation de l'égale dignité entre les diverses voies du lycée ne s'exprime pas au-delà des intentions,* estiment les syndicats. *La charte oublie que le lycée forme des jeunes à une qualification professionnelle mais aussi des citoyens. »*

Sida : les associations dénoncent les pratiques des assureurs

QUATRE des principales associations de lutte contre le sida (Act Up Paris, Aides, Arcat-Sida et Sida-Infoservice) dénoncent à nouveau les discriminations dont sont victimes, selon elles, les personnes séropositives de la part des compagnies d'assurance. Les responsables de ces associations ont notamment constaté *« une multiplication des questionnaires de santé émanant des compagnies et une augmentation du nombre des refus des demandes formulées par des personnes séropositives »*.

« La majorité des produits d'assurance ne sont pas accessibles aux personnes touchées par le VIH, qu'il s'agisse des assurances-vie liées à l'acquisition d'un bien immobilier ou de prêts à la consommation d'un montant et d'une durée limitée », explique Jean-Marie Faucher, directeur général d'Arcat-Sida. Ce constat est pleinement partagé par les responsables de Sida-Info Droit, la ligne spécialisée dans le conseil juridique de Sida-Infoservice, dont un quart des appels sont liés à des questions d'assurances. *« Les personnes qui nous sollicitent sont fréquemment révoltées par les pratiques des compagnies d'assurance, et notamment par les questionnaires médicaux très détaillés*, explique-t-on auprès de Sida Infoservice. *Elles s'étonnent de la possibilité qu'ont ces compagnies de demander si la personne a fait un test de dépistage de l'infection par le VIH et, quand c'est le cas, la communication du résultat. »*

CONFIDENTIALITÉ

Depuis septembre 1991, les conditions dans lesquelles les assureurs peuvent ou non couvrir les personnes infectées par le VIH sont définies par une convention cosignée par l'Etat et les compagnies d'assurance. Critiquée par les associations de lutte contre le sida, cette convention autorise les assureurs à demander aux personnes désirant contracter un emprunt si elles ont ou non subi un test de dépistage de l'infection par le VIH (et le résultat de ce test) et si elles ont souffert d'une infection due à une immunodéficience acquise. Cette convention prévoit par ailleurs le respect absolu de la confidentialité et du secret médical ainsi que la possibilité de contracter des prêts immobiliers d'un montant maximal de 1 million de francs (152 439 euros) pour une durée comprise entre cinq et dix ans. Alors que le texte initial prévoyait une actualisation des dispositions en fonction des évolutions médicales, l'apport majeur des trithérapies n'a encore donné lieu à aucun assouplissement du dispositif.

« La convention de 1991 n'a fait qu'ébaucher certaines garanties et se révèle actuellement totalement inadaptée aux situations des personnes concernées », ajoute Jean-Marie Faucher. Il est d'autre part acquis que le « comité de suivi », chargé depuis de la bonne application de cette convention, n'a, en pratique, jamais véritablement pu remplir les missions qui étaient officiellement les siennes.

Dans l'entourage de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, on estime contraire à toutes les règles éthiques que les garanties de confidentialité ne soit pas totalement respectées et on indique que le gouvernement va prochainement donner un nouvel élan à ce comité, présidé depuis peu par Jean-Michel Belorgey, conseiller d'Etat. On fait aussi valoir que toutes les conditions sont aujourd'hui réunies pour que la convention de 1991 s'ouvre, enfin, aux prêts à la consommation pour les personnes séropositives.

« En association avec les banquiers, les assureurs avaient déjà proposé une telle ouverture en 1996, ce qui nous avait valu d'être pris à partie par les associations qui, alors, souhaitaient la suppression de la convention de 1991. Cela a paralysé le travail qui avait été entamé », a déclaré au *Monde* François Ewald, directeur de la recherche et de la stratégie à la Fédération française des sociétés d'assurance.

Au-delà de l'infection par le VIH, les assureurs sont également confrontés aux demandes des patients souffrant, ou ayant souffert, d'affections cancéreuses. Le Livre blanc issu des premiers *« Etats généraux des malades du cancer »* organisés par la Ligne nationale contre le cancer (*Le Monde* du 31 mars) a dressé, sur ce thème, un constat particulièrement sévère à l'égard des compagnies d'assurance.

Jean-Yves Nau

Les Galeries Lafayette retirent leurs modèles vivants des vitrines

Vendredi 23 avril, A SAISIR CHEZ CARREFOUR

13 000 tables de jardin avec leurs 10 fauteuils et pas une de plus.



Salon composé d'une table et de 10 fauteuils en résine de synthèse.
Réf. Key West.
Table 2,60 m x 1,10 m dont 2 allonges de 70 cm.



A DEMAIN...

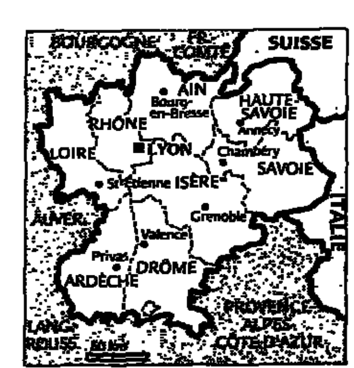
هكذا من الأصل

LES RÉGIONS EN CHANTIERS

RHÔNE-ALPES

La recherche et les universités, priorité politique

Le soutien financier aux pôles universitaires, grandes écoles, laboratoires, l'encouragement à la mobilité internationale des étudiants sont devenus progressivement un axe fort de l'action du conseil régional. Mais les universitaires veulent continuer à dépendre de l'Etat



LYON
de notre correspondant régional

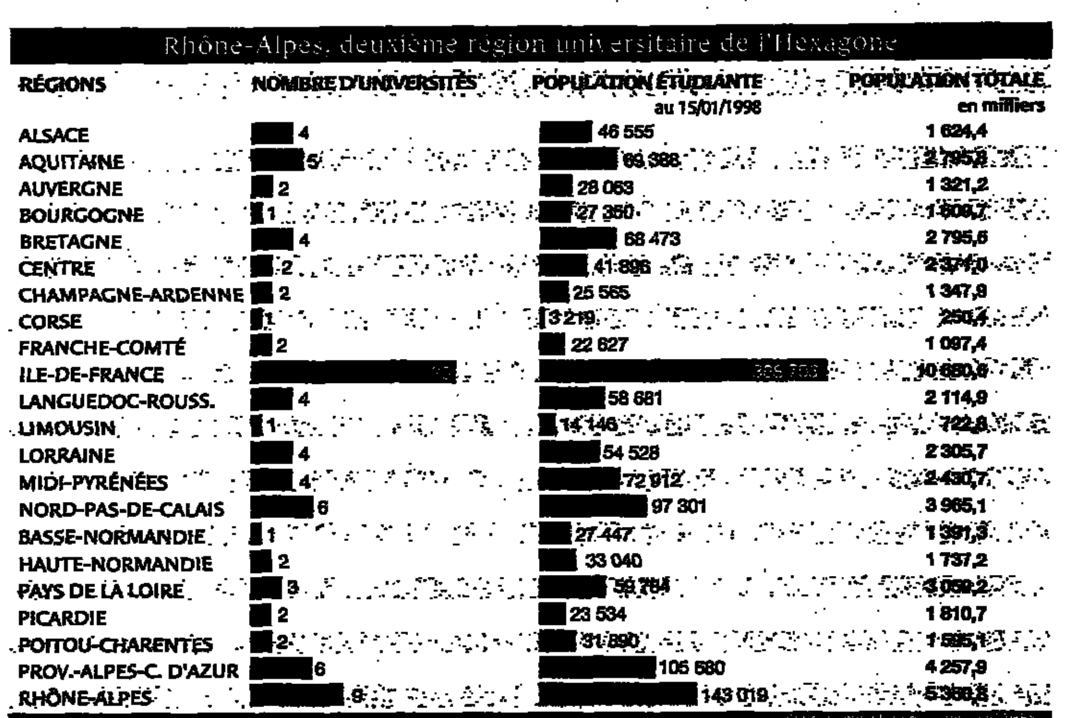
Depuis une dizaine d'années, le conseil régional est devenu le partenaire incontournable des universités et des grandes écoles, mais aussi des laboratoires de recherche de Rhône-Alpes. Rares sont aujourd'hui les équipements universitaires qui n'ont pas bénéficié, pour leur construction ou leur rénovation, du soutien financier de l'institution régionale. Cette dernière n'a pas cessé, depuis le début des années 90, de monter en puissance : à travers le schéma « Université 2000 », vaste programme d'investissements élaboré au niveau national et qui induit un financement régional, mais aussi avec le contrat de plan Etat-région. Ce dernier a renforcé, au cours de la période 1994-1999, le programme d'investissement destiné à améliorer quantitativement et qualitativement l'accueil des étudiants. Enfin, la région agit de façon plus « autonome », par exemple en finançant, à hauteur de 120 millions de francs, le transfert à Lyon de l'Ecole normale supérieure (lettres) de Fontenay - Saint-Cloud.

Conscient de la place qu'occupent en Rhône-Alpes l'université et la recherche – ces deux secteurs ne font pourtant pas partie des compétences ordinaires des régions françaises –, le conseil régional, qui dispose pour 1999 d'un budget de 7,4 milliards de francs (1,1 milliard d'euros), consacrera 348 millions à l'enseignement supérieur (200 000 étudiants, soit 13,5 % des étudiants français) et 154,4 millions à la recherche, qui représente un potentiel de six cents laboratoires publics et privés.

Depuis le début des années 90, cette politique est devenue progressivement l'un des axes forts de la région, que dirigeait jusqu'en décembre 1998 Charles Millon (ex-UDF). Outre le volet purement immobilier inscrit dans le schéma « Université 2000 » et le contrat de plan, l'ancien président a souhaité que le conseil régional participe financièrement à la modernisation des programmes de formation et des méthodes d'enseignement, mais aussi à la mise en place de dispositifs destinés à faciliter l'entrée des étudiants dans la vie professionnelle. Mais M. Millon a aussi lancé, avec le soutien des élus de gauche, le dispositif d'aide à la mobilité internationale des étudiants, dans une région très axée sur les coopérations et les échanges internationaux.

UNE ANNÉE DIFFICILE

Aucune autre région française ne consacre actuellement un budget de cette importance pour encourager les échanges avec les universités étrangères. Les sommes qui lui sont consacrées s'élèveront à 72 millions de francs en 1999, en augmentation de près de 20 % par rapport à 1998. Environ 3 800 étudiants bénéficieront d'une bourse mensuelle de 2 000 à 2 500 francs (300 à 380 euros) pour un stage ou une formation à l'étranger de cinq à neuf mois. *« Nous continuerons à investir massivement dans l'université et la recherche. Il s'agit d'un enjeu majeur pour les dix prochaines années, si nous voulons exister à un haut niveau »*, prévient Michel Thiollière (UDF-rad.), vice-président chargé de ces deux secteurs depuis le 9 janvier.



Rhône-Alpes, deuxième région universitaire de l'Hexagone

RÉGIONS	NOMBRE D'UNIVERSITÉS	POPULATION ÉTUDIANTE au 15/01/1998	POPULATION TOTALE en milliers
ALSACE	4	46 555	1 624,4
AQUITAINE	5	69 388	2 795,8
AUVERGNE	2	28 063	1 321,2
BOURGOGNE	1	27 350	1 609,7
BRETAGNE	4	68 473	2 795,6
CENTRE	2	41 896	2 374,0
CHAMPAGNE-ARDENNE	2	25 565	1 347,9
CORSE	1	3 219	250,4
FRANCHE-COMTÉ	2	22 627	1 097,4
ILE-DE-FRANCE	[illegible]	[illegible]	10 660,6
LANGUEDOC-ROUSS.	4	58 681	2 114,9
LIMOUSIN	1	14 146	722,8
LORRAINE	4	54 528	2 305,7
MIDI-PYRÉNÉES	4	72 912	2 430,7
NORD-PAS-DE-CALAIS	6	97 301	3 965,1
BASSE-NORMANDIE	1	27 447	1 391,3
HAUTE-NORMANDIE	2	33 040	1 737,2
PAYS DE LA LOIRE	3	59 784	3 059,2
PICARDIE	2	23 534	1 810,7
POITOU-CHARENTES	2	31 890	1 595,1
PROV.-ALPES-C. D'AZUR	6	105 680	4 257,9
RHÔNE-ALPES	8	143 019	5 350,8

Les universités regroupent les unités de formation et de recherche (UFR), les instituts nationaux polytechniques, les écoles d'ingénieurs et les instituts intégrés.

Après la difficile année 1998, au cours de laquelle la région, d'une part, le milieu universitaire et celui de la recherche, d'autre part, se sont ignorés en raison de l'alliance de fait entre Charles Millon et le Front national, le dialogue a été rétabli après l'installation d'Anne-Marie Comparini (UDF) à la tête de Rhône-Alpes, il y a deux mois. Depuis quelques jours, la nouvelle présidente peaufine la stratégie de la région, qu'elle souhaite voir inscrire dans le futur contrat de plan Etat-région. Celle-ci devrait être très proche de celle qui fut conduite jusqu'au mois de mars 1998 par son prédécesseur.

Sur le plan de la recherche, la région plaidera en faveur d'un renforcement des complémentarités entre les huit villes-centres des grandes agglomérations de Rhône-Alpes et pour le renforcement des pôles-leaders, notamment Lyon pour la biotechnologie, Grenoble pour le numérique, Saint-Etienne pour la mécanique et le travail des métaux, Roanne pour le textile et l'habillement, Bourg-en-Bresse pour l'alimentation. La région souhaite, en partenariat avec l'Etat, intensifier l'usage des réseaux numériques de communication entre les principales villes, pour permettre le partage des richesses documentaires, le développement de l'enseignement à distance et des transferts d'informations entre les laboratoires de recherche.

La région souhaite continuer et amplifier la modernisation et la rénovation des campus, avec le concours de l'Etat. La pression démographique s'étant ralentie, Anne-Marie Comparini estime que l'effort devra porter autant sur la *« rénovation des murs que sur l'esprit des campus »* et donc sur la qualité de la vie des étudiants et des enseignants. Mais Michel Thiollière craint que l'Etat, au cours du prochain plan, n'accompagne pas la région sur ce terrain. *« Notre inquiétude est qu'il consacre la plus grande part de ses moyens à des problèmes immobiliers parisiens, en particulier le désamiantage »*, pronostique le vice-président de la région.

L'influente Conférence universitaire Rhône-Alpes (CURA), qui regroupe les présidents des huit universités et des quatre grandes écoles de Rhône-Alpes, dont l'Ecole centrale de Lyon et l'Ecole normale supérieure, plaide en faveur de la poursuite de la restructuration des campus et de leur mise en sécurité. Certains n'ont pas encore pu profiter, comme celui de Bron, situé dans la banlieue de Lyon, des efforts conjoints de l'Etat et de la région en faveur du patrimoine universitaire. *« Certains bâtiments ne résisteraient pas plus d'un quart d'heure à un incendie »*, estime le président de la CURA, Bruno Gelas, qui dirige l'université Lyon-II. Il pointe également la bibliothèque centrale inter-universitaire de Lyon, qui, selon lui, ne devrait pas être ouverte au public en raison des problèmes de sécurité qu'elle connaît.

L'Etat n'entend pas limiter ses efforts aux seuls bâtiments. Ainsi, le préfet de Rhône-Alpes, Michel Besse, souhaite que la région innove en mettant en réseau tous les sites d'enseignement et de recherche de Rhône-Alpes, afin que ceux-ci puissent réunir leurs fonds documentaires. Il prévient que l'Etat affectera moins de crédits à la construction de nouveaux bâtiments mais que les universités installées dans les villes moyennes seront renforcées. *« La région a beaucoup de choses à faire* [dans les universités] *à condition qu'elle n'ait pas un syndrome d'indépendance. Son rôle est d'intervenir en complémentarité avec l'Etat »*, prévient le président de la commission enseignement supérieur et recherche du conseil régional, Roger Fougeres (PS).

Cette position satisfait naturellement le président de la CURA, qui, au nom de ses collègues, se déclare *« farouchement contre l'entrée de la recherche et de l'enseignement dans les attributions des collectivités »*. *« Les universités doivent continuer à dépendre de l'Etat »*, souligne-t-il. Les conseillers régionaux de gauche, qui, en raison de leur nombre, disposent d'un puissant levier politique, resteront donc vigilants. Mais ils n'entendent pas contrecarrer la politique très volontariste que mène depuis dix ans Rhône-Alpes auprès de ses universités. Ils tenteront d'infléchir le plan campus lancé par Charles Millon à la fin de la précédente mandature. Ainsi, ils demandent que la région apporte son soutien à des territoires comme l'Ardèche ou le nord de la Haute-Savoie, où le taux d'étudiants est plus faible que dans le reste de Rhône-Alpes. *« Pour éviter de creuser davantage les inégalités, la région doit encourager le recours à de nouvelles technologies éducatives et favoriser la mobilité des étudiants vers les principales villes de Rhône-Alpes. Et pourquoi pas aussi Genève ? »*, proposent les élus socialistes.

Claude Francillon

PROCHAIN ARTICLE :
Provence-Alpes-Côte d'Azur
et le développement des transports

Des propositions pour les villes moyennes

Les maires des huit villes-centres des grandes agglomérations de Rhône-Alpes (Annecy, Bourg-en-Bresse, Chambéry, Grenoble, Lyon, Roanne, Saint-Etienne et Valence) sont engagés depuis trois ans dans un processus régulier de coopération. Ce réseau de villes, qui réunit 2,5 millions d'habitants, est officiellement reconnu par l'Etat.

La Conférence des villes-centres sera un partenaire actif du contrat de plan Etat-région, où elle compte faire valoir ses propres demandes. Elle avancera des propositions inspirées par une charte d'objectifs signée le 22 janvier : *« Les villes et leurs groupements,* indiquent les huit maires, *ont participé au financement apporté par les collectivités locales au programme Université 2000. Mais celui-ci est inachevé. Les villes moyennes n'ont pas encore les équipements et les enseignements leur permettant de former sur place les étudiants dont leurs entreprises auront besoin. »* Enfin, les maires de droite et de gauche membres du réseau souhaitent que le contrat de plan prenne en compte le développement des centres de recherche dans les secteurs économiques-clés.

En Languedoc-Roussillon, la culture au centre des polémiques

JACQUES BLANC, président (DL) du conseil régional du Languedoc-Roussillon, est soulagé. L'assemblée régionale vient d'adopter, mercredi 21 avril, la convention culturelle qui avait suscité une vive polémique le 19 mars. Tout au plus tempête-t-il contre le vote négatif du PS, qui le prive du triomphe qu'il espérait. Pour le reste, l'objectif est atteint : décriée dans sa version initiale, présentée omme un acte d'allégeance imposé aux acteurs culturels (*Le Monde* du 17 avril) et une concession à l'extrême droite, cette convention a été transformée en texte à caractère administratif, pierre angulaire de la nouvelle politique culturelle que la région veut mettre en place.

Dans la foulée, les subventions du Théâtre des Treize-Vents, du Centre chorégraphique national et de l'orchestre philharmonique de Montpellier, qui avaient été supprimées, devraient bientôt être rétablies.

Depuis un an, les relations entre Jacques Blanc et le monde de la culture montpelliérain sont marquées du sceau de la polémique. Celle-ci débute lorsque, candidat à sa propre succession, le président du conseil régional s'engage à lutter contre *« la dictature culturelle de la gauche »*, acceptant un des six points exigés par le FN, dont il a rencontré un des élus, Serge Martinez, avant sa réélection en mars 1998.

La tension monte lorsqu'Alain Jamet, président du groupe FN à la région, réclame la suppression des subventions aux associations culturelles de Montpellier, au motif qu'*« on ne peut cracher dans la soupe et tendre sa sébile »*.

C'est à l'aune de ses déclarations que seront analysées plusieurs décisions prises par la région : suppression des subventions du festival de danse et du cinéma méditerranéen de Montpellier, puis convention litigieuse que Jacques Blanc a finalement modifié après que Catherine Trautmann, ministre de la culture, eut menacé de ne pas engager l'état sur le volet culturel du nouveau contrat État-région. Paradoxalement, c'est pourtant sur ce terrain-là que Jacques Blanc voudrait être reconnu.

NOUVELLES RÈGLES DU JEU

La région dépense chaque année 100 millions de francs (environ 15 millions d'euros) dans la culture. Et comme les demandes de subventions ont été multipliées par trois cette année (1300 dossiers sont en instance de traitement), elle a décidé de fixer de nouvelles règles du jeu. Un fonds d'aide à la création, ainsi qu'un fonds d'aide à la diffusion, chargés de financer les compagnies d'art vivant, viennent d'être créés à titre expérimental pour 1999. Les dossiers des associations seront préalablement examinés par un *« comité consultatif artistique »* regroupant des musiciens, des responsables de théâtre, des écrivains, etc. Par ailleurs, un *« chèque culture lycéen »*, sorte de chèque-restaurant appliqué à la culture, sera mis en place. Moyennant 100 francs, un carnet de cinq chèques devrait permettre aux jeunes d'aller voir les manifestations de leur choix.

Cette réorganisation s'opère cependant dans une improvisation que ne manque pas d'exploiter l'opposition. Aucune ligne budgétaire n'a été prévue pour les nouveaux fonds d'aide, et personne ne sait combien coûtera le chèque culture à la région.

Le PS dénonce, de plus, le flou qui entoure la mise en place du comité consultatif ; tandis que le PC annonce qu'il veillera à ce qu'aucun des acteurs culturels de la région ne soit sanctionné. En outre, la marge de manœuvre politique de Jacques Blanc est faible. Ainsi Jean-Paul Alduy, maire de Perpignan et l'un des principaux dirigeants régionaux de l'UDF – qui avait fait liste commune avec Jacques Blanc en 1998 –, a-t-il joint sa voix au concert de critiques dans l'affaire de la convention culturelle.

Après un an de soutien sans faille du FN, il semble que Jacques Blanc soit à la recherche d'une majorité à géométrie variable. Il spécule sur un assouplissement du PS, qui a cessé sa politique d'obstruction systématique. Mais il compte aussi exploiter des cicatrices toujours vives à l'intérieur de la gauche. *« Georges Frêche, le maire (PS) de Montpellier, a pesé et porte une responsabilité écrasante dans le fait qu'il n'y ait pas de majorité à gauche,* rappelle le communiste gardois Pierre Blotin. *S'il avait accepté de faire une liste d'union dans les cinq départements, on n'en serait pas là. »*

Fragilisée par son éclatement en deux blocs, l'extrême droite est, elle aussi, divisée. Jacques Blanc a *« l'intelligence de proposer des dossiers acceptables, même si ce ne sont pas ceux que nous présenterions »*, affirme Serge Martinez, le secrétaire général du FN-MN. S'il ne fait pas un *casus belli* du rétablissement prévisible des subventions des associations montpelliéraines, Alain Jamet (qui a perdu un procès en diffamation contre Jean Claude Fall, le directeur du Théâtre des Treize-Vents) a une position plus tranchée. *« Si Blanc renonce à lutter contre la dictature culturelle, et si les subventions de M. Fall sont votées, je le prendrai comme une rupture du contrat virtuel passé avec lui,* menace-t-il. *Il n'y aura plus de soutien sans participation. Et nous voterons au coup par coup. »*

Rebondissant sur cette polémique, Régis Passerieux, maire (PS) d'Agde, propose aux communes moyennes de s'associer pour mettre en place une politique culturelle alternative. *« Ce n'est pas une charte protestataire,* explique-t-il. *Ce que nous voulons, c'est créer un réseau de villes capable de monter des petits projets et de passer des contrats avec les conseils généraux. »* Les présidents des quatre départements de la région gérés par la gauche ont, quant à eux, annoncé qu'ils refuseront tout contact avec Jacques Blanc dans le cadre de l'élaboration en cours du contrat Etat-région. Cela devrait encore compliquer les choses. Le préfet sera sans doute amené à jouer un rôle pivot entre des interlocuteurs qui s'ignorent.

Christiane Chombeau et Jacques Monin

Le plan d'urgence pour les lycées en panne

CE DEVAIT être une des mesures phares du plan d'urgence adopté par le gouvernement pour calmer la colère des centaines de milliers de lycéens descendus dans la rue. Le 21 octobre 1998, devant les députés, Claude Allègre annonçait le déblocage, sur quatre ans, d'une enveloppe de 4 milliards de francs (609 millions d'euros) d'emprunts bonifiés à taux zéro à l'intention des régions. Et le ministre de l'éducation nationale d'énumérer la liste des priorités retenues pour améliorer les conditions d'études dans les établissements : construction de lieux de vie (foyers, cafétérias), réalisation d'équipements culturels et d'amphithéâtres, amélioration de l'accès aux centres de documentation, salles informatiques et laboratoires de langues, poursuite de la remise aux normes de sécurité et aménagement de bureaux pour les enseignants.

Six mois plus tard, ce plan est en panne. Elaborée en mars, la circulaire d'application reste bloquée dans les ministères, notamment à Bercy. Selon l'entourage de Claude Allègre, elle devrait toutefois être publiée dans les prochains jours. Les discussions engagées avec les présidents de région n'avaient pourtant pas tardé à aboutir. Un accord était intervenu sur la répartition de cette enveloppe. En revanche, le ministre n'a pas obtenu gain de cause sur la durée de remboursement, fixée à huit ans, alors que les régions souhaitaient un étalement sur douze à quinze ans.

Jean-Pierre Raffarin, président (DL) de l'Association des régions de France, et Michel Sapin, premier vice-président (PS), se sont, à diverses reprises, inquiétés d'un retard qui compromet toute réalisation pour la rentrée. *« Heureusement que les forces sociales des lycées ne sont guère organisées, car cette affaire pourrait être explosive »*, note M. Raffarin. Ce dernier, président du conseil régional Poitou-Charentes, n'avait pas caché ses réticences à l'égard de la formule des emprunts à taux zéro, *« un geste symbolique qui permet au gouvernement d'annoncer des milliards en ne déboursant que des millions »* (*Le Monde* du 22 octobre 1998).

« L'important, précise-t-il aujourd'hui, *c'est la prise en compte de l'exigence de convivialité et de vie sociale pour les élèves et les enseignants dans les établissements. »* Sans attendre le feu vert du gouvernement en faveur d'un plan qui coûtera 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) à l'Etat, plusieurs régions auraient déjà intégré ces nouvelles priorités dans leurs projets d'investissements.

Michel Delberghe

DISPARITIONS

■ **DENIS PRADELLE**, architecte, est mort mardi 13 avril à Chambéry (Savoie), à l'âge de quatre-vingt-six ans. Né en 1913, élève d'Auguste Perret à l'Ecole des beaux-arts de Paris, Denis Pradelle s'était installé dans les Alpes, où il était venu pour soigner une tuberculose. A partir de 1945, il participe à la création de Courchevel (Savoie) et, dès 1957, il sera l'un des concepteurs du Parc national de la Vanoise. Spécialiste reconnu de l'architecture et de l'urbanisme en montagne, il travaille aux stations de Flaine et des Arcs avant de se consacrer au dessin de la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau (Isère). En 1970, Denis Pradelle devient professeur à l'Ecole d'architecture de Lyon. Moderne convaincu, passionné par la culture contemporaine, il était hostile à toute forme de pastiche. Il reste aussi comme un grand pédagogue et un grand défenseur de l'environnement.

■ **FRANÇOIS CHARLES-ROUX**, qui fut l'aide de camp du général de Gaulle à Londres et à Alger pendant la seconde guerre mondiale, est décédé. Né le 4 octobre 1909 à Sorgues (Vaucluse), diplômé d'HEC et de l'Ecole libre des sciences politiques, François Charles-Roux a commencé sa carrière diplomatique à New York entre 1938 et 1941, date à laquelle il est démissionnaire et révoqué par Vichy. Il s'engage dans les Forces françaises libres (FFL) et travaille, en 1942, au commissariat national aux affaires étrangères à Londres, où il devient aide de camp du général de Gaulle, et plus tard à Alger. En 1943, il est en poste à Washington, jusqu'en 1948. Il occupe ensuite des fonctions diplomatiques à Boston, à Rabat, ainsi qu'au sein de l'administration centrale du Quai d'Orsay à Paris. En 1964, il devient ambassadeur en Syrie, puis en Iran de 1969 à 1972, avant d'être admis à la retraite en 1974. François Charles-Roux était officier de la Légion d'honneur.

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Bernard Boucault a été nommé préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne en conseil des ministres, mercredi 21 avril. Il succède à Alain Bidou, décédé le 6 avril.

[Né le 17 juillet 1948 à Blois (Loir-et-Cher), Bernard Boucault est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, ancien élève de l'ENA (1973-1975). Il a été successivement directeur du cabinet du préfet du Var (1975-1977), puis du préfet de la région Bretagne (1977-1978), secrétaire général de la Haute-Saône (1978-1980), directeur adjoint des stages à l'ENA (1980-1983), chef de cabinet de Jacques Delors, ministre de l'économie (1983-1984), conseiller technique de Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (1984-1986), secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes (1986-1988), préfet de la Haute-Corse (1988-1990), directeur adjoint du cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (1990-1991), directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques au ministère de l'intérieur (1991-1993), préfet du Maine-et-Loire (1993-1997). Depuis juillet 1997, Bernard Boucault était préfet de la Seine-Saint-Denis.]

DOCUMENTATION FRANÇAISE

Sophie Moati a été nommée directrice de la Documentation française, lors du conseil des ministres de mercredi 21 avril. Elle remplace Martine Viallet, nommée le 10 mars directrice de l'administration pénitentiaire.

[Née le 26 juin 1954 à Paris, Sophie Moati est titulaire d'une maîtrise de droit public, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et ancienne élève de l'ENA (1978-1980). Elle a été notamment secrétaire générale de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) de 1990 à 1992, avant d'être au service juridique et technique de l'information (SJTI) auprès du premier ministre, successivement sous-directrice de la presse écrite et de l'information, de 1992 à 1995, puis sous-directrice de la communication audiovisuelle, depuis août 1995.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 19-mardi 20 avril est publié :

● **Argent et politique** : un décret relatif à la transparence financière de la vie politique, détaillant les aides attribuées aux partis et groupements politiques.

Au *Journal officiel* du mercredi 21 avril sont publiés :

● **Accords internationaux** :

– un décret portant publication de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, signée à Ottawa le 3 décembre 1997 ;

– un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Danemark relatif à la reconnaissance mutuelle du baccalauréat franco-danois, sous forme d'échange de lettres signées à Copenhague les 13 décembre 1996 et 10 janvier 1997 ;

– un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Estonie relatif à la suppression de l'obligation de visa de court séjour, sous forme d'échange de lettres signées à Paris le 17 février ;

– un décret portant publication de l'échange de lettres portant abrogation de la convention signée à Paris le 30 septembre 1879 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg pour régler l'exercice de la médecine dans les communes frontières des deux pays, signées à Paris le 29 janvier ;

– un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Equateur relatif à la suppression de l'obligation de visa de court séjour, sous forme d'échange de lettres signées à Quito le 28 janvier.

Au *Journal officiel* du jeudi 22 avril sont publiés :

● **Emploi** : un arrêté portant agrément de l'accord du 22 décembre 1998 relatif au développement de l'emploi en contrepartie de la cessation d'activité des salariés âgés (dispositif de l'ARPE).

● **Pompiers** : une circulaire et deux arrêtés relatifs au développement du volontariat dans les corps des sapeurs-pompiers.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Madeleine et François-Gabriel ROUSSEL
laissent à
Anaïs
la joie d'annoncer la naissance de

Léa,

le 21 avril 1999, à Paris.

Anniversaires de naissance

23 avril 1979, Angoulême,
23 avril 1999, Drummondville (Québec).

Yann,

vingt ans, le monde est à toi.

Bon anniversaire.

Bab, Bess, Thierry, Claire, Catherine, Guylaine, Lisa, Maman, et les autres.

Petite étoile qui danse

L'astéroïde B. 612
est plus beau que la planète Mars.
Pour ton anniversaire,
empruntons-lui
quarante précieux cailloux
et lançons-les, là tout de suite là,
dans l'eau claire de notre bonheur.

Ton jardinier d'étoiles.

Décès

– Lise Alfassa,
son épouse,
Anne Debré-Millerand,
Claire Millerand et Benzion Amard,
Hélène et Louis Gardel,
ses belles-sœurs et beaux-frères,
Catherine et Etienne Debré,
Marianne Debré,
Charlotte Castro et Lionel Mendousse,
François et Edouard Lacan,
ses nièces et neveux,
Thomas, Benjamin et Adrien Debré,
ses petits-neveux,
Edmée Indig-Guérin,
Jean-Marie, Jicky et Eric Loupot,
ses cousins,
Ainsi que toute la famille,
ont le chagrin d'annoncer la mort de

Jean-Paul ALFASSA,

survenue le 19 avril 1999.

L'enterrement a eu lieu dans l'intimité.

– Le directeur,
Et les membres du laboratoire de recherches sur les arts du spectacle du CNRS,
ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et amie,

Claudine AMIARD-CHEVREL,
directeur de recherche au CNRS,

survenu le 15 avril 1999.

– Bruno Berger,
Catherine et Pierre Bronnert
et leurs enfants,
Sophie et Vincent Beaupère
et leurs enfants,
font part du décès du

docteur Michel BERGER,
professeur honoraire
à la faculté de médecine de Lyon,

survenu le 20 avril 1999, et rappellent à votre souvenir son épouse,

Colette BERNHEIM.

– Périgueux.

M. Jean Boissarie,
premier président de cour d'appel honoraire,
son époux,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean BOISSARIE,
née Aline CHESNEAU,

survenu le 20 avril 1999, à Périgueux.

La messe sera célébrée en la cathédrale Saint-Front, à Périgueux, le vendredi 23 avril, à 14 heures.

9, allée de Tourny,
24000 Périgueux.

– Mme Gilbert Brahamsha,
née Simone Dumoulin,
son épouse,
Nozomu et Brigitte Inazuma,
ses enfants,
Simon et Thomas,
ses petits-fils,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Gilbert BRAHAMSHA,

le 15 avril 1999, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Montigny-lès-Cormeilles.

Il repose au cimetière de Vif (Isère).

21, Grande rue,
95370 Montigny-lès-Cormeilles.

– Vincent Canceill,
son fils,
Bernard et Josette Canceill
et leurs enfants,
Alain et Françoise Canceill
et leur fille,
Sylvie Potier
et ses enfants,
Tous ses camarades correcteurs,
ont la douleur de faire part du décès de

Michel CANCEILL,
« Goémond »,

survenu le 20 avril 1999, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 23 avril, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Alix et Jean-Noël Chapulut,
ses parents,
Judith, Marion,
ses sœurs,
Et toute sa famille,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Adrien CHAPULUT,

survenu le 21 avril 1999, dans sa vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-5e.

L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité.

Condoléances sur registres.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être faits à « Vaincre les maladies lysosomales », CCP La Source, 34-736-60 H.

108, rue de Rennes,
75006 Paris.

– José Delbecq,
Marie, Denis, Benoît, Nathalie,
leurs conjoints et enfants
ont la tristesse de faire part du décès de

Henri DELBECQ,

survenu le 19 avril 1999, à Paris.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Marc Granet,
son épouse,
Laurence Le Roy,
sa fille,
Xavière,
sa petite-fille,
Et le docteur Frédéric Le Roy,
ont la douleur de faire part du décès de

Marc GRANET,

survenu le 17 avril 1999.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 21 avril, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« La Balme », Miribel,
26350 Crépol.

– Le président-directeur général et le personnel de Sofema
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Beaudoin MASSICOT,
directeur,
lieutenant-colonel (e.r.)
de l'armée de l'air,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 20 avril 1999.

– Olivier Messac
et Hélène Chantemerle,
Hélène Messac et Didier Renaudon,
Renaud Roiron et Ada Joukman,
ses enfants,
Alice et Noé,
Eloïse, Ariane, Delphine et Vincent,
ses petits-enfants,
Mme Laure Messac,
sa sœur,
M. Jacques Carrière,
M. et Mme Georges Paisnel,
ses amis d'enfance,
Mme Jacqueline Anger,
Et tous ceux qui l'ont aimé,
ont la grande tristesse de faire part de la mort de

Ralph MESSAC,

à son domicile, le 17 avril 1999, à l'âge de soixante-quatorze ans, et rappellent le souvenir de son père,

Régis MESSAC,
Nacht und Nebel,

disparu du côté de Dora en 1945, à l'âge de cinquante et un ans.

La cérémonie funèbre aura lieu samedi 24 avril, à 8 h 45, au crématorium du Père-Lachaise.

42 *bis*, rue Poliveau,
Paris-5e.

(*Le Monde* du 22 avril.)

– Toutes les équipes de Médecins sans frontières partagent la douleur de la famille et des amis de

Yvette PIERPAOLI,

décédée dimanche dernier, 18 avril, lors d'un accident de voiture, avec trois de ses collègues de l'association Refugees International, dans la région de Kukës, en Albanie.

Yvette était aimée et appréciée de tous ceux qui l'ont connue. Par sa détermination, son dévouement, sa joie de vivre, son dynamisme, elle gagnait l'amitié de tous ses compagnons d'aventure.

Yvette, nous ne t'oublions pas.

Médecins sans frontières.

(*Le Monde* du 22 avril.)

– Le laboratoire de physique moléculaire et applications (CNRS et université Paris-VI)
a le regret de faire part du décès, survenu le 16 avril 1999, de

Pierre SAVOIE,
ingénieur d'étude,
souffleur de verre,
chevalier dans l'ordre national du Mérite.

Tous ses collègues et amis, qui l'ont connu pour son professionnalisme et sa chaleur humaine, s'associent au chagrin de sa famille.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 27 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Alfortville, 3, rue Jules-Cuillerier.

Ni fleurs ni couronnes.

Souvenir

– « *El Pescador habla con la Luna.* »

Les cendres de

Antoine HARO

ont été dispersées, le 21 avril, en mer.

Anniversaires de décès

Abdallah HIRÈCHE,
5 janvier 1918 - 23 avril 1989.

Dix ans après, ses doutes, son humour et sa tolérance restent pour nous autant de lanternes qui éclairent quotidiennement les contre-jours de notre existence.

Nous ne l'oublions pas.

Sa famille.

هكذا من الأصل

HORIZONS

ENQUÊTE

Russie et Serbie : une histoire de faux frères

Eglise orthodoxe, communistes et nationalistes russes vantent l'« amitié historique » entre Moscou et Belgrade. Mais ce passé commun est d'abord fait de haine, de trahisons et de conflits, notamment après la Révolution russe ou sous le « règne » de Tito

« *NOS frères serbes.* » Depuis un mois, une partie de l'opinion russe, presque unanime à dénoncer l'opération de l'OTAN contre Belgrade, décline à l'envi cet argument. Russie et Serbie ont une longue histoire commune et, au nom de ce passé, la première ne peut abandonner la seconde sous les bombes occidentales. Avec les mouvements nationalistes et communistes, l'Eglise orthodoxe alimente cette campagne de solidarité avec *« les Serbes, nos frères de religion »*. Le patriarche de toutes les Russies, Alexis II, qui s'est rendu à Belgrade le 20 avril, s'est d'ailleurs déclaré favorable à une union de la Yougoslavie, de la Russie et de la Biélorussie. *« La renaissance religieuse des peuples de nos pays est la garantie de notre triomphe spirituel commun »*, a-t-il commenté.

Les Serbes sont orthodoxes, ils sont slaves, et c'est cet argument qu'ont avancé les communistes pour demander qu'une aide militaire soit fournie au président Milosevic. Guennadi Ziouganov, chef du Parti communiste, a pu estimer que *« frapper un Serbe, c'est frapper un Russe »*. Le leader ultranationaliste Vladimir Jirinovski a, lui, appelé à l'envoi de volontaires pour *« sauver nos frères de sang »*.

Cette « amitié historique » de la Russie et de la Serbie fait pourtant sourire universitaires et chercheurs. *« C'est un grand mythe que les forces conservatrices veulent ranimer,* assure l'historien Iouri Tabak. *Sauf de rares périodes, il n'y a pas eu d'amitié entre Russes et Serbes. Au contraire, ces derniers ont été le plus souvent considérés comme des traîtres.* » Depuis le milieu du XIX[e] siècle, la méfiance, voire la haine, l'ont emporté sur de courtes lunes de miel, toujours dictées par les intérêts diplomatiques et politiques de Moscou.

L'opinion russe découvre les *« frères serbes »* au début des années 1860, lorsqu'est créé, à Moscou, le Comité slave, dont la mission est de promouvoir les idées du panslavisme. L'ennemi premier est alors l'Empire ottoman et ses « bachibouzouks » turcs musulmans. Ils maintiennent sous le joug les Slaves chrétiens des Balkans. La *« mission historique de la Russie »*, écrit le slavophile Nikolaï Danilevski, est de prendre Constantinople pour construire une « union fédérative panslave » qui sera ensuite appelée à combattre l'*« hérésie romano-germanique »*.

En 1876, le Monténégro puis la Serbie entrent en guerre contre la Turquie. Le Comité slave collecte un million et demi de roubles ; six mille volontaires partent s'enrôler dans l'armée serbe que dirige un général russe. L'année suivante, la Russie s'engage dans le conflit. Nikolaï Danilevski qualifie la guerre de *« nationale »*, se félicitant de voir *« l'intérêt national slave l'emporter sur tous les intérêts politiques »*. Michel Heller, dans son *Histoire de la Russie et de son empire* (éditions Plon, 1997), cite l'historien militaire Kresnovski, qui résume ainsi le conflit : *« La conduite des troupes russes fut lamentable pendant six mois, et brillante le septième. »*

Moscou l'emporte, la Serbie et le Monténégro obtiennent leur indépendance, la Bulgarie devient principauté autonome. *« Ce conflit a donné lieu en Russie à une immense campagne de solidarité avec les peuples orthodoxes slaves. Les artistes, les compositeurs, les écrivains, comme Dostoïevski et Tolstoï, se mobilisent »*, explique l'historien Sergueï Kharlamov.

Mais si l'opinion publique s'enthousiasme, déjà la diplomatie russe déchante. A peine indépendante, la Serbie n'hésite pas à agir contre les intérêts de la Russie, soutenant, par exemple, l'empire austro-hongrois (en 1881, elle signe un traité secret d'union avec l'Autriche). Moscou, qui rêvait de maîtriser les Balkans, accumule les revers. La Bulgarie, la Serbie, la Roumanie échappent à son influence. Et les slavophiles russes ne masquent plus leur déception. L'un de leurs théoriciens, Constantin Leontiev, également cité par Michel Heller, se plaint amèrement. *« Tous les Slaves du Sud et de l'Ouest, sans exception, sont des démocrates et des constitutionnalistes »*, regrette-t-il.

LE panslavisme n'est pas mort pour autant et, comme les années précédentes, il demeure alimenté par de nombreux intellectuels croates qui vivent à Saint-Pétersbourg. *« On dit que les Serbes ont été les premiers partenaires de la Russie,* explique l'historien Mark Smirnov, *mais on oublie que les Croates, slaves mais catholiques, ont joué un rôle primordial. » « Ce sont eux,* ajoute-t-il, *qui ont théorisé cette idée d'une grande nation slave de l'Adriatique à la mer Noire. Le modèle impérial russe les fascinait, puisqu'il permettait de transcender le problème religieux – catholiques, orthodoxes – et le problème des nationalités. »*

Trente ans après la guerre de 1877, l'Empire russe tente, au début du XX[e] siècle, de se réinstaller en force dans les Balkans. En 1912, sa diplomatie joue un rôle important dans la création d'un bloc des peuples slaves : Serbie, Bulgarie, Grèce. Et c'est à nouveau au nom de la *« défense des frères serbes »* que Moscou s'engage dans la guerre de 1914. *« C'est la deuxième grande vague de propagande,* dit Sergueï Kharlamov : *défendre nos frères orthodoxes contre l'empire austro-hongrois. »*

En 1915, l'armée russe a déjà perdu deux millions et demi d'hommes. L'essentiel se passe ailleurs, dans les campagnes russes en révolte, puis à Saint-Pétersbourg, où les bolcheviques l'emportent. La révolution d'Octobre fait bien vite oublier l'amitié avec les Serbes et la monarchie installée à Belgrade. L'internationalisme contre tous les nationalismes, le prolétaire-frère de classe contre le Slave-frère de sang, le marxisme-léninisme contre la religion orthodoxe : qu'est-ce qui pourrait réunir les nationalistes serbes et les bolcheviques ?

C'est au contraire une violente rupture qui se produit. La monarchie serbe accueille les émigrés russes blancs et participe ainsi à l'offensive contre les soviets. Le baron de Wrangel s'installe un temps à Belgrade et y organise ses troupes contre-révolutionnaires. *« Il n'y a évidemment plus aucune espèce de solidarité entre la nouvelle URSS et la Serbie dans les années 20 et 30,* dit Sergueï Kharlamov. *Ce n'est qu'une suite de conflits et de tensions. »*

D'autant qu'un jeune homme, Josip Broz Tito, croate et militant du Parti communiste yougoslave (interdit en 1920), ne cesse de dénoncer l'oppression serbe. Emprisonné, il part ensuite à Moscou travailler pour le Komintern en 1934 et 1935. L'année suivante, l'Internationale communiste le renvoie à Belgrade purger le parti yougoslave et en prendre la direction.

Après 1941 et l'attaque de l'URSS par l'Allemagne, l'exaltation nationale va reprendre ses droits à Moscou. *« A partir de 1943,* dit Mark Smirnov, *Staline remet en selle l'Eglise orthodoxe et tente d'en faire un levier de sa politique étrangère. Le patriarcat explique que Moscou doit redevenir le centre du royaume orthodoxe universel. Cela culminera en 1948, quand se rencontreront dans la capitale russe tous les responsables des Eglises orthodoxes. »*

La guerre des partisans menée par Tito conduit également à *« réveiller la vieille amitié avec la Yougoslavie et les autres peuples slaves,* ajoute Sergueï Kharlamov. *On organise à Moscou un congrès panslave pour en faire une organisation permanente antinazie »*. En 1944, les troupes soviétiques participent à la libération de Belgrade. Le 9 mai 1945, Staline annonce à la radio la victoire sur l'Allemagne. Il évoque en particulier *« la lutte séculaire des peuples slaves pour leur existence et leur indépendance »*.

Mais, parmi ces peuples, les Serbes vont encore « trahir » l'Union soviétique, comme ils avaient « trahi » la Russie tsariste. Quand Dimitrov, vieux pilier du Komintern, est renvoyé en Bulgarie pour faire basculer le pays dans la dépendance soviétique, le maréchal Tito s'émancipe. En 1947, la conférence de Slarska-Poreba marque l'avènement du communisme de guerre froide. Le rapport Jdanov exige la soumission de tous les partis européens à la ligne soviétique. Le Kominform prend le relais du Komintern. Son siège est installé à Belgrade.

Or la Yougoslavie ne veut rien entendre. Staline fait concevoir un projet d'assassinat du maréchal Tito, songe à une invasion du pays. En 1948, la rupture est totale. Pendant cinq ans, jusqu'à la mort de Staline, Moscou et les partis frères entretiennent une campagne d'une rare violence contre la Yougoslavie. Après les *« hitléro-trotskistes »*, l'heure est venue de régler leur compte aux *« traîtres titistes »*, aux *« révisionnistes de Belgrade »*. Il faut éliminer *« la clique fasciste et ensanglantée de Tito »*. Dans toute l'Europe, et jusqu'au sein du Parti communiste français, des purges sont organisées sous l'accusation de *« titisme »*. Le dirigeant français Jacques Duclos peut ainsi déclarer : *« Tito ? Je connais ce genre-là... C'est un nouveau Doriot et Doriot a fini comme hitlérien. »*

Boris Efimov, caricaturiste célèbre de la presse soviétique, suit la ligne. Le Tito qu'il dessine est un chien ensanglanté, portant une casquette américaine, tenu en laisse par les impérialistes et bavant devant une écuelle remplie de dollars. *« Et puis, en 1955,* a-t-il récemment déclaré sur la télévision russe NTV, *le parti m'a expliqué que non, vraiment, il ne fallait plus faire cela, ce n'était pas juste. »*

> « Sauf de rares périodes, il n'y a pas eu d'amitié entre Russes et Serbes. Au contraire, ces derniers ont été le plus souvent considérés comme des traîtres »
> **Iouri Tabak, historien**

EN mai 1955, Nikita Khrouchtchev rencontre Tito à Belgrade. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont rétablies. La Yougoslavie accepte quelques liens économiques avec le Comecon. *« Ces relations demeureront distantes pendant plus de vingt ans,* dit Sergueï Kharlamov. *Le PCUS se méfie et continue de développer les accusations de révisionnisme. »* Tito condamne l'écrasement de Budapest en 1956. Une nouvelle campagne est aussitôt lancée à Moscou, la Yougoslavie étant accusée d'avoir inspiré les insurgés hongrois. Tito désapprouvera ensuite l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, celle de l'Afghanistan en 1979. Fondateur en 1961 du Mouvement des non-alignés, il ne cessera de contrecarrer les tentatives des Soviétiques d'en prendre le contrôle.

Sa politique économique inquiète tout autant Moscou. En vantant l'autogestion et la décentralisation, le parti yougoslave piétine les dogmes soviétiques d'économie centralisée et planifiée. Dans les partis communistes européens, au PCF comme au PCI, on discutera avec passion, au début des années 70, d'un *« modèle yougoslave »*. On se met à rêver d'une nouvelle voie vers le communisme quand Moscou n'a à offrir que le totalitarisme et la stagnation brejnévienne.

Mais si l'appareil soviétique ne veut pas se compromettre avec Belgrade, les Russes se mettent à rêver de la Yougoslavie. Elle est un des rares pays qu'ils peuvent être autorisés à visiter. Durant les années 70, des centaines de milliers d'entre eux découvriront les stations balnéaires de l'Adriatique. *« Ils rentraient stupéfaits de la richesse de ce pays, on pouvait tout acheter là-bas »*, dit Sergueï Kharlamov. Le voyage yougoslave se méritait. *« Il fallait être sûr idéologiquement et avoir fait ses preuves en allant auparavant dans un "vrai" pays socialiste, en Bulgarie, par exemple. Ce n'est qu'après cette "vérification" que l'on obtenait le droit d'aller à Belgrade. »*

Est-ce aussi le souvenir de ce tourisme de masse qui fait qu'une partie de l'opinion russe se sent aujourd'hui proche des Serbes ? *« On idéalise en fait une fraternité slave qui n'a jamais eu de transformation politique*, estime Mark Smirnov. *L'Eglise orthodoxe entretient cette gestuelle communiste et nationaliste. »* Iouri Tabak y voit l'évident symptôme d'une profonde crise de la société russe. *« Ruinés par le désastre financier, menacés par l'OTAN, nous cherchons une idée nationale, des perspectives,* dit-il. *Or nous n'entendons que les forces les plus conservatrices, le lest de notre société, celles qui empêchent toute évolution. »* Et qui obligent à un retour au panslavisme du siècle dernier pour comprendre ce qui pourrait bien justifier l'« historique » fraternité russo-serbe.

François Bonnet
Dessin : Sergueï

La France en retard d'une guerre *par Jacques Blamont*

QU'EST-CE qui constitue aujourd'hui la puissance des nations ? La discussion des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe à l'intérieur d'une action de force ne peut se mener qu'en répondant à cette question.

Les moyens spatiaux sont la méthode principale de recueil, transmission et distribution de l'information. C'est pourquoi la doctrine militaire des Etats-Unis, désormais appelée sans fard *Information Warfare*, repose sur eux. Avant un conflit, ces moyens dévoilent toutes les infrastructures civiles et militaires. Lorsque la crise se développe, ils constituent l'instrument privilégié d'une gestion au plus près. Enfin, ils sont devenus la colonne vertébrale des opérations.

Plus de 50 satellites sont directement impliqués dans les opérations de coordination, de renseignement et de frappes menées par l'OTAN au Kosovo. Au moins 15 à 20 systèmes spatiaux différents sont utilisés dans la préparation et l'exécution des attaques. Derrière les images médiatisées d'avions prenant l'air se cache une gigantesque machine secrète qui irrigue de toute son intelligence la tactique et la stratégie non de l'Alliance, mais des Etats-Unis dominant l'Alliance.

Les radars imageurs du *National Reconnaissance Office* (NRO) permettent d'obtenir par tout temps une vue précise des forces armées adverses avant la frappe et d'évaluer les dégâts après l'exécution de la mission. Au moins six satellites imageurs optiques de même résolution complètent la couverture de la zone lorsque les nuages ne gênent pas leurs observations. Les nombreux satellites recueillant les signaux électromagnétiques ont pour rôle d'identifier tout ce qui bouge sur le champ de bataille.

Une nouvelle structure du renseignement tactique regroupe plusieurs agences et les forces armées américaines, afin d'accélérer le choix des cibles et le transfert des données aux opérationnels. Ajoutons les satellites de météorologie, la constellation GPS sur laquelle repose la précision de tous les systèmes de bombardements, tant avions que missiles, utilisés jusqu'à présent en Yougoslavie, et les satellites de communication qui permettent la coordination de toutes les forces.

Le renseignement spatial est devenu un multiplicateur de force, à trois niveaux : stratégique, tactique et opérationnel. Multiplicateur de force pour les Etats-Unis et non pour leurs alliés, qui sont soigneusement tenus à l'écart de l'essentiel, n'ont pas accès aux données, encore moins à leur analyse et donc ne peuvent peser sur aucune décision majeure.

Car le renseignement est à la base de toute action militaire et les moyens de renseignement non américains sont insignifiants par rapport à ceux du grand frère. Que peuvent peser les images obtenues par le *seul* satellite en orbite qui ne soit pas utilisé par les Etats-Unis, l'imageur français Hélios, alors que les nuages couvrent le théâtre pendant plus de 80 % du temps ! Le principal effet du spatial militaire américain est de créer une distance infranchissable entre alliés. Nos forces engagées n'ont pas accès à la vue globale du théâtre dont dispose le commandement américain, ni au choix stratégique des objectifs, ni à l'évaluation des frappes.

Le renseignement spatial est devenu un multiplicateur de force pour les Etats-Unis et non pour leurs alliés, qui sont soigneusement tenus à l'écart de l'essentiel et ne peuvent peser sur aucune décision majeure

Les Etats-Unis n'encourent aucun blâme dans cette situation. Au contraire, nous devons admirer la profondeur de leurs concepts et leur détermination à la traduire dans la réalité. C'est notre pays qui nous attriste par son incapacité à comprendre l'évidence.

Comment a-t-on pu engager la France en 1995 dans le programme des vols habités de la station internationale qui, pour soulager le contribuable américain, nous coûte dès cette année plus de 600 millions de francs, avant d'atteindre un milliard par an dès 2001, et ce pour des années, à comparer avec l'exsangue budget spatial militaire de 2,5 milliards ? Comment la France a-t-elle pu, en même temps, proposer à l'Allemagne le programme Hélios II-Horus, ne comprenant jusqu'en 2015, au total, que trois satellites imageurs et deux satellites radars (chacun ayant une durée de vie limitée à trois ans). Proposition si limitée que nos amis américains n'ont pas eu de mal à convaincre nos partenaires allemands de la rejeter.

Car la puissance réside dans le système, et non dans un ou deux satellites. Un système spatial militaire doit posséder trois qualités : la présence permanente sur l'objectif, la transmission des données en temps réel et la robustesse, toutes fonctions exigeant nombre de satellites, une habile distribution des orbites et une synergie entre chacune des composantes. Alors seulement, le renseignement recueilli, transmis, analysé, rassemblé dans une « *fusion* », puis distribué aux utilisateurs, peut, comme dans les forces américaines, irriguer l'ensemble des actions militaires.

La différence entre la puissance militaire américaine et celle de ses alliés ne réside pas tellement dans les armements, domaine dans lequel la somme des équipements possédés par les Européens n'est pas négligeable, mais dans la doctrine même de leur emploi par les Américains à l'intérieur d'un vaste système de systèmes qui se distingue par son intelligence. Déjà le chancelier Bacon l'avait dit : « *Savoir c'est pouvoir.* »

Remarque mille fois faite : la capacité de l'Europe à disposer de son destin passe par l'existence d'une puissance militaire européenne qui ne verra pas bientôt le jour. Mais une étape préliminaire, décisive vers la restauration d'une autonomie de décision à tous les niveaux, serait la mise sur pied d'une force militaire spatiale intégrée, tout de même plus facile à créer qu'une force de combat intégrée.

Cette force spatiale doit être conçue en termes politiques, et non en termes budgétaires ou industriels. Elle apportera l'essentiel : la connaissance, sans laquelle l'action est aveugle. La possession d'un tel outil ne garantit en rien le succès – nous le voyons aujourd'hui sur le théâtre serbe –, mais son absence garantit, à l'intérieur d'une coalition, la dépendance d'un partenaire vis-à-vis de la puissance dominante qui sait tout et ne dit rien que ce qu'elle veut à ses alliés.

Il appartient à la France, moteur depuis quarante ans de l'Europe spatiale, de montrer l'exemple en adoptant un programme de satellites en constellations adapté aux besoins stratégiques et opérationnels de ses forces, en renforçant la coordination de ses programmes civils et militaires, puis en élargissant à nos partenaires italiens et allemands la mise en œuvre du renseignement spatial.

Un lucide ministre de la défense, Pierre Joxe, avait tiré, en 1991, la leçon de la guerre du Golfe et amorcé un renforcement de l'espace militaire français. Cette démarche a été abandonnée par ses successeurs. Il est impératif que les événements du Kosovo nous réveillent de notre sommeil dogmatique.

***Jacques Blamont** est conseiller du directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES) et membre de l'académie des sciences.*

Le droit international bafoué *par Moncef Kdhir*

L'OPÉRATION militaire en Yougoslavie, lancée par l'OTAN, est illicite. Elle viole la Charte des Nations unies. Les règles juridiques en vigueur encadrent, en effet, strictement le recours à la force.

Le Conseil de sécurité, gardien principal du maintien de la paix et de la sécurité internationale, est le seul organe juridiquement habilité à utiliser lui-même ou à autoriser l'emploi de la force, s'il le juge nécessaire. Il est le seul à pouvoir passer outre au principe de non-intervention, affirmé par l'article 2 alinéa 4, et selon lequel : « *Les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies.* »

Le métier du Conseil de sécurité est de maintenir – et le cas échéant de rétablir – la paix et la sécurité internationale. Pour ce faire, il peut « *entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire...* » (article 42 de la Charte). Il lui est loisible d'utiliser, s'il y a lieu, les accords ou organismes régionaux pour l'application des mesures coercitives prises sous son autorité. « *Toutefois, aucune action coercitive ne sera entreprise en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de sécurité* » (article 53 de la Charte).

Pour adopter, au sein du Conseil de sécurité (quinze membres), une décision impliquant l'usage de la force, il faut une majorité de neuf voix dans lesquelles sont comprises les voix de tous les membres permanents. Autrement dit, chacun des cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et Russie) peut utiliser le droit de veto pour s'opposer à toute mesure, qu'il juge contraire à ses intérêts économiques, politiques, stratégiques ou autres...

Compte tenu de l'hostilité de la Russie et de la Chine, à l'utilisation de la force contre Belgrade, une résolution du Conseil de sécurité autorisant des moyens coercitifs n'avait aucune chance d'aboutir. Certes, le Conseil avait déjà adopté des résolutions demandant, notamment, à la nouvelle République de Yougoslavie d'observer les droits de l'homme ; mais l'utilisation de la force est d'interprétation restrictive et exige rigoureusement – si l'on veut observer la légalité internationale – une disposition expresse qui fait défaut dans les résolutions adoptées jusqu'ici par le Conseil de sécurité.

L'opération « Force alliée » est donc menée au mépris de la Charte et du droit international.

En matière de déclenchement de la guerre, certains Etats occidentaux ne sont fidèles ni à la légalité internationale, ni à la légalité interne (en France, le Parlement n'a pas autorisé le recours à la guerre, comme le proclame l'article 35 de la Constitution), ni à leurs discours. Que valent aujourd'hui les déclarations du président Bush, le 11 septembre 1990, devant le Congrès américain : « *Désormais, l'Organisation des Nations unies accomplit sa destinée de Parlement mondial de la paix* » ; et de nous annoncer « *une ère nouvelle... un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle* » ? Décidément, le vieux rêve de la « *paix par le droit* », cher à l'abbé Grégoire, Kant, Wilson et bien d'autres encore... n'est pas près de se réaliser.

On peut rappeler ici la formule de Tite-Live, reprise par Machiavel : « *La guerre est juste pour ceux à qui elle est nécessaire.* »

Mobile mercantile ? Technologie nouvelle à essayer ?

L'OTAN – malgré le viol du droit international – ne peut évidemment pas interrompre ses actions avant de faire « *plier* » Milosevic. Sauf à accepter la catastrophe d'être totalement discréditée et ruinée sur le triple plan militaire, stratégique et politique. C'est pourquoi lancer des appels à l'arrêt de la guerre est une entreprise vaine.

Alors, faut-il désespérer du droit international de la paix ? On peut esquisser une grille de lecture plus optimiste. Il ne faut pas perdre de vue qu'il a fallu des siècles pour faire accepter l'arbitrage du droit dans les sociétés. Le chemin sera encore plus long pour pacifier la société des Etats (la prohibition juridique de la guerre pour les Etats ne date que de 1945).

Au désordre international contemporain succédera, un jour, l'ordre au sein de la société internationale, dès lors que les Etats décident de substituer la justice aux armes. Comme le dit saint Augustin dans *La Cité de Dieu* (IV, 4) : « *Sans justice, que sont les Etats sinon de vastes repaires de brigands ?* »

***Moncef Kdhir** est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Lyon, directeur du Centre de recherche et d'études en droit international (Credi).*

Mauvaise(s) raison(s) *par Gérard Bensussan*

ON ne peut être qu'atterré par l'extraordinaire confusion des arguments avancés par les opposants à l'intervention militaire engagée par la coalition de l'OTAN – confusion qui explique sans doute la nature hétéroclite du rassemblement qu'ils constituent et des manifestations auxquelles ils ont appelé, où l'on a pu voir se côtoyer défenseurs d'un régime criminel et « *anti-impérialistes* » impénitents, fanatiques antimusulmans et souverainistes statolâtres, fascistes bon teint, communistes « *rénovés* » et trotskistes irrénovables. Tous animés de la même passion, l'anti-américanisme, comme d'autres, jadis et naguère, et selon un semblable emportement de la raison, par l'antisémitisme ou l'anticommunisme. De cet embrouillement mental, je voudrais relever, parmi bien d'autres, trois traits :

– La logique du chaudron (voir Freud) qui consiste en une double détente rhétorique : a) les bombardements sont criminels b) la preuve, c'est qu'ils sont inefficaces. Deux plans distincts et exclusifs sont ainsi croisés sans vergogne ou sans réflexion. Car on peut bien estimer que la guerre aérienne engagée il y a bientôt un mois viole la souveraineté d'un Etat, qu'elle n'est pas conforme au droit et que l'ingérence dans les affaires intérieures de la Serbie est contraire à tous les usages internationaux. Mais on ne peut pas, dans le même temps, s'impatienter devant sa lenteur à renverser Milosevic et les aléas, parfois tragiques, de son déroulement : une action engagée dans les conditions de la pluralité humaine est légitime ou illégitime mais elle ne sera jamais aussi prédéterminable que la fabrication projetée d'un objet et ne pourra jamais obéir au modèle de la prévision technique.

– L'argument du « *deux poids deux mesures* » : il fait apparaître, contrairement à ce que croient ceux qui en usent, qu'en effet l'intervention en forme d'ingérence armée dont bénéficient aujourd'hui les Kosovars est inédite et sans précédent. Ni les juifs pendant la Shoah, ni les Palestiniens chassés par la terreur en 1948, ni les Tutsis exterminés ni, aujourd'hui encore, les malheureux Kurdes n'ont jamais vu une telle puissance militaire se déployer pour leur venir en aide.

On le sait, ils l'ont dit, ils l'auraient alors souhaité avec la même ardeur que celle mise aujourd'hui par les Kosovars à soutenir les frappes. Faut-il, selon une « logique » si abstraite (tout, partout, toujours et en même temps) qu'elle ignore la temporalité, les modalités d'une universalisation concrète du droit et, en fin de compte, la finitude même dans ses contraintes les plus douloureuses, en conclure en trépignant : « *Eh bien alors, pour les Kosovars, pas davantage !* » Ou faut-il au contraire tenter de s'autoriser dorénavant du précédent ainsi créé ?

– La tutelle américaine : on ne peut que convenir de ce qu'elle a, pour l'avenir, de préoccupant. Mais comment prendre au sérieux un argument avancé par les mêmes qui, au nom de la sacro-sainte et intangible souveraineté des Etats, combattent pied à pied tout pas en avant dans la construction d'une défense européenne efficiente, voire toute idée d'Europe quelque peu supranationale ? Ils sont pris dans la contradiction mortelle à quoi se heurte tout nationalisme lorsqu'il en rencontre un autre : la moindre polycentralité lui est insupportable. Les points aveugles de l'argumentaire anti-OTAN, souvent si salonnard, font en contrepoint apparaître du nouveau inaperçu et qu'il faudra le moment venu s'efforcer de penser : la mise en crise définitive de la forme

Les points aveugles de l'argumentaire anti-OTAN font en contrepoint apparaître du nouveau inaperçu et qu'il faudra le moment venu s'efforcer de penser

Etat-nation que ses micro-proliférations attestent paradoxalement et la mondialisation concomitante de l'ingérence comme assignation de limites à sa puissance souveraine et planétaire.

***Gérard Bensussan** est maître de conférences en philosophie (CNRS).*

Le désastre

Suite de la première page

Une guerre de frappes seules est absurde. Le réalisme mesuré à la quantité d'avions, de missiles et de bombes conduit au pire irréalisme. Ainsi la guerre est menée dans l'ignorance de la réalité que constitue la psychologie d'une nation héroïque qui puise dans sa conscience historique de nation martyre, depuis 1389 jusqu'aux deux guerres mondiales, l'inconscience d'être devenue une nation bourreau.

Les destructions dans les villes serbes détruisent l'opposition à Milosevic, consolident le sentiment de continuer à vivre le martyre, renforcent l'identité nationale autour du dictateur. Les bombardements au Monténégro renouent des liens avec la Serbie qui étaient en cours de dislocation.

La logique quantitative de l'OTAN ne reconnaît qu'une seule entité qualitative : celle de ses aviateurs, dont la vie doit être épargnée à tout prix. D'où les bombardements à haute altitude ; parfois, un chevalier américain du ciel croit bombarder des tanks en anéantissant les tracteurs d'un convoi de réfugiés, à l'instar de don Quichotte prenant des moulins à vent pour des géants. La sauvegarde des vies de l'OTAN se paie au prix fort d'une grande quantité de morts serbes et kosovars, lesquels, même unis dans la mort, se haïssent de plus en plus dans la vie.

La logique abstraite et mécanique de l'OTAN ignore tout de l'écologie de l'action : le sens d'une action commence à échapper à ses auteurs dès qu'elle entre dans le jeu des inter-rétroactions du milieu où elle s'introduit. Ainsi une action peut non seulement désobéir aux intentions qui l'ont déclenchée, mais même se retourner dans un sens contraire. C'est ce qui est arrivé au Kosovo. La guerre des frappes a accéléré, amplifié, aggravé le processus de nettoyage ethnique, devenu vidage systématique avec déportations massives des habitants et destructions de leurs habitations. Les intentions humanistes et humanitaires des coalisés aboutissent à la pire inhumanité. Après la politique de l'autruche de 1989 à 1998, la politique du pavé de l'ours triomphe en 1999.

C'est le désastre. Arrêter les frappes serait donner la victoire à Milosevic et consacrer le nettoyage du Kosovo. Continuer les frappes consolide Milosevic et accélère le nettoyage du Kosovo. Certes, une guerre en vase clos pourrait à la longue casser la résistance de Milosevic. Il se pourrait même, hypothèse improbable, qu'un coup d'Etat militaire-politique renverse prochainement le dictateur et stoppe la guerre.

Dans la logique actuelle, la nécessaire intervention terrestre ne peut être que rapide et puissante. Déjà, même si sa préparation était décidée et accélérée, elle risquerait d'arriver trop tard et de produire un nouvel enlisement dans un Kosovo vidé de ses Albanais et devenu forteresse serbe, et il n'est pas dit qu'elle ne susciterait pas de contre-interventions.

L'allongement de la guerre fait croître le danger d'extension. Déjà la Macédoine est en cours de déstabilisation et risque la dislocation. La solidarité des nations slaves et orthodoxes pour une Serbie victime des frappes s'accroît avec l'augmentation des bombardements et occulte le martyre subi par les Albanais du Kosovo. Compte tenu du réveil des haines ethniques, nationales et religieuses dans la région, la possibilité d'une réaction en chaîne embrasant les Balkans et suscitant une troisième guerre mondiale ne saurait être totalement écartée.

Si les Kosovars étaient vaincus, dispersés, émigrés, alors pleurons, pleurons de douleur et rage contre les deux barbaries imbéciles qui continuent à contrôler le monde

Certes, des forces de paix importantes sont en œuvre. Elle peuvent conduire à une solution politique, terme pudique qui signifie compromis. Or le compromis ne peut être que la partition du Kosovo, où la Serbie se réserverait la part fertile et abandonnerait à un Etat albanais nain la part stérile. Ce serait l'abandon des justes buts de guerre pour un dénouement qui éviterait les périls terrifiants de son extension.

Quoi qu'il en soit, le gâchis est irrémédiable. Le désastre parti du cœur de l'Europe a frappé l'Europe au cœur. Ce désastre est généralisé. Il n'y a pas eu que la barbarie du total-nationalisme qui, effectivement, a déchaîné le désastre. Il y a eu, du côté occidental, les ravages d'une rationalité aveugle parce qu'abstraite, quantitative, mécanique, morcelant et compartimentant toutes réalités complexes, incapable de contextualiser ses données et ses problèmes, incapable de comprendre les passions humaines, surtout incapable de comprendre les carences de sa propre logique et incapable de concevoir ses propres aveuglements.

Madness ! Folie ! Folie ! Folie non seulement du total-nationalisme serbe et de ses ravages. Folie aussi d'une guerre d'ordinateurs, de calculs, de chiffres, de machines tueuses, mue par une pensée techno-militaire réductrice.

Les tragédies de Shakespeare concernaient les rois. Les tragédies contemporaines concernent les peuples. Si, comme je le crains, l'inacceptable était une fois de plus accepté, l'intolérable une fois de plus toléré, si les Kosovars étaient vaincus, dispersés, émigrés, alors pleurons, pleurons de douleur et rage contre les deux barbaries imbéciles, inconscientes d'elles-mêmes, qui continuent à contrôler le monde.

Le XX[e] siècle agonisant nous révèle une fois de plus clairement son héritage de mort et d'horreur. Espérons que le XXI[e] siècle se dirigera sur une voie nouvelle.

Edgar Morin



هكذا من الأصل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'Europe et les sexes

La Commission européenne, démissionnaire, travaille-t-elle au service des ennemis de l'Europe ? En menaçant la France d'une forte amende si celle-ci n'autorise pas, enfin, le travail de nuit des femmes dans l'industrie, Bruxelles conforte, une fois de plus, dans l'opinion l'image d'une Europe antisociale, d'une Europe qui dépossède les Etats de leur souveraineté pour organiser, chez chacun d'eux, la régression sociale ! Du pain bénit pour les eurosceptiques en ce début de campagne électorale pour les européennes. L'affaire est complexe. La responsabilité n'est pourtant pas là où on le croit ; elle n'est pas à Bruxelles, elle est à Paris.

Car, en effet, de quoi s'agit-il ? En 1976, soucieux de promouvoir l'égalité des hommes et des femmes au travail, le Conseil européen adoptait une directive demandant aux pays membres de supprimer, en matière d'emploi, *« toute discrimination fondée sur le sexe »*. C'était là un magnifique progrès ; ce devait être l'un des éléments du modèle social européen. Aujourd'hui, vingt ans après, et alors même qu'elle avait participé activement à la conception de cette directive, la France n'est toujours pas en état de la respecter ! Si problème il y avait, celui-ci aurait dû être réglé à l'époque. Adoptée et acceptée par la France, cette directive s'impose à tous, à la France comme aux autres. D'autres pays européens ont fait les efforts nécessaires pour se mettre en conformité avec le droit européen. Pas la France. Ce n'est pas normal.

A l'origine de ce blocage, il y a le refus des gouvernements français successifs de tirer toutes les conséquences de ce principe d'égalité. Le droit du travail autorise, sous certaines conditions, le travail de nuit des hommes, pas celui des femmes. Il y a là une forme incontestable de discrimination. Pour la supprimer, il n'y a, a priori, que deux voies. La première, l'interdiction totale, pour les hommes comme pour les femmes, du travail de nuit, est, à l'heure de la production en continu, impraticable.

La seconde voie, plus simple, n'en nécessite pas moins un certain courage : elle consiste à lever l'interdiction faite aux femmes de travailler la nuit. C'est d'ailleurs la situation qui prévaut depuis longtemps dans les activités de services (santé, commerce, transports, etc.), où elles sont de plus en plus nombreuses à assumer une activité nocturne. Une telle décision ne conduit pas à une régression sociale si elle s'accompagne d'un autre mouvement, simultané : l'introduction dans la loi française de compensations, indispensables, au travail de nuit, pour les deux sexes. Or, pour l'instant, ces compensations – en termes de rémunération ou de durée du travail – n'existent pas.

L'Europe, si volontiers perçue comme antisociale, s'en est d'ailleurs déjà préoccupée. Une autre directive, de 1993, prise cette fois au nom de la sécurité au travail, impose aux Etats de définir des contreparties au travail de nuit. Là encore, la France a pris du retard. Pour Martine Aubry, il y a là une belle occasion de démontrer que l'égalité des sexes, le progrès social et l'Europe ne sont pas incompatibles. Au contraire !

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La guerre civile en Chine

APRÈS le rejet de l'ultimatum adressé au gouvernement nationaliste, Mao Tse Toung a ordonné une offensive générale. Comme *Le Monde* l'annonçait hier, ses troupes ont franchi le Yang-Tsé au sud-ouest de Nankin. On apprend aujourd'hui que les forces communistes ont forcé le passage du fleuve en d'autres points.

La guerre civile en Chine semble donc entrer dans une nouvelle phase militaire. De grands mouvements de troupes sont signalés dans le Nord et en Mandchourie. S'agit-il d'une vaste opération ayant pour but la conquête du sud de la Chine, que les communistes pensaient occuper à la suite d'une capitulation de l'adversaire ? Le moins qu'on puisse dire c'est que le débordement du Yang-Tsé et la prise prochaine de Nankin, déjà isolé, exerceront une nouvelle pression sur les nationalistes.

Pour le moment, leur échec et la poussée communiste suscitent un raidissement de la partie adverse. Le gouvernement nationaliste, abandonnant la capitale, s'est transporté à Canton, et le retour de Tchiang Kai Chek, que les communistes voulaient écarter définitivement, ne paraît pas improbable.

Le chef du Kouomintang, qui s'est retiré non loin de Shanghaï, n'a jamais rompu le contact avec ses successeurs. Il est permis de croire qu'il n'a pas cessé de les assister de ses conseils, bref que dans la coulisse il a toujours joué un grand rôle, bien qu'officiellement il ne fût plus rien. Or on apprend que le président Li Tsoung Jen et plusieurs membres du comité exécutif seraient allés le trouver pour lui demander de reprendre le pouvoir.

(23 avril 1949.)

Naissance d'un nouvel internationalisme

DÉJÀ propagandiste de la *« troisième voie »*, Tony Blair se veut aussi le chantre d'un *« nouvel internationalisme »*. Expliquant pourquoi la génération de 1968 avait choisi de faire la guerre, il écrit : *« Nous ne nous battons pas pour des territoires mais pour des valeurs. Pour un nouvel internationalisme où la répression brutale de groupes ethniques ne sera pas tolérée. Pour un monde où les responsables de tels crimes n'auront nulle part où se cacher »* (*Le Monde* du 14 avril). Le terme d'internationalisme a quelque chose à la fois de suranné et de sulfureux, qui évoque les premiers temps du mouvement ouvrier et l'ère des révolutions.

Le nouvel internationalisme de Tony Blair n'a évidemment rien à voir avec l'internationalisme prolétarien, dévoyé en défense inconditionnelle de l'URSS, ni même avec l'internationalisme des socialistes qui ne se remit vraiment jamais d'avoir sombré dans le patriotisme le plus cocardier en 1914. Après la deuxième guerre mondiale, les Soviétiques se créèrent un glacis et s'arrogèrent le droit d'y intervenir pour rétablir l'ordre communiste tandis que l'Internationale socialiste devenait pour sa part un club de débats, sympathique mais sans prise véritable sur la vie internationale.

Bien que née après la guerre, la nouvelle génération au pouvoir en Europe paraît marquée par le syndrome de Munich, par la faiblesse des démocraties qui, de concessions en apaisements, ouvrit la voie aux conquêtes du IIIe Reich. Après les déceptions créées par les engagements idéologiques, elle s'est lancée dans l'action humanitaire, développant le droit d'ingérence qui se trouvait en filigrane dans la Charte des Nations unies. Du droit, elle est passée au devoir d'ingérence humanitaire, puis au droit d'ingérence tout court. C'est un des acteurs de la révolte estudiantine de 1968 en Allemagne qui le dit le plus crûment : *« Jusqu'à maintenant nous pensions que la guerre était l'ultime recours*, a déclaré l'écrivain Peter Schneider à propos du Kosovo, *aujourd'hui nous devons nous demander si un engagement militaire plus précoce n'aurait pas permis d'éviter la catastrophe. »*

Ce nouvel internationalisme est une sorte de wilsonisme humanitaire qui ne se limiterait pas au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que le président américain Woodrow Wilson voulait imposer après la première guerre mondiale contre les empires européens vaincus. Il défend les droits de l'homme, les droits des minorités, les libertés religieuses et culturelles. Après Wilson, les Américains s'étaient retirés du projet de Société des nations qu'ils avaient contribué à mettre sur pied. Le nouvel internationalisme se réfère à la Charte de l'ONU, aux objectifs qu'elle s'était fixés dans l'euphorie de la défaite du nazisme, mais il est prêt à se passer des Nations unies, si elles deviennent un obstacle, comme dans le cas du Kosovo.

Ce n'est pas le seul paradoxe. En Europe, le nouvel internationalisme semble avoir trouvé dans l'OTAN l'instrument privilégié de sa réalisation. Une organisation de la guerre froide, contre laquelle de nombreux dirigeants européens d'aujourd'hui, surtout quand ils appartiennent à la social-démocratie, avaient manifesté jusque dans les années 80. Ironie de l'histoire : en 1982, avec une majorité du SPD, Gerhard Schröder protestait contre le réarmement de l'OTAN jusqu'à provoquer la chute du chancelier Schmidt. Aujourd'hui, le chancelier Schröder défend les frappes de l'OTAN sur la Serbie contre un Helmut Schmidt qui condamne la participation allemande à la guerre.

« VISION DE L'EUROPE »

Tony Blair, comme un autre socialiste, Javier Solana, qui se trouve à la tête de l'OTAN au moment le plus dramatique de son histoire, soutient que les nouveaux internationalistes ne se battent ni pour des territoires ni pour la conquête d'avantages économiques. Lionel Jospin aussi pense que les frappes sont menées au nom *« d'une conception de la morale, je dirais aussi sur une conception de la civilisation, sur une vision de l'Europe »* dans laquelle un régime comme celui de la Serbie, *« despotique, autoritaire, raciste, xénophobe »*, n'a pas sa place. *« Alors, oui, je crois que nous agissons au nom d'une morale, je dirai même au nom d'une philosophie et d'une conception de la civilisation »*, a-t-il déclaré le 8 avril sur France 2.

Aussi généreux soit-il, le nouvel internationalisme soulève de nombreuses questions. Par exemple : son champ géographique est-il limité à l'Europe ? Beaucoup d'arguments plaident en faveur d'une réponse positive : la proximité, le processus d'intégration du continent, mais aussi les moyens modestes dont disposent les Européens, qui les obligent à définir des priorités, au risque de s'exposer au reproche d'agir selon le principe « deux poids, deux mesures » et d'assister en spectateurs à des violations massives des droits de l'homme dans d'autres parties du monde. Le reproche n'est pas entièrement justifié, même s'il est vrai que la mobilisation et la solidarité pour le Kosovo sont sans précédent récent.

Dans la politique extérieure américaine aussi, le messianisme est une forme d'internationalisme des valeurs, des droits de l'homme, les cyniques diraient des bons sentiments. Or, souvent la défense des principes de la démocratie américaine est le masque ou l'auxiliaire d'une Realpolitik qui défend des intérêts nationaux parfaitement égoïstes. Dans son livre *Diplomatie*, l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger a bien montré comment dans la tradition américaine le messianisme et le réalisme étaient souvent les deux faces d'une même médaille. Le nouvel internationalisme n'échappera pas à cette ambivalence, quand bien même n'apparaîtrait-elle pas déjà dans le conflit du Kosovo.

Car le réalisme politique réclamera tôt ou tard ses droits. Pourquoi les Européens n'ont-ils pas été aussi militants contre la guerre en Tchétchénie, qui avait de nombreux traits communs avec le conflit du Kosovo ? Parce qu'étaient en jeu les intérêts de la Russie, un Etat qui a gardé quelques beaux restes de son statut de grande puissance et dont les Européens comme les Américains ont besoin pour préserver l'équilibre et la stabilité. Une des raisons qui expliquent l'hostilité de Moscou à l'action de l'OTAN contre la Serbie sans mandat explicite de l'ONU est que ce précédent pourrait être invoqué dans d'autres cas. Et les diplomates occidentaux d'expliquer à la Russie que cette volonté nouvelle d'exporter la démocratie et les droits de l'homme s'arrête dans tous les cas aux limites de son *« étranger proche »*.

PLAN DES PRINCIPES

Un des problèmes soulevés par la guerre au Kosovo est celui de la légitimation. Le nouvel internationalisme se fonde certes sur des idées généreuses, mais ses hérauts ne peuvent agir de leur propre chef, quand bien même ils représenteraient tous des Etats démocratiques. L'ONU puis l'OSCE étaient considérées comme les institutions habilitées à cautionner les actions internationales. Certains pays tiennent à maintenir, voire à renforcer, cette prérogative, non seulement par attachement idéaliste à une conception de la société internationale (*cf.* encore Woodrow Wilson), mais parce que l'OSCE est régie par la règle du consensus et parce qu'à l'ONU ils disposent d'un droit de veto.

Enfin, s'il est bon d'agir au nom de principes et de valeurs, force est bien de constater que tout le monde n'en a pas toujours la même idée. Il ne s'agit pas de céder à un quelconque relativisme culturel, mais de constater simplement que les différents droits défendus par les démocraties occidentales et les tenants du nouvel internationalisme peuvent parfois entrer en contradiction : droits individuels et droits collectifs, droits des citoyens et droits des minorités. Pour s'en tenir aux Balkans, il est clair que les accents mis sur l'une ou l'autre catégorie de ces droits produisent des politiques foncièrement différentes, tout aussi défendables sur le plan des principes.

Au Kosovo, l'Europe veut rompre ouvertement avec l'esprit munichois. C'est un progrès qu'il faut saluer, conscient que le nouvel internationalisme prépare des lendemains difficiles

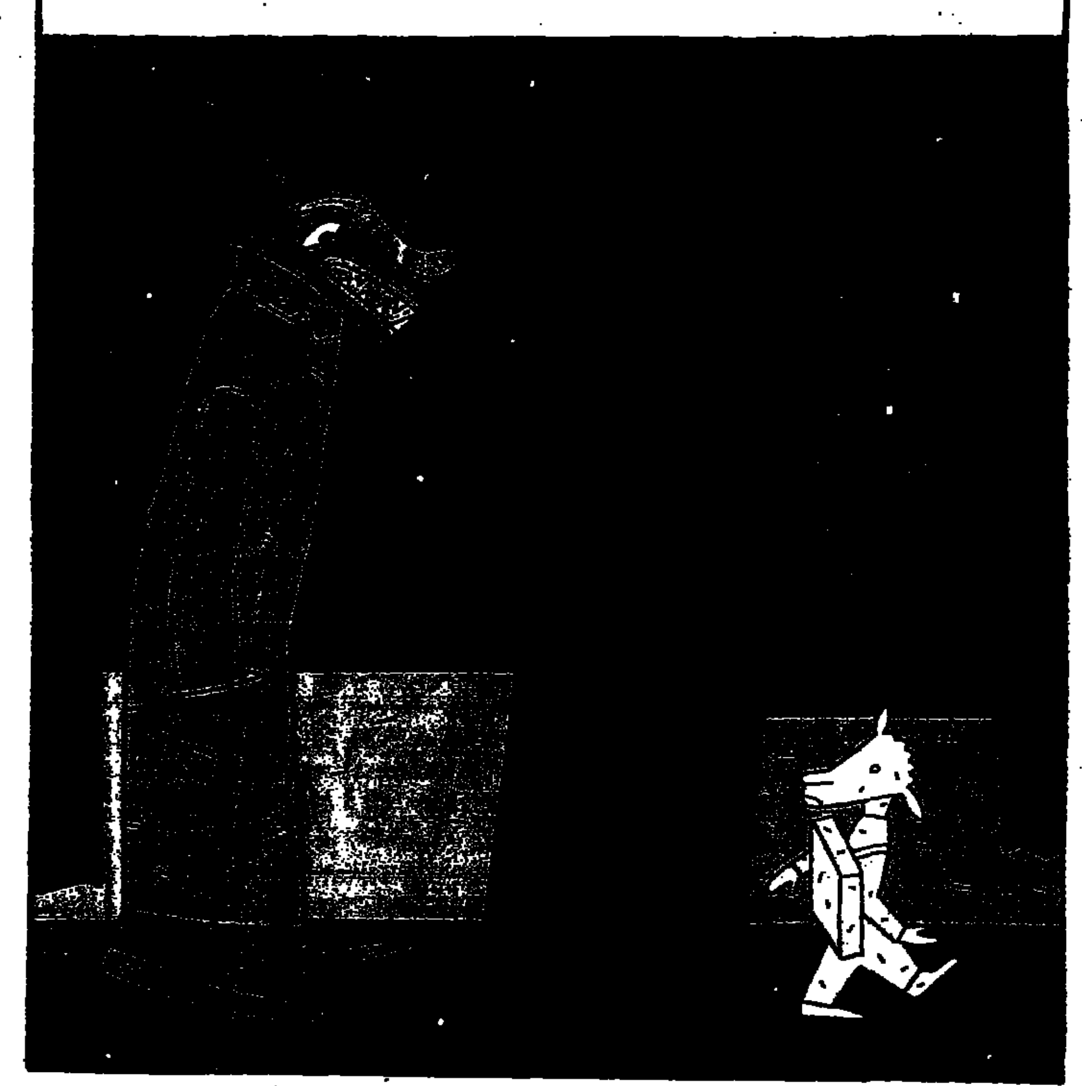
Daniel Vernet

Les « Fables » de La Fontaine *par Lionel Koechlin*

LIVRE PREMIER FABLE XI

LE LOUP ET L'AGNEAU

La raison du plus fort est toujours la meilleure :



RECTIFICATIFS

SCIENCES

Contrairement à ce que nous avons indiqué par erreur dans l'article relatant la découverte d'une bactérie luminescente en Namibie (*Le Monde* du 21 avril), les travaux des chercheurs allemands, espagnols et américains la concernant ont été publiés dans la revue *Science* du 16 avril, et non dans la revue *Nature*.

DISCRIMINATIONS

Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 7 avril, l'ouvrage du sociologue Philippe Bataille, *Le Racisme au travail*, paru en 1997, n'a pas été publié aux éditions du Seuil mais à La Découverte.

MARGARET THATCHER

Une malencontreuse inattention nous a fait mal orthographier le prénom de Mme Thatcher à la « une » de nos premières éditions du *Monde* daté 22 avril. Il fallait bien sûr lire Margaret et non Margareth.

DENVER

Contrairement à ce qui a été indiqué en dernière page du *Monde* daté 22 avril, ce sont quinze personnes – et non vingt-cinq – qui ont été tuées dans la fusillade survenue mardi dans un lycée de Littleton, dans la banlieue de Denver (Colorado). Plusieurs responsables de l'enquête avaient auparavant indiqué que le bilan pouvait s'élever à 25 morts, mais cette estimation, que nous aurions dû présenter au conditionnel, a été par la suite démentie par le bilan officiel.

CRÉDITS

Les dessins de l'article « Nucléaire : centrales sans failles ? » consacré aux difficultés des centrales nucléaires face au bogue de l'an 2000 (*Le Monde interactif* du 27 avril) ont été réalisés par Tchikioto.

Dans le même numéro, l'instrument de musique présenté par la Cité des sciences et de l'industrie dans le cadre de l'exposition « Les sons » et illustrant l'agenda est l'œuvre de J.-F. Lemercier et Soo-R. Wuh.

CONCENTRATION Deutsche Telekom et Telecom Italia devaient annoncer, jeudi 22 avril, à Londres leur projet de rapprochement. Cette alliance de deux anciens monopoles publics créera le numéro deux mondial des télécommunications derrière le japonais NTT. ● LE CONSEIL d'administration du groupe italien a approuvé le plan de « *fusion de toutes leurs activités* ». Le nouvel ensemble pèsera près de 64 milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploiera plus de 300 000 personnes. ● LES DEUX PARTENAIRES ont prévu de mettre sur pied une société, qui procédera à des offres publiques d'échange d'actions de Deutsche Telekom et de Telecom Italia. De droit allemand, le groupe, dont le siège sera à Bonn, sera coté à Francfort, Milan et New York. ● LES GOUVERNEMENTS, la Commission de Bruxelles et les autorités américaines étudieront de près ce projet de rapprochement.

Deutsche Telekom et Telecom Italia lancent la plus grande fusion de l'histoire

Les deux anciens monopoles publics devaient annoncer, jeudi 22 avril à Londres, leur projet de rapprochement, qui donnerait naissance au deuxième groupe mondial des télécommunications. La transaction atteindrait le montant record de 76 milliards d'euros

FRANCFORT
de notre correspondant

Après une semaine de négociations et de folles rumeurs, c'est de Londres que Deutsche Telekom et Telecom Italia devaient présenter, jeudi 22 avril, leur projet de rapprochement. Celui-ci, s'il se concrétisait, donnerait naissance à un géant des télécommunications figurant au deuxième rang mondial derrière le japonais NTT par le chiffre d'affaires, et au premier rang mondial par sa capitalisation. La transaction atteindra le montant record de 81,4 milliards de dollars (76 milliards d'euros). L'opérateur allemand, le premier en Europe par l'importance de son chiffre d'affaires, endosse ainsi les habits de chevalier blanc de Telecom Italia, car le projet est destiné à éclipser l'offre inamicale lancée par le groupe italien Olivetti pour un total de 65 milliards de dollars (60,7 milliards d'euros).

Alors que Ron Sommer, le président du directoire de Deutsche Telekom, refusait il y a encore une semaine de commenter « *les spéculations* » sur le sujet, il a bouclé à l'arraché un accord avec Franco Bernabè, l'administrateur délégué de Telecom Italia. Ce n'est que mercredi soir que le conseil d'administration du groupe italien a approuvé définitivement le plan de « *fusion de toutes leurs activités* ». Le nouvel ensemble, dont la capitalisation boursière dépassera les 158,9 milliards d'euros, pèsera près de 64 milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploiera plus de 300 000 personnes.

Les deux partenaires ont prévu de mettre sur pied une société, dont le nom n'était pas définitivement choisi jeudi matin, qui procédera à des offres publiques d'échange d'actions de Deutsche Telekom et de Telecom Italia. Une action Deutsche Telekom et trois de Telecom Italia donneront accès à un titre de la nouvelle entité. De droit allemand, le groupe, dont le siège sera situé à Bonn, sera coté sur les Bourses de Francfort, de Milan et de New York.

Les négociations des dernières heures ont permis de lever la plupart des obstacles. Le gouvernement italien avait posé comme condition de l'alliance la parité entre les deux groupes. Ce principe a été retenu alors que Deutsche Telekom est largement plus importante que son homologue italien et vole pour l'occasion à son secours. Par ailleurs, l'Etat allemand, qui possède encore 74 % de Deutsche Telekom et sera dans un premier temps le principal actionnaire de la société, a dû convaincre le conseil d'administration de Telecom Italia et le gouvernement italien qu'il n'interviendrait ni dans les choix stratégiques ni dans les affaires courantes.

A Rome, le gouvernement ne s'est cependant pas encore officiellement prononcé. Or, le ministère du Trésor est encore le premier actionnaire de Telecom Italia avec 3,74 %, vestige de l'époque où le groupe était un monopole public. Son action privilégiée lui confère, entre autres, un droit de regard sur la composition du capital de l'opérateur. Après avoir reçu la lettre du gouvernement allemand, l'équipe de Massimo D'Alema a expliqué que des contacts étaient encore en cours pour de « *nécessaires approfondissements* », notamment sur le côté paritaire de l'opération et le processus de privatisation de Deutsche Telekom.

Le ministère des finances de Bonn a envoyé, mercredi 21 avril, une lettre à Rome précisant ses engagements. L'Etat allemand a en outre confirmé son intention de vendre « *sa participation dans Deutsche Telekom, dès que cela serait réalisable et selon les conditions du marché* ». En fait, le gouvernement de Bonn ne peut, selon la loi, abandonner sa participation majoritaire avant l'an 2000, mais sa part devrait descendre mécaniquement autour de 66 %, après une augmentation de capital de Deutsche Telekom en juin (*Le Monde* du 16 avril).

DES INCERTITUDES

Néanmoins, plusieurs incertitudes planent encore. Chacun des partenaires doit convaincre ses propres actionnaires. Si l'affaire semble relativement aisée pour l'opérateur allemand, dont l'assemblée générale se tient en mai, elle pourrait être autrement ardue du côté italien. Une assemblée générale extraordinaire de Telecom Italia doit être convoquée dans les prochaines semaines.

L'offre publique d'achat (OPA) d'Olivetti, de plus, existe toujours. Il est probable que la Commission italienne des opérations en Bourse (Consob) donne son feu vert à l'opération dans les tout prochains jours, voire dans la journée de jeudi. Le secrétaire d'Etat à la communication, Michele Lauria, a du reste souhaité le renforcement de l'actionnariat de Telecom Italia par l'entrée en lice « *de capitalistes et d'industriels qui ont envie d'investir* ». Le noyau dur, composé de l'Ifil (famille Agnelli), de banques et d'assurances, ne détient qu'environ 6 % de Telecom Italia. Ce petit groupe d'actionnaires – dont la part serait fortement diluée par la fusion – ne pourrait prétendre imposer ses choix dans la nouvelle entité.

En outre, l'opération doit recevoir l'aval des organismes américains et européens chargés de veiller à la concurrence. La Commission européenne a déjà fait savoir que le projet allait nécessiter une étude approfondie, pendant plusieurs mois. Karel van Miert, le commissaire européen à la concurrence, s'attend à plusieurs plaintes de la part des concurrents des deux opérateurs. Il estime que le nouveau groupe pourrait avoir des positions dominantes sur certains marchés et n'exclut pas la cession d'activités avant de donner son accord. Deutsche Telekom serait ainsi obligé de se désengager de la société commune Wind, créée en Italie avec France Télécom et le producteur d'énergie Enel… pour concurrencer Telecom Italia. Le partenariat entre Deutsche Telekom et France Télécom, qui détiennent chacun 2 % de leur associé, ne devrait pas survivre au changement d'alliance orchestrée par les Allemands.

Philippe Ricard,
avec Marie-Noëlle Terrisse
à Milan

Un projet diversement apprécié

ACTION TELECOM ITALIA
en euros à Milan
11
10
9
8
7
6
5
4
9,912
M J J A S O N D J F M A
1998

ACTION DEUTSCHE TELEKOM
en euros à Francfort
45
40
35
30
25
20
35
M J J A S O N D J F M A
1998

Visée japonaise pour AT&T et BT

Le groupe américain AT&T et le britannique British Telecom (BT) pourraient acquérir chacun 15 % du quatrième opérateur téléphonique japonais, Japan Telecom, selon le *Nihon Keizai* du 22 avril. Chacun disposerait d'un siège au conseil d'administration du groupe japonais.

Les trois sociétés n'ont pas confirmé cette information, mais l'action de Japan Telecom, dont le chiffre d'affaires s'élève à environ 1,5 milliard d'euros, a augmenté fortement après la publication de cette information. Si la réalité de ce projet se vérifiait, ce serait la première fois que des actionnaires étrangers entreraient au capital d'un opérateur japonais. AT&T, numéro un mondial du secteur, et BT, numéro un britannique, ont déjà prévu de mettre en place une filiale commune offrant des services aux grandes entreprises internationales.

PROFIL

FRANCO BERNABÈ, LE GOÛT DU MOUVEMENT

Le patron de Telecom Italia aime les défis. Avec l'OPA lancée par Olivetti sur son groupe, puis le projet de fusion avec Deutsche Telekom, Franco Bernabè est servi au-delà de ses espérances. Lorsqu'il a été nommé, le 19 novembre 1998, à la tête de Telecom Italia, le patron de l'ENI (société nationale d'hydrocarbures) avait présenté les choses à la légère : « *A cinquante ans, soit on change de femme, soit on change de travail. Comme je suis attaché à ma femme, je change donc de travail.* »

Mais M. Bernabè savait que la tâche serait rude pour ramener le bon ordre au sein du géant des télécommunications. Il succédait à Gianmario Rossignolo, démissionnaire après dix mois d'une présidence mouvementée. Plus exactement, il prenait la fonction d'administrateur délégué supprimée par son prédécesseur, qui avait voulu les pleins pouvoirs après une autre démission, celle de Guido Rossi, le 28 novembre 1997, un mois après le succès de la privatisation. Pour le nouveau patron, la première épreuve n'a pas tardé, avec la tentative, infructueuse, de Rupert Murdoch de reprendre Stream, la plate-forme digitale de Telecom Italia, largement déficitaire.

Ancien économiste à l'OCDE, à Paris, Franco Bernabè a été l'artisan de la reprise en main de l'ENI, après le cyclone déstabilisateur de l'opération *Mani pulite* (« mains propres ») et l'initiateur du processus de privatisation, toujours en cours, de ce colosse de quatre-vingt mille personnes. Lorsque Franco Reviglio, son professeur à l'université de Turin, avait fait appel à lui, en 1983, il n'avait pas hésité et avait abandonné le poste de directeur des études économiques de la Fiat, qu'il occupait depuis cinq ans.

M. Bernabè est un homme de décision et de mouvement. Chaque matin, il se rend à pied à son bureau parce que la demi-heure qu'il s'accorde ainsi lui permet de réfléchir. « *La pensée stratégique est l'une des qualités décisives d'un leader. Il doit être capable d'analyser chaque problème sur 360 degrés.* » Mais qu'est-ce qu'un leader ? Il répondait en citant Shimon Pérès, qui lui avait un jour confié : « *On sait que l'on devient un leader lorsque l'on se rend compte que personne n'est capable de répondre aux questions que vous vous posez et que c'est à vous et à vous seul d'y répondre.* »

Michel Bôle-Richard, à Rome

PROFIL

RON SOMMER, PILOTE D'UN DÉFI

C'est en mai 1995 que Ron Sommer a été choisi pour piloter Deutsche Telekom, afin de préparer l'opérateur allemand à la disparition programmée de son monopole. Les éloges, alors, ne tarissent pas sur cette personnalité atypique du monde des affaires outre-Rhin. Né en 1949 à Haïfa, d'une mère hongroise et d'un père russe, Ron Sommer a fait toutes ses études à Vienne, en Autriche. Dans sa jeunesse, il été un petit prodige : pour pouvoir obtenir son doctorat de mathématiques à l'âge de vingt-deux ans, il a dû demander une dérogation.

D'emblée, sa carrière professionnelle s'est déroulée sous le signe de l'international, fait rare à l'époque dans l'industrie allemande. Repéré par le fondateur de Nixdorf, il travaille pour le constructeur d'ordinateurs aux Etats-Unis, puis en France, avant de rejoindre le groupe japonais d'électronique Sony. Celui-ci le renvoie aux Etats-Unis, puis le nomme à la tête de la puissante filiale européenne, qui compte 18 000 salariés. C'est à ce poste que les pouvoirs publics allemands viennent le chercher pour mener à bien la délicate conversion de Deutsche Telekom.

Sa bonne connaissance du marketing est l'une des qualités qui justifient le choix de M. Sommer pour prendre les commandes du directoire de l'opérateur allemand. Elles seront bien nécessaires pour remonter la pente : à l'époque, la réputation de Deutsche Telekom est la moins bonne des cent premières entreprises allemandes… Mais, avant de se pencher sur l'évolution de l'offre commerciale, ce patron de choc commence par tailler dans les effectifs de façon spectaculaire : il supprime 60 000 emplois, ce qui ramène les effectifs à 170 000 personnes. De quoi rendre l'entreprise plus attirante pour la Bourse, où elle fait son entrée en novembre 1996. Ron Sommer, de l'avis général, a parfaitement réussi l'introduction en Bourse de Deutsche Telekom, qui a bénéficié de l'engouement du public pour les valeurs de télécommunications. En revanche, l'opérateur a cédé d'importantes parts de marché (30 % en quelques mois) à ses concurrents, qui ont pourtant fait leur entrée sur le marché il y a à peine plus d'un an. De ce point de vue, la tentative de s'allier à Telecom Italia afin de trouver ailleurs une croissance perdue sur son propre marché apparaît comme une stratégie défensive.

Anne-Marie Rocco

Les sommets enregistrés à Wall Street inquiètent les investisseurs

LES RECORDS atteints par l'indice Dow Jones de la Bourse de New York commencent à donner le vertige aux opérateurs. Mercredi 21 avril, l'indice vedette a enregistré son neuvième record depuis le début du mois, à 10 581,42 points, après une hausse de 1,27 %.

La publication des résultats trimestriels des grandes sociétés américaines rassure les investisseurs. Toute déception est sévèrement sanctionnée par le marché, comme l'a prouvé le décrochage de l'action Compaq, lundi 12 avril, après l'annonce de résultats en baisse. Mais les bénéfices sont plutôt conformes aux attentes des analystes. Elaine Garzarelli, une des voix les plus écoutées à Wall Street, après avoir été l'une des rares à prévoir le krach boursier de 1987, mise sur une poursuite de la hausse des valeurs boursières et reconnaît même que « *les résultats trimestriels de société sont meilleurs que ce que nous avions prévu il y a six mois* ». En particulier, les actions des banques et des firmes de courtage ont de la marge pour progresser, estime-t-elle. Mais cet optimisme est loin d'être partagé par tous.

Dans son rapport sur les prévisions économiques, le Fonds monétaire international (FMI) estime qu'« *une correction boursière sévère est très concevable, vu le niveau élevé de la valeur des titres relativement aux résultats financiers actuels et attendus des sociétés* ». La hausse de Wall Street apparaît d'autant plus fragile qu'elle se concentre sur un nombre limité de titres. Au cours du premier trimestre, « *les 100 premières valeurs en termes de capitalisation boursière ont contribué à 90 % du rendement avec une concentration sur les 20 plus grandes valeurs* », note Jeffrey St Mary, analyste chez Habor Capital Management. Plus impressionnant, « *environ la moitié de la performance trimestrielle est due à seulement deux titres : America Online et Microsoft* », observe-t-il.

Cette préférence des investisseurs pour un nombre limité de titres s'explique par le fait qu'ils favorisent des sociétés ayant souvent une longue histoire de bénéfices soutenus et qui affichent une meilleure visibilité sur les résultats futurs. Mais elle est également la conséquence de mouvements moutonniers. « *La performance des marchés d'actions est essentiellement le fait de grosses capitalisations, ce qui est peut-être dû aux techniques de* benchmarking *à la mode dans l'industrie de la gestion* », écrit Pascal Blanqué, économiste chez Paribas, dans le dernier bulletin édité par la section de recherche économique de la banque. Outre-Atlantique, les fonds indiciels, qui sont censés répliquer la performance d'indices comme le Dow Jones, le Standard and Poor's 500 ou le Nasdaq, représentent une part croissante des sommes gérées à travers des fonds communs de placement. « *Enfin, le comportement de certains secteurs, comme la technologie de l'information, relève clairement de la fièvre spéculative* », juge M. Blanqué.

Les valeurs de la technologie ont été en vedette au cours de cette dernière année. L'indice Nasdaq, qui traduit l'évolution des sociétés cotées sur la Bourse électronique où se traitent bon nombre d'actions de ce secteur, a progressé de près de 30 %. Dans le même temps, l'indice Dow Jones, qui reflète surtout le parcours boursier de grandes valeurs industrielles, a augmenté d'un peu plus de 15 % et le Russel 2000, un indice spécialisé sur les valeurs moyennes, a reculé de 13 %.

Toutefois, les investisseurs changent progressivement d'attitude. La chute, lundi 19 avril, de 5,6 % de l'indice Nasdaq témoigne de la nervosité des opérateurs. De plus, les valeurs cycliques, dont le cours dépend de l'évolution des matières premières, ou celles appartenant à des secteurs comme la distribution alimentaire et la pharmacie commencent de nouveau à intéresser les investisseurs. Ces sociétés ont notamment l'avantage de se payer en Bourse à des cours beaucoup plus attractifs que ceux atteints par les poids lourds de la cote ou des sociétés de l'Internet.

Joël Morio



La justice condamne les formes du conflit Air France à l'aéroport de Nice

Les grévistes s'opposent à la sous-traitance d'une partie de la manutention des bagages

Le personnel au sol proteste contre l'intention de la direction de sous-traiter une partie de la manutention des bagages. Saisi par la direction, le juge des référés interdit *« aux assignés et à toute personne de s'opposer par quelque moyen que ce soit au libre accès des véhicules, personnes et marchandises sur les pistes de l'aéroport »*. Les magistrats autorisent Air France à requérir le concours de la police.

NICE
de notre correspondant

Une ordonnance en référé du tribunal de grande instance de Nice condamnant, mercredi 21 avril, l'immobilisation de quatre avions par les grévistes d'Air France, a redonné de la nervosité au conflit sur l'aéroport de la Côte d'Azur. L'intersyndicale a refusé de reprendre la discussion, brièvement entamée la veille avec la direction locale. La grève est née d'un projet de la direction de sous-traiter une partie de la manutention des bagages. Une assemblée générale devait, jeudi matin, voter la poursuite du mouvement.

Quatre délégués syndicaux, trois de la CGT et un de FO, ont été assignés, mercredi matin, par la compagnie, pour entrave à la liberté de circulation des aéronefs. Le premier vice-président du tribunal, Gérald Mamet, a estimé que *« le droit de grève a dégénéré »*, et a autorisé le recours à la force publique en cas de nouveau blocage.

L'avocat d'Air France, Maxime Rouillot, a parlé de *« Far West »*. L'expression a d'autant plus surpris les syndicalistes qu'ils avaient été étonnés, lundi et mardi, de la pression minimale autour de leur action. Mardi soir, certains voyaient, avec des appréciations variables selon les appartenances syndicales, se dessiner une issue favorable après un premier tour de table avec la direction locale. Ils ont reçu l'assignation en justice comme une douche froide, même si les milieux aéroportuaires la considéraient inévitable pour sa valeur exemplaire. FO, CFDT et CGT ont retrouvé l'unanimité pour la condamner. *« Nous répondrons au coup bas et à la hargne de la direction »*, clame Michel Barrier, délégué CGT.

Sollicitée chaque jour, la direction générale n'a jamais souhaité s'exprimer sur le fond du conflit. Elle est accusée par l'avocat de l'intersyndicale, Bertrand d'Ortoli, d'utiliser la justice : *« Son objectif est de gagner sur le plan juridique ce qu'elle n'arrive pas à négocier sur le plan consensuel. »*

RUPTURE DU DIALOGUE

En prenant connaissance de l'ordonnance, Alexandre Aparicio, délégué FO, annonce au nom de l'intersyndicale la rupture du dialogue : *« La direction doit nous démontrer que l'on peut renouer dans la confiance. Nous ne cèderons pas d'un pouce. »* C'est l'annonce, au cours d'un comité d'entreprise extraordinaire à Nice le 6 avril dernier, de la restructuration du service « vrac » de la manutention, qui a provoqué le mécontentement des syndicats. Dans les avions petits porteurs de moins de cent passagers, les bagages sont chargés en vrac et non dans des conteneurs. La direction veut sous-traiter ce travail, qui concerne uniquement les compagnies assistées par Air France, soit 25 % de l'activité du service. Le projet revient à supprimer douze postes sur cent ving, mais représente, selon les syndicats, des menaces plus larges.

« Si on laisse partir ces douze emplois, c'est l'ensemble du service manutention vrac qui est menacé, estime Liliane Debèche, déléguée CFDT. *Air France ne doit pas sous-traiter avec des entreprises qui agissent comme des négriers, avec des jeunes salariés non qualifiés, mal payés et exploités. La direction n'a pas su saisir la négociation sur la réduction du temps de travail pour réorganiser l'escale en conciliant viabilité économique et embauche de contrats à durée indéterminée. »*

45 VOLS ALLERS-RETOURS

La grève, débutée le 15 avril, touche davantage les personnels présents sur l'aéroport que l'ensemble de la délégation Air France sur la Côte d'Azur, huit cent cinquante personnes avec les services commerciaux. Sur les 45 vols allers-retours prévus en moyenne chaque jour, une dizaine d'avions, principalement ceux venant d'Orly, assurent une liaison avec Toulon, d'où un service de car qui achemine les passagers vers Nice. Pendant la grève, les deux compagnies concurrentes remplissent leurs avions. Habituellement, AOM et Air Liberté prennent respectivement 32 % et 14 % de parts de marché sur les liaisons avec la capitale.

Les grévistes avaient prévu de s'inviter, jeudi matin, à l'inauguration de la nouvelle piste nord de l'aéroport de Nice, en présence de personnalités locales et du transport aérien. La Côte d'Azur s'enorgueillit d'avoir le deuxième aéroport de France. Elle a aussi l'escale d'Air France la plus prompte à s'enflammer, comme en août 1996, où une longue grève avait fait tache d'huile.

Jean-Pierre Laborde

Trois mouvements simultanés

Le trafic aérien sur l'aéroport de Nice restait partiellement perturbé, jeudi 22 avril dans la matinée, par la grève qui concerne une partie du personnel au sol d'Air France. Au départ d'Orly, la compagnie aérienne était en mesure d'assurer sept vols, qui sont déroutés sur Toulon, au lieu des dix-sept prévus en période normale sur Nice. En revanche, au départ de Roissy, le trafic est redevenu normal, Air France assurant huit vols sur huit.

Par ailleurs, parallèlement au conflit de Nice, un autre mouvement est prévu jeudi sur Roissy. Il concerne cette fois les coordinateurs des vols. Enfin, à Orly, diverses catégories de personnel au sol sont également en grève. Mais ces mouvements ne devraient pas, selon la direction, perturber le trafic.

Deux numéros sont à la disposition du public concernant l'évolution du trafic aérien : le 0802-802-802 et le 08-36-68-10-48.

Pagaille sans nom dans le ciel espagnol

MADRID
de notre correspondante

Pour se faire peur, les Américains avaient inventé en 1970 *Airport*, un film à succès qui faisait frissonner, entre boeings en détresse et pistes d'atterrissage gelées. Les Espagnols, eux, n'ont pas besoin de se faire du cinéma, ils ont tout à domicile : leurs aéroports ont échappé à tout contrôle, les poussées d'adrénaline sont garanties. Comme le dit, accablé, José Manuel Hess, directeur de celui de Madrid-Barajas, : *« Cela part dans tous les sens, j'ai l'impression de tenir un restaurant dont les cuisiniers travailleraient pour quelqu'un d'autre... »*

Des exemples concrets ? Il faut compter un retard de 40 minutes, en moyenne, des réservations plus nombreuses que le nombre de places disponibles (surbooking) et des encombrements tels qu'il faut annuler des vols : 39 l'ont été, lundi, à l'aéroport de Barcelone et 18, le même jour à Barajas où, en quelques jours, plusieurs centaines de billets ont dû être remboursés. Le tout, dans un climat de franche mauvaise humeur que les télévisions se complaisent à retransmettre, comme pour mieux exciter, chez eux,les futurs candidats au voyage, abreuvés de reportages sur des touristes transformés en épaves humaines, dormant sur les chaises dans l'aéroport, ou errant de vol annulé en vol retardé, sans que personne se soucie de leur offrir un verre d'eau.

Une situation qui a atteint des sommets ces derniers jours : la guardia civil a même dû intervenir pour raisonner les 268 passagers, ivres de rage, d'un vol en partance pour les Canaries, qui après être restés bloqués plus de deux heures dans l'avion, sans décoller, voulaient sortir à tout prix, accusant le commandant de bord de les « séquestrer », alors que le malheureux réclamait en vain que l'on veuille bien approcher des escaliers mobiles, semble-t-il introuvables dans l'aéroport.

MUTINERIE DES PASSAGERS

La semaine suivante c'était au tour des 74 passagers d'un vol pour Oviedo (Asturies) de se mutiner, à l'annonce de l'annulation du vol alors qu'ils étaient sur la piste depuis trois heures. Les pilotes qui venaient dans un autre avion de Barcelone, n'étaient toujours pas arrivés. Voyant que la compagnie ne leur offrait ni chambre, ni dîner, les « mutins » décidèrent de dormir à bord, à titre de représailles.

Comment est-ce possible ? La réponse n'est pas facile, tout le monde se renvoie la balle. Certains aéroports sont mal gérés, avec des infrastructures insuffisantes, comme Barajas, que l'ouverture récente d'une troisième piste n'a pas « décongestionné » pour autant, allèguent certains professionnels. D'autres accusent le manque flagrant de contrôleurs aériens, la récente et impopulaire grève des pilotes qui a fait de la touristique semaine sainte un authentique chemin de croix pour les voyageurs, d'autant qu'ils soupçonnent les pilotes de faire une guerre du zèle quasi permanente. D'autres encore, ont invoqué, sans trop y croire, les *« perturbations des routes aériennes, dues aux attaques de l'OTAN en Yougoslavie »*, et pour finir les hommes politique s'y sont mis : le ministre du développement, Rafael Arias Salgado, rendu responsable du chaos, a échappé de peu à la démission que réclamaient de lui l'opposition socialiste au Parlement.

Alors que faire ? Iberia, la compagnie nationale, en cours de privatisation, qui se passerait bien de pareille publicité, n'y va pas par quatre chemins : elle vient d'annoncer qu'elle annulera, pour rétablir un semblant d'ordre, 16 387 vols, entre juin et décembre, soit 77 par jour. Ce qui se traduit par une diminution de 6 % de son offre globale et une perte nette de 10 000 millions de pesetas (166 millions d'euros). Une mesure qui n'a pas été sans susciter des controverses : les pilotes sont furieux et les deux compagnies privées, Air Europe et Spanair, peu pressées d'emboîter le pas d'Iberia.

Marie-Claude Decamps

M. Pinault et les AGF forment la première société foncière française

LA RESTRUCTURATION et la concentration du secteur de l'immobilier coté en Bourse continuent. Deux sociétés foncières, plutôt spécialistes des immeubles de logements parisiens, Gecina et Sefimeg, ont annoncé, mercredi 22 avril, leur intention de fusionner pour former le numéro un de la cote, devant Unibail, et la dixième foncière européenne cotée. Les principaux actionnaires de Gecina sont les assureurs AGF et Azur. Quant à Sefimeg, elle est contrôlée à 60 % par Artémis, la holding personnelle de François Pinault, qui l'a rachetée à Fimalac, le groupe de Marc Ladreit de Lacharrière, au premier trimestre de 1998.

Le nouveau groupe, qui conservera le nom de Gecina, affichera un patrimoine de 22,6 milliards de francs (3,4 milliards d'euros), un actif net réévalué proche de 14 milliards, une capitalisation boursière de 11,4 milliards. Ses revenus locatifs s'élèvent à 1,5 milliard de francs pour plus d'1,8 million de mètres carrés.

Un tiers de ses revenus viendront de l'immobilier de bureau, le reste de l'immobilier d'habitation. Gecina, considérée comme une *« valeur refuge »* par l'analyste de la société Oddo, Bernard Duclos, devrait conserver ce statut, après avoir absorbé Sefimeg. Les dirigeants du nouvel ensemble font le pari qu'en augmentant la taille de la société et la proportion de son capital flottant en Bourse, sa valeur boursière va encore progresser. D'autant que la société devrait profiter davantage de l'effet de levier que permet le faible niveau actuel des taux d'intérêt. Car Gecina reprend les titres Sefimeg du groupe Pinault, mais aussi l'endettement des sociétés holdings Artémis Immobilier et Financière Sefimeg.

En outre, les dirigeants du nouveau groupe ont déjà identifié la possibilité d'économiser 25 millions de francs de frais de gestion en année pleine. La présidente de Gecina restera Eliane Semondadaz, Jacques Babonneau, le directeur général de Sefimeg, prenant la direction du nouvel ensemble.

La parité de fusion proposée étant de huit actions Gecina pour treize Sefimeg, les AGF resteront le premier actionnaire de la foncière, avec 24,7 % du capital, suivies par Azur (18,2 %) et par Artémis (5,5 %). Pour Artémis, l'opération ne constitue pas un désengagement du secteur immobilier. Au contraire. Le groupe a l'intention de rester un actionnaire stable de Gecina et aura deux administrateurs à son conseil. *« Cette fusion confirme la volonté d'Artémis de participer à travers Sefimeg au mouvement de concentration du secteur immobilier en France »*, indique le communiqué.

UNE NOUVELLE ÉTAPE

Si le groupe de M. Pinault cédait ses titres aujourd'hui – ce qui n'est pas le cas, car Artémis estime que le redressement du cycle immobilier en France est loin d'être terminé –, il aurait déjà réalisé une plus-value de l'ordre de 300 millions de francs, à rapporter à un investissement en capital qui n'est pas connu, le groupe s'étant largement endetté pour reprendre Sefimeg.

Cette fusion est une nouvelle étape dans la restructuration de chacune des sociétés. Depuis qu'elle est entrée dans le giron d'Artémis, Sefimeg s'est déjà sensiblement réorganisée. La foncière vient déjà de céder douze immeubles de bureaux à Paris et en région parisienne, à GE Capital Real Estate, filiale de General Electric spécialisée dans l'immobilier. Cette opération avait été précédée par la cession de huit immeubles d'habitation en province. Parallèlement, Sefimeg avait commencé à acquérir de nouveaux immeubles, comme l'îlot Hachette à l'angle du boulevard Saint-Germain et du boulevard Saint-Michel.

Gecina (ex-GFC), pour sa part, a presque doublé la surface de son patrimoine en 1998, en reprenant l'Union immobilière de France et la Foncière Vendôme, deux foncières d'Axa. Elle se disputait le premier rang des foncières avec Unibail, la société présidée par Léon Bressler, davantage tournée vers l'immobilier de bureaux et les centres commerciaux. Unibail avait pris une longueur d'avance en mars en achetant le pôle immobilier de Vivendi (ex-Générale des eaux) – dont le CNIT à la Défense – pour 6 milliards de francs.

Sophie Fay

Un nouvel organigramme pour Aerospatiale-Matra

JEUDI 22 AVRIL, Aerospatiale-Matra a publié la composition de la future direction du groupe. La direction générale du nouvel ensemble, présidé par Yves Michot, Philippe Camus étant directeur général, comptera onze personnes. Sept sont issues d'Aerospatiale, quatre viennent de Matra. Ils retrouvent, pour la plupart, les attributions qu'ils avaient dans leur ancien groupe.

François Auque, directeur financier d'Aerospatiale, déstabilisé un moment par la polémique sur les pertes de change du groupe, retrouve ses fonctions et se voit confier en plus la direction des satellites. Jean-François Bigay, lui, conserve la direction de l'aéronautique.

Côté Matra, Jean-Louis Gergorin prend la charge de la coordination stratégique tandis que Jean-Paul Gut, homme qui monte chez Matra, devient président en charge de l'international et directeur pour la défense et le transport spatial. Cette nouvelle organisation sera mise en place après la mise en Bourse du nouveau groupe, prévue début juin.

Opération « banque morte » à la Société générale

LE JEUDI 22 AVRIL devait être une journée test pour les syndicats bancaires, notamment ceux de la Société générale. Ils appellent les 46 000 salariés de la banque à protester contre les projets de fusion, notamment le dernier en date initié par la BNP, par une opération *« banque morte »*. Le suivi de cette journée sera étudié avec attention. Le syndicat CFDT de la Société générale a accusé la direction de tenter de récupérer le mouvement de grève.

Les syndicats craignent que la double offre publique d'échange (OPE) lancée par la BNP sur la Société générale et Paribas, elles-mêmes en cours de fusion, se traduise par des *« destructions »* de milliers d'emplois, malgré les assurances prodiguées par la BNP. Malgré le soutien des fédérations de la banque – hormis la CFTC – à cette journée, la grève, contrairement aux espoirs des syndicats de la Générale, ne devrait guère s'étendre à la BNP, ni à Paribas.

Le siège du Crédit lyonnais vendu à des assureurs allemands

LE CRÉDIT LYONNAIS a signé, mercredi 21 avril, un protocole d'accord pour la vente de son siège parisien, boulevard des Italiens, qui a été ravagé par l'incendie du 5 mai 1996. L'acheteur est une société allemande, TMW, qui investit pour le compte de compagnies d'assurance, associée à l'assureur américain AIG. TMW a déjà acheté l'ancien immeuble du *Monde*, rue des Italiens, en face du siège de la banque publique.

TMW, qui était en concurrence avec la foncière britannique Hammerson, est sorti gagnant de l'appel d'offres en payant un prix supérieur à 1,5 milliard de francs (230 millions d'euros), pour 45 000 mètres carrés.

L'Hôtel des Italiens est inscrit à l'inventaire des Monuments historiques pour ses façades haussmaniennes et ses escaliers à double révolution. Le Crédit lyonnais restera locataire d'une partie de l'immeuble, déjà rénovée. Le reste ne sera disponible à la location que fin 2001 ou début 2002.

Shell n'a jamais envisagé d'OPA sur Elf

*« **NOTRE GROUPE** n'a jamais eu l'idée de lancer une OPA sur Elf. Je ne vois vraiment pas pourquoi cette rumeur s'est développée »*, affirme Hugues du Rouret, président de Shell France, voulant ainsi mettre un terme à cette rumeur de rachat qui revient régulièrement depuis deux mois dans les deux sociétés et sur les marchés. *« Comme avec d'autres groupes, nous travaillons en commun sur la plupart de nos projets en exploration production, et nous avons aussi des accords commerciaux »*.

Le groupe anglo-néerlandais est actuellement occupé par sa réorganisation, *« une véritable révolution culturelle, puisqu'il s'agit de passer d'une structure très fortement décentralisée à une organisation mondiale resserrée »*.

Cette mutation se traduit en Europe par une diminution de cinq niveaux héirarchiques et par l'unification de certaines fonctions comme la logistique ou le marketing. Conséquence sur la France : 95 postes de travail sur 2 300 dans la branche produits pétroliers seront supprimés sans licenciements.

Gaz de France se renforce en mer du Nord

MERCREDI 21 AVRIL, Gaz de France a annoncé deux acquisitions en Grande-Bretagne. La première concerne l'achat de la société britannique de commercialisation de gaz Volunteer Energy Ltd, filiale du groupe américain de transport de gaz naturel Williams Energy.

La deuxième porte sur le rachat auprès du pétrolier Lasmo de plusieurs participations dans des gisements situés dans le sud de la mer du Nord pour 90,2 millions de livres (136,2 millions d'euros, 893 millions de francs). Ces actifs comprennent notamment des participations dans deux gisements de production (44,5 % dans Boulton et 21 % dans Caister), et ainsi que des parts dans les gazoducs CMS et ETS associés à l'exploitation de ces gisements.

Ces nouvelles acquisitions entrent dans la stratégie du groupe public qui souhaite produire en mer du Nord en 2005, un volume équivalent à 15 % des quantités commercialisées en France.

Nouvelle commande pour Airbus aux Etats-Unis

LE CONSORTIUM aéronautique européen a annoncé, mercredi 21 avril, avoir enregistré une nouvelle commande aux Etats-Unis. New Air, une compagnie en voie de création (et dont le nom est provisoire) a acheté vingt-cinq Airbus A 320 et pris une option sur cinquante autres appareils de différents types.

New Air entend lancer des vols domestiques aux Etats-Unis à partir de New York.

C'est la première fois qu'Airbus participe au lancement d'une compagnie américaine. La veille, Airbus avait déjà marqué un point contre Boeing avec la commande de trente avions de la part du groupe financier américain CIT.

Havas est strictement recentré sur l'écrit et le multimédia

Après avoir mis en place depuis mars 1998 de considérables cessions d'actifs, le PDG d'Havas, Eric Licoys, affirme, dans un entretien au « Monde », qu'il « n'y a plus de métiers majeurs qu'il faut vendre parce qu'ils ne rapportent pas »

PLUS D'UN AN après l'absorption d'Havas par Vivendi, Eric Licoys, PDG d'Havas et directeur général de Vivendi, affirme que la politique de cessions de branches entières du groupe de communication va s'achever avec la vente du pôle affichage et des participations minoritaires dans la presse régionale. Il affirme sa volonté de conserver la littérature générale et la presse informatique. Sa stratégie vise à recentrer totalement Havas sur l'écrit et le multimédia, tout en accélérant l'internationalisation et la rentabilité du groupe.

« Où en sont les cessions du groupe Havas ?

– Nous avons mis en vente le pôle de publicité extérieure, qui comprend notamment Avenir, pour financer l'acquisition d'Havas Interactive Inc. (ex-Cendant Software), le numéro un mondial des logiciels de jeux et coleader des logiciels éducatifs. Cette vente est menée par la banque Lazard et doit être bouclée au deuxième trimestre. Le niveau des offres des candidats, des étrangers mais aussi des Français, témoigne d'un véritable intérêt pour cette activité. Nous pensons aussi vendre, dans un délai rapide, nos participations minoritaires dans la presse quotidienne régionale, dont la valeur totale n'excède pas 100 millions de francs (15,2 millions d'euros).

– Comptez-vous conserver le pôle de littérature générale et le groupe de presse informatique Test ?

– Avec un milliard de francs (150 millions d'euros) de chiffre d'affaires et 120 millions (18,3 millions d'euros) de résultat d'exploitation, le pôle de littérature générale affiche l'une des meilleures rentabilités de l'édition française. Pour Havas, la littérature générale est créative, rentable, et elle alimente les activités de distribution de livres du groupe. Nous n'avons aucune raison de la céder. Quant au Groupe Tests, il n'a jamais été envisagé de le vendre. Ce leader français de la presse informatique est très rentable, nous tenons à le développer, peut-être en association avec d'autres groupes.

– Pourquoi n'avez-vous pas postulé à l'acquisition du groupe de presse informatique américain CMP ?

– Contrairement au Groupe Tests, qui vit à la fois des petites annonces et des recettes de diffusion, CMP ne vit que de ces dernières. Il a vu ses résultats plonger, en raison d'une crise publicitaire aux Etats-Unis conjuguée à la baisse des prix des PC et au développement d'Internet. Vivendi (actionnaire d'Havas) ne nous aurait jamais suivi dans une telle acquisition.

– Comment expliquez-vous l'échec de l'alliance avec Bertelsmann dans la presse professionnelle ?

– Le périmètre de Bertelsmann dans la formation professionnelle a considérablement changé avec l'achat de Springer Verlag. De plus, le problème fiscal, qui s'est posé essentiellement pour Bertelsmann mais aussi pour nous, n'a pas pu être résolu. Je tiens à dire que Bercy n'est jamais intervenu, de près ou de loin, dans cette opération. Même si le joint-venture Bertelsmann/Havas ne s'est pas réalisé aujourd'hui, nos relations restent bonnes. Nous continuerons à effectuer, comme en Espagne avec Doyma, des acquisitions en commun. Nous avons ainsi regardé, ensemble, même si cela n'a pas abouti, l'éventuelle reprise de l'éditeur médical Mosby aux Etats-Unis. Enfin, et surtout, Thomas Middelhoff, le PDG de Bertelsmann, entrera prochainement au conseil d'administration de Vivendi.

– Depuis que Vivendi a absorbé Havas, le périmètre du groupe a été totalement modifié. Son chiffre d'affaires a été réduit de près des deux tiers entre 1997 et 1998. Qu'en est-il aujourd'hui ?

– Si le chiffre d'affaires a été réduit de 51,7 à 18,8 milliards de francs (7,8 à 2,8 milliards d'euros), la rentabilité a triplé : elle est passée de 3,4 % du chiffre d'affaires à 9,2 % aujourd'hui. Le groupe s'est internationalisé : en intégrant Havas Interactive Inc. et, malgré la prochaine cession d'Avenir – très implanté à l'étranger –, le groupe réalisera 30 % de ses activités à l'international (contre 23 % en 1997). Havas s'est aujourd'hui recentré sur ses métiers puisque 90 % de son chiffre d'affaires provient de l'écrit – essentiellement l'information professionnelle et l'édition – et du multimédia.

Le groupe a cédé la quasi-totalité des activités de régie, aux marges déclinantes, et vendu le pôle voyages, trop peu rentable, et la régie d'annuaires – trop loin de nos métiers – et il a cédé les actifs non stratégiques (*Le Point*, *Nice-Matin*, MK2, Télé Images, Gallimard, etc.) ou en perte (les Jeux Nathan). On ne peut plus dire qu'il y a des métiers majeurs qu'il faut vendre parce qu'ils ne rapportent pas.

– Vous êtes également directeur général de Vivendi. Quel est le degré d'implication de la maison mère dans sa filiale Havas ?

– Seules les grandes décisions stratégiques sont évoquées au conseil d'administration de Vivendi. Une règle s'applique à l'ensemble du groupe : les sociétés ne sont pas propriétaires de leur cash-flow. Vivendi peut prendre la trésorerie d'Havas, mais aussi lui en donner pour financer une acquisition, comme ce fut le cas pour Cendant Software. Je conserverai les deux casquettes, de directeur général de Vivendi et de PDG d'Havas, le temps qui s'avérera nécessaire pour achever la mutation d'Havas.

– La convergence, qui était le maître mot lors de l'absorption d'Havas par Vivendi, ne semble plus être votre priorité. Qu'en est-il ?

– Elle l'est d'autant plus qu'outre le comité Communication 2000 il existe un comité de développement d'Internet chez Vivendi. Philippe Germond pilote des équipes dans lesquelles Havas, Canal Plus et Cegetel sont réunis. Il existe des collaborations très étroites au sein du groupe pour mettre au point le portail Internet dans les écoles ou encore le réseau social de santé de Cegetel. »

Propos recueillis par Nicole Vulser

Havas en chiffres

● **Chiffre d'affaires 1998 :** 18,9 milliards de francs (2,9 milliards d'euros)
● **Résultat brut d'exploitation :** 1,7 milliard de francs (260 millions d'euros)
● **Effectifs :** 18 600 collaborateurs dans le monde
● **Leadership :** Havas est le premier groupe européen d'édition scolaire, de distribution de livres et de presse gratuite. Le groupe est le numéro un français de littérature générale et d'information professionnelle. Il est depuis peu coleader mondial de l'édition électronique en éducation, loisirs et vie pratique.

Une équipe de 1 600 développeurs chez Havas Interactive Inc.

« **LE MULTIMÉDIA** *constitue un bon relais de croissance à l'activité papier* », affirme Agnès Touraine, chargée d'Havas Interactive Inc. (ex-Cendant Software). L'objectif d'Havas est, à ses yeux, de devenir « *l'un des plus importants fournisseurs de contenus dans les nouveaux médias* ». Pour 4,5 milliards de francs (680 millions d'euros), le groupe a pris, en début d'année, le contrôle du groupe américain Cendant Software, à la fois numéro un mondial des logiciels de jeux sur ordinateur et numéro deux des programmes éducatifs sur ordinateur. Adibou, Blizzard, Knowledge Adventure, Sierra font partie des nouvelles marques d'Havas.

« *Nous occupons aujourd'hui aux Etats-Unis 18 % du marché des jeux sur ordinateur et 28 % de l'édition éducative électronique* », affirme Mme Touraine. Cette nouvelle filiale, dont le siège social est basé en Californie, emploie 3 300 personnes réparties sur vingt sites aux Etats-Unis. « *Nous avons une équipe de 1 600 développeurs et le budget annuel de recherche et développement s'élève à 120 millions de dollars* », ajoute-t-elle.

FUSION AVORTÉE

Cendant Software a connu depuis deux ans une vie agitée, en raison notamment des problèmes de sa maison mère. Une fusion avortée entre American Bankers Insurance (ABI) et Cendant Corp. a obligé cette dernière à verser une importante compensation financière à son alliée. Le cours de Bourse de Cendant Corp. a immédiatement fortement chuté. Depuis sa reprise par Havas, le groupe californien, qui réalise un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs (535 millions d'euros), vise un excédent brut d'exploitation de 10 % du chiffre d'affaires à partir de 2001. Le groupe Havas mise essentiellement sur le succès mondial du prochain jeu, Diablo II. La stratégie de relance d'Havas s'articule autour de trois axes : la globalisation des technologies, le marché des consoles de jeux et celui des portails éducatifs sur Internet.

Alors que Chris Mc Leod, PDG de Cendant Software, avait promis en février qu'il resterait aux commandes du groupe après son rachat par Havas, il vient d'annoncer son départ (*Le Monde du 7 avril 1999*).

« *C'est pour des raisons privées que Chris Mc Leod n'a pas voulu déménager en Californie* », explique Agnès Touraine. Son remplaçant n'est pas encore choisi : « *Il sera français ou américain, mais, dans tous les cas de figure, il devra avoir une réelle vision internationale.* »

N. V.

Peter Arnett, la disgrâce du surdoué de CNN

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

« *Je n'ai pas contribué à la moindre virgule de ce reportage.* » Avec cette phrase, désormais célèbre, écrite en juillet 1998 dans le *New York Times*, Peter Arnett a scellé son sort. Pour avoir dit que les journalistes de télévision « *ne sont que des visages* » et pour avoir nié sa responsabilité éditoriale sur un documentaire erroné, diffusé par CNN, le journaliste vedette de la chaîne câblée américaine a non seulement provoqué la rage publique de ses collègues, mais il a aussi ruiné sa carrière. Dans un communiqué officiel, mardi 20 avril, CNN a annoncé sa décision de se séparer de lui, deux ans et demi avant la fin de son contrat.

PORTRAIT

Un reportage sur l'usage du gaz sarin contre des déserteurs américains a scellé son sort

En trente-cinq ans de carrière, Peter Arnett aura gagné la quasi-totalité des prix de journalisme pour ses reportages, notamment lors de dix-sept guerres sur cinq continents. Ayant reçu, en 1966, le prix Pulitzer, pour sa couverture de la guerre de Vietnam, il était surtout connu pour ses cinquante-sept jours de reportage *live* pendant la guerre du Golfe, en 1991. Il est ensuite devenu « *l'ambassadeur* » de CNN, participant, dit-il, à plus de mille conférences pour le compte de la chaîne américaine.

EXCUSES PUBLIQUES

Ses ennuis ont commencé en juin 1998 avec la diffusion d'un reportage dans lequel CNN, par la voix de Peter Arnett, affirmait que l'armée américaine avait lancé du gaz sarin contre des déserteurs américains dans un village du Laos en 1970. Face aux plaintes de l'armée américaine, CNN a mené une contre-enquête qui a donné raison au Pentagone, obligeant la chaîne a présenter, publiquement, ses excuses. Deux producteurs ont été licenciés et un troisième a démissionné. Peter Arnett a simplement été réprimandé et mis à l'écart. En un an, il n'a présenté qu'un seul reportage à l'antenne, et sa demande de couvrir la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie a été refusée.

Malgré sa réputation solide, peu de ses confrères, à CNN et ailleurs, disent regretter son départ. Après son article du *New York Times* pour clamer son rôle « *très mineur* » dans la rédaction du documentaire contesté, sa célèbre consoeur de CNN, Christiane Amanpour, avait dénoncé, dans le même journal, « *l'image du journaliste abruti, qui ne fait que lire ce qu'on lui écrit* ».

Né en Nouvelle-Zélande, Peter Arnett a commencé sa carrière comme reporter dans des journaux locaux avant de rejoindre, en 1964, l'agence Associated Press. Il a été un des premiers journalistes embauchés par CNN en 1981. Il est l'auteur de cinq livres ainsi que d'une douzaines de documentaires sur les relations internationales. A plus de soixante ans – il refuse de divulguer son âge exact –, Peter Arnett a conservé une réputation de play-boy. Il quitte CNN, selon des informations non confirmées, avec une indemnité de 500 000 dollars.

Afsané Bassir Pour

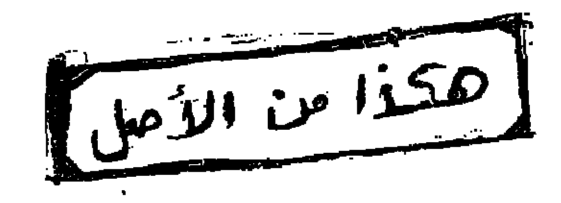
Le numérique hertzien est sur la rampe de lancement

SANS SURPRISE, le rapport rédigé par Jean-Pierre Cottet et Gérard Eymery, qui devait être rendu public, jeudi 22 avril, par le ministère de la culture et de la communication, donne son feu vert au numérique hertzien. Ce dernier n'est qu'une étape dans la numérisation globale des circuits de distribution des images : câble, satellite, production et réalisation des images et du son. Une démarche européenne. Après l'Angleterre, la Suède, la Norvège, l'Allemagne et l'Espagne ont aussi planifié le passage au numérique hertzien.

Les auteurs du rapport ont identifié trois éléments incontournables. La nouvelle technologie devra être retransmise en compagnie de l'analogique. Une double diffusion qui perdurera pendant une quinzaine d'années, le temps de permettre une montée en charge du parc de téléviseurs et de décodeurs numériques et de doubler le réseau d'émetteurs analogiques d'un pendant numérique. Cette mise en place devrait coûter 3 milliards de francs sur quinze ans (457 millions d'euros), selon l'évaluation de Télédiffusion de France (TDF), opérateur du réseau. Pour s'implanter, le numérique hertzien devra trouver des programmes assez attractifs pour justifier l'équipement des foyers. Dans un premier temps, faute de téléspectateurs, analogique et numérique proposeront les mêmes programmes.

Le rapport souhaite un simulcast – diffusion simultanée en analogique et en numérique – des chaînes généralistes. Six fréquences nationales ont été identifiées. Quatre couvrent 80 % du territoire et deux sont limitées à 60 %. MM. Cottet et Eymery refusent une numérisation totale de tous les émetteurs. Selon eux, câble, satellite et numérique sont complémentaires. Là où le câble est très implanté, le numérique terreste ne s'impose pas. La réussite du numérique hertzien suppose que les fréquences disponibles ne soient pas attribuées à de nouvelles chaînes analogiques. Les télévisions locales devront aussi y trouver leur place. Toutefois, les conditions d'attribution des bouquets numériques hertziens, présentées sous forme de tableaux dans le prérapport, ne figurent plus dans la mouture finale. De son côté, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est aussi partisan du numérique hertzien. Toutefois, il revendique une « *régulation spécifique* ». Il pourrait aussi en attribuer les fréquences comme il le fait pour la FM.

Guy Dutheil



هكذا من الأصل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **BOUYGUES OFFSHORE : le groupe parapétrolier a annoncé jeudi 22 avril la signature d'une lettre d'intention** avec le groupe d'ingénierie et de construction anglo-norvégien Kvaerner pour acquérir 100 % des actions de Kvaerner France. Cet accord inclut la société anciennement nommée Sofresid reprise par Kvaerner en 1996. La finalisation de l'acquisition est soumise à une procédure d'audit des sociétés.

● **PECHINEY : le groupe va mettre en Bourse sa participation** majoritaire dans sa filiale américaine, American National Can, producteur de boîtes pour boisson. Le montant du capital mis sur le marché n'a pas été révélé.

● **ELF : l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC-CFTC-FO du centre scientifique et technique d'Elf Exploration Production** (Elf-EP) à Pau a rencontré, mercredi 21 avril, le négociateur André Thébault, pour évoquer le plan social prévoyant 1320 suppressions d'emplois. L'association des actionnaires salariés d'Elf Aquitaine (ADIAS) a dénoncé *« l'incompréhensible mise en péril de l'activité pétrolière »* du groupe.

● **SFIM : la direction du groupe d'électronique de défense,** filiale de la Sagem, a annoncé un plan social concernant la suppression de 442 postes (sur 1 200) sur le site de Massy-Palaiseau (Essonne). La CFDT et la CGT s'opposent à ce plan dont les mesures de reclassement sont insuffisantes, selon les syndicats.

● **FORD : le constructeur automobile américain va arrêter** pendant 17 jours la production de son usine britannique de Dagenham, près de Londres, en raison d'une baisse des exportations.

● **MARUBENI : le groupe japonais de négoce international a annoncé** jeudi 22 avril qu'il entendait consacrer environ 5 milliards de yens (38 millions d'euros) au cours des deux prochaines années pour acquérir des distributeurs français d'engrais et de produits phytosanitaires.

SERVICES

● **DEUTSCHE TELEKOM/TELECOM ITALIA : les groupes allemand et italien ont** annoncé mercredi soir leur projet de fusion *(lire page 17)*.

● **AIR FRANCE : poursuite de la grève** à l'aéroport de Nice *(lire page 18)*.

FINANCE

● **CRÉDIT AGRICOLE : interrogé sur le projet de la BNP de se marier avec la Société générale et Paribas,** Lucien Douroux, directeur général du Crédit agricole, estime qu'une fusion bancaire à trois est plus complexe qu'à deux mais *« n'est pas impossible »*, dans un entretien à *Paris-Match* du jeudi 22 avril. Selon lui, une fusion de deux grandes banques concurrentes en France est possible sans *« casse sociale »*, *« à condition de jouer avec le temps »*.

● ***SCOR : le groupe français de* réassurance** a confirmé jeudi qu'il avait porté de 7 à 12 % sa participation dans le capital d'Euler (groupe AGF), numéro un mondial de l'assurance-crédit.

● **GE CAPITAL SOVAC : la direction de la filiale de General electric** spécialisée dans le financement aux particuliers a annoncé, mercredi 21 avril, qu'elle allait soumettre aux représentants du personnel un plan social qui pourrait concerner 160 personnes.

RÉSULTATS

■ **EUROP ASSISTANCE :** la filiale des italiens Generali (56 %) et Fiat (40 %), a annoncé, mercredi 21 avril, un résultat net consolidé en baisse de 19,6 % en 1998, à 5,15 millions d'euros (33,8 millions de francs). Le résultat avait bondi de 48 % en 1997. Le chiffre d'affaires a augmenté l'an dernier de 15 % à périmètre comparable à 351 millions d'euros (2,3 milliards de francs).

■ **SABIC : Après avoir enregistré un recul de 56 % de son résultat en 1998, la Saudi Basic Industries Corporation (SABIC),** une des plus importantes entreprises pétrochimiques au monde, a annoncé une chute de 73 % de son bénéfice au premier trimestre à 224 millions de rials saoudiens (environ 50 millions d'euros).

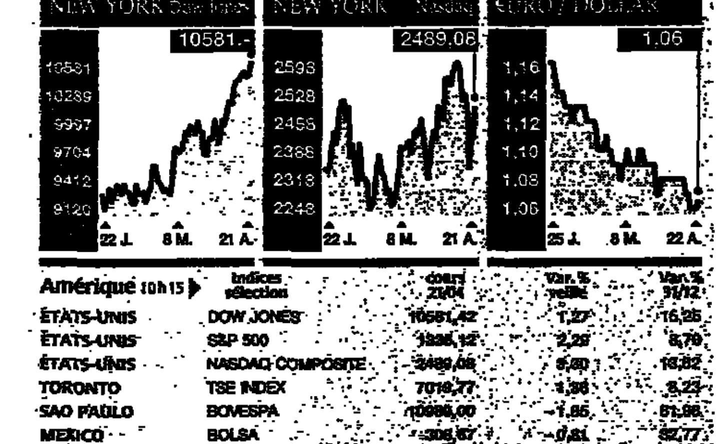
■ **MITSUKOSHI : la plus prestigieuse des chaînes de grands magasins japonais** a continué de s'enfoncer *« dans le rouge »*, avec une perte nette consolidée de 11,4 milliards de yens (88 millions d'euros) pour l'exercice achevé fin février.

EUROPE

FRANCFORT Dax 30 — 5230,98 — LONDRES FT 100 — 6311 — PARIS CAC 40 — 4335,16

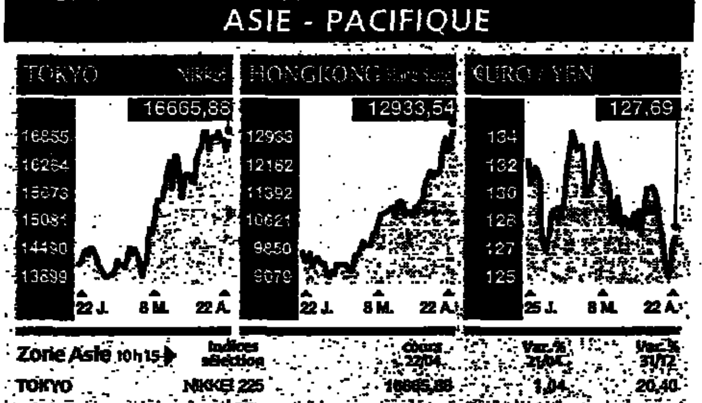
Europe 10h15 ▸	Indices sélection	cours 22/04	Var. % 21/04	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3677,40	0,94	10,03
EUROPE	STOXX 50	3666,22	1,28	10,42
EUROPE	EURO STOXX 324	317,73	0,85	6,49
EUROPE	STOXX 653	305,42	0,97	9,39
PARIS	CAC 40	4335,16	1,04	9,98
PARIS	MIDCAC	0,00	—	—
PARIS	SBF 120	2916,74	[illegible]	9,69
PARIS	SBF 250	0,00	—	—
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	—	—
AMSTERDAM	AEX	580,66	0,96	4,12
BRUXELLES	BEL 20	3273,48	0,55	-6,88
FRANCFORT	DAX 30	5230,98	1,31	4,57
LONDRES	FTSE 100	6311,00	-0,14	7,28
MADRID	STOCK EXCHANGE	9883,90	1,18	-0,48
MILAN	MIBTEL 30	36780,09	0,32	-4,88
ZURICH	SPI	7234,30	1,54	1,03

AMÉRIQUES



Amérique 10h15 ▸	Indices sélection	cours 21/04	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10581,42	1,27	16,25
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1336,12	2,29	8,79
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2489,08	3,30	18,82
TORONTO	TSE INDEX	7016,77	1,36	8,23
SAO PAULO	BOVESPA	10989,00	-1,85	61,98
MEXICO	BOLSA	308,67	-0,81	32,77
BUENOS AIRES	MERVAL	611,42	1,68	18,72
SANTIAGO	IPSA GENERAL	122,80	-3,46	65,56
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4092,92	-0,72	4,27

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15 ▸	Indices sélection	cours 22/04	Var. % 21/04	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16665,88	1,04	20,40
HONGKONG	HANG SENG	12933,54	3,11	28,71
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	33,77
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	86,82	-0,20	35,77
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3118,30	1,68	10,84
BANGKOK	SET	90,37	1,78	18,28
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3403,95	-1,46	11,73
WELLINGTON	NZSE-40	2226,11	1,25	7,74

ÉCONOMIE

Le secrétaire américain au Trésor propose de renforcer le contrôle des risques

ROBERT RUBIN, le secrétaire américain au Trésor, a proposé un renforcement de la discipline des participants sur les marchés ainsi qu'une meilleure gestion des risques comme moyen de prévenir les crises financières. *« Pour continuer à développer un système d'économie de marché moins vulnérable aux crises, il est impératif de motiver davantage les pays en développement à adopter des politiques (macroéconomiques) saines et les créanciers et investisseurs des nations industrialisées à mieux peser les risques »*, a déclaré M. Rubin dans un discours consacré à la réforme de l'architecture financière internationale. De son côté, le Comité de Bâle, émanation de la Banque des règlements internationaux (BRI), a encouragé les banques à coopérer dans la mise au point d'une modélisation des risques de crédit, dans un rapport publié mercredi 21 avril.

■ ***FMI :* le rebond de l'économie brésilienne pourrait être plus vigoureux que prévu par le Fonds monétaire international** (FMI), a estimé, mercredi 21 avril, son directeur général, Michel Camdessus, à Washington. *« La force de la réaction montre que le rebond de l'économie dessine un V avec un angle encore plus aigu que nous le prévoyions »*, a dit M. Camdessus, soulignant également que l'inflation devrait tourner autour de 10 à 12 % à la fin de l'année.

■ **FRANCE : la « modération » salariale demeure « nécessaire pour préserver la compétitivité de l'économie française »,** estime la Banque de France, dans son bulletin mensuel publié mercredi 21 avril. La hausse salariale, conjuguée à un *« ralentissement des gains de productivité »* (seulement 1 % au troisième trimestre 1998), a été à la base d'une nette reprise des coûts unitaires salariaux. Ces coûts ont progressé de 1,1 % au troisième trimestre 1998 sur un an.

■ **PAYS ÉMERGENTS : la Banque mondiale va garantir des emprunts d'Etat sur les marchés financiers émis par les pays émergents** à condition que ceux-ci appliquent des réformes structurelles et sociales. Le conseil d'administration de l'institution de développement a adopté, mercredi 21 avril, ce nouvel instrument, baptisé *« garantie sur politiques »*, qui vise à aider les pays émergents à regagner la confiance des investisseurs sur les marchés financiers. La Banque mondiale ne garantira qu'une partie des emprunts de ces pays, dans la limite de 2 milliards de dollars pour l'instant, a indiqué un porte-parole de la Banque Craig Mauro.

■ **GRANDE-BRETAGNE : le chancelier de l'Echiquier britannique Gordon Brown a souhaité, mercredi 21 avril, que la réflexion sur la réforme du système financier international** lancée après la crise asiatique débouche sur des décisions concrètes d'ici à la fin de l'année. Il va proposer plusieurs mesures, dont la création au sein du FMI d'une *« cellule de surveillance »* du respect des codes de conduite, qui serait également chargée de la coordination entre les institutions financières internationales.

■ **Le chômage a augmenté en Grande-Bretagne,** selon les statistiques de l'Office des statistiques nationales (ONS) publiées mercredi 21 avril. En mars, le nombre de demandeurs d'emplois a augmenté de 2 000 (+ 5 700 en février), à 1,314 million de personnes, *soit 4,6 % de la population* active.

■ **Le nombre d'entreprises ayant déclaré faillite en Grande-Bretagne a bondi de 24 %** au cours des trois premiers mois de l'année, selon une étude publiée mercredi 21 avril par le cabinet d'audit international KPMG Corporate Recovery. Selon KPMG, 304 sociétés ont été mises en liquidation entre janvier et mars 1999, contre 246 au cours du dernier trimestre de 1998, soit une augmentation de 24 %.

■ **HONGRIE : la Hongrie a décidé de réduire le taux de dévaluation de la monnaie nationale,** le forint, en juillet et en octobre prochains, de 0,1 % chaque fois, ont annoncé le ministre des finances, Zsigmond Jarai, et le président de la Banque nationale, Gyoergy Suranyi, mercredi 21 avril à Budapest. Actuellement, la dévaluation du forint intervient chaque mois à hauteur de 0,6 %. *« Cette réduction du taux de dévaluation est devenue possible par le niveau bas de l'inflation et une évolution favorable de la balance extérieure »*, a dit M. Suranyi.

■ **ROUMANIE : le gouvernement roumain a signé, mercredi 21 avril, une lettre d'intention avec le Fonds monétaire international (FMI)** sur un accord de prêt de 500 millions de dollars, a annoncé à Bucarest le premier ministre, Radu Vasile.

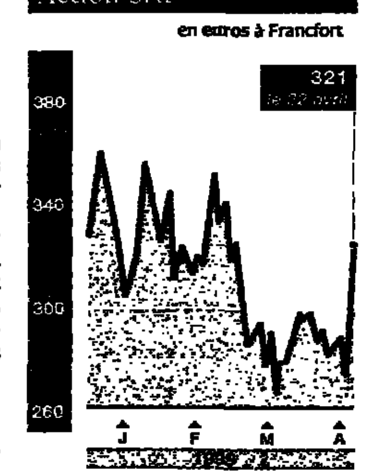
VALEUR DU JOUR

SAP : les bénéfices d'un changement comptable

LES ANALYSTES s'attendaient à un recul d'au moins 30 % des résultats trimestriels de SAP. Lorsque l'éditeur allemand de logiciels a annoncé, mercredi 21 avril, une hausse de 22 % de son chiffre d'affaires, à 1,08 milliard d'euros (7,08 milliards de francs), et un bénéfice net stable à 98 millions d'euros, la performance a été largement saluée. La veille, un de ses concurrents, PeopleSoft, avait affiché une chute de 78 % de son bénéfice trimestriel. L'action SAP a grimpé de 17,58 %, à 321 euros, à Francfort, contribuant à une hausse de 1,45 % du DAX, l'indice de référence de la place boursière allemande.

Ces résultats, selon les analystes, prouvent la bonne résistance du groupe allemand. Alors que le marché des logiciels, vivant sous le spectre du bogue de l'an 2000 et d'une relative saturation, donne des signes évidents de faiblesse depuis six mois, SAP semble y échapper, au moins partiellement. Ses ventes aux Etats-Unis et en Asie sont peu vigoureuses. En revanche, en Europe, son principal marché, il affiche une croissance de 36 %, à 529 millions d'euros, les clients européens, moins sensibles à l'an 2000 et aussi moins équipés, hésitant moins à acheter des matériels et logiciels informatiques que leurs homologues américains.

Mais, au-delà des ces efforts commerciaux, les résultats de SAP doivent aussi beaucoup au changement de méthodes comptables. L'éditeur allemand, qui figure sur la



liste des valeurs technologiques des investisseurs internationaux, a choisi d'abandonner les normes allemandes pour adopter les références américaines US GAAP. Ces méthodes comptables lui permettent d'enregistrer, par exemple, 40 millions d'euros supplémentaires dans son chiffre d'affaires et un bénéfice exceptionnel de 15,5 millions, à la suite d'une reprise de provisions.

Sans ces résultats exceptionnels, *« le résultat trimestriel aurait diminué d'environ 29 %, comme le craignaient les analystes »*, estime David Clayton, un analyste de Crédit Suisse First Boston. SAP assure que les changements de méthodes comptables auront un très faible impact sur ses résultats annuels. La direction prévoit *toujours* une croissance de 20 % à 25 % de ses ventes cette année.

Martine Orange

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris s'inscrivait en hausse de 1 % à 4 334,60 points jeudi 22 avril à l'ouverture, au lendemain d'une journée de modeste hausse. Mercredi 21 avril, le CAC 40 avait fini à 4 291,60 points, enregistrant une progression de 0,9 %, entraîné par le marché américain comme par le rebond des valeurs technologiques et des télécoms.

FRANCFORT

JEUDI 22 AVRIL, l'indice DAX de la Bourse de Francfort a ouvert en hausse, gagnant 0,57 % à 5 205,32 points. La veille, l'indice du marché des actions allemandes avait pris 1,45 % à 5 175,57 points, influencé par la nette reprise de Wall Street et les bons résultats d'entreprises en Allemagne.

LONDRES

L'INDICE FOOTSIE de la Bourse de Londres a clôturé la séance mercredi 21 avril en légère baisse. Les opérateurs étaient partagés sur l'évolution des future des taux d'intérêt en Grande-Bretagne après la publication de statistiques contradictoires. Le FTSE-100 a perdu 0,14 % à 6 311 points.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a terminé jeudi 22 avril en hausse de 1,0 % pour clôturer à 16 665,88 points. Les investisseurs ont racheté les valeurs de haute technologie qu'ils avaient vendu les jours précédents en réaction à la chute du Nasdaq.

NEW YORK

LE DOW JONES, indice vedette de la Bourse de New York, a terminé mercredi 22 avril en hausse de 1,27 %, au niveau record de 10 581,42 points, et l'indice composite Nasdaq a gagné 3,26 % à 2 488,29 points. Grâce à sa troisième plus forte hausse en termes de points de son histoire, le Nasdaq a complètement enrayé la perte de 5,6 % essuyée lundi *(lire aussi p. 17)*.

TAUX

LE RENDEMENT de l'obligation assimilable du Trésor français émise à dix ans s'inscrivait à 3,94 % jeudi 22 avril lors des premières transactions. Celui du bunds allemand de même échance s'établissait à 3,84 %. Dans une interview donnée à Reuters Télévision, Michel Camdessus, le directeur général du FMI a jugé que la Banque centrale européenne devrait envisager une nouvelle baisse des taux d'intérêt si le contexte économique le justifiait. Mercredi, outre Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor émise à trente ans avait grimpé à 5,52 %.

MONNAIES

APRÈS son nouveau plus bas historique de mercredi à 1,0576 dollar, l'euro reculait jeudi matin 22 avril à 1,0654 dollar contre 1,0675 dollar mercredi soir. Toutefois, face au yen, l'euro s'appréciait à 127,98 yens contre 127,83 yens. Le billet vert progressait également face à la devise nipponne à 120,13 yens.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre ▸	Taux	contre franc ▸	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone Euro

Euro contre ▸	21/04
COURONNE DANOISE	7,4326
COUR. NORVÉGIENNE	8,2580
COUR. SUÉDOISE	8,9050
COURONNE TCHÈQUE	37,797
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6349
DOLLAR CANADIEN	1,5775
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9358
DRACHME GRECQUE	325,20
FLORINT HONGROIS	250,21
ZLOTY POLONAIS	4,3822

Cours de change croisés

22/04 10h15 ▸	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR	....	0,83358	1,06475	0,16232	1,60655	0,66467
YEN	119,96500	....	127,69506	19,47500	192,73000	79,73500
EURO	0,93918	0,78312	—	0,15245	1,50975	0,62425
FRANC	6,16065	5,13590	6,55957	....	9,89835	4,09520
LIVRE	0,62245	0,51890	0,66235	0,10105	—	0,41370
FRANC SUISSE	1,50450	1,25410	1,60185	0,24415	2,41705	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 21/04 ▸	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,44	2,43	3,94	4,85
ALLEMAGNE	2,46	2,50	3,89	4,88
GDE-BRETAG.	5,75	5,08	4,47	4,42
ITALIE	2,63	2,60	4,06	5,06
JAPON	0,09	0,08	1,48	—
ÉTATS-UNIS	4,86	4,97	5,14	5,60
SUISSE	0,28	0,81	2,40	3,78
PAYS-BAS	2,46	2,57	3,97	4,87

Matif

Cours 10h15 ▸	Volume 22/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	4219	96,28	96,18
Euribor 3 mois			
JUIN 99	126	97,41	97,40

Pétrole

En dollars ▸	Cours 21/04	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	15,89	—
WTI (NEW YORK)	17,78	—
LIGHT SWEET CRUDE	18,06	0,67

Matières premières

En dollars ▸	Cours 21/04	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1583,5	-0,42
ALUMINIUM 3 MOIS	1317	-0,38
PLOMB 3 MOIS	526,5	-0,28
ETAIN 3 MOIS	5410	-0,18
ZINC 3 MOIS	1085,5	-0,05
NICKEL 3 MOIS	5130	-0,29
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,17	-0,10
PLATINE A TERME	81802,53	-0,88
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	256	-0,49
MAÏS (CHICAGO)	223	-0,45
SOJA TOURTEAU (CHG.)	133,4	—
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1043	-0,86
CAFÉ (LONDRES)	1490	—
SUCRE BLANC (PARIS)	179	—

Or

En Euros ▸	Cours 21/04	Var % 20/04
OR FIN KILO BARRE	8800	+0,23
OR FIN LINGOT	8820	-1,16
ONCE D'OR (LO) $	283,25	-0,39
PIÈCE FRANCE 20 F	50	+0,81
PIÈCE SUISSE 20 F	51,70	-0,77
PIÈCE UNION LAT. 20 F	50,40	-0,78
PIÈCE 10 DOLLARS US	270	—
PIÈCE 20 DOLLARS US	468	-1,47
PIÈCE 50 PESOS MEX	321,25	-0,23

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action **Banco Popular** a grimpé de 2,8 %, à 64,25 euros, mercredi 21 avril, après que la quatrième banque espagnole eut annoncé que ses profits au premier trimestre 1999 se sont améliorés de 4,2 %, à 18,3 milliards de pesetas, soit dans le haut de la fourchette des anticipations des analystes financiers.

● La valeur **Telefonica** s'est appréciée, mercredi en clôture, de 2 %, à 41,51 euros. Les négociations entre Deutsche Telekom et Telecom Italia en vue de leur rapprochement ont fait resurgir des anticipations de réorganisation de l'industrie des télécommunications en Europe.

● L'action **BPI SGPS** a cédé mercredi 2 %, à 24,98 euros. Les actionnaires de la septième banque espagnole ont donné leur accord pour limiter les droits de vote des actionnaires à 12,5 %, afin de protéger la société contre une OPA hostile.

● La valeur **Nokia** a gagné mercredi 6,8 %, à 70,25 euros après que le numéro un des téléphones mobiles eut annoncé une augmentation de ses revenus au premier trimestre 1999 de 24 %, à 418 millions d'euros.

● Le titre **ENI** a pris 1,7 %, à 6,09 euros mercredi. La troisième compagnie pétrolière en Europe a reçu l'accord des autorités libyennes pour lancer un plan d'exploitation d'un site de gaz naturel en Libye.

STOXX 653

EURO STOXX 50

22/04 10h26 ▶

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	37,86	+0,30
BASF AG	BE*	41,5	-0,24
BMW	DE*	650	+1,40
CONTINENTAL AG	DE*	23	+0,13
DAIMLERCHRYSLER	DE*	92,7	+0,65
FIAT	IT*	3,14	+0,32
FIAT PRIV.	IT*	1,58	----
LUCAS VARITY	GB	4,34	-0,35
MICHELIN -B- /RM	FR*	47,7	+2,10
PEUGEOT /RM	FR*	165,6	+0,91
PIRELLI	IT*	2,88	-1,37
RENAULT	FR*	38,99	-0,03
VALEO /RM	FR*	86,8	+1,52
VOLKSWAGEN	DE*	70,2	+1,59
VOLVO -A-	SE	24,71	+0,48
VOLVO -B-	SE	25,21	+0,67
▶ DJ E STOXX AUTO P		269,66	+0,88

CLARIANT N	CH	487,50	+0,39
DEGUSSA-HUELS	DE*	40	+1,27
DYNO INDUSTRIER	NO	17,14	----
EMS-CHEM HOLD A	CH	4631,25	+0,68
HENKEL KGAA VZ	DE*	71	-0,28
ICI	GB	10,25	-0,15
KEMIRA	FI*	6,1	+0,83
LAPORTE	GB	11,13	----
PERSTORP -B-	SE	10,67	+1,08
SNIA	IT*	1,21	-0,82
SOLVAY	BE*	65,3	-0,46
TESSENDERLO CHE	BE*	48,1	----
▶ DJ E STOXX CHEM P		346,95	-0,35

CONGLOMÉRATS

BANQUES

PHARMACIE

ÉNERGIE

TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONSTRUCTION

PRODUITS DE BASE

CONSOMMATION CYCLIQUE

CHIMIE

SERVICES FINANCIERS

ALIMENTATION ET BOISSON

BIENS D'ÉQUIPEMENT

ASSURANCES

MÉDIAS

BIENS DE CONSOMMATION

COMMERCE DISTRIBUTION

HAUTE TECHNOLOGIE

SERVICES COLLECTIFS

EURO NOUVEAU MARCHÉ

22/04 10h26 ▶

AMSTERDAM

BRUXELLES

FRANCFORT

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

VALEURS FRANÇAISES

● L'action **BNP** s'échangeait jeudi 22 avril en hausse de 2,55 % à 74,4 euros, le titre **SG** était en progression de 2,16 % à 160,5 euros et **Paribas** en hausse de 0,88 % à 96,85 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 159,4 euros et l'action Paribas à 102,3 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 100,31 euros.

● L'action **SCOR** cédait 0,06 % à 46,9 % jeudi matin. Le leader français de la réassurance a confirmé jeudi 22 avril l'augmentation de 7 à 12 % de sa participation dans le capital d'Euler, numéro un mondial de l'assurance-crédit, après avoir obtenu les autorisations réglementaires nécessaires. Les AGF, filiale de l'assureur allemand Allianz, restent l'actionnaire de référence d'Euler, avec 68,2 % du capital.

● L'action **Cap Gemini** ouvrait jeudi en hausse de 3,47 % à 137 euros. La première société de service et d'ingénierie informatique (SSII) européenne tient son assemblée générale jeudi 22 avril. Les actionnaires doivent avaliser le rachat de l'américain Beechwood, pour 200 millions de dollars (188 millions d'euros).

● Le titre **France Telecom** progressait de 0,93 % à 75,45 euros jeudi. Telecom Italia et Deutsche Telekom devaient annoncer, jeudi, leur fusion *(lire aussi page 17)*.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 22 AVRIL — **Cours relevés à 10 h 15**

Liquidation : 23 avril

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	150,90	149,70	981,97	– 0,79	149,10
CR.LYONNAIS(TP)	143	...	...	...	142,10
RENAULT (T.P.)	408	409	2682,86	+ 0,24	399
SAINT GOBAIN(T.P	181,70	180,80	1185,97	– 0,49	180,10
THOMSON S.A (T.P	150	148	970,82	– 1,33	142
ACCOR	228,20	232	1521,82	+ 1,66	215,10
AGF	48,47	48,65	319,12	+ 0,37	48,50
AIR FRANCE GPE N	16,68	16,62	109,02	– 0,35	15,80
AIR LIQUIDE	150	150,60	987,87	+ 0,40	130,90
ALCATEL	120,50	122,20	801,58	+ 1,41	104,80
ALSTOM	28,70	29	190,23	+ 1,04	25,70
ALTRAN TECHNO. #	217	220,60	1447,04	+ 1,65	206,50
ATOS CA	76,80	78,50	514,93	+ 2,21	77,55
AXA	119	120,50	790,43	+ 1,26	121
BAIL INVESTIS	123,40	124,50	816,67	+ 0,89	121,90
BAZAR HOT. VILLE	108,90	109	714,99	+ 0,09	97,90
BERTRAND FAURE	54,80	53,10	348,31	– 3,10	54

International ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
MERCK AND CO #	72,50	72,30	474,26	– 0,27	76,25
MITSUBISHI CORP.	6,69	6,55	42,97	– 2,09	5,95
MOBIL CORPORAT.#	95,25	92,40	606,10	– 2,99	82
MORGAN J.P. #	130	132,20	867,18	+ 1,69	114,80
NIPP. MEATPACKER	13,80	...	...	...	12,84
PHILIP MORRIS #	32	32	209,91	...	37,20
PROCTER GAMBLE	89,20	92,20	604,79	+ 3,36	85,50
SEGA ENTERPRISES	18,25	18,05	118,40	– 1,09	17,50
SCHLUMBERGER #	57,85	56,56	369,63	– 2,25	51,90
SONY CORP. #	90,25	90	590,36	– 0,27	83,60

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite; ◆ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI 21 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 17 h 35

SECOND MARCHÉ

JEUDI 22 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 10 h 15

Valeurs	Cours en francs	% Var. veille
CODETOUR ◆	465,73	...
COFIDUR #	75,11	+ 3,24
CORA INDUSTR ◆	235,85	...
DELACHAUX S. ◆	892,10	...
DELMON INDUS ◆	207,28	...
DIGIGRAM #	127,91	+ 0,77
DISTRIBORG G.	386,68	– 0,06
EMIN-LEYDIER	318,01	– 0,65
FLAMMARION S ◆	194,16	...
GRAVOGRAPH ◆	62,32	...

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 21 avril

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires en francs	Date cours
INTENSYS D	112,50	21/04
KALEIS DYNAMISME C	1434,77	21/04
KALEIS DYNAMISME D	1414,64	21/04
KALEIS ÉQUILIBRE C	1269,21	21/04
KALEIS ÉQUILIBRE D	1249,47	21/04
KALEIS SÉRÉNITÉ C	1178,03	21/04
KALEIS SÉRÉNITÉ D	1155,53	21/04
LATITUDE C	155,53	21/04
LATITUDE D	135,46	21/04
OBLITYS D	882,69	21/04
PLÉNITUDE D PEA	286,84	21/04
POSTE GESTION D	14865,49	21/04
POSTE PREMIÈRE SI	42734,88	21/04
POSTE PREMIÈRE 1 AN	258186,01	21/04
POSTE PREMIÈRE 2-3	55374,97	21/04
REVENUS TRIMESTR. D	5375,37	21/04
THÉSORA C	1123,72	21/04
THÉSORA D	968,39	21/04
TRÉSORYS C	282593,88	21/04
SOLSTICE D	2407,36	21/04

SG ASSET MANAGEMENT
Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,23 F/mn)

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires en francs	Date cours
ACTIMONÉTAIRE C	39856,28	21/04
ACTIMONÉTAIRE D	30739,65	21/04
CADENCE 1 D	1079,31	21/04
CADENCE 2 D	1079,84	21/04
CADENCE 3 D	1067,64	21/04
CAPIMONÉTAIRE C	427,36	21/04
CAPIMONÉTAIRE D	376,26	21/04

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

SCIENCES Comment la vie est-elle apparue ? Longtemps, cette question est restée du domaine religieux ou philosophique. ● LES PREMIÈRES HYPOTHÈSES ont été émises au début du siècle, mais les recherches concrètes ont démarré dans les années 50, quand une expérience a montré que les composants élémentaires de la vie avaient pu naître de réactions chimiques simples. ● LES MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES ont apporté une dimension nouvelle à cette quête, en rendant possibles des expérimentations qui abordent l'étude du fonctionnement des organismes comme on le ferait pour une machine ● LA DÉFINITION de la vie, partiellement arbitraire, et fondée sur ce que nous connaissons de la forme développée sur Terre, rend illusoire toute recherche concernant d'autres formes qu'elle aurait pu prendre sur d'autres planètes

Le mystère des origines de la vie résiste à cinquante ans de recherches

Chimistes, physiciens et biologistes se sont alliés pour tenter de reconstituer le scénario de l'apparition des premiers composants du vivant sur la Terre primitive, il y a quatre milliards d'années. Mais, en dépit d'avancées impressionnantes, l'énigme est loin d'être résolue

L'IMAGE d'une Terre grouillante de vie nous est si familière qu'on a du mal à imaginer le monde minéral tel qu'il était il y a quatre milliards d'années, alors que les mers venaient tout juste de se former. C'est à ce moment que la vie est, sans doute, apparue. Comment ? Jusqu'au XX[e] siècle, cette question était tabou. En 1863, Charles Darwin qualifiait de futile l'application de la pensée scientifique à ce domaine. Huit ans plus tard, il revenait quelque peu sur cette opinion, se demandant si la vie avait pu naître dans « *une petite mare tiède* » riche en éléments organiques simples. Aujourd'hui, on peut, certes, estimer que la résolution de cette énigme témoigne soit de l'optimisme illimité

nature
le Monde
EL PAIS

de la science, soit de sa totale absence d'amour-propre. Mais on s'y attelle...

Ce monde minéral a, un jour, engendré les protéines et les acides nucléiques (acide désoxyribonucléique ou ADN, et acide ribonucléique ou ARN), qui sont la marque moléculaire de la vie. D'où venaient ces « briques » vitales ?

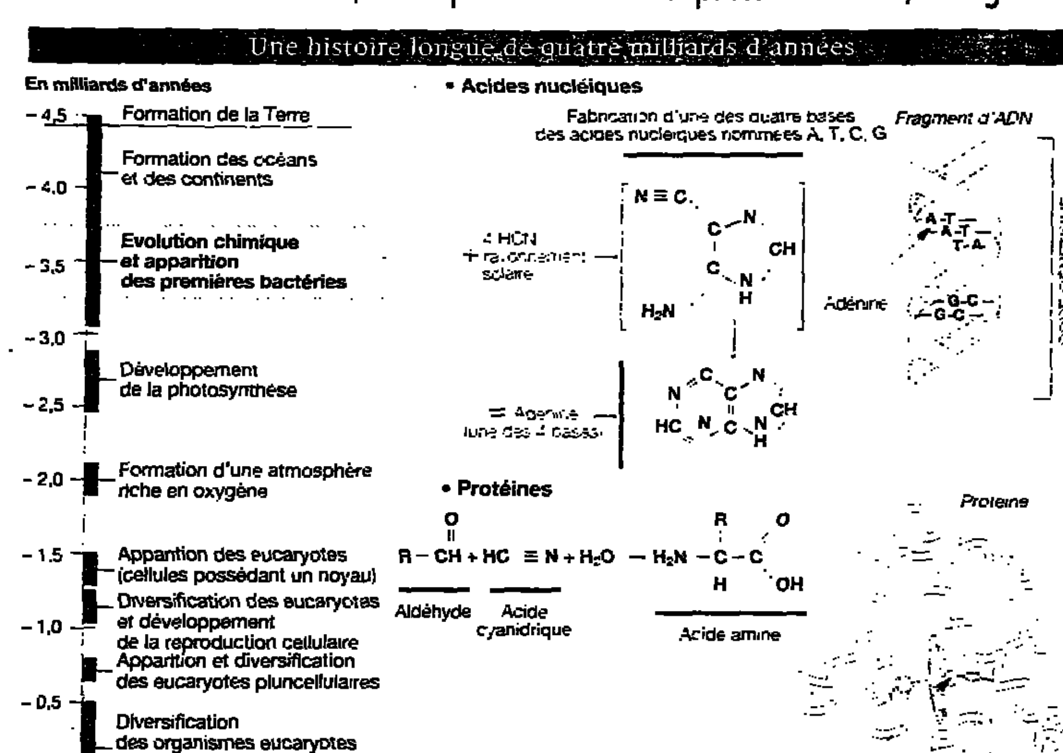
D'un autre monde, ont estimé certains. La vie serait arrivée sur notre planète sous forme de spores gelées qui auraient traversé le vide interstellaire. Cette idée – la panspermie – fut émise pour la première fois en 1907 par le chimiste suédois Svante Arrhenius et relancée dans les années 60 par Francis Crick, codécouvreur de la structure de l'ADN. Difficilement vérifiable, cette hypothèse ne fait que déplacer la question. Les chercheurs préfèrent donc, pour la plupart, supposer que les molécules qui ont constitué les premiers organismes sont nées d'éléments élaborés sur la Terre primitive par des processus non biologiques.

Leurs travaux ont d'abord porté sur la manière dont les acides aminés sont apparus sur Terre et se sont associés ensuite en chaînes plus longues, les protéines. Ces acides aminés sont formés essentiellement d'atomes de carbone, d'hydrogène, d'oxygène et d'azote, éléments qui, tous, étaient présents dans l'atmosphère de l'époque, très différente de celle que nous connaissons aujourd'hui.

Harold Urey et Stanley Miller, de l'université de Chicago, ont montré en 1953 qu'il était possible de fabriquer des acides aminés en soumettant un mélange d'ammoniaque, d'hydrogène, de méthane et de vapeur d'eau à des décharges électriques censées reproduire dans une éprouvette les effets de la foudre dans l'atmosphère primitive.

L'apport de cette expérience fut essentiel, car elle permit de conforter les recherches lancées sur l'origine chimique de la vie. En revanche, elle n'apportait pas de réponse entièrement convaincante, dans la mesure où, il y a quatre milliards d'années, le méthane était sans doute rare dans l'atmosphère et le carbone vraisemblablement piégé sous forme d'oxydes. Or, si l'on remplace lors de cette expérience le méthane par des oxydes de carbone, la production d'acides aminés devient négligeable.

D'autres schémas ont été proposés depuis. Mais la première phase de formation des protéines est toujours un mystère. On sait, par ailleurs, que les acides aminés peuvent aussi s'élaborer dans l'espace, lors de réactions



Le vivant se compose de deux éléments essentiels : les acides nucléiques et les protéines. Les premiers, qui regroupent l'acide désoxyribonucléique (ADN) et l'acide ribonucléique, sont formés de deux brins enroulés en spirale qui sont liés entre eux par quatre bases appelées A, T, C, G. Les seconds sont des macromolécules constituées de l'enchaînement linéaire d'un certain nombre d'acides aminés. Chaque protéine possède une structure propre, résultat de son repli dans l'espace, ce qui lui permet de protéger en son sein des atomes métalliques utilisés pour des transferts d'électrons, des transports d'oxygène ou des réactions chimiques d'oxydo-réduction. Tous ces phénomènes sont nécessaires à la vie des cellules.

intervenant à la surface d'astéroïdes ou de météorites. Leur présence a été relevée dans plusieurs météorites carbonées tombées sur la Terre. Si la vie n'est pas arrivée « toute faite » de l'espace, il est vraisemblable que certains de ses composants en soient issus.

Le scénario de fabrication de l'ADN est encore plus ardu à reconstituer. Les liens de la chaîne en double hélice de l'ADN – qui porte le code génétique du vivant – sont très complexes. Baptisés nucléotides, ils sont formés de trois éléments : des « bases » (de quatre sortes différentes) adhérant l'une à l'autre pour maintenir ensemble les deux brins de la double hélice, une molécule de sucre et un ion phosphate. Les sucres s'obtiennent à partir du formaldéhyde, substance qui a pu être présente sur la Terre primitive. Le phosphate se trouve dans les minéraux, mais il est difficilement soluble. Un vrai problème, dans la mesure où la vie est probablement née dans l'eau. Les chimistes ont néanmoins imaginé quelques voies de synthèse plausibles pour l'ADN, à partir de réactions rudimentaires impliquant le cyanide d'hydrogène, une petite molécule simple. Mais « fabriquer » les éléments constitutifs des molécules de la vie ne suffit pas : encore faut-il les assembler correctement. L'eau ayant tendance à rompre le lien entre les acides aminés, il est difficile d'y obtenir des molécules de protéines stables sans l'intervention d'un « catalyseur », substance qui n'entre pas dans la réaction, mais la favorise ou la rend possible. Les chercheurs ont montré qu'une argile du nom d'illite permet de catalyser l'assemblage des acides aminés. Une autre, la montmorillonite, aide à la formation des chaînes de nucléotides.

UN COCKTAIL DANS LA MER

L'ensemble de ces expériences permet donc aujourd'hui d'imaginer que, si la mer primitive contenait, même en quantités infimes, un subtil cocktail de petites molécules formées à partir des constituants de base de l'atmosphère, ces dernières ont pu se concentrer à proximité des côtes, dans des lagons chauds, se coller à la surface d'argiles du rivage et s'y combiner pour donner les composants des protéines et de l'ADN.

Un autre scénario fait naître la vie au fond des océans, autour des sources hydrothermales, où, de nos jours, une faune fascinante prospère loin du Soleil, se nourrissant du riche mélange d'éléments minéraux et gazeux issus de cheminées volcaniques. Selon certains chercheurs, ces « fumeurs noirs » sont susceptibles d'avoir fourni la matière première et l'énergie nécessaires à la fabrication de molécules complexes des débuts de la vie. Une hypothèse contestée, notamment, par Stanley Miller.

Ces processus compliqués impliquent, évidemment, un formidable acte de foi. Mais les recherches sur l'origine de la vie visent essentiellement à formuler des hypothèses plausibles. En prouver la pertinence est une autre histoire...

Philip Ball

L'insoutenable relativité du vivant

QU'EST-CE QUE LA « VIE » ? Comment savoir si un objet est vivant ou non ? Qu'est-ce qui sépare un amas d'éléments chimiques d'un organisme vivant ? Prenons un exemple : les virus. Pour les biologistes, ils sont « à la marge » du vivant. Comme le vivant, ils sont faits de protéines et d'acides nucléiques. Comme le vivant, ils sont capables de reproduction et d'évolution. Pourtant, ils sont incapables de « vivre » seuls, hors de leurs hôtes. On pourrait aussi, dans un autre domaine, refuser d'attribuer le caractère de vivant aux ordinateurs et aux robots au prétexte qu'ils sont faits de tranches de silicium, de fils métalliques et de plastique. Pourtant, il existe des robots et des programmes d'ordinateur qui se reproduisent et modifient leur comportement en réponse aux stimuli.

Parce que la vie sur Terre telle que nous l'entendons est faite de protéines et d'acides nucléiques, parce qu'elle fait appel à la chimie des composés du carbone dans une solution aqueuse, nous inclinons à penser qu'il doit obligatoirement en être ainsi. Or, du point de vue scientifique, il n'est pas possible d'arriver à une conclusion statistiquement valable à partir d'une seule unité de valeur.

UNE VIE SUR MARS ? ET LAQUELLE ?

Ce constat remet en cause le débat – si prisé actuellement – sur l'existence d'une vie sur Mars. Des scientifiques ont laissé entendre qu'à un certain moment de son passé cette planète a été suffisamment chaude et humide pour abriter de la vie et qu'on pourrait donc en retrouver les traces. Mais cette hypothèse repose sur l'idée que la vie sur Mars est (ou était) la même que sur la Terre. L'annonce de la détection, à l'intérieur des météorites venus de Mars, de traces microscopiques pouvant constituer des fossiles de bactéries est également spécieuse. Elle se fonde uniquement sur la comparaison avec les bactéries terrestres ou leurs fossiles. Or, il n'y a aucune raison pour que les micro-organismes martiens leur ressemblent obligatoirement.

A l'évidence, une définition plus large de la vie s'impose. La physique pourrait aider à la formuler. En thermodynamique (domaine qui traite de l'énergie et de sa transformation), tous les processus tendent à s'arrêter s'ils ne sont pas alimentés en permanence. Qu'il s'agisse de molécules ou de troupeaux d'éléphants, les systèmes livrés à eux-mêmes finissent dans un désordre uniforme et leur énergie se dissipe entièrement.

Les molécules se désagrègent en atomes qui libèrent de la chaleur. Les troupeaux d'éléphants, à moins qu'ils ne déploient des efforts constants pour se maintenir en vie, meurent et tombent en poussière. C'est la deuxième loi de la thermodynamique : tout système tend à accroître son entropie pour aboutir à une situation où aucune partie de l'Univers ne contient plus d'énergie qu'une autre. Cette énergie peut s'exprimer de diverses façons : ordre, organisation, complexité, information...

Il est, en général, impossible d'empêcher l'entropie, mais on peut l'éviter par endroits. Une partie de l'Univers cherche alors à conserver son propre contenu d'ordre ou d'information aux dépens des autres. En thermodynamique, cette zone est dite « loin de l'équilibre ». Les organismes vivants en sont un bon exemple. Ainsi, la membrane cellulaire ne se comporte pas comme une simple enveloppe, mais comme une surface qui travaille en permanence à assurer l'intégrité de son contenu au détriment de ce qui l'entoure. Dès que son activité cesse, la cellule meurt.

D'une manière plus générale, la vie peut donc se définir comme un ensemble de phénomènes dans lesquels des atomes se regroupent, de façon temporaire, en un tout changeant organisé en système loin de l'équilibre. Un tout qui comporte plus d'information, d'ordre et de structure que son environnement et dont la situation énergétique est entretenue par des activités produites au sein du système, aux dépens de l'ordre, de l'information et de la structure de l'extérieur.

Cette définition est séduisante. Mais, en assimilant la vie aux systèmes loin de l'équilibre, on ne fait que déplacer le problème. Certaines réactions chimiques et autres processus physiques produisent, loin de l'équilibre, des schémas d'une grande complexité organisationnelle. Un tas de sable, la neige qui s'accumule avant une avalanche, peuvent entrer dans cette catégorie. Les étoiles et les galaxies aussi. Sont-elles « vivantes » pour autant ? En jouant sur les mots, l'Univers, autre système loin de l'équilibre, l'est-il aussi ?

Les spécialistes de la physique quantique admettent de légers et brefs écarts aux lois de la conservation de la masse et de l'énergie, sous la forme de création et de destruction de particules. L'existence, dans ce même univers, de choses vivantes – qui peuvent être considérées comme des écarts de même nature, en plus volumineux – nous renseigne-t-elle sur la nature du monde qui est le nôtre ? On pourrait alors considérer que la vie en fait partie intégrante, au même titre que la constante de Hubble ou la courbure de l'espace-temps...

Vouloir définir la vie en tant que phénomène discret est donc aussi difficile – aussi vain, diront certains – que chercher le siège de l'âme. Qu'est-ce que la vie ? Cette question n'a pas de réponse simple qui n'implique une limite arbitraire. Sans cette limite, rien n'est vivant, ou tout l'est.

Henry Gee

Les mécanos de la biologie « trafiquent » les bactéries

DE LA PROTÉINE ou de l'ADN, lequel est apparu le premier ? Question délicate : les deux sont nécessaires à la vie et ils ne peuvent fonctionner l'un sans l'autre. Le fameux problème de l'œuf et de la poule se posait déjà au tout début de l'évolution !

Un élément de réponse a été fourni par les chimistes Sidney Altman et Thomas Cech, qui ont démontré, dans les années 80, que l'acide ribonucléique (ARN), « messager » dans la transmission du code génétique porté par l'ADN, pouvait aussi, dans certaines conditions, se comporter comme une protéine. Capable de cumuler deux rôles, ce Janus biologique est-il apparu d'abord ?

L'hypothèse, séduisante, est contestée par certains chercheurs dont l'Ecossais Graham Cairns-Smith qui, dans un ouvrage intitulé *Genetic Takeover* (le coup d'Etat génétique), spécule que le matériel génétique initial des êtres vivants n'avait chimiquement rien à voir avec les acides nucléiques actuels.

Selon lui, l'ADN se serait imposé après une sorte de « coup d'Etat » au début de l'évolution des premières formes vivantes. En clair, les chercheurs qui s'efforcent d'élaborer un scénario menant directement des molécules de l'atmosphère primitive aux protéines et aux acides nucléiques d'aujourd'hui risquent de « *manquer un épisode* » de l'histoire...

Pour éviter cet écueil, il convient d'aborder l'étude du vivant, comme on le ferait pour une machine, explique Philippe Marlière, généticien et responsable du groupe « chimie biologique » à l'Institut Pasteur. Cette démarche implique que, à la manière des ingénieurs, on parte du « cahier des charges » initial pour étudier la manière dont il a été rempli par l'objet (l'organisme) que l'on a entre les mains, mais sans négliger pour autant de chercher comment il serait, éventuellement, possible d'y parvenir par d'autres voies. « *L'approche prébiotique* » traditionnelle – on imagine comment, dans les conditions de la Terre primitive, des réactions chimiques ont pu aboutir aux premiers composants de la vie – est donc complétée, aujourd'hui, par deux autres, explique le généticien français.

La « *démarche parabiotique* » consiste à « *se simplifier la vie* » en expérimentant tous azimuts dans le confort du laboratoire, loin des conditions de la Terre des origines, pour tenter de reproduire des systèmes vivants, ou certaines de leurs fonctions. L'Américain Julius Rebek (Scripps Research Institute de la Jolla, Californie) est, ainsi, parvenu à construire des molécules organiques non biologiques, mais qui imitent parfaitement la réplication des acides nucléiques.

LA DÉMARCHE POSTBIOTIQUE

De leur côté, des généticiens ont adopté une « *démarche postbiotique* » en « reprogrammant » des bactéries pour en décortiquer le fonctionnement. L'Américain Craig Venter a, ainsi, annoncé récemment qu'il cherchait à remonter au génome primordial en éliminant méthodiquement un à un les gènes de l'organisme le plus simple connu, afin de déterminer quels sont ceux qui sont réellement indispensables à la vie. Philippe Marlière et son équipe s'efforcent, pour leur part, de « *créer une biodiversité artificielle en offrant à l'évolution des chemins que la nature ne lui a pas ouverts* ». Leur méthode : priver des bactéries de certains composants apparemment fondamentaux (enzymes, protéines, portions du génome) et favoriser la prolifération des rares survivantes pour voir comment elles évoluent pour compenser ce manque.

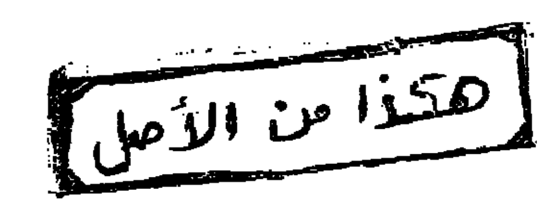
Ils ont ainsi obtenu un micro-organisme reprogrammé chimiquement, témoignant d'une « *forme de vie inédite sur Terre* ». « *Nous allons le breveter* », précise Philippe Marlière. Car, au-delà des enseignements sur le fonctionnement du vivant et ses origines, ces recherches – menées en coopération avec une société privée allemande – sont riches d'applications industrielles ou médicales potentielles !

Jean-Paul Dufour

Un système complexe de codage

Les matériaux fondamentaux du vivant sont les protéines (il en existe des milliers, toutes formées à partir de vingt acides aminés) et deux acides nucléiques (l'acide désoxyribonucléique ou ADN et l'acide ribonucléique ou ARN). Les uns ne peuvent aller sans les autres. Les protéines jouent un rôle fondamental dans le fonctionnement des cellules, donc des organismes vivants. La répartition des acides aminés sur la chaîne qui les compose et la manière dont cette dernière est repliée représentent des informations codées qui déterminent la fonction biologique de la protéine. Cet édifice est contruit selon les indications portées par les gènes que contient la molécule en double hélice de l'ADN. On dit qu'un gène « code pour une protéine » donnée. Pour traduire et copier cette information, l'ADN a besoin des protéines, qui « déclenchent » le fonctionnement de ses gènes en mettant en jeu l'ARN, qui sert de « messager ».

★ Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.



هكذا من الأصل

Trente et un ans après, Manchester renoue avec l'Europe

Le club anglais s'est imposé (1-0) sur la pelouse italienne du Stade des Alpes et s'est ainsi qualifié pour la finale de la Ligue des champions, qu'il disputera, le 26 mai, à Barcelone, face au Bayern Munich

Après avoir été tenu en échec par la Juventus Turin (1-1) lors de la demi-finale aller de la Ligue des champions, le 7 avril, Manchester United s'est imposé (3-2), au retour, en Italie, mercredi 21 avril. Les coéquipiers de Zinedine Zidane et Didier Deschamps avaient ouvert le score par Filippo Inzaghi (6e et 11e) avant que les joueurs de l'entraîneur écossais Alex Ferguson prennent l'initiative de la manœuvre et s'adjugent la victoire grâce à trois buts signés Roy Keane (24e), Dwight Yorke (34e) et Andy Cole (84e). Trente et un ans après la finale gagnée (4-1, a.p.) contre Benfica, Manchester retrouve les sommets du football européen. Quant à la Juventus, cette défaite résume la terne saison 1998-1999 de la Vecchia Signora. En finale, le 26 mai, au Nou Camp de Barcelone, les Anglais rencontreront le Bayern Munich, vainqueur (1-0, Mario Basler, 35e), mercredi, du Dynamo Kiev.

EN 1968 naissait Didier Deschamps. La même année, par un joli mois de mai, Manchester United *emportait la finale de la Coupe* des clubs champions. Trente et un ans se sont *écoulés* depuis : c'est une vie de footballeur, mais une parenthèse dans l'histoire d'un club. Ce 21 avril, en entrant sur la pelouse du Stade des Alpes, à Turin, le joueur français de la Juventus entrevoyait le moyen de mettre une dernière main à un palmarès exceptionnel. En face de lui, Manchester United attendait le moment de renouer avec un glorieux passé.


FOOTBALL

Didier Deschamps n'aura donc pas droit, cette fois en tout cas, à une cinquième finale de Ligue des champions et à une éventuelle troisième victoire dans cette compétition. Vainqueur du match retour des demi-finales (3-2), les Red Devils iront à sa place à Barcelone, le 26 mai, quérir le titre européen face au Bayern Munich. A Manchester, ces trente et un ans d'attente n'auront été qu'un songe. Les saisons qui ont couru si vite pour le capitaine de l'équipe de France ne comptaient pas pour le club anglais, trop fier pour se montrer impatient.

A Old Trafford, le temps a suspendu *son vol comme les aiguilles* de l'horloge du stade, bloquées pour l'éternité à *8 h 45*, le 6 février 1958, instant où l'avion transportant l'équipe mancunienne s'était *écrasé sur l'aérodrome de Munich*. Alors, en 1999, les poupards de l'entraîneur écossais Alex Ferguson *marcheront directement dans* les traces des *Busby Babes* de 1968, les *« bébés de Matt Busby »*, manager légendaire de MU.

Si Deschamps est tombé par terre, c'est la faute à Manchester. Il se sera bien battu, comme le reste de son équipe, mais y aura cru simplement un peu trop tôt. Menant 2-0 avant même que le premier quart d'heure soit atteint, la Juve se voyait déjà en route vers Barcelone, faisant le chemin inverse des éléphants d'Hannibal. Deux buts plus griffés par Filippo Inzaghi (6e et 11e minutes) semblaient devoir renvoyer dans la salle d'attente pour une saison supplémentaire ces messieurs les Anglais.

Deux buts d'avance. Dans le passé, la Juventus s'est contentée de moins pour faire triompher le *réalisme à l'italienne. Mais, cette* fois, l'équipe piémontaise n'est jamais parvenue à étouffer le jeu. Ce *match qu'on croyait mort-né* demandait encore à vivre et les visiteurs s'employèrent bien vite à le ranimer. Deux buts de la tête de Roy Keane (24e) et Dwight Yorke (34e) y contribuèrent grandement.

BATAILLE TACTIQUE

La partie atteignait alors des sommets. Comme à l'aller, c'était un choc front contre front, une lutte d'enragés. Aucune équipe ne parvenait réellement à contraindre le ballon. Chacun mettait une énergie féroce dans ce billard à mille bandes. Mais on sentait insidieusement que c'était Manchester qui donnait l'impulsion. Aux Italiens, maîtres du football de posi*tions, les Anglais avaient imposé* leur guerre de mouvement.

Lors du match aller (1-1), Carlo Ancelotti, l'entraîneur turinois, avait emporté la bataille tactique en bloquant les couloirs latéraux par où *s'engouffrent* les attaques de Manchester, via David Beckham ou Ryan Giggs. Mercredi, Alex Ferguson a pris sa revanche. En faisant jouer presque systématiquement dans l'axe central, vers Dwight Yorke et Andy Cole, le coach des Anglais a troué une défense italienne friable à cet endroit, comme l'a démontré le troisième but, inscrit par Andy Cole (84e). Dans le même temps, le responsable technique n'a pas renouvelé l'erreur de laisser du champ à Zinedine Zidane, vibrion rayonnant il y a quinze jours à Old Trafford et *prisonnier* contrit mercredi au Stade des Alpes.

Alex Ferguson pouvait rire au coup de sifflet final. A cinquante-huit ans, l'Ecossais semble toucher au but. Depuis dix ans qu'il a débarqué des Highlands, il s'est attelé à bâtir une équipe répondant à son idéal footballistique. Usant sans en abuser des millions du club le plus riche du monde, il a composé, autour d'Eric Cantona, puis sans lui, une formation séduisant par son équilibre collectif autant que par ses individualités. Sa conception du jeu triomphe depuis longtemps outre-Manche, au fil des titres nationaux amassés, mais *tardait à s'imposer sur la scène eu*ropéenne, hormis une Coupe des *coupes obtenue en* 1991. Sa victoire sur la Juve vaut brevetage de son système.

En revanche, l'échec de la Juventus mercredi scelle un peu plus le déclin du club transalpin. Une quatrième participation consécutive à la finale de la Ligue des champions aurait encore pu leurrer le Vieux Continent. Mais le revers de mercredi, en plus d'un parcours en championnat d'Italie très moyen, confirme la fin d'un cycle. Zinedine Zidane devra attendre encore un peu son premier titre européen. Les rumeurs de transferts l'entourant – *« Pas la prochaine saison, mais la suivante »*, a précisé « Zizou » – laissent penser que le meneur de jeu désespère d'enrichir son palmarès dans le club piémontais, après trois échecs en Ligue des champions.

Profondément agacé, Giovanni Agnelli, patron de la Juve, met le tropisme espagnol, et plus particulièrement barcelonais, qui anime actuellement le champion du monde sur le compte de son épouse, Véronique, d'origine ibérique. *« Il souffre de l'autorité de sa femme. Et moi, je ne peux rien faire*, a déclaré l'avocatto. *Je lui ai demandé : "Qui commande chez toi ?" Il m'a répondu : "Depuis que j'ai deux fils, c'est ma femme."* » Au vu des résultats actuels du club piémontais, Véronique Zidane n'est pas forcément si mal inspirée de vouloir partir.

Benoît Hopquin

Sixième finale des champions pour le Bayern Munich

La demi-finale de la Ligue des champions qui opposait, mercredi 21 avril, au stade olympique de Munich (Allemagne), le Bayern au Dynamo Kiev (Ukraine), a vu la victoire des *Bavarois* (1-0). Après le match nul (3-3) réalisé lors du match aller, à Kiev, le 7 avril, le but inscrit, mercredi, à la 35e minute, par Mario Basler, a permis aux Munichois de se qualifier pour leur *sixième* finale de la plus prestigieuse des Coupes d'Europe. Vainqueur du trophée à trois reprises (1974-75-76), le Bayern Munich se rendra à Barcelone, le 26 mai, afin *d'y décrocher une éventuelle quatrième victoire. Le champion du* monde français Bixente Lizarazu, blessé depuis le 27 mars, pourrait être de la partie. Victime d'une déchirure des ligaments croisés du *genou gauche lors de France-Ukraine (0-0), il devrait reprendre l'en*traînement le 5 mai.

L'AJ Auxerre rate sa saison 1998-1999, et voilà Guy Roux qui déprime

AUXERRE
de notre envoyé spécial

Dans le cyclisme, ce sport que Guy Roux aime tant, on appelle cela pudiquement « un coup de moins bien ». Six défaites et *deux nuls en huit matches de championnat* : l'équipe d'Auxerre est embringuée dans une vilaine passe depuis la fin du mois de janvier. Et voilà, à cinq journées de la fin, les Bourguignons qui pataugent dans la bouillasse des relégables.

Dans cette fange, plus question de football stylisé, d'élégants ronds de jambe. Chaque partie se joue au corps à corps, dans la peur de cette petite mort qu'est la deuxième division. *« Je ne sais pas si nous nous en sortirons vivants »*, se demande l'entraîneur. Il faut encore, estime-t-il, six points à son équipe pour se maintenir parmi l'élite. Le 24 avril, en recevant Montpellier, pour le compte de la 30e journée de championnat de France, il sera capital, dans cette sinistre comptabilité, d'engranger des raisons d'espérer.

Qu'elle reste médiocre ou devienne catastrophique, la saison d'Auxerre est, à coup sûr, ratée. *« Je savais depuis le début du championnat que ce serait difficile »*, assure aujourd'hui Guy Roux. Simplement, depuis dix-neuf saisons que le bonhomme serinait, *mi-goguenard, mi-sérieux*, le même discours misérabiliste à chaque entame de championnat, personne ne le croyait plus. Plus de 700 matches en première division, *onze qualifications européennes*, un titre de champion, en 1996, et deux Coupes de France avaient appris à se méfier des présomptions du technicien bourguignon.

« IL NOUS FAUT ATTEINDRE L'AN PROCHAIN »

Qui eût cru qu'il n'y avait cette fois nulle roublardise dans la modestie affichée ? *« Nous devons être humbles, ce qu'Auxerre a toujours été. Mais, là, encore plus »*, estime Bernard Diomède, l'attaquant international. Encore plus ou, plutôt, pour de vrai. *« Il nous faut atteindre l'an prochain »* : tel est le mot d'ordre minimaliste affiché par Jean-Claude Hamel, le président. Mais, au-delà du dérapage de cette saison particulièrement noire, l'AJA ne cesse depuis trois ans de glisser doucement, presque irrémédiablement, dans le ventre mou du classement.

L'équipe n'arrive plus à trouver ce savant équilibre entre anciens et nouveaux qui permettait aux générations de se succéder sans discontinuité. Neuf titulaires ont quitté les bords de l'Yonne à l'intersaison et, depuis 1996, l'équipe a été pratiquement renouvelée deux fois. *« Il aurait fallu quintupler la masse salariale pour garder nos joueurs : c'était impossible*, affirme Guy Roux. *En fait, nous subissons le contrecoup de notre titre et de la Ligue des champions, qui ont apporté la notoriété internationale à nos joueurs. »*

Le recruteur sait que son casting 1998/1999 est un échec, mais jure qu'il ne lui reste plus que le second choix. *« L'AJA recrute après les autres, pas avant. Quand on troque des internationaux contre des gars de vingt ans, ça se voit forcément »*, dit-il. Auxerre a compté jusqu'à cinq joueurs chez les Bleus. Il ne reste plus aujourd'hui qu'un rescapé et ex-capé, Bernard Diomède. Encore est-il sur le départ. Alors, devant cette nouvelle donne du football, les observateurs du club trouvent Guy Roux un peu déprimé, l'esprit ailleurs. Un signe ne trompe pas : le cagibi qui lui sert de bureau, naguère un indescriptible capharnaüm, est aujourd'hui impeccablement rangé. Comme si l'homme avait besoin de mettre ses affaires et ses idées au clair.

Les valeurs d'économies et de patient labeur sur lesquelles Auxerre et sa figure de proue avaient fondé leur réputation sont aujourd'hui emportées dans le flot des millions qui se déversent sur le football. En 1998, le club était éliminé de justesse par la Lazio Rome, en quarts de finale de la Coupe de l'UEFA. *« Depuis, cette équipe a investi 600 millions de francs dans le recrutement : c'est huit fois notre budget total*, calcule Guy Roux. *Il y a toujours eu des grosses écuries et des petites. Mais le fossé s'est élargi. »*

« Marseille, avec pourtant 40 000 spectateurs de moyenne, a 100 millions de francs de déficit, assure-t-il. *Mais le club a quelqu'un pour augmenter le capital quand il y a besoin. Pour se maintenir sur la scène internationale, il faudrait dix Louis-Dreyfus dans le football français. Il en faudrait surtout un qui ait une maison de campagne dans la région. »* Las, il n'y en a pas. Alors les relations se sont un peu tendues entre les amis de trente-huit ans, Jean-Claude Hamel et Guy Roux. Le second reproche au premier sa pingrerie. Faute d'une qualification européenne, les cordons de la bourse se sont même un peu plus resserrés. *« Les finances saines sont une obligation*, martèle le président. *Nous devons rester fidèles à la formation. Nous avons simplement fait signer des contrats solides aux jeunes que nous voulons garder. »*

Le patriarche des entraîneurs devrait donc faire le deuil de ses rêves de remporter un jour une coupe d'Europe ? Il fait la moue. *« Une Coupe de la Ligue, au moins »*, supplie-t-il. Cet insatiable archiviste ressort des coupures de presse de 1993, quand on le disait déjà fini après une autre mauvaise série. *« J'ai soixante ans. Mon objectif est d'arriver à refaire une grande équipe de l'AJA avant de me retirer »*, dit-il. Et, ragaillardi, le passionné de vélo ajoute : *« Parce que, après tout, Thévenet a déjà battu Merckx. »*

B. H.

Gustavo Kuerten veut devenir le favori de Roland-Garros

MONTE-CARLO
de notre envoyée spéciale

Il n'y a pas bien longtemps, un jour qu'il ne savait pas quoi faire, Gustavo Kuerten a coupé ses cheveux ébouriffés très court. C'est avec cette tête de piaf mouillé que le Brésilien a décidé d'écumer le circuit de terre battue en 1999. Au Tournoi de Monte-Carlo, premier grand rendez-vous de la brique pilée, il s'est qualifié, mercredi 21 avril, pour les huitièmes de finale en disposant du Tchèque Bodan Ulihrach (6-7 (5-7), 6-2, 6-4). Si la coupe de cheveux est rigoureuse, le tennis de Gustavo Kuerten est toujours aussi échevelé, *et le match*, joué sous un court couvert, a été le beau rayon de soleil d'une journée pluvieuse.


TENNIS

Vainqueur des Internationaux de France de Roland-Garros en 1997 à la surprise quasi générale, Gustavo Kuerten ne s'est pas départi de cette insolence qui lui faisait sortir les coups les plus improbables de son revers dégingandé ; il n'a pas non plus perdu sa bonne humeur et cette candeur qui fait son charme dans un milieu qui en manque. A vingt-deux ans, il semble aujourd'hui avoir retrouvé ce sens aiguisé du jeu qui l'avait fait connaître à Paris.

Car, depuis son exploit délicieux, Gustavo Kuerten a connu *quelques difficultés pour assortir* sa personnalité et surtout son tennis à la rigueur du circuit. Coqueluche *empruntée*, il s'est souvent perdu en cours de route. Bien qu'éliminé dès le troisième tour de Roland-Garros en 1998, il a continué à progresser sur les surfaces rapides et a prouvé un peu partout qu'il n'était pas qu'un mirage exotique. *« Les choses étaient allées si vite, alors je voulais aller aussi vite partout, c'est normal*, dit-il. *J'ai juste appris à être patient. »*

Preuve de son beau talent, en deux ans Gustavo Kuerten s'est maintenu parmi les 25 meilleurs mondiaux. A *Monte-Carlo*, il vient en 17e mondial et, pour sa grande rigolade, il se pose peu à peu en sérieux prétendant pour l'édition 1999 de Roland-Garros, qui se dispute du 24 mai au 6 juin. Il dit : *« J'ai travaillé dur, je ne suis pas étonné. »* Depuis deux mois, il ne cesse de bûcher et de jouer, il a seulement pris quelques jours, en mars, après le Tournoi d'Estoril. Il s'est reposé et n'a rien eu d'autre à faire que d'aller chez le coiffeur.

> « Je joue bien au tennis, je profite de la vie et j'aime bien ma vie »

Ensuite, Gustavo Kuerten a vécu un moment immense. C'était pendant le week-end de Pâques, lors du premier tour de la Coupe *Davis, contre* l'Espagne archi-favorite. Le Brésilien a amené son pays à la victoire en battant Carlos *Moya, n° 2 mondial*, Alex Corretja, 5e mondial et en y ajoutant au passage le point du double. *« Je jouais déjà très bien quand la Coupe Davis est arrivée*, explique-t-il en vrai modeste. *C'est que tout va vraiment bien. Je joue bien au tennis, je profite de la vie et j'aime bien ma vie. »* Ainsi va Gustavo Kuerten, tranquillement, comme il attend Roland-Garros, avec gourmandise.

Et puis il y a ce deuxième rendez-vous avec la France : le quart de finale de la Coupe Davis qui sera disputé à Pau du 16 au 18 juillet, un an presque jour pour *jour après la finale de la Coupe* du monde de football, gagnée par la France, le 12 juillet. Passionné de foot, Gustavo était au Stade de France ce soir-là. Il refuse de se souvenir en riant. Il dit seulement : *« Les Français seront beaucoup plus favoris que nous. »*

La journée a également été marquée par la terrible défaillance d'Evgueni Kafelnikov. Tête de série n° 2, le Russe a été battu en trente-huit minutes (6-1, 6-2) par le Croate Ivan Jlubicic, 198e mondial, issu des qualifications et membre du Country Club monégasque. Evgueni Kafelnikov était le seul joueur en présence à pouvoir supplanter Pete Sampras à la place de n° 1 mondial. Las, comme au Tournoi de Londres, en février, les nerfs lui ont manqué. *« J'ai du mal à m'adapter à la terre battue »*, a lâché le vainqueur de Roland-Garros 1996.

Bénédicte Mathieu

■ **Le Français Arnaud Di Pasquale**, 90e joueur mondial, s'est qualifié pour les huitièmes de finale, *mercredi* 21 avril, en battant l'Italien Vincente Santopadre (6-3, 7-6 (7/4)). Celui-ci avait remplacé l'Américain *Andre* Agassi, tête de série n° 7, contraint de renoncer en raison d'une blessure à l'épaule. *Au prochain tour*, il rencontrera son compatriote Jérôme Golmard, qui a *bénéficié du forfait* de Boris Becker consécutif au décès de son père. Sébastien Grosjean, lui, a *dominé* l'Allemand Tommy Haas (7-5, 6-2) et jouera contre l'Australien Mark Philippoussis, vainqueur du *Paraguayen* Ramon Delgado (7-6 (7-2), 6-2).

Un équipage français sur Citroën triomphe au rallye de Catalogne

LA CITROËN Xsara Kit Car de l'équipage français Philippe Bugalski et Jean-Paul Chiaroni a décroché mercredi 21 avril, à Lloret de Mar (Espagne), le 35e rallye de Catalogne. C'est la première fois dans l'histoire du championnat du monde de cette discipline qu'une voiture « hors-championnat » termine à la première place d'une épreuve, et c'est également la première victoire de Citroën dans ce championnat. Au classement final, les deux Français devancent leurs compatriotes Didier Auriol et Denis Giraudet, à bord de la Toyota Corolla WRC, vainqueurs de l'édition précédente. Au classement provisoire du championnat du monde des pilotes, le Finlandais Timmo Mäkinen conserve la première place devant le Français Didier Auriol. Au classement des constructeurs, les japonais Toyota et Mitsubishi occupent respectivement les deux premières places, suivis par l'américain Ford.

DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL : Cholet disputera la finale de la** Coupe de France contre Strasbourg, dimanche 2 mai au *palais* omnisports de Paris-Bercy. Vainqueurs du PSG-Racing, mercredi *soir à Paris (81 à 78), les Choletais* ont dû attendre les toutes dernières secondes de la rencontre *pour prendre l'avantage sur les* Parisiens et décrocher leur place en finale.

■ ***FOOTBALL : le président délégué de l'Olympique de Marseille (OM)***, Jean-Michel Roussier, a *demandé à l'UEFA* que la finale de la Coupe d'Europe qui opposera, le 12 mai, son club au Parme AC (Italie), ne se joue pas à Moscou comme initialement prévu. *« En raison du contexte géopolitique »* et en référence à la guerre du Kosovo, *« j'ai écrit au secrétaire général de l'UEFA »*, a-t-il indiqué. Selon l'OM, Parme aurait effectué une démarche similaire.

■ **RUGBY : l'équipe de France féminine s'est qualifiée** pour la finale du championnat d'Europe après avoir triomphé de l'Angleterre (19-0), mercredi à Belluno (Italie). Les Françaises affronteront, samedi 24 avril en finale, les Espagnoles, victorieuses de l'Ecosse (11-9).

LOTO

Résultats des tirages n° 32 effectués mercredi 21 avril.

Premier tirage : 4, 9, 12, 16, 29, 38, numéro complémentaire : 19. Rapports pour 6 numéros : 3 280 660 F, 500 133,39 € ; pour 5 numéros et le complémentaire : 56 975 F, 8 685,78 € ; 5 numéros : 3 780 F, 576,25 € ; 4 numéros et le complémentaire : 184 F, 28,05 € ; 4 numéros : 92 F, 14,02 € ; 3 numéros et le complémentaire : 22 F, 3,35 € ; 3 numéros : 11 F, 1,67 €.

Second tirage : 6, 7, 12, 27, 33, 42, numéro complémentaire : 34. Rapports pour 6 numéros : 14 041 140 F, 2 140 557,90 € ; 5 numéros et le complémentaire : 68 320 F, 10 415,31 € ; 5 numéros : 3 455 F, 526,71 € ; 4 numéros et le complémentaire : 184 F, 28,05 € ; 4 numéros : 92 F, 14,02 € ; 3 numéros et le complémentaire : 22 F, 3,35 € ; 3 numéros : 11 F, 1,67 €.

Produits d'entretien : la ménagère se met au parfum

De la lessive au liquide vaisselle, « l'odeur du propre » devient très sophistiquée

LA PROPRETÉ ne doit pas seulement se voir. Il s'agit également de flatter l'odorat. *« Il faut que ça sente le propre »* est devenu le mot d'ordre général des fabricants de produits d'entretien. Engagée à partir de 1995-1996 par les adoucissants textiles, la manie de parfumer les produits ménagers s'est étendue à grande échelle. Même le produit vaisselle n'y échappe pas.

Numéro un sur le marché français de la lessive, Ariel est disponible depuis le début de l'année en version *« fraîcheur alpine »* alors que Gamma préfère la *« fraîcheur citron »*. Les *« fragrances fleuries et notes sauvages »* d'Ariel Fraîcheur alpine constituent, insiste avec lyrisme Procter & Gamble, des *« déclinaisons olfactives pour un bol d'air aux senteurs des Alpes évoquant montagnes et prairies »*. Pour sa part, M. Propre étend son répertoire. Il se présente en classique version « citron » mais aussi désormais en « vanille ».

La concurrence s'organise : Ajax célèbre *« la fête des fleurs »* et Saint-Marc élargit sa palette. Très en vogue au milieu des années 80, les sobres gels douche « nature » et transparents sont en perte de vitesse. Ils sont toujours « hypo-allergéniques » mais ont repris des couleurs et fleurent bon le kiwi ou la papaye. Quant aux assouplissants, ils se présentent désormais en parfum pêche.

Les grandes marques, qui proposent depuis longtemps des produits aux performances comparables et constatent que les consommateurs *« lavent plus souvent un linge qui tendanciellement est de moins en moins sale »*, tentent plus que jamais de se différencier en jouant sur l'imaginaire.

PRIMAIRE ET SECONDAIRE

« Les attentes primaires (nettoyer avec efficacité) sont globalement satisfaites de même que les attentes secondaires (le linge plus souple). Aujourd'hui, affirme Pascal Houdayer, responsable des détergents chez Procter & Gamble, *il faut satisfaire les attentes tertiaires des consommateurs en jouant sur la composante émotionnelle. »* Les études de marché consacrent le sens olfactif comme la plus vibrante des cordes sensibles des acheteuses de produits d'entretien (les acheteurs sont quantité négligeable). Après la technologie (*« les enzymes gloutons »*) et le sens de l'efficacité (un baril d'Ariel contre deux barils d'une autre marque), la lessive se présente comme un produit qui *« permet de se sentir mieux dans sa peau »*, souligne Pascal Houdayer.

« En fait, les femmes n'ont jamais cru que les produits qu'elles achetaient pouvaient les débarrasser des tâches ménagères. Notre message a donc changé : nous leur disons que, malgré tout, on peut prendre un certain plaisir en faisant son ménage », ne craint pas d'affirmer Philippe Barbut, responsable du marketing chez Johnson. *« Les fabricants se sont inspirés des produits d'hygiène-beauté pour adopter les senteurs à la mode. Mais ce qui est encore plus original*, note Cécile Pasquier de la Secodip, *c'est qu'ils n'hésitent plus à utiliser des parfums alimentaires. A commencer par la vanille, devenue incontournable. »*

Les produits d'entretien ne sont pas indifférents à la grande vogue de l'aromathérapie (la recherche du *« bien-être psycho-sensoriel dégagé par les arômes »*). Ce courant se traduit, rappelle le magazine *LSA* du 25 mars, par le développement de bougies et de sprays diffusant des senteurs apaisantes, de fonds de teint relaxants, d'eau de toilette anti-stress, d'inhalateurs *« énergisants »* ou encore d'huiles essentielles que l'on *« sniffe »* sur un mouchoir... (*Le Monde* du 10 avril).

Toutefois, ces nouvelles senteurs de la propreté et du bien-être ne sont pas toujours payantes. Pour rester crédibles, nombre de produits doivent encore s'en remettre à la bonne vieille odeur de détergent plutôt qu'à la suave senteur de mandarine. En France, tous les professionnels constatent d'ailleurs l'émergence d'une tendance *« hygiéniste »* – influente, mais moins intégriste qu'aux Etats-Unis – qui a fait apparaître de nouveaux produits tels que les liquides vaisselle antibactériens. Si les ventes d'eau de Javel sont en chute libre depuis dix ans, les produits *« javellisés »* destinés, par exemple, au nettoyage des sols, sont en pleine expansion sous forme de spray ou de gel. *« Les mères de famille veulent que leurs enfants puissent marcher à quatre pattes dans la cuisine sans risque d'attraper un microbe. Dans ces conditions*, admet un expert, *une légère effluve d'eau de Javel lorsque l'on débouche le produit reste ce que l'on a trouvé de mieux pour rassurer la ménagère »*.

J.-M. N.

L'écologie n'a pas encore conquis la lessive

En France, le sens de l'écologie n'a pas encore conquis l'univers des nettoyants ménagers. Les Français dédaignent largement les éco-recharges qui permettent de réduire les emballages, les lessives sans phosphate et les produits justifiant d'un label certifiant leur moindre nuisance environnementale. *« Tous les fabricants ont misé sur ces produits, mais en France, il ne s'est rien passé. En revanche, l'Europe du Nord – surtout l'Allemagne – leur a fait un réel succès »*, constate-t-on chez Procter & Gamble.

Le consommateur semble beaucoup plus intéressé par les aspects pratiques, même si les lessives liquides concentrées, proportionnellement un peu plus chères que les barils classiques, tardent à faire l'unanimité. Lancées depuis quelques mois, les lessives en tablettes ou en pastilles, sur le modèle des produits pour lave-vaisselle, connaissent un démarrage jugé encourageant.



D.R.



PROCTER & GAMBLE

Après avoir prôné l'efficacité (« un baril d'Ariel contre deux d'une autre marque », photo ci-contre), la lessive se présente aujourd'hui comme « une déclinaison olfactive pour un bol d'air aux senteurs des Alpes » (photo ci-dessus).

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-CLAUDE KAUFMANN

1 Sociologue spécialiste de l'environnement domestique et auteur (*Le Cœur à l'ouvrage*, chez Nathan), vous estimez que la notion de confort est en pleine mutation. Faut-il y voir plus qu'un simple mouvement de mode ?

Sur le fond, cette évolution est très lourde, profonde. Elle s'inscrit en rupture avec la conception purement technique du confort, héritée des années 50-60. De nos jours, on recherche une sorte d'hyper-confort qui sollicite les cinq sens. Se sentir bien n'est plus seulement une affaire de technologie qu'il faut confier aux ingénieurs. C'est aussi une affaire de sensualité : on recherche la performance, mais on veut y associer un véritable bien-être psychologique, identitaire et intuitif.

2 Les entreprises sollicitent de plus en plus le sens olfactif du consommateur. C'est un exercice assez périlleux...

L'odorat est en effet un terrain particulier, car chaque individu dispose de ses propres références, héritées de son histoire personnelle. Il n'est donc pas facile de savoir ce qui peut le mieux refléter l'idée de propreté. Assez récente car elle remonte au XIXe siècle, la notion de mauvaise odeur est culturelle. Et, de ce fait, parfaitement variable.

3 Cette redécouverte des sens est très liée à une forme de « cocooning ». Ce repli sur l'univers domestique n'est-il pas un peu régressif ?

La maison devient une base de ressourcement plutôt qu'un lieu d'enfermement défensif. Chez eux, les gens aspirent à évoluer dans une enveloppe sensorielle et ils font preuve de curiosité. Il leur faut des ambiances musicales, la décoration intérieure ne les a jamais autant mobilisés, ils s'intéressent désormais au « toucher » des matières domestiques et les caractéristiques gustatives de l'alimentation reviennent au premier plan, tout comme la dimension olfactive. Même les couleurs commencent à s'imposer dans la cuisine qui, progressivement, s'affranchit du règne sans partage du blanc sur le matériel électroménager.

Propos recueillis par Jean-Michel Normand

Haro sur les odeurs de cendrier et de chien mouillé !

LES CONJOINTS de fumeurs et les propriétaires dont le chien est amateur de bains de boue vont pouvoir enfin respirer tranquilles. Fébrèze, *« le premier produit qui élimine les odeurs sur les textiles »* leur est destiné. Commercialisé depuis début avril, ce vaporisateur *« élimine à la source les nuisances olfactives »*, contrairement à un désodorisant d'atmosphère, qui *« ne fait que les couvrir »*. Il suffit d'humidifier le textile en vaporisant Fébrèze à une trentaine de centimètres pour que se dégage *« un léger parfum de frais et de propre »* qui se dissipera en quelques minutes après avoir neutralisé les vilaines senteurs de tabac froid sur un tailleur ou des rideaux et dissipé les traces odorantes laissées par le chien sur le canapé.

Fébrèze ne craint pas non plus les baskets malodorantes du fils aîné et les senteurs de friture sur un veston, assure Procter & Gamble, qui a expérimenté ce produit à Phoenix, aux Etats-Unis, puis à Plymouth, en Grande-Bretagne, et dans la région d'Angers avant de le distribuer dans toute l'Europe.

Fabriqué à Amiens et distribué au rayon « lessives et adoucissants », Fébrèze utilise la cyclodextrine (*« une molécule complexe qui englobe la molécule odoriférante pour l'éliminer »*) comme élément actif.

Ce produit est la reconnaissance, au plan commercial, d'une intolérance croissante vis-à-vis de certaines odeurs alors que les Français – comme les habitants d'Europe du Sud – ne sont pas classés parmi les plus susceptibles.

« Les ménages qui comptent au moins un fumeur et/ou un animal domestique représentent trois quarts des foyers français, assure Kristell Schuber, responsable de Fébrèze chez Procter et Gamble. *Plus largement, nous répondons à un besoin clairement identifié : les gens ne veulent plus être incommodés par ce qui ne sent pas bon. Cela inclut les odeurs corporelles, même dans l'intimité familiale. »*

Les *focus groups* (tests effectués avec des groupes de consommateurs) et, plus encore, les *in-home visits* (entretiens réalisés au domicile des volontaires) ont révélé le souci croissant des maîtresses de maison *« de ne pas donner de mauvaise impression olfactive au visiteur, même de passage »*, estime le groupe américain. Toutefois, cette crainte reste encore largement dans le domaine du non-dit et la bienséance exclut de tenir un discours publicitaire par trop direct. *« Contrairement aux Anglais, les Français prennent très mal qu'on leur dise qu'il arrive que leur chien sente mauvais. Même sur le ton de l'humour »*, prévient Kristell Schuber.

J.-M. N.

La guerre du tabac gagne les bars de San Diego

LOS ANGELES
correspondance

La jeune actrice française qui allumait, tout naturellement, une cigarette dans un bar de Los Angeles lors d'une réception en son honneur ignorait qu'elle contrevenait à la loi en vigueur. Car, en Californie, il est purement et simplement interdit de fumer dans les lieux de restauration clos, les bars y compris. A quelques mètres de là, le célèbre Marlboro Man, cette immense effigie en carton-pâte sur Sunset Boulevard, allumait lui aussi ses dernières blondes à filtre. Quelques jours plus tard, il était démantelé dans le cadre de l'accord entre les Etats américains et les fabricants de cigarettes. Le cowboy Marlboro sera remplacé par une publicité anti-tabac ! Persister à fumer en Californie, qui impose une des taxes les plus élevées sur les cigarettes, est une tâche ardue.

Le Golden State est passé de la distinction entre zones pour fumeurs ou pour non-fumeurs dans ses cafés et restaurants – très strictement appliquée – à l'interdiction totale de fumer, sauf dans les bars. Mais ce dernier havre du tabagisme a disparu avec la loi la plus récente, de loin la plus draconienne au monde... à condition qu'elle soit effectivement mise en application.

INTERDICTION DÉTOURNÉE

Car les patrons de bar se plaignent de perdre leur clientèle, le buveur empêché de fumer étant tenté d'aller fumer ailleurs. Cette nouvelle législation compromet aussi le commerce d'un établissement comme le Cigar Bar and Smoking Lounge, où la vente de cigares est une partie importante du chiffre d'affaires. Certaines tavernes ont détourné astucieusement l'interdiction – qui vise officiellement à protéger la santé des employés – en délimitant des espaces étanches avec porte coulissante ou passe-plats, pour isoler les serveurs des fumeurs. Mais, le plus souvent, les écriteaux *No smoking* (« Interdit de fumer ») voisinent gentiment avec les cendriers.

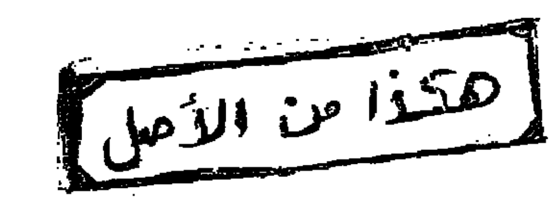
Jusqu'à l'initiative musclée de la ville de San Diego, qui a entamé des descentes systématiques dans les bars... Les policiers en civil de la brigade des mœurs (Vice Unit) arrivent incognito, repèrent les fumeurs, les invitent à sortir et leur dressent une contravention. La première infraction coûte 100 dollars (93,5 €), en réalité près de 300 si l'on inclut les frais de justice. Les récidivistes devront régler 200 dollars, et jusqu'à 500 dollars (près de 470 €) la troisième fois. Les patrons de bar sont eux aussi passibles d'amendes.

Les policiers de San Diego, cependant, sont très mal accueillis par les fumeurs impénitents, indignés de se voir traités comme des criminels. *« Ils réagissent comme des gens à qui l'on enlève leur dernière liberté »*, explique James Jarrett, inspecteur de la brigade des mœurs. Dans certains bars, on a vu les consommateurs faire une collecte spontanée pour régler la contravention du fumeur.

« Cette loi est une plaisanterie », proteste Mike Hambrick, de la National Smokers Alliance, un lobby qui représente l'industrie du tabac. Mais une plaisanterie que les marchands de cigarettes redoutent, car d'autres Etats pourraient adopter la même législation si le modèle californien est une réussite. On n'a pas encore entendu parler de raids antifumeurs à San Francisco, ni à Los Angeles, où la mise en application de la loi a été confiée... aux pompiers.

Certains patrons de bar ont choisi la voie légale en proposant un amendement à la loi qui exempterait les bars nantis d'un système de ventilation adéquat. En attendant, mieux vaut bien inspecter son voisin de bar avant d'en griller une.

Claudine Mulard



هكذا من الأصل

Vents violents et pluies

VENDREDI, arrivée par l'ouest d'une dépression qui va engendrer un fort coup de vent d'ouest. La perturbation associée va traverser le pays et aucune région ne sera à l'abri de la pluie.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.– Vents d'ouest atteignant 110 km/h sur la côte. Ciel menaçant partout, avec des pluies parfois fortes et orageuses. L'après-midi, éclaircies en Bretagne. Les thermomètres indiquent de 13 à 15 degrés.

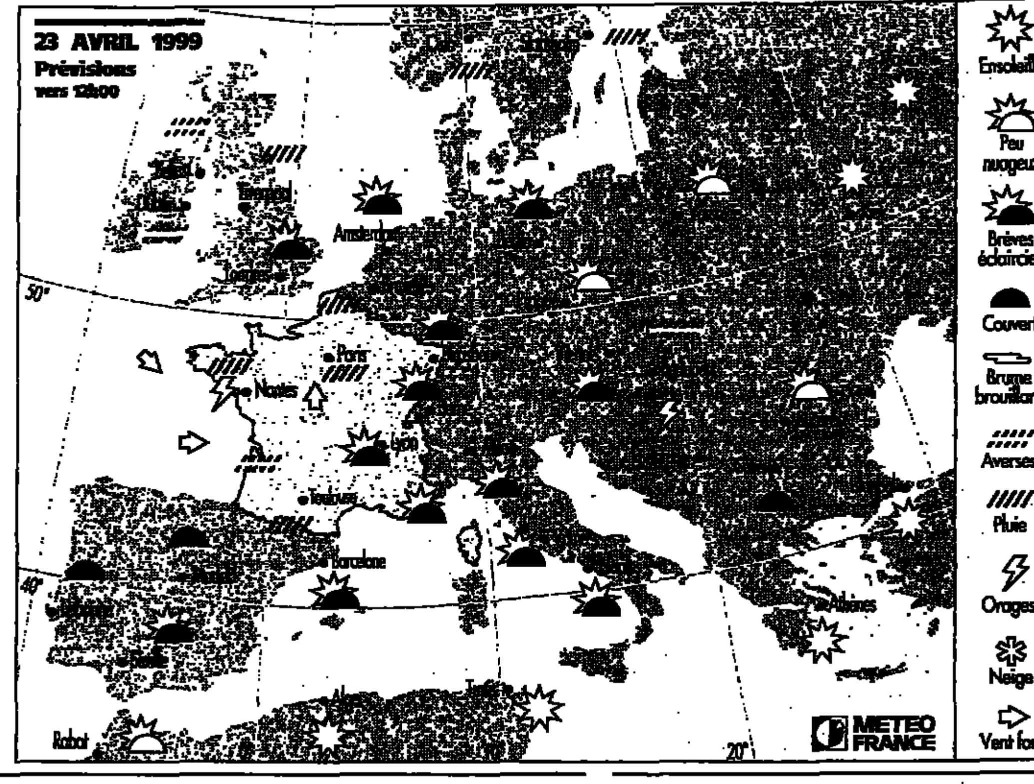
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.– Les pluies gagnent peu à peu toutes les régions d'ouest en est. Vents violents, notamment dans le Berry, où les rafales atteignent 90 km/h. Il fait environ 14 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.– En Alsace, éclaircies et températures agréables, jusqu'à 18 degrés. Les autres régions voient le ciel se couvrir par l'ouest. Pluie l'après-midi et températures plafonnant vers les 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.– Attention en mer où le vent de sud-ouest peut atteindre 120 à 130 km/h en pointe le matin. Fortes rafales sur la côte charentaise, 90 km/h à l'intérieur, accompagnées de pluies soutenues. Dans le bassin Aquitain, éclaircies l'après-midi entrecoupées d'averses. Il fait de 13 à 16 degrés du nord au sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.– Le temps se gâte par l'ouest. Pluies et vent affectent dès le matin le Massif Central. Vents forts. Les régions à l'est du Rhône, après une matinée clémente, voient le ciel se couvrir, avec de la pluie. Il fait environ 12 degrés dans le Limousin, jusqu'à 16 ailleurs.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.– Soleil par intermittence le matin, de plus en discret l'après-midi. Des ondées se déclenchent alors, principalement dans l'arrière-pays, avec parfois un caractère orageux. Elles épargnent la Corse. Il fait de 16 à 20 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

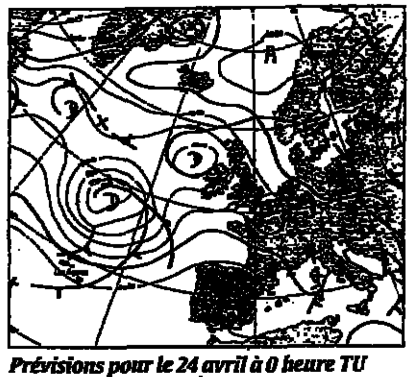
■ **TRAIN.** Les agents de conduite de la SNCF ont déposé un préavis de grève pour la période du 27 avril au 3 mai. Ils protestent contre la politique de l'entreprise pour l'application de la loi sur les 35 heures.

■ **AUTRICHE.** Spécialiste du B & B en Autriche, Tourisme chez l'habitant commercialise des bons prépayés qui permettent de se loger, sans réservation préalable, dans plus de 240 chambres d'hôtes, fermes, auberges ou petites pensions en basse Autriche. Baptisés « *Welcome tickets* », ils coûtent 113 F (17 €) par nuit et par adulte (avec petit déjeuner) et 69 F (10,5 €) pour les enfants. Ils doivent impérativement être achetés à l'avance en France, par courrier (Tourisme chez l'habitant, 15, rue des Pas-Perdus, BP 8338, Saint-Christophe, 95804 Cergy-Pontoise cedex), par téléphone (01-34-25-44-44) ou dans les agences de voyages.

PRÉVISIONS POUR LE 23 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	24/30 S	KIEV	9/15 S	VENISE	11/16 P	LE CAIRE	14/26 S
				POINTE-A-PIT.	24/30 N	LISBONNE	12/18 C	VIENNE	8/18 S	MARRAKECH	12/30 S
				ST-DENIS-RÉ.	22/29 N	LIVERPOOL	8/11 P	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/26 N
				EUROPE		LONDRES	7/12 N	BRASILIA	18/27 S	PRETORIA	18/22 N
				AMSTERDAM	6/15 S	LUXEMBOURG	5/13 S	BUENOS AIR.	14/24 C	RABAT	12/20 N
FRANCE métropole		NANCY	5/18 N	ATHENES	14/23 S	MADRID	7/19 C	CARACAS	23/27 P	TUNIS	14/23 S
AJACCIO	8/17 N	NANTES	9/14 P	BARCELONE	11/20 N	MILAN	8/19 N	CHICAGO	4/8 P	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	10/15 P	NICE	10/17 N	BELFAST	5/12 P	MOSCOU	4/17 S	LIMA	17/23 N	BANGKOK	25/31 P
BORDEAUX	9/13 P	PARIS	6/15 P	BELGRADE	10/17 P	MUNICH	7/16 S	LOS ANGELES	11/18 S	BOMBAY	24/33 S
BOURGES	7/14 P	PAU	7/14 P	BERLIN	8/17 S	NAPLES	12/21 N	MEXICO	15/27 N	DJAKARTA	26/30 P
BREST	8/11 P	PERPIGNAN	8/20 P	BERNE	3/14 S	OSLO	3/9 P	MONTREAL	2/10 S	DUBAI	24/36 S
CAEN	7/12 P	RENNES	9/14 P	BRUXELLES	8/14 S	PALMA DE M.	9/23 S	NEW YORK	9/13 P	HANOI	25/30 P
CHERBOURG	7/12 P	ST-ETIENNE	6/14 P	BUCAREST	8/18 N	PRAGUE	7/15 N	SAN FRANCIS.	13/19 S	HONGKONG	22/27 S
CLERMONT-F.	6/15 P	STRASBOURG	6/16 N	BUDAPEST	9/18 P	ROME	11/20 N	SANTIAGO/CHI	9/24 C	JERUSALEM	14/24 S
DIJON	6/14 N	TOULOUSE	8/15 P	COPENHAGUE	6/12 N	SEVILLE	11/26 N	TORONTO	4/10 C	NEW DEHLI	22/40 S
GRENOBLE	6/16 N	TOURS	8/13 P	DUBLIN	5/12 P	SOFIA	8/16 C	WASHINGTON	10/26 P	PEKIN	12/20 S
LILLE	6/13 P	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	6/17 S	ST-PETERSB.	9/16 P	**AFRIQUE**		SEOUL	16/21 S
LIMOGES	7/11 P	CAYENNE	24/29 C	GENEVE	5/12 S	STOCKHOLM	6/13 P	ALGER	9/23 S	SINGAPOUR	26/31 P
LYON	7/16 N	FORT-DE-FR.	25/29 N	HELSINKI	5/12 P	TENERIFE	12/18 S	DAKAR	20/25 S	SYDNEY	13/19 P
MARSEILLE	9/18 N	NOUMEA	22/27 S	ISTANBUL	12/19 S	VARSOVIE	8/12 N	KINSHASA	23/30 P	TOKYO	15/18 P


Situation le 22 avril à 0 heure TU


Prévisions pour le 24 avril à 0 heure TU

VENTES

A Genève, des pièces d'art horloger dispersées par Antiquorum

CAPITALE mondiale de l'horlogerie, la ville de Genève voit se dérouler régulièrement les plus grandes ventes de cette spécialité. La prochaine, qui aura lieu samedi 24 et dimanche 25 avril, propose plus de 600 modèles de pendules, montres et montres-bracelets du XVIIe siècle à aujourd'hui, avec quelques pièces exceptionnelles.

Celle dont on attend le plus haut prix est une montre-bracelet de Patek Philippe, une des marques suisses les plus prestigieuses, réalisée en 1953. Equipée d'un cadran en émail cloisonné où figure une carte de l'Europe, entourée d'une double couronne de chiffres, elle donne l'heure universelle, c'est-à-dire dans toutes les villes du monde. (3 200 000 F, ou 488 550 €). Une bague allemande contenant un cadran solaire, datée autour de 1500, illustre ce qu'on peut trouver de plus ancien dans l'art horloger. Montée sur un anneau en or émaillé, un rubis taillé en camée et sculpté de la Vierge et l'enfant se soulève et laisse apparaître le cadran entouré de chiffres arabes (560 000 F, ou 85 496 €).

La miniaturisation de l'horloge en montre devient possible à partir de la fin du XVe siècle, quand on affranchit les horloges de leurs poids en les remplaçant par un ressort. C'est alors que l'on a commencé à fabriquer des modèles de table, auxquels les horlogers les plus inventifs ajoutent un automate, souvent prétexte à des fantaisies de toutes sortes.

Dans cette gamme, une montre automate du début du XVIIIe siècle se révèle un tour de force de Nicolas Schmidt-le-jeune, un des grands maîtres horlogers de la ville allemande d'Augsbourg. Elle représente une tête de mort reposant sur deux tibias croisés en bronze doré dont la bouche qui suit en permanence le mouvement du mécanisme met trois minutes à s'ouvrir, bâille et ricane pendant que des petits serpents sortent de ses yeux. Puis la mâchoire claque et se referme, comme si elle mordait. La montre est logée dans la boîte crânienne, dont on soulève la calotte pour lire l'heure (480 000 F, ou 73 282 €).

Une charmante petite souris en or et émail, entièrement décorée de demi-perles, qui tourne en rond, marche et se dresse sur ses pattes avant, est attribuée à l'atelier genevois de Jacquet-Droz, le fabricant d'automates le plus célèbre du XVIIIe siècle. Exécutée vers 1810, elle fait partie d'une série d'animaux animés qui comprend des grenouilles, des lézards et même un ver à soie (360 000 F, ou 54 962 €).

Une série de montres en or, fin XVIIIe et et début XIXe, laissent découvrir des scènes érotiques, délicatement peintes sur émail (de 24 000 F à 70 000 F, de 3 664 € à 10 696 €).

D'autres modèles s'inspirent de sujets plus austères, comme cette montre en argent d'époque Directoire qui rappelle la chute d'Adam et Eve (12 000 F, ou 1 832 €). Environ 70 lots offrent un panorama de montres militaires, commandées par différents pays à l'usage des troupes et des officiers, des années 20 à aujourd'hui. Une des moins chères, fabriquées par Auricoste à Paris pour le ministère de la guerre, vers 1940, est estimée 4 800 F, ou 733 €. Un rare modèle de précision fabriqué en 1994 par la manufacture italienne Panerai est annoncé à 40 000 F (6 107 €).

Catherine Bedel

★ Hôtel des Bergues, Genève, samedi 24 et dimanche 25 avril. Exposition le vendredi de 10 à 12 heures, chez Antiquorum, 2, rue du Mont-Blanc, Genève. Tél. : 00-4122-909-28-50. Expert : Jean-Claude Sabrier.

Calendrier

ANTIQUITÉS-BROCANTE

● **Lille** (Nord), Salon des antiquaires. Palais Rameau, boulevard Vauban. Du jeudi 22 au dimanche 25 avril. Le 22 de 18 heures à 22 heures, le 23 de 10 heures à 22 heures, les 24 et 25 de 10 heures à 19 heures. 60 exposants. Entrée 35 F (5,34 €).

● **Trouville** (Calvados), Salon des antiquaires. Casino, du vendredi 23 au lundi 26 avril, de 10 heures à 19 h 30. 35 exposants. Entrée 25 F (3,81 €).

● **Les Rues des Vignes** (Nord). Salon des antiquaires. Abbaye de Vaucelles, du vendredi 23 au dimanche 25 avril, de 11 heures à 19 heures. 25 exposants. Entrée 30 F (4,58 €).

● **Angoulême** (Charente). Antiquités-brocante. Logis de Lunesse, du samedi 24 au dimanche 25 avril, de 9 heures à 19 heures. 50 exposants. Entrée 10 F (1,52 €).

● **Pont-Audemer** (Eure). Salon des antiquaires. Hall des sports, du samedi 24 au dimanche 25, de 9 h 30 à 19 heures. 70 exposants.

● **Ploudalmézeau** (Finistère). Antiquités-brocante. Salle omnisports de Portsall, du samedi 24 au dimanche 25 avril, de 10 heures à 19 heures. 28 exposants. Entrée 20 F (3,05 €).

● **Chevreuse** (Yvelines). Antiquités-brocante. Gymnase. samedi 24 et dimanche 25, de 9 h 30 à 19 heures. 40 exposants. Entrée 20 F (3,05 €).

● **Le Perreux-sur-Marne** (Val-de-Marne). Salon des antiquaires. Centre des bords de Marne. Samedi 24 au dimanche 25 avril de 9 h 30 à 19 heures. 25 exposants. Entrée 15 F (2,29 €).

COLLECTIONS

● **Fontainebleau** (Seine-et-Marne). Bourse minéraux et fossiles. Salle Elections. Place de la République, samedi 24 et dimanche 25 avril de 10 heures à 19 heures. 15 exposants.

● **Wasquehal** (Nord). Salon du livre ancien. Dojo régional, samedi 24 et dimanche 25 avril. Samedi de 10 heures à 19 heures, dimanche de 10 heures à 18 heures. 25 exposants. Entrée 15 F (2,29 €).

● **Cannes** (Alpes-Maritimes). Convention du disque et de la bande dessinée. Palais des festivals, samedi 24 et dimanche 25 avril, de 10 heures à 19 heures. 60 exposants.

DÉPÊCHES

■ **CUIVRES DE CUISINE.** La troisième vente consacrée à ces objets de collection aura lieu à Gien le dimanche 25 avril. Outre un ensemble de quarante moules à gaufres du XIXe (300 F à 1 000 F, 46 € à 153 €), les amateurs pourront acquérir un coquemar (sorte de bouilloire) de la fin du XVIe siècle (4 000 F, 611 €), une chocolatière XVIIIe, proche des modèles d'orfèvrerie (4 800 francs, 733 €) et de multiples cuivres XIXe entre 500 F et 2 000 F (76 € à 305 €).

★Hôtel des ventes de Gien, dimanche 25 avril. Exposition la veille. Etude Renard, 35, quai de Nice. 45500 Gien. Tél. : 02-38-67-01-83.

■ **SALON DES ANTIQUAIRES DE COLOGNE** : la 30e édition du Salon art et antiquités de Cologne (Allemagne) se déroulera du 24 avril au 2 mai dans les halles de la Messeplatz. L'ensemble de cette manifestation est consacré au mobilier et aux objets d'art européens. Mais la peinture XIXe siècle y occupe une place de choix et la galerie munichoise Meier lui consacre cette année une exposition.

★Art et antiquité. Messeplatz 1, Cologne, du 24 avril au 2 mai, de 11 heures à 19 heures. Entrée 32 DM (16 €) avec le catalogue, 20 DM (10,7 €) sans catalogue. 120 exposants.

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 99096

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II								■			
III						■					
IV							■				
V									■		
VI			■		■			■			
VII										■	
VIII								■			
IX		■		■					■		
X						■					
XI						■					

HORIZONTALEMENT

I. Bien sûr, il faut en prendre, mais pas trop. – II. Retour à la source. Nul, mais pas perdu. – III. En désordre. Machine à vapeur. – IV. Mériteraient un salaire. Prendre son courage à deux mains. – V. A plus de chance d'être rencontré que sa compagne. En touche. – VI. Fait le beau temps sur le Nil. Dans les grandes largeurs. Fumeur nippon. – VII. Populaire, elle devient troublante. – VIII. Envoyés sur la ligne. Grande école. – IX. Sa tour est penchée, mais dans l'autre sens. Romains. – X. Ne manque pas d'avenir. Finit à la corbeille. – XI. Passa. Cause de la peine.

VERTICALEMENT

1. Un bon départ avant toutes choses. – 2. Fait partie du précédent. Voyelles. – 3. Adresse électronique. Points dans l'eau. – 4. Pavillon maritime. Dans les habitudes. – 5. Pour mettre les mains aux paniers. Organisera. – 6. Dans la gamme. Intervalles musicaux. – 7. Pour un bon coup sur le terrain. Evite le choc des mots et des voyelles. – 8. Possessif. Groupe automobile. – 9. Pour classer les notes. Protégé dans le Poitou. Dans les livres. – 10. Meilleurs en cuisine qu'en salle. Rejeter. – 11. Voleur volant.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99095

HORIZONTALEMENT

I. Contrepoids. – II. Aramon. Ri. – III. Ni. Emulsion. – IV. Trame. Spi. – V. Respectée. – VI. Ente. Décret. – VII. Béret. Sueur. – VIII. Aisy. Ho. – IX. Salariées. – X. Sleud (duels). Rade. – XI. Eustatismes.

VERTICALEMENT

1. Contrebasse. – 2. Irène. Alu. – 3. Na. Astrales. – 4. Trempée. Aut. – 5. Ramée. Tarda. – 6. Emu. CD. Il. – 7. Politesse. – 8. ONS. Ecuyers. – 9. Isère. Sam. – 10. Drop. Euh. Dé. – 11. Sinistroses.

L'ART EN QUESTION N° 114

En collaboration avec  Réunion des Musées Nationaux

Un couple idéal

CE GROUPE, exceptionnel par la qualité de son exécution, a été découvert en 1927, dans un mastaba à 500 mètres de la pyramide de Chéops. Il représente un jeune couple, Iâib et son épouse la belle Khouaout, debout, marchant d'un pas tranquille et se tenant proche l'un de l'autre. Khouaout légèrement en arrière, a posé sa main sur l'épaule gauche de son mari.

Contrairement à la plupart des statues égyptiennes, les corps des deux époux sont entièrement dégagés de la pierre, le pilier dorsal ne montant que jusqu'aux hanches. Ainsi l'artiste a pu modeler le dos des personnages, soulignant l'espace entre les deux corps d'un trait noir et le bras d'Iâib d'un trait rouge. La perruque de Khouaout est faite de mèches qui s'enroulent les unes après les autres en une symétrie parfaite.

L'Ancien Empire (vers 2700-2200 avant J.-C.) est considéré par les Egyptiens comme l'âge d'or de leur civilisation. Plusieurs dynasties de pharaons se sont succédé pendant cette période. Combien y eut-il de dynasties ?

● Quatre
● Six
● Neuf

Réponse dans *Le Monde* du 30 avril


PHOTO B. WHITE COPYRIGHT RMN

« Iâib et son épouse Khouaout », IVe dynastie, calcaire peint, Giza, mastaba d'Itchou, Agyptisches Museum der Universtät, Leipzig. Aux Galeries nationales du Grand Palais à Paris, pour l'exposition « L'art égyptien au temps des pyramides » jusqu'au 12 juillet.

Solution du jeu n° 113 paru dans *Le Monde* du 16 avril

Jane Burden et Elisabeth Siddal ont vécu dans l'environnement proche des peintres préraphaélites qui ont élaboré leur image de la femme en s'inspirant d'elles. Julia Margaret Cameron est une photographe anglaise qui a vécu de 1815 à 1879.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PATRIMOINE En dédiant l'année 1999 à la redécouverte de l'art nouveau, la ville de Nancy renoue avec une période fertile de son histoire culturelle. Trois expositions simultanées explorent les sources d'une renommée internationale qui salua, à la fin du siècle dernier, non seulement l'un des fournisseurs d'un art décoratif en vogue, mais un véritable foyer de création. ● ÉMILE GALLÉ pour le verre, ainsi que l'entreprise des frères Daum, et Louis Majorelle pour les ferronneries et l'ébénisterie, entretenaient un dialogue serré avec les manufactures de la région. ● LE DÉBAT politique et la recherche du progrès social n'étaient pas absents des préoccupations de certains, comme Emile Gallé, résolument dreyfusard. ● LA MOBILISATION de la cité autour du thème artistique suscite une ouverture vers de nouveaux liens possibles entre l'art et l'industrie.

Emile Gallé et l'école de Nancy, artistes d'un mouvement de société

Afin de célébrer son année consacrée à l'art nouveau, la ville ouvre au public, le 24 avril, trois expositions. L'historien de l'art François Loyer explique, dans un entretien, le rôle que voulaient jouer ces précurseurs de la modernité dans leur époque

« Historien de l'art et de l'architecture du XXe siècle, directeur de recherche au CNRS, commissaire général de l'exposition « Ecole de Nancy, art nouveau et industries d'art », vous avez participé à la préparation du centenaire. A quels événements se rattache cette célébration ?

– Les Nancéens ont eu une volonté, et le patrimoine réveille une identité. Comme une guérison, après une longue crise. Le centenaire n'est pas précisément daté : plutôt qu'un événement, c'est une période, celle de l'éclosion d'un style dans les années 1880-1890, qui aboutit à la création, en 1901, du groupement qui prend le nom d'école de Nancy. En 1904, c'est la mort d'Emile Gallé, celui qui est à l'origine de tout, célébré à Paris dès 1884 et surtout à l'Exposition de 1889. La grande exposition régionale qui rassemblera les différents producteurs date de 1909. En réalité, l'idée était qu'avant de passer à l'an 2000 il fallait lancer un mouvement positif.

– Quel en serait le thème fédérateur ?

– Cette région a pris de plein fouet l'effondrement de l'industrie lourde, il y a vingt-cinq ans ; elle veut investir dans son avenir. Mais elle a connu plus tragique encore en 1871, où, devant l'afflux de réfugiés chassés des territoires annexés, elle s'était redressée dans l'adversité. Nancy était à trente kilomètres de la frontière : on les appelait les « optants », ils avaient eu, un jour donné, le choix de partir ou rester. Ils arrivaient, en convoi, avec tout ce qu'ils avaient pu charger sur des carrioles, et jusqu'au petit matériel industriel. Très méthodiques, ne laissant rien derrière eux, ils apportaient aussi leur savoir-faire, leur volonté d'entreprendre.

– Cela a-t-il favorisé la jonction entre art et industrie ?

– La grande chance de Nancy, c'est le voyage d'Emile Gallé avec son père, à Londres, où il découvre les grands noms de l'époque, Christopher Dresser et surtout William Morris, qui sera son modèle. Mais, au lieu du repli vers le monde artisanal, Emile Gallé, qui a reçu une formation scientifique – la chimie du verre – en Allemagne, n'a pas fait les beaux-arts, mais étudié le dessin floral dans une école technique. Il est l'âme de l'école de Nancy, le véritable initiateur.

– Initiateur, il restera la figure dominante pendant combien de temps ?

– Sa prééminence dure une dizaine d'années, jusqu'au moment où, justement, il réunit ses concurrents, qu'il appelle ses « imitateurs », Daum pour le verre, Majorelle pour le mobilier, d'ailleurs associés pour certaines créations dans une alliance qui sera la marque de l'école de Nancy. A un moment qui correspond au début des difficultés.

– Quelles difficultés ?

– A la veille de l'Exposition de 1900, la situation de Gallé n'est pas simple. Dès 1897, ça tourne mal, ce qu'on oublie aujourd'hui : l'art nouveau est lâché par Goncourt, qui parle de *« gothic style »*, qui a le plus grand mépris pour un art douteux, interlope, et qui commence à tenir des propos antisémites.


C. PHILIPPOT/MUSÉE-ÉCOLE DE NANCY

Portrait d'Emile Gallé, par Victor Prouvé.

– Emile Gallé est-il directement concerné ?

– Gallé, qui est franc-maçon, crée à Nancy une section de la Ligue des droits de l'homme. Ville de garnison avec une tradition catholique puissante, Nancy réagit : il reçoit des mises en garde de la préfecture, subit des pressions. Or, il s'est engagé très fermement, puisqu'il expose des vases sur le thème de l'affaire Dreyfus. Cela lui coûte cher et lui fait perdre des clients.

– L'art nouveau est-il déjà passé de mode ?

– Au moment de l'Exposition de 1900, l'architecte Frantz Jourdain lance un manifeste en faveur de l'art nouveau, et c'est le style « Louis XV Grand Palais » qui l'emporte, la gare d'Orsay est confiée à Lalou.

– Le rejet est-il comparable à l'étranger ?

– Oui, en Allemagne, c'est l'année où Van de Velde reçoit un accueil épouvantable à Berlin, où l'empereur fait la remarque que son diffuseur est juif. C'est l'année où, à Bruxelles, un critique attaque un magasin (la plus belle devanture de la rue Royale) en parlant de style « boutiquier ». Ce violent mouvement de repli anti-moderne est très bien dit dans Proust : le baron de Charlus renonce à son mobilier art nouveau et rachète du mobilier historique.

– Les mouvements de dépréciation de l'art nouveau sont nombreux, au cours du siècle, dans l'opinion, et même dans les milieux spécialisés. On parlera d'« art décadent »...

– La notion de décadence a été fabriquée dans l'entre-deux-guerres. Démodée, son image a été récupérée par les surréalistes, par Salvador Dali. Il en a fait, à partir de Gaudi, une forme de symbolisme, ce qu'il n'est pas complètement. Il y a des tendances oniriques dans la peinture. Je pense à Burne-Jones, mais ce n'est pas comme cela qu'est ressentie l'école de Nancy à l'époque. Gallé, dans son art, est d'abord un symboliste très littéraire, puis il franchit le pas, il entre dans un monde lyrique qui, au contraire, est d'un optimisme très étonnant. Un rêve de nature mystique.

– Une mystique du progrès ?

– Il pense que la solution des problèmes de la société industrielle, ces lendemains qui chantent, l'admiration de la nature en donne la clé. Retour à Rousseau et au socialisme utopique. Comme un espoir désespéré dans la vie de la nature : il ne se contente pas de copier, d'imiter la nature, il prend des motifs floraux et leur insuffle une vitalité.

– C'est la définition de l'art nouveau...

– Oui, s'inspirer de la nature. Mais il y a deux façons de faire, et c'est ce qui est troublant. La façon des années 1840, Owen Jones ou Viollet-le-Duc au début, c'est de rechercher la structure à l'intérieur d'une forme, de considérer la nature comme source d'une géométrie sacrée. Sous l'influence de la pensée darwinienne, une philosophie vitaliste passe chez les artistes. Le souffle de vie est l'essence d'un changement. L'imitation s'estompe au profit d'une invention. C'est la force d'Emile Gallé : il part d'un motif naturel, regarde un détail et l'agrandit. Il se met à faire vivre le brin d'herbe, la fleur, la feuille, leur donne mouvement et vie. Avec sa formation de chimiste et son aisance technique, il met au point des teintes, des épaisseurs, des marqueteries inusitées, au service de son message de progrès. Un souffle rédempteur, pour sortir le monde de la crise et du désespoir.

> « Ils ont su trouver un équilibre, qui reste à réinventer aujourd'hui »

» On retourne toujours à Gallé. Hors normes, il s'intéresse au contenu poétique du monde. Il prend le risque total d'exprimer une philosophie à travers un objet quotidien et de briser toute dépendance avec la tradition beaux-arts. En peinture, c'est la différence avec Victor Prouvé, l'autre grand acteur du mouvement. Lui sera un révélateur, fera bouger les autres, mais il parvient moins bien à s'exprimer, sauf peut-être dans les reliures, la grande découverte de cette exposition.

– Est-ce la recherche d'un art total ?

– C'est plutôt la volonté de déplacer l'art ailleurs, donner à la broderie, au verre, à la reliure, le statut d'art majeur. Et, surtout, une volonté de réinscrire l'art dans la vie quotidienne, de le ramener près de la vie. Le génie propre à l'école de Nancy, que Gallé partage avec Daum et avec Majorelle, c'est de construire un projet industriel à côté des œuvres uniques.

– Où réside l'actualité de ce mouvement ?

– Cette peinture de la nature est une protestation contre son risque de destruction. Une formidable liberté par rapport à toute convention. C'est intéressant, car nous sommes à nouveau dans une situation de blocage : la culture moderne est devenue convenable. Eux n'étaient pas convenables, mais profondément inventifs. Il y a enfin cette idée de ne pas refuser le dialogue avec l'industrie.

– Ce que l'on appelle le design ?

– Oui, mais une déclinaison du design qui n'en fait pas un outil de pure production de série. Ils ont su trouver un équilibre, qui reste à réinventer aujourd'hui. »

Propos recueillis par Michèle Champenois

Mobilisation générale autour de l'art nouveau

EN OUVRANT au public, le 24 avril, non pas une, mais trois expositions pour célébrer son année art nouveau, Nancy s'offre un festival de formes et de couleurs qui est aussi l'occasion de revisiter son patrimoine. Et de puiser des forces dans la vitalité créatrice exprimée dans les mêmes lieux il y a un siècle. Fer et verre, grès et céramique, bois et marqueteries, aucun matériau ne résistait aux artistes et aux industriels engagés dans une aventure qui n'a pas d'équivalent ailleurs en France et qui dialoguait à l'époque avec des « capitales » d'une autre dimension, Vienne, Bruxelles, Barcelone ou Paris.

Si la réouverture au début de l'année (*Le Monde* du 5 février) du Musée des beaux-arts, rénové et agrandi et où a été installée la collection des verreries de Daum, a déjà attiré des foules de visiteurs, cette deuxième salve de manifestations va relancer l'intérêt. Au-delà du rassemblement spectaculaire de pièces dispersées, c'est à une nouvelle lecture de cette période qu'elles invitent. L'une des particularités de l'art nouveau, à Nancy ou ailleurs, est d'avoir subi alternativement excès d'amour et excès d'indignité. Fascination et rejet, mode et démode, il a pu passer pour un comble du mauvais goût. Si les Anglo-Saxons ont été plus rapides à le réhabiliter (dès les années 30), cela aura servi aux antiquaires américains et anglais à le collecter plus tôt. Ce qui n'avait pas été dispersé dès la première guerre l'aura été dans les années 50 puisque le premier sursaut d'intérêt en France date des années 1959-1960, avec l'exposition parisienne intitulée « Aux sources du *XX*e siècle » qui laissait encore du temps à l'opinion pour s'habituer à un nouveau regard. Entre-temps, les prix avaient flambé. L'heure est plus calme, le contrechoc esthétique est dépassé, il s'agit d'une autre approche. On veut comprendre.

Dans son quartier général, la villa construite par Henri Sauvage pour Majorelle, Caroline Mierop, historienne, chargée de mission pour l'année art nouveau, a apporté son expérience bruxelloise. Au Musée des beaux-arts, Béatrice Salmon, le conservateur, a réuni les peintres de l'époque, autour de Victor Prouvé et d'Emile Friant.

UN SOUCI DE LÉGÈRETÉ

Au musée de l'école de Nancy, installé par la ville dans la maison et le jardin de la famille Corbin, qui possédait les Magasins réunis et en avait fait un agent efficace de la propagation de l'art nouveau, Valérie Thomas, qui en est le conservateur, a remanié la présentation des collections, pour présenter, en continuité avec le grand jardin, soumis à un sérieux lifting, les liens directs que cet art avait tissés avec la flore naturelle. Iris, ombelles, pissenlits, nénuphars, glycines et coloquintes, champignons, toute une botanique sophistiquée, saisie dans ses nuances et son mouvement, vivante.

Le rassemblement de pièces dispersées, jamais montrées ensemble, s'accompagne aussi de la redécouverte des lieux où s'est exprimé cet art en liaison étroite avec une vie sociale. Banques, chambre de commerce, magasins, étaient les temples de cette profusion décorative. Rénovées pour l'événement, les Galeries Poirel, au centre de Nancy, qui furent le premier lieu d'exposition de la collection Corbin, accueilleront l'exposition de synthèse. Quatre cents œuvres, du mobilier, beaucoup de verreries, des reliures, quelques broderies, des céramiques, venues de 11 pays et de 47 musées.

Au-delà des échanges entre beaux-arts et arts décoratifs, des passages aller-retour entre académisme vigoureux à liberté de ton, la confrontation permet de distiguer, chez ces personnalités liées par une destinée commune, des caractères opposés. Ainsi apparaît l'élégance et le souci de légèreté qui animent les créations en ébénisterie de Louis Majorelle, à l'opposé de l'expression puissante, massive des ensembles de mobilier d'Eugène Vallin. Ainsi se déclinent les variantes, les variations sur des thèmes semblables qui témoignent d'une émulation fraternelle ou conflictuelle. Mais l'ambition des organisateurs dépasse le seul domaine de l'art. *« Les œuvres seront parfois jugées désuètes, les décors surchargés, les formules littéraires naïves*, note Caroline Mierop, *mais l'actualité de l'école de Nancy réside ailleurs. Dans le rôle de l'artiste et son engagement vis-à-vis de la société, la nécessité de la recherche, le rôle des écoles et de l'université, les liens qui unissent la culture à l'identité régionale, la notion d'héritage... »*. Tout un programme.

M. Ch.

Pratique

● **L'école de Nancy**, 1889-1909. Galeries Poirel, rue Poirel, Nancy. Du jeudi au lundi, de 10 heures à 19 heures ; le mercredi de 10 heures à 21 heures. Entrée : 35 F (5,2 €). Jusqu'au 26 juillet. Catalogue « Nancy, art nouveau et industries d'art », sous la direction de François Loyer. Editions Ville de Nancy/RMN, diffusion Seuil. 368 p., 350 illustrations, 290 F (43,5 €).

● **Fleurs et ornements.** Musée de l'école de Nancy, 36, rue du Sergent-Blandan. Nancy. Du jeudi au lundi, de 10 heures à 19 heures ; le mercredi de 10 heures à 21 heures. Entrée : 35 F (5,2 €). Jusqu'au 26 juillet. Catalogue : Editions Ville de Nancy/RMN. 150 p., 120 illustrations, 150 F (22,5 €).

● **Peinture et Art nouveau.** Musée des beaux-arts, place Stanislas, Nancy. Du jeudi au lundi, de 10 heures à 19 heures ; le mercredi de 10 heures à 21 heures. Entrée : 35 F (5,2 €). Billet groupé pour les trois expositions : 70 F (10,5 €). Jusqu'au 26 juillet. Catalogue : Editions Réunion des musées nationaux. 160 p., 100 illustrations, 190 F (28,5 €).

● **Le programme** de l'Année école de Nancy comprend d'autres expositions à Nancy et dans la région, ainsi que des colloques, notamment « Arts, sciences et technologies du verre », séminaire organisé du 30 juin au 8 juillet à l'Institut national polytechnique de Lorraine, et une école internationale d'été (du 20 mai au 7 août) sur l'art nouveau en Europe et l'école de Nancy, au Pôle universitaire européen de Nancy-Metz. Renseignements : Office de tourisme, place Stanislas, BP 810, 54 011 Nancy Cedex. Tél. : 03-83-17-19-99.

Huit mois de restauration pour la robe « Bord de rivière au printemps »

NANCY
de notre correspondante

Les fées sont venues du Musée historique des tissus de Lyon, avec leurs aiguilles courbes et du fil de soie fin comme un cheveu pour parachever leur œuvre, un travail de titan au petit-point qui a duré huit mois : la restauration de la robe « Bord de rivière au printemps » dessinée par Victor Prouvé et brodée d'or, de perles et de rêve par Courtex.

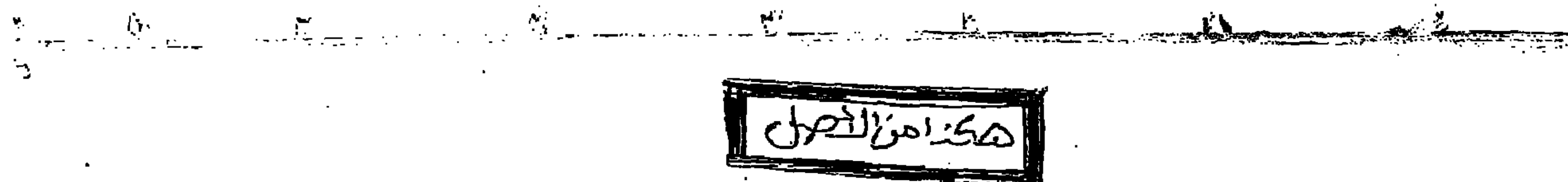
Jamais portée, cette robe du soir en soie et mousseline, couleur de chair, de forme princesse, qui évoque la flore de l'Ecole de Nancy, tout en nénuphars, iris d'eau, arums, sur lesquels se posent dès libellules d'or, fut présentée lors de l'Exposition universelle de Paris en 1900.

Cette pièce unique, arrivée en lambeaux à Lyon, qui s'autodétruisait depuis 1990 sous l'effet de la corrosion des fils métalliques pris dans la soie, a été choisie par Mme Jacqueline Lejeune, PDG d'Olitec, comme contribution à la célébration du centenaire. 350 000 francs ont été nécessaires pour mener à bien cette restauration. Elle sera, à côté des verreries, des meubles en marqueterie, un des clous de l'exposition des galeries Poirel et témoigne de cette virtuosité artisanale et artistique propre à l'école de Nancy.

Dans une scénographie de Philippe Renaud sur fond de velours violet (liturgique et mystique) et vert mousse, référence directe à Gallé qui avait inscrit au fronton de ses ateliers *« Ma racine est parmi les bois, près des mousses, autour des sources »*, tout l'esprit de l'école de Nancy est là, en quatre cents pièces historiques. Caroline Mierop, chef de la Mission du Centenaire, a d'emblée voulu associer la région à cette célébration. Mission réussie puisque l'exposition s'ouvre sur une collection de « gargoulettes » de Gallé que Daum avait appelées « berluzes », ces petits vases charmants d'une vingtaine de centimètres de haut, de forme pansue, à long col élancé, qui déclinent, en décors gravés à l'acide, des paysages givrés, des libellules, des boutons de roses. Ces vases ont été prêtés par des Nancéens qui les tenaient sans doute de leurs grand-mères, marques d'une époque pas si lointaine où toutes les familles lorraines possédaient une suspension, une lampe ou un vase sorti des ateliers Daum ou Gallé.

Le premier modèle, un vase parlant où est gravée l'inscription *« Seulette suis, seulette veux être »*, réalisé par Gallé en 1889, provient du Musée des arts décoratifs de Paris. Jean-Luc Olivié, son conservateur, et un des commissaires de l'exposition Poirel expliquent qu'avec ce genre de pièce *« d'une typologie formelle assez simple, la manufacture Gallé a pu survivre et même vivre bien en produisant de manière industrielle un objet de grande diffusion »*. C'est là la grande originalité, et peut-être l'utopie de l'école de Nancy : le mélange entre création artistique et savoir-faire artisanal, et la fabrication industrielle, la diffusion d'un art social qui se voulait à la portée de tous.

Monique Raux



هكذا من الأصل

Le tribunal de grande instance de Bordeaux sur la sellette

De nombreux dysfonctionnements ont été constatés après l'ouverture du bâtiment conçu par l'architecte britannique Richard Rogers. Une expertise a été ordonnée, dont les résultats devraient être connus avant l'été

BORDEAUX
de notre correspondante

Depuis son ouverture en juin 1998, le nouveau tribunal de grande instance de Bordeaux (TGI) fait gloser magistrats, avocats et fonctionnaires. Il y a quelques jours, une « programmiste », chargée d'effectuer un audit sur la fonctionnalité des bureaux et les problèmes généraux du tribunal, a rencontré le personnel. Les résultats sont attendus dans deux mois environ. Après des années passées dans un sombre bâtiment du XIX[e] siècle où chacun avait ses habitudes, magistrats et fonctionnaires ont découvert un bâtiment neuf, aux murs de verre et armatures en métal orange, aux couloirs rectilignes et aux salles d'audience en bois. Un choc.

L'architecte britannique Richard Rogers, l'un des auteurs du centre Georges-Pompidou, avait été retenu par le ministère de la justice en décembre 1992. Il devait concevoir la nouvelle cité judiciaire de Bordeaux : l'agrandissement de l'Ecole nationale de la magistrature, la construction d'un restaurant et surtout le nouveau TGI. L'enveloppe globale s'est élevée à 450 millions de francs (68,18 millions d'euros). *« Le grand principe était de rendre visibles les organes de la justice »*, explique Ivan Harbour, directeur de l'équipe Rogers chargée de l'opération. Dans cette œuvre originale, qui s'élève sur six niveaux, plusieurs techniques innovantes ont été utilisées pour cette réalisation.

Les sept salles d'audience en cèdre rouge ressemblent à des ruches géantes en suspension. *« Elles sont belles, rien à voir avec les autres, qui étaient antédiluviennes*, estime le juge d'instruction Alain Bressy, pourtant un des plus contestataires. *Quand on lève les yeux, on voit le ciel par le hublot. Quand des nuages passent, c'est du Magritte. C'est un pied de nez au conservatisme local. »*

DES « GRILLS »

Les compliments s'arrêtent là. Depuis le déménagement, de nombreux dysfonctionnements, dignes d'un inventaire à la Prévert, sont apparus : ascenseurs capricieux, portes automatiques récalcitrantes, fuites d'eau, alarmes intempestives, passerelles enjambant le vide aux rambardes sans protection... – des plaques métalliques ont été depuis ajoutées. De l'aveu même du président du TGI, André Gariazzo, la circulation entre services et niveaux est compliquée. Le système de sécurité avec carte magnétique, sas et interphone, irrite les utilisateurs.

A la demande de trois juges d'instruction dont le doyen, installés face à la salle des pas perdus, il a fallu poser des stores dans leurs cabinets entièrement vitrés. Quand les audiences du tribunal correctionnel ont lieu, des curieux peuvent observer sans peine les magistrats délibérer à huis clos. A l'étage des juges d'instruction, des boxes d'attente en verre de moins de 2 mètres carrés sont dotés de tabourets métalliques noirs inconfortables, ironiquement baptisés « grills ».

Dans les deux salles correctionnelles, un mur de verre est installé, séparant les prévenus du reste du public. En juillet dernier, devant l'impossibilité de communiquer avec son client, un jeune avocat, M[e] Pierre Landette, a réussi à le faire libérer, pour atteinte majeure aux droits de la défense. Depuis, on a enlevé une partie des parois vitrées. *« Dans d'autres juridictions, on nous demande d'installer des vitres pare-balles »*, tempère René Aladari, délégué général au plan pluri-annuel de l'équipement à la chancellerie. Le personnel installé entre le rez-de-chaussée et le deuxième étage souffre d'un manque de lumière. Des halogènes puissants ont dû être installés. Un toit en verre, initialement prévu par l'architecte, a dû être remplacé pour des raisons techniques par un revêtement métallique.

Autre « loupé » : l'accès des handicapés. Les salles d'audience sont aménagées pour le public mais pas pour les magistrats, alors qu'il existe un fonctionnaire handicapé moteur.

Des travaux pour modifier l'accès à la tribune sont prévus. *« Il a fallu attendre la mise en service pour se rendre compte de ce cas connu*, admet René Aladari. *Dommage que personne à Bordeaux ne nous ait prévenus. »* Bernard Lagriffoul, magistrat et membre de la commission permanente du TGI, n'est pas d'accord : *« Depuis mai 1997, la chancellerie et le maître d'ouvrage délégué ont été alertés par ce problème. »*

UNE QUESTION DE TEMPS

Plus grave encore, une vingtaine de poutres verticales en verre chargées de stabiliser les trois façades vitrées ont éclaté. On n'en connaît toujours pas les causes exactes. En octobre 1998, la chancellerie a saisi le tribunal administratif de Bordeaux pour ordonner une expertise. Elle devrait dire avant l'été si ces désordres sont imputables à un vice de conception, de fabrication, à une insuffisance de contrôle technique ou à une mauvaise exécution des travaux. Richard Rogers a déjà mis au point des raidisseurs en acier qui remplaceront ceux en verre.

« L'expérience ici va m'amener à insister davantage sur la concertation permanente au stade de la conception, de la réalisation et de l'aménagement intérieur », avait déclaré la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, de passage à Bordeaux l'hiver dernier. Elle n'a pas encore inauguré le bâtiment.

Peu après leur emménagement, les magistrats avaient voté une motion pour faire part de leurs réserves et regretter de ne pas avoir été suffisamment associés au projet. *« Les informations ne sont pas remontées à la chancellerie ou n'ont pas été prises en compte »*, lâche Elisabeth Collet, déléguée syndicale CGT du personnel judiciaire. Pour Ivan Harbour, c'est une question de temps : *« Il est très difficile de changer ses méthodes de travail et de satisfaire 300 personnes. Il faut au minimum cinq ans avant que les critiques ne disparaissent. »*

Claudia Courtois

COMMENTAIRE

PRIVÉS DE PHOTO

Depuis le lancement de la nouvelle formule du *Monde*, la deuxième page de la séquence « Culture » est systématiquement illustrée. Or il nous est impossible de publier aujourd'hui une photographie du bâtiment du nouveau tribunal de grande instance de Bordeaux en raison de l'opposition de l'architecte du bâtiment, l'Anglais Richard Rogers, au nom du droit d'auteur et sous peine de poursuites judiciaires. Que ce bâtiment soit achevé, qu'il soit financé et propriété de l'Etat, rien n'y fait. Les nombreux problèmes qui ont entouré sa construction et son fonctionnement *(lire ci-contre)* ont convaincu l'architecte d'interdire toute reproduction de son œuvre. Comme l'enquête de Michel Guerrin et Emmanuel de Roux, publiée dans *Le Monde* daté 27 mars, l'indiquait, artistes et architectes intervenant sur le domaine public sont de plus en plus nombreux à exercer leurs droits d'auteurs. Cette attitude handicape le travail des photographes et celui des éditeurs, et prive le public de son droit de regard sur un bâtiment qu'il a financé.

Olivier Schmitt

Lee Fiedlander, invité des 30es Rencontres photographiques d'Arles

L'AMÉRICAIN Lee Friedlander sera l'invité principal des 30[es] Rencontres internationales de la photographie d'Arles (7 juillet-15 août). Friedlander, soixante-cinq ans, assistera à la soirée-projection du 8 juillet, à laquelle il a collaboré, qui vise à présenter l'essentiel de la carrière du *« grand novateur de la modernité photographique américaine »*, estime Gilles Mora, directeur artistique de cette édition. Lee Friedlander symbolise le cru 1999 arlésien baptisé « Vive les modernités ! ». Seize expositions sont proposées, en trois chapitres : « L'expérimentation photographique, formes et visions » ; « Etre de son temps, les voies du document » ; « La beauté ». Gilles Mora rend hommage aux formes photographiques élaborées dans les années 20-30 et veut montrer que ce langage est pérenne, voire prolongé par des artistes contemporains. Un colloque organisé par la revue *Etudes photographiques*, intitulé « La photographie : un modèle pour la modernité » devrait asseoir la démonstration (Ecole nationale de la photographie, 8 et 9 juillet).

Cela faisait longtemps qu'un programme aussi « historique » n'avait été présenté à Arles, où sont conviés Alexandre Rodtchenko, Walker Evans, les Actionnistes viennois des années 60, et une multitude de photographes de l'entre-deux-guerres, de Germaine Krull à Moholy-Nagy. Gilles Mora a associé des grands disparus à des artistes d'aujourd'hui : Florence Henri et Denis Roche d'un côté ; Walker Evans, Lee Friedlander et Bernd et Hilla Becher de l'autre. Les rapprochements d'auteurs et les correspondances d'images, anciennes et plus récentes, donneront sans doute son caractère à un programme dominé par les figures connues parmi lesquelles se distinguent la rétrospective consacrée au Suisse Gotthard Schuh (1897-1967) et un hommage à Lucien Hervé, quatre-vingt-huit ans, dont la collaboration avec Le Corbusier fut féconde.

PEU DE PLACE AUX JEUNES ARTISTES

Arles 99 est également dominé par des expositions de groupe dont le thème est un motif (la femme chez Rodtchenko, le pont-transbordeur de Marseille, l'insecte dans l'art contemporain) ou des symptômes du langage photographique (l'abstraction, le flou, l'ombre). Gilles Mora laisse en revanche peu de place aux jeunes artistes si l'on excepte les expositions de groupes. Citons Jacques Damez, dont les « Vues de l'esprit » ont déjà été montrées à Lyon, l'« Iconomanie » de Michaela Moscouw et les portraits d'Appalaches par Shelby Lee Adams.

Quatre soirées au Théâtre antique confirment le caractère historique du programme. Outre Friedlander, « Les dames de Bazaar » (9 juillet) est un hommage à Lillian Bassman et Louise Dahl-Wolfe qui ont animé le magazine *Harper's Bazaar* dans les années 30-50. « Avant l'avant-garde » (10 juillet) raconte les récréations photographiques des amateurs des années 1890-1900 qui annonceraient l'esthétique de la modernité. « 30 et 60 » enfin (11 juillet) est une soirée découpée en deux parties : Lucien Clergue, cofondateur et âme d'Arles, racontera les Rencontres dans « Mes 30 festivals » – le livre *Avoir trente ans* (RIP/Actes Sud) sortira pour l'occasion. Puis Jean-Marie Périer projettera ses portraits de chanteurs et rock stars des années 60. Grand amateur de rhythm'n'blues et de rock, Gilles Mora propose pour chaque soirée-projection une deuxième partie musicale, dont *« une surprise »* pour la dernière, le 11 juillet, au goût de gâteau d'anniversaire.

Michel Guerrin

★ Rencontres internationales de la photographie. 10, rond-point des Arènes, 13632 Arles Cedex. Tél. : 04-90-96-76-06. Catalogue, *Vive les modernités !* éd. Actes Sud/RIP, 350 p., 250 F (38,11 €).

Michel Postel crée à Biarritz son musée oriental

BIARRITZ
de notre correspondant

On savait Biarritz naturellement tournée vers l'Espagne et l'Amérique latine. Mais la station balnéaire bénéficie désormais d'une nouvelle fenêtre, cette fois sur l'Extrême-Orient depuis l'ouverture d'Asiatica, un musée d'art oriental.

Ce dernier propose sur deux niveaux et 800 mètres carrés d'exposition un millier d'objets, de la préhistoire à nos jours, couvrant toutes les grandes civilisations du continent. Des *thangka* du Tibet, peintures sur soie où sont représentés lamas et divinités, forment un ensemble des plus rares, comme celui constitué de bronzes, de broderies et de rituels du bouddhisme lamaïque, dont une couronne de chamane du XVII[e] siècle et un bouddha doré du XIII[e] siècle.

> « Asiatica veut faire comprendre les cultures de l'Inde et de ses voisins tibétains ou chinois »

L'aire népalaise se singularise par de grandes sculptures sur bois et une très belle collection de *mohra*, visages de divinités s'apparentant à des masques, venus de l'Himachal-Pradesh, au nord de l'Inde. Originaire du Bihar et de l'Orissa, à l'est de l'Inde, un ensemble de diorites introduit aux autres provinces indiennes. Il s'agit de sculptures sur pierre datant du XI[e] siècle d'inspiration bouddhiste et hindouiste. Asiatica propose un panorama assez complet des civilisations qui se sont épanouies dans le sous-continent : délicates fresques jaïnes du Mont-Abu (Rajasthan), statues d'inspiration gréco-bouddhique du Gandhara, miniatures de l'époque moghole (XVII[e] siècle).

Le musée Asiatica a pu ouvrir ses portes grâce à Michel Postel, enfant de Biarritz qui a vécu cinquante ans en Inde, où il a fondé la *Franco-Indian Pharmaceutical*, société implantée à Bombay. Arpentant toute cette partie de l'Inde, rassemblant livres et documents, achetant des pièces sur place puis sur le marché international, notamment à Londres, il a constitué une collection personnelle très riche et participé à des découvertes archéologiques importantes, comme en 1986 celle du puits-temple souterrain de Patan, à Goudjerat (sud-ouest de l'Inde). *« Après tous ces efforts de recherche, tant de kilomètres parcourus, il était temps de faire partager ces acquisitions, et j'ai choisi la ville de mon enfance*, explique Michel Postel. *Certes, Asiatica montre d'abord une collection personnelle mais elle veut également faire comprendre les cultures de l'Inde et de ses voisins tibétains ou chinois, ainsi que les religions qui les ont façonnées. »*

Monté avec le soutien de la ville de Biarritz dans l'ancien centre expérimental de fibres optiques ouvert par France Télécom, Asiatica a nécessité un investissement de 5 millions de francs (762 245 euros). Une initiative complètement privée, assumée par Michel Postel sur ses fonds propres et avec l'aide de la Franco-Indian Pharmaceutical, qui devrait en garantir la pérennité.

Michel Garicoix

★ Asiatica, musée d'art oriental, 1, rue Guy-Petit, 64200 Biarritz. Tél. : 05-59-22-78-78. Ouvert du mardi au samedi, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures.

DÉPÊCHES

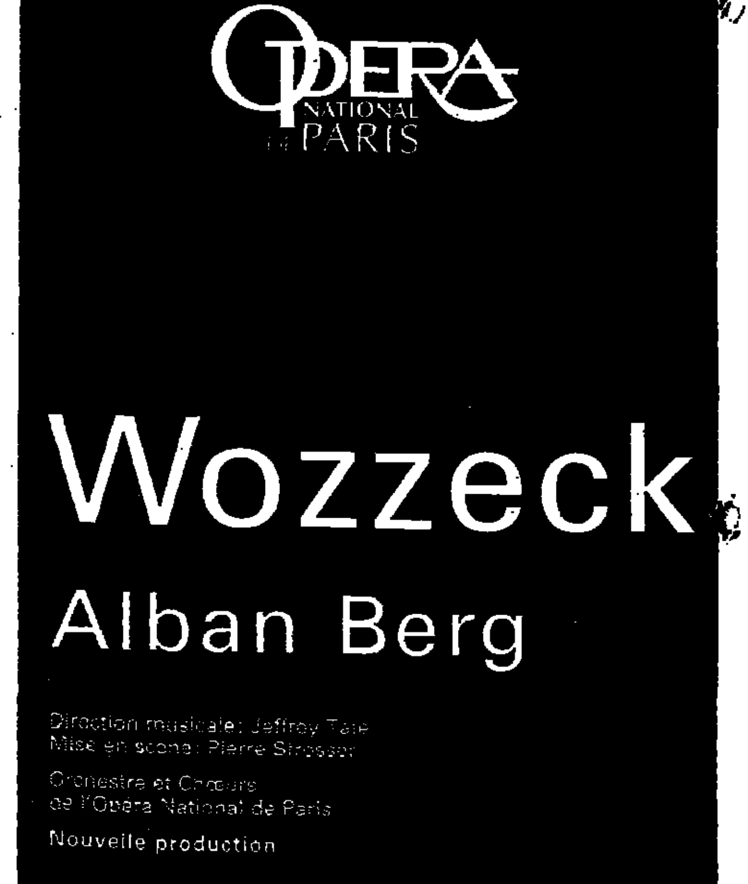
■ **THÉÂTRE : Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, devait inaugurer, le jeudi 22 avril, la nouvelle salle de la Comédie de Béthune, *Le Palace* (343 places), à l'occasion de la création de deux pièces de Marivaux, *Les Sincères* et *Le Dialogue de l'amour et de la vérité*, mises en scène par Agathe Alexis, qui codirige (avec Alain Barsacq) la Comédie de Béthune.**

■ **Le tricentenaire de la mort de Jean Racine (le 21 avril 1699) fait l'objet de plusieurs manifestations.** Le Musée national des Granges de Port-Royal présente jusqu'au 31 août une exposition consacrée à *Phèdre*. La Comédie-Française donnera, au Théâtre du Vieux-Colombier, du 10 mai au 4 juillet, *Andromaque* et *Mithridate*, qui seront mises en scène par Daniel Mesguich, dans un même décor, signé Gérard Poli. Claude Mathieu jouera *Andromaque*, et Simon Eine, *Mithridate*.

■ **CINÉMA : les prix Jean Mitry 1999 ont été attribués au livre** *L'Invention de la scène au cinéma, cinéma et paysage*, de Jean Mottet (L'Harmattan), et à *Cinéma et dernières technologies*, sous la direction de Franck Beau, Philippe Dubois et Gérard Leblanc (Arts et cinéma, de Boeck Université, INA). Créés par l'Institut Jean-Vigo à Perpignan, ces prix qui récompensent chaque année un livre et une revue consacrés aux rapports entre histoire et cinéma sont attribués durant le festival Confrontation, dont la 35[e] édition s'est tenue du 10 au 17 avril.

■ **ART : le Canada restitue à la Syrie des mosaïques pillées.** Trente-neuf mosaïques byzantines, des V[e] et VI[e] siècles, provenant du pavement d'édifices religieux du nord-ouest de la Syrie, ont été rendues à leur pays d'origine. Elles avaient été découvertes dans un entrepôt de Montréal en juillet 1998. Depuis trois ans, les douaniers canadiens ont intercepté plus de soixante-quinze mosaïques syriennes au Québec.

■ **JUSTICE : 1 500 disques-compacts illicites en provenance des Pays-Bas** ont été saisis le 14 avril à Roissy-Charles-de-Gaulle, représentant un préjudice commercial d'environ 200 000 F (30 000 euros). Les contrefaçons (*1,2,3 soleils*, de Taha, Khaled et Faudel, *Simarik*, du chanteur turc Tarkan, parus chez Barclay/Universal) étaient transportées par un commerçant pakistanais résidant en Hollande. Le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) a ordonné sa comparution immédiate devant la 17[e] chambre du tribunal de grande instance de Bobigny, qui a renvoyé l'affaire au 23 juin. Le contrefacteur a été remis en liberté.



Une brève histoire de la peinture mexicaine

Jacques et Natasha Gelman, collectionneurs forcenés, ont défendu les artistes mexicains du XXe siècle. La preuve en 80 tableaux

Peinture mexicaine moderne et contemporaine de la collection Gelman, Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris, XVIe. Mo Iena. Tél. : 01-47-23-38-88. Du mardi au samedi, de 10 h 30 à 18 h 30. Entrée libre. Jusqu'au 8 mai.

Comment le cinéma pourrait-il faire du bien à la peinture ? En la collectionnant. Tout au long du siècle, des producteurs, des réalisateurs, des comédiens ont dépensé un peu de l'argent des studios dans les ateliers et les galeries. En France, il y a eu Jacqueline Delubac, dont la donation faite au Musée de Lyon rend hommage à Picasso et à Bacon. Au Mexique, il y a eu les Gelman.

Jacques Gelman naît à Saint-Pétersbourg en 1909 dans une famille de propriétaires terriens qui s'enrichissent dans le commerce des bois. Ils émigrent en 1917 en Allemagne, des orfèvreries de Fabergé cachées dans leurs poches. Jacques Gelman fait des études de cinéma à Berlin, travaille chez Pathé à Paris, puis y fonde sa société de distribution de films. En 1938, il quitte l'Europe malade pour le Mexique, y épouse une émigrée tchèque prénommée Natasha, et y découvre un acteur comique, Mario Moreno Cantinflas. Il en fait l'une des stars cinématographiques de l'Amérique latine. Leur association fonde la fortune des deux hommes. On ne sait à quoi Cantinflas consacra ses gains. Pour les Gelman, c'est simple : à leurs collections de tableaux.

Pluriel de rigueur : d'une part, ils rassemblent l'un des plus remarquables ensembles de peinture contemporaine européenne en mains privées, légué en 1989 au Metropolitan Museum de New York, avec tous ses Matisse, Picasso, Bonnard, Miro, Kandinsky, Balthus et Léger. De l'autre, ils défendent les artistes de leur pays d'adoption. Dès 1943, Jacques Gelman commande un portrait de Natasha à Diego Rivera, lequel passe cependant pour un dangereux révolutionnaire.



INBA

« Diego dans mes pensées », de Frida Kahlo, 1943.

LOIN DES CONVENTIONS

Les Gelman s'en moquent. Eux qui achètent des œuvres surréalistes aux Etats-Unis et en Europe favorisent au Mexique ce qu'ils y découvrent d'audacieux et d'incongru. Ils ne se trompent guère. Deux noms dominent : Diego Rivera donc, et Frida Kahlo. De cette dernière, ils acquièrent six autoportraits, un portrait de Rivera et deux compositions érotico-symboliques, plus un portrait de Natasha. Elle n'y ressemble qu'à demi à la starlette blonde que Rivera, la même année, peint à demi-couchée parmi des arums, en longue robe blanche hollywoodienne. L'un des tableaux cultive le style langoureux, l'autre la mélancolie que Frida Kahlo veut exprimer chaque fois qu'elle se représente. Chacun des deux peintres cherche à attirer le modèle du côté qui lui est le plus proche – étrange lutte si l'on songe que Frida et Diego, mariés en 1929, divorcent en 1940 avant de reprendre la vie commune un peu plus tard.

Autour des Kahlo et des Rivera s'organise un panorama où figurent les muralistes – Orozco, Siqueiros –, les surréalisants – Tamayo, Romero –, les abstraits – Gerzso, Merida. Des échos d'Europe s'entendent parfois nettement, jusque dans les travaux d'artistes plus jeunes que Natasha Gelman n'a cessé de soutenir jusqu'à sa mort, en 1998. On reconnaît la cohérence d'un goût personnel, qui se méfie de l'élégance et lui préfère la sécheresse et la netteté, sans refuser d'accompagner l'artiste très loin des conventions, aussi loin qu'il le peut. Ce pourrait être une définition du collectionneur idéal, celui qui, à ses risques et périls, se laisse emporter où l'artiste l'enlève.

Philippe Dagen

Mélodies rares pour une soirée impensable au Miller Theater

OPULENT MUSIC, « The Air of Another Planet » : mélodies et lieder de Sorabji, Ullman, Zemlinsky, Lourié, Schoeck, Schoenberg, Ellington, Schreker et Korngold. Par Amy Burton (soprano), Jacqueline Chambord (récitante) et John Musto (piano)
MILLER THEATER, Columbia University School of the Arts, New York, le 20 avril.

NEW YORK
de notre envoyé spécial

C'est haut dans la ville, mais vivant en diable. Au croisement de la 116e rue et de Broadway, à Manhattan, on trouve une allée au seuil débordant de jeunesse. Et pour cause : la fameuse université Columbia y trouve son entrée. Va-et-vient permanent par-deçà et par-delà les grilles du porche, taxis déposant un public qu'on ne voit pas vraiment ailleurs ; une idée qu'on se fait d'ordinaire de la culture *downtown* (bas de la ville), où il est de bon ton, mais faux, de penser que la contre-culture y tient exclusivement salon.

Au Miller, la saison se veut très décalée, mais sans affectation. On y joue la carte moderne, plurielle, informée, mais naïvement ouverte, faisant se succéder les deux frères ennemis de la musique contemporaine américaine, Eliott Carter (quatre-vingt-dix ans) et Ned Rorem (soixante-quinze ans), l'*Ars subtilior* (donné dans la chapelle Saint-Paul), la musique italienne pour piano de l'époque fasciste, la sonate en trio italienne et le Français Marc-André Dalbavie – annoncé là-bas comme le nouveau Dutilleux et soutenu toujours par Pierre Boulez, qui lui a fait commander une nouvelle pièce par les Orchestres de Chicago et Cleveland.

Ce 20 avril, on sert du pastis dans l'entrée du théâtre, 680 places. La soirée mériterait de l'absinthe : les effluves les plus toxiques d'un XXe siècle tout sauf austère sont ce soir convoqués, lors de ce troisième volet de la série « Musique opulente », imaginée par le fringant directeur des lieux, George Steel, trente et un ans, débordant d'idées, directeur exécutif et contreténor pratiquant à ses heures.

« TRÈS FRANCE »

Fût-il encore de ce monde, Andy Warhol, notant consciencieusement le prix de la course de taxi dans son *Journal*, y aurait couru : soirée impensable, au-delà du rare. Savait-on qu'Alexander von Zemlinsky avait mis en musique, traduits en allemand, les textes du poète afro-américain Langston Hughes (1902-1967) ? Pouvait-on imaginer qu'après cette évocation littéraire d'effluves de jazz dans la nuit d'un cabaret parisien et une plainte aux accents de spiritual (*Elend*), le *Prelude to a Kiss*, de Duke Ellington, puisse s'y enchaîner dans la plus parfaite des logiques musicales, sans que le premier ne fasse faussement jazzistique (il ne l'est d'ailleurs nullement) ni que le second fasse hors sujet ? Savait-on que l'inclassable Kaikhosru Shapurji Sorabji (1892-1988) avait poudré d'entêtantes vapeurs de roses *L'Heure exquise*, de Verlaine ? Zemlinsky musiquant Baudelaire en allemand, Viktor Ullman, le héros malgré lui du camp de concentration nazi de Terezin (on y avait parqué les artistes et tenté de laisser croire à leur traitement de faveur), mettant Louise Labbé en sons et parfums un rien fanés, sont, entre autres, les ingrédients de la soirée.

Jacqueline Chambord, impeccable Garbo à voix grave (une élégance *« très France »*, comme dit d'elle Ned Rorem...), lit en français et en anglais, avec cette légère distance qui lui permet d'opérer avec charme le passage difficultueux d'un *En Sourdine*, de Verlaine, à un extrait autobiographique d'Ullman parlant de ce camp où l'on faisait semblant de croire que l'art pouvait encore tout sauver (l'auteur mourra à Auschwitz en 1944).

La soprano Amy Burton a appris là le programme le plus insensé de sa carrière. On la retrouve aussi fraîche et touchante que l'été dernier, au Festival du Lincoln Center (*Le Monde* du 22 juillet 1998), dans des raretés de Leonard Bernstein, juste de ton et d'émotion. On est heureux d'entendre, à ses côtés, son époux, le compositeur John Musto. Poulenc disait que les compositeurs jouent mieux que les autres car ils comprennent la musique *« de l'intérieur »*. Cela se vérifie en ce cas : sculptant les riches accompagnements de ces œuvres, il révèle une palette de couleurs et de textures qu'on entend rarement exprimée par les « accompagnateurs ». Britten jouait comme cela, c'est tout dire.

Renaud Machart

L'histoire de l'image gaie et sérieuse sur la musique de François Ribac

LE REGARD DE LYNCÉE, musique de François Ribac, mise en scène de Patrice Bigel ; textes de Marie-Claire Pasquier, Serge Grünberg, Hervé Le Tellier et Johann Wolfgang Goethe ; récitant : Jacques Allaire. Créé le 7 avril au Forum culturel du Blanc-Mesnil. Représentations : CNAT-Le Manège de Reims les 28 et 29 avril (sous réserve) ; Espace Lumière d'Epinay-sur-Seine, le 7 mai ; Le Moulin du rock à Niort le 11 mai ; Le Centre des bords de Marne au Perreux le 18 mai.

De grandes toiles peintes en brun-orange percées de formes carrées vont et viennent, à des vitesses variables, de bas en haut, ou de long en large. Trois acteurs-chanteurs apparaissent, par périodes, dans les carrés. On les imagine dans un ascenseur qui plonge dans les ténèbres d'une mine, ils semblent marcher vers l'infini. Le spectateur, par un effet optique, participe à ces mouvements. Plus tard il y aura aussi un plateau nu, des projections, d'autres effets. C'est simple, efficace, un peu magique.

Le Regard de Lyncée, spectacle musical – Patrice Bigel est le metteur en scène, François Ribac le compositeur –, conte, en chansons, passages instrumentaux et trois « actes », l'histoire de l'image depuis le XIXe siècle, de la découverte des rayons X par le physicien allemand Röntgen jusqu'au réseau planétaire des satellites et d'Internet. Lyncée, personnage de la mythologie, sert de fil rouge. L'argument dramatique et la musique sont de François Ribac. Il a joué du jazz, free, tout en écoutant les groupes des années 70 (Soft Machine, King Crimson, Henry Cow, le rock allemand de Can ou Faust...). Sa musique vient un peu de certaines figures rythmiques d'Igor Stravinsky – inspirateur de Frank Zappa, à qui l'on pense parfois –, un peu des mélodies limpides de la pop, un peu des mélancolies rêveuses de Robert Wyatt et d'une forme de néo-classique mâtiné de cabaret à la Michael Westbrook. Toutes ces influences permettent à des chansons d'exister.

Les chanteurs Marie Grenon, Eva Schwabe et Ken Norris ont fort à faire avec les textes (ceux de Hervé Le Tellier sont les plus réussis), parfois narratifs, à d'autres moments fantaisistes façon Queneau. Il leur faut passer de la samba à la fanfare, de l'électronique répétitive à des airs de jazz. A chaque genre son souffle, son impulsion. Le soir de la création, pour cause de voix un peu tendues, certains mots étaient mangés, des équilibres avec la bande musicale restaient à trouver. Mais l'on pouvait déjà voir et entendre vers quoi tendait ce *Regard* : une œuvre gaie et sérieuse, moderne et poétique, un peu comme un opéra à l'italienne ou une comédie musicale avec son lot de surprises pour relancer, sans tomber dans le spectaculaire, l'intérêt.

Sylvain Siclier

SORTIR

MULHOUSE

Regards sur le monde rural
Le monde rural, sans doute parce qu'il échappe au spectaculaire, est longtemps resté une terre inexplorée par les photographes, en dehors de manifestations ou opérations coups de poing d'agriculteurs mécontents. La Filature de Mulhouse se démarque de l'actualité tapageuse en proposant cinq regards photographiques sur le monde paysan et son territoire. Françoise Saur, qui a étudié la photographie en Allemagne auprès d'Otto Steinert, expose *Vosges, terres vivantes*, qui est également le titre d'un livre. Hugues de Wurstemberger a mené une longue enquête sur les paysans suisses du Fribourgeois, leurs quotidien et inquétudes. Fidèle à sa tradition de trouver une résonance locale au thème retenu, La Filature a également passé une commande à Edith Roux et Paulo Nozolino sur le monde rural alsacien. Ces images sont confrontées à celles du fonds photographique du ministère de l'agriculture et de la pêche, créé en 1860, mais également riche de photos récentes de Xavier Lambours, Gilles Peress ou Graziella Iturbide, qui ont témoigné de l'environnement dans le cadre du projet « Europe rurale ».
La Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 090 Mulhouse Cedex. Tél. : 03-89-36-28-28. Du mardi au samedi, de 11 heures à 18 h 30 ; dimanche, de 14 heures à 18 heures. Entrée libre. Jusqu'au 13 juin.

PARIS

Voice Messengers
Formation vocale dont l'inspiration vient autant des sources du gospel que d'un répertoire plus jazz, les Voice Messengers sont l'un des groupes les plus intéressants du genre. La diversité et la complémentarité des voix (cinq filles et six garçons) s'accordent avec la qualité des musiciens-accompagnateurs (Thierry Lalo au piano, François Laudet à la batterie et Christophe Le Van à la contrebasse). La scène est le lieu idéal d'une expression où le profane, le sacré, la joie et l'émotion se mêlent.
L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17e. Mo Place-de-Clichy. Les 22, 23 et 24, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 125 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Le Complexe de Toulon
de Jean-Claude Biette. Français, 1995 (1 h 21).
Le République, 11e (01-48-05-51-33).
Docteur Folamour
de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Vidéodrome
de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).
MK2 Beaubourg, 3e (08-36-68-14-07 (2,23 F/min).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

VERNISSAGES

Martine Aballéa : hôtel passager
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Iéna. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Du 22 avril au 19 septembre. 19 F et 27 F.
James Brown : Internal Order
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Mo Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 22 avril au 29 mai. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Orchestre national de France
Mendelssohn : *Mer calme et heureux voyage*. Liszt : *Les Préludes*. Scriabine : *Symphonie no 1*. Larissa Diadkova (mezzo-soprano), Endrik Wottrich (ténor), Chœur de Radio-France, Riccardo Muti (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Les 22 et 23, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 250 F.
André Villeger Trio
Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Le 22, à 22 heures. Tél. : 01-40-64-77-64. 90 F.
Carlos Ward Group
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 22, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Jean Guidoni
Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris 15e. Mo Porte-de-Vanves. Le 22, à 20 h 30. Tél. : 01-45-31-10-96. 140 F. Jusqu'au 9 mai.
Karim Kacel
Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris 19e. Mo Porte-de-la-Villette. Le 22, à 20 h 30. Tél. : 01-40-36-55-65. 120 F. Jusqu'au 1er mai.
Maurane
1re partie : Nourith (chanteuse israélienne).
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra. Le 22, à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 160 F à 230 F. Jusqu'au 24 avril.
Claude Semal
Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9e. Mo Rue-Montmartre. Le 22, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre.
Sierra Maestra
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. Le 22, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.
Le Grand Klezmer
Bateau-théâtre la Balle-au-bond, quai Malaquais (passerelle des Arts), Paris 5e. Mo Pont-Neuf. Le 22, à 22 heures. Tél. : 01-40-51-87-06.

RÉSERVATIONS

Tambours sur la digue
d'Hélène Cixous, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Soleil.
Cartoucherie-Théâtre du Soleil, Paris 12e. A partir du 12 mai. Tél. : 01-43-74-24-08. 90 F et 150.
Laurent de Wilde
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Les 28 et 29 avril et le 1er mai, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 120 F.
Rufus Wainwright
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Le 4 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 132 F.
Baaba Maal
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Le 29 mai, à 18 h 30. Tél. : 01-43-14-35-35. 126 F.
Bruce Springsteen & the E-Street Band
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 9e. Les 2 et 3 juin, à 20 heures. Tél. : 01-44-68-44-68. De 249 F à 337 F.
Dominique A.
Elysée Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Le 16 juin. Tél. : 01-55-07-06-00. 120 F.

DERNIERS JOURS

25 avril :
Le Grand Cabaret de la peur et Richard III
deux nouvelles créations de Geneviève de Kermabon.
Espace chapiteau du Parc de la Villette, Paris 19e. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F.
Mark Rothko
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 01-53-67-40-00. 35 F et 45 F.
– Surfeurs
de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur.
– King
de Michel Vinaver, mise en scène d'Alain Françon.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Tél. : 01-44-62-52-52. De 80 F à 160 F.
L'Inspecteur général
de Nikolaï Gogol, mise en scène de Matthias Langhoff.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-46-14-70-00. De 55 F à 140 F.
26 avril :
Un ami de Cézanne et de Van Gogh : le docteur Gachet (1828-1909)
Galeries nationales du Grand Palais, avenue Winston-Churchill, entrée place Georges-Clemenceau, Paris 8e. Tél. : 01-44-13-17-17. 35 F et 48 F.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

JEUDI 22 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Faut-il avoir peur des météorites ? Forum Planète

MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Robert de Niro. Greta Garbo. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Valérie Lemercier ; Claude Rich ; Michel Reilhac ; Dick Annegarn. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Bruno Mégret ; Christine Ockrent. LCI
20.00 20 h Paris Première. Marcel Bluwal. Paris Première
20.55 Direct. Invité : Charles Pasqua. France 2
21.05 Pulsations. Le diabète. TV 5
22.40 Faxculture. Visions du réel. *Invité : Robert Franck.* TSR
23.05 Courts particuliers. Alain Beigel. Paris Première
23.15 La Preuve par trois. La chasse. Trésor de chasse. Butin en Sologne. Terrain d'entente. Nouvelle cible. France 3
0.30 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial. Pompéi : opération survie. L'empreinte des pharaons. Une merveille de canal. France 3

DOCUMENTAIRES

19.30 Le Grand Piano du Petit Louis. Muzzik
19.40 Pays d'octobre. [2/4]. Planète
20.35 Cinq colonnes à la une. Planète
20.40 Thema. Le blanc et le noir : la Belgique après Dutroux. Arte
20.40 Etre un homme aujourd'hui. Canal +
20.45 La Chine, dragon millénaire. La rivière des perles. Odyssée
21.40 1918. De la guerre à la mer. Planète
22.35 Une fille contre la Mafia. Planète
0.05 L'Autre Algérie. Les oiseaux chantent toujours la liberté, échos des stades. Planète
0.55 Miles Davis. Planète

SPORTS EN DIRECT

18.30 Basket. Final Four. Euroligue. Match pour la 3e place : TeamSystem Bologne-Olympiakos Le Pirée 21.00 Finale : Kinder Bologne-Zalgiris Kauna AB Sports

MUSIQUE

19.10 Bach. *Concerto brandebourgeois n° 3.* Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzzik
21.00 Prinsengracht Concert 1993. Avec Cheryl Studer, soprano ; Octavio Arevaldo, ténor ; Ronald Schneider et le Chœur de la Radio néerlandaise. Muzzik
21.55 Beethoven. *Triple concerto et Fantaisie pour piano.* Avec Daniel Barenboïm, piano ; Itzhak Perlman, violon ; Yo-Yo Ma, violoncelle. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Daniel Barenboïm. Mezzo
23.20 Le Couronnement de Poppée. *Opéra de Monteverdi.* Par l'Orchestre du Concerto Köln, dir. de René Jacobs. Muzzik
0.05 Les 60 ans de l'Orchestre philharmonique d'Israël. Tel-Aviv, 1996. Avec Isaac Stern, violon ; Pinchas Zuckerman, violon ; Itzhak Perlmann, violon ; Shlomo Mintz, violon ; Menahem Breuer, violon ; Gil Shaham, violon. Par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Zubin Mehta et Daniel Barenboïm. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.40 Alien Nation, futur immédiat 4. Kenneth Johnson. RTL 9
20.50 La Clé des mondes parallèles. Krishna Rau. M 6
22.05 L'Equipe. Jean Kerchbron. Festival
22.35 Piège sans issue. William H. Molina. O. TF 1
22.45 La Dixième Muse d'Elgar. Paul Yule et Nigel Gearing. Mezzo
23.25 Faussaires et assassins. Peter Kassovitz. Festival

COURTS MÉTRAGES

22.50 22e rue Est. Dayyang Eng. O. Canal +
0.45 Travellinckx. Bouli Lanners. Arte

SÉRIES

22.30 Profiler. Planète intacte. Modus operandi O. M 6
23.45 Stargate SG-1. Question de temps. TSR

Le Monde TÉLÉVISION

ARTE

20.40 Thema
Un documentaire bouleversant, *Les Enfants de l'année blanche,* ouvre la Thema consacrée à la Belgique après l'affaire Dutroux. Jacques Duez, qui donne des cours de morale dans les écoles communales belges, a filmé en vidéo, pendant un an, les réactions de ses élèves, traumatisés par l'affaire. On croyait avoir tout vu, tout lu, tout entendu. On avait oublié d'écouter les jeunes élèves...

CANAL +

20.40 Etre un homme aujourd'hui
« Les hommes sont-ils en train d'inventer une nouvelle identité et d'imaginer une masculinité différente ? », demande ce programme en deux parties coordonné par Michel Reilhac. Il n'y a plus dorénavant de modèle masculin unique, nous dit un document intitulé *Tous les mêmes ?* Mais fallait-il pour autant dresser cette sorte d'inventaire de la question masculine ?

PARIS PREMIÈRE

21.00 Embrasse-moi, idiot ■ ■
Un célèbre chanteur de charme tombe en panne d'essence dans une petite ville du Nevada. Un professeur de musique l'invite chez lui. Mais, de peur que le chanteur ne séduise son épouse, il la fait remplacer par l'entraîneuse du bar du coin. Billy Wilder passe, ici, au crible de la dérision la classe moyenne américaine et ses valeurs hypocrites. Son style est brillant et grinçant. Diffusion en v.o.

FILMS

18.55 La Double Vie de Véronique ■ ■ ■ Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 95 min) O. Ciné Cinéma 3
19.30 La Maison du Maltais ■ ■ Pierre Chenal (France, 1938, N., 90 min) O. Cinétoile
20.30 L'Homme le plus dangereux du monde ■ ■ Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, 100 min) O. Ciné Cinéma 1
20.30 Un monde à part ■ ■ Chris Menges (Grande-Bretagne, 1988, 110 min) O. Cinéstar 1
20.45 Napoléon ■ ■ ■ Sacha Guitry [1/2] (France, 1954, 120 min) O. Histoire
20.55 La Femme libre ■ ■ Paul Mazursky (Etats-Unis, 1978, 125 min) O. Téva
20.55 Ambre ■ ■ Otto Preminger (Etats-Unis, 1947, *140 min*) O. TMC

COLLECTION CHRISTOPHE L.

21.00 Embrasse-moi, idiot ■ ■ Billy Wilder. Avec Dean Martin, Kim Novak (Etats-Unis, 1964, N., v.o., 125 min) O. Paris Première
22.00 L'Aventure intérieure ■ ■ Joe Dante (Etats-Unis, 1987, v.o., 120 min) O. Canal Jimmy
22.10 Le Miraculé ■ ■ Jean-Pierre Mocky (France, 1987, 85 min) O. Ciné Cinéma 1
22.15 La Déchirure ■ ■ Roland Joffé (Grande-Bretagne, 1984, 145 min) O. RTL 9
22.25 Dédée d'Anvers ■ ■ Yves Allégret (France, 1947, N., 85 min) O. Ciné Classics
0.20 Les Deux Anglaises et le Continent ■ ■ François Truffaut (France, 1971, 130 min) O. Cinétoile
0.20 Portrait de femme ■ ■ Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 145 min) O. Ciné Cinéma 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Navarro. Le Fils unique. O.
22.35 Made in America. Piège sans issue. Téléfilm. William H. Molina. O.
0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise.
0.45 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Direct. Invité : Charles Pasqua.
22.50 Expression directe.
23.00 Le Brasier. Film. Eric Barbier. O.
1.00 Journal, Météo.
1.25 La 25e Heure. Les Enfants de Dieu et leur prétendu prophète de l'amour.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
18.50 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La nouveau.
20.35 Tout le sport.
20.50 Consomag.
20.55 Les Comancheros ■ *Film. Michael Curtiz.* O.
22.40 Météo, Soir 3.
23.15 La Preuve par trois. La chasse.
0.05 Espace francophone. Chanter dans la francophonie n° 5.
0.30 Des racines et des ailes.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.40
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Docs événement. Etre un homme aujourd'hui. 20.40 Etre un homme aujourd'hui. Documentaire. 22.25 Tous les mêmes ? Documentaire. 22.50 22e rue Est. Court métrage. O.
23.05 Les Fantômes du passé ■ Film. Bob Reiner (v.o.). O.
1.35 Hockey NHL.

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Buenos Aires.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 La Vie en feuilleton. A l'ombre des arènes [4/4].
20.40 Thema. Le blanc et le noir : la Belgique après Dutroux. 20.45 Les Enfants de l'année blanche. 22.05 Histoire de deuil. 22.35 Autopsie d'une enquête. 0.30 Débat. Le blanc et le noir : la Belgique après Dutroux.
0.45 Travellinckx. Court métrage. Bouli Lanners. O.
1.05 A chacun son dû ■ ■ Film. Elio Petri (v.o.). O.

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décrochage info, Passé simple.
20.50 La Clé des mondes parallèles. Téléfilm. Krishna Rau. O.
22.30 Profiler. Planète intacte. O. Modus operandi. O.
0.10 La Maison de tous les cauchemars. Le visiteur d'outre-tombe. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Claudine Le Tourneur d'Ison.
21.00 Lieux de mémoire.
22.10 For intérieur.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Toulouse les orgues. Auch, Michel Bouvard et Jan-Willem Jansen, orgues : Œuvres de Bach, Dumont, Titelouze, Muffat, Perrot.
22.30 Musique pluriel. Festival Présences 99. Œuvres de Vivier, Panneton.
23.07 Papillons de nuit. Œuvres de Corq, Russell.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Rameau. 20.40 John Ogdon, piano. Œuvres de Busoni, Tchaïkovski, Alkan, Liszt, Glazounov, Rachmaninov, Stravinski.
22.45 Les Soirées... (suite). Œuvres de R. Schumann, von Weber, Brahms.

VENDREDI 23 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.25 Les Compagnons du devoir. Forum Planète
23.20 L'Occident à la rencontre de l'Orient. Forum Planète

MAGAZINES

13.20 On s'occupe de vous. Invitée : Sophie Garel. France 3
14.15 Boléro. Invitée : Irène Frain. TMC
14.35 La Cinquième rencontre... Travail, économie : La révolution de l'industrie automobile. Avec Philippe Gallard. La Cinquième
16.55 Zapping Zone. Disney Channel
18.00 Stars en stock. Natalie Wood. Montgomery Clift. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Avec Christophe Lambert ; Sarah Michelle Gellar ; Paul Westerberg. Canal +
19.00 Tracks. No Respect : Quand les parents ne veulent pas vieillir. Tribal : La musique des sourds-muets. Dream : David Sylvian. Vibration : La musique et la mode. Future : Travail virtuel. Arte
19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI
19.30 Envoyé spécial, les années 90. Le racket à l'école. Romans-photos. Histoire
20.05 C'est la vie. Famille nombreuse : un pour tous et moi, et moi, et moi ? TSR
20.55 Thalassa. La Route des glaces. France 3
22.05 Faut pas rêver. France : Théâtre à domicile. Thaïlande : Le train de la mort. Espagne : Les déesses du printemps. Invitée : Anaïs Jeanneret. France 3
22.35 Bouillon de culture. L'amour à tout âge. Invités : Jean-Denis Bredin ; Pierre Hebey ; Anaïs Jeanneret ; Sophie de Vilmorin ; Guillaume Le Touze ; Marie et Jean-Louis Trintignant. France 2
23.10 Sans aucun doute. Les femmes d'exception. TF 1
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. De Gaulle-Churchill, mémoires de guerre [1/2] : Juin 1940 - novembre 1942. France 3
23.30 Noms de dieux. Invité : Sa Sainteté le quatorzième dalaï-lama. RTBF 1

DOCUMENTAIRES

17.15 Les Grandes Batailles du passé. [25/28]. Mafeking 1899-1900. Planète
17.15 Vatikan. [3/5]. Paul VI et la pilule. Odyssée
17.50 Actor's Studio. Willem Dafoe. Ciné Cinémas
17.55 Naissance du XXe siècle. [4/12]. Terres promises. La Cinquième
18.30 Le Monde des animaux. Vic et les requins. La Cinquième
19.15 Promenades sous-marines. [12/26]. Saba, joyau des Caraïbes. Planète
20.15 Palettes, Antoine Watteau. La farandole du désir : « Le Pèlerinage à l'île de Cythère ». Arte
20.45 Lieux mythiques. [1/20]. Chichen Itza : une cité maya. Histoire
21.05 Epopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [5/13]. TV 5
21.15 Lieux mythiques. [2/20]. Teotihuacan. Histoire
21.25 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [4/4]. Contre vents et marées. Planète
21.45 Conférences de presse. 9 septembre 1968 [2/3]. Histoire
22.05 L'Australasie sauvage, terre des futurophages. Les mangeurs d'avenir. Odyssée
22.20 Grand format. Montoneros, une histoire argentine. Arte
22.25 Les Splendeurs naturelles de l'Afrique. [8/12]. Planète
23.00 Paul-Emile Victor : un rêveur dans le siècle. *[1/3]. Les années eskimo.* Odyssée
23.50 Pays d'octobre. [2/4]. « Choses vues » dans le Mississippi : la religion. Planète
23.55 Histoire de l'eau. [3/4]. La dimension religieuse. Odyssée
0.45 Cinq colonnes à la une. Planète
1.00 La Case de l'Oncle Doc. Les Temps du Mont-Saint-Michel. France 3

SPORTS EN DIRECT

18.00 Equitation. Coupe du monde FEI à Göteborg. Eurosport
20.00 Football. Championnat de D 2. Guingamp - Troyes. Eurosport

DANSE

20.45 La Fin d'un rêve. Chorégraphie de Christopher Bruce. Musique de John Lennon. Par le Cullberg ballet. Mezzo
21.40 Portrait de famille. Chorégraphie de Birgit Cullberg. Musique de Piotr Ilitch Tchaïkovski. Par le Cullberg ballet. Mezzo

MUSIQUE

17.15 Mozart. *Messe en ut mineur. « La Grande Messe ».* Par la Petite Bande et la Rheinische Kantorei, dir. Sigiswald Kuijken. Mezzo
18.00 Elvin Jones. Stuttgart, mars 1991. Muzzik
19.20 Nuit italienne. Avec Bryn Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Mezzo
20.59 Soirée Laurent de Wilde. Nice Jazz Festival 1998. Muzzik
21.55 Robert Devereux ou le Comte d'Essex. Opéra de Donizetti. Par L'orchestre de l'Opéra San Carlo de Naples, dir. Alain Guingal. Paris Première
22.45 Haydn. *Les Symphonies nos 94, 97, 100 et 103.* Mezzo
22.55 Beethoven. *Symphonies n° 7, 8 et 9.* Par le New Philharmonia Orchestra, dir. Otto Klemperer. Muzzik

TÉLÉFILMS

17.15 L'Equipe. Jean Kerchbron. Festival
18.30 Le Jeu du roi. Marc Evans. Téva
18.45 L'Affaire Seznec. Yves Boisset [2/2]. Festival
20.30 Petits nuages d'été. Olivier Langlois. Festival
20.45 Liaisons à haut risque. Sigi Rothemund. Arte
20.55 Au bénéfice du doute. Williams Crépin [2/2]. France 2
20.55 *Histoire d'un otage.* Roger Young. TMC
22.05 Léopold. Joël Seria. Festival
22.50 Lexx. Paul Donovan [1/4]. 13ème Rue

COURTS MÉTRAGES

0.15 Al Oued. Daoud Aoulad Syad. France 2
0.30 Nocturne. Hossein Haghiri. France 3

SÉRIES

20.30 L'Homme de nulle part. L'ange gardien. Canal Jimmy
20.50 Les Nouveaux Professionnels. Episode pilote : Retour en force. M 6
21.25 Le Visiteur. Prédictions. Série Club
22.25 Dream On. Melville, je t'adore (v.o.). Canal Jimmy
22.45 X-Files, l'intégrale. Les vampires. O. Coma. M 6
22.55 Seinfeld. Du bon pain (v.o.). Canal Jimmy
23.00 Les Colonnes du ciel. [3/5]. Histoire
0.05 Friends. The One with the Girl Who Hits Joey (v.o.). Canal Jimmy
0.30 Star Trek, Deep Space Nine. Les devises de l'acquisition (v.o.). Canal Jimmy
0.35 Murder One, l'affaire Rooney. Chapitre I. M 6
1.15 Star Trek, la nouvelle génération. Cauchemars (v.o.). Canal Jimmy

Le Monde TÉLÉVISION

PLANÈTE

20.35 Les Chiens de guerre
Paumés, déserteurs, ex-légionnaires, voire ex-journalistes, ils se sont engagés du côté croate pendant la guerre en ex-Yougoslavie. Stephen Lambert, réalisateur britannique, les a retrouvés à l'est de la Croatie. Sur le front ou dans l'intimité de leur QG, il les scrute, les écoute et essaie de comprendre ce qui les a poussés à devenir mercenaires. Une série de portraits sans complaisance.

CANAL +

21.00 Serial Lover ■ ■
Titre anglais pour humour noir français. On a reproché à ce premier film un scénario « mince comme un fil ». Ce n'est pas exact. L'enchaînement des situations est bien structuré. A coups de gags macabres, d'accidents stupides et de comique déjanté, James Huth invente un ton et un esthétisme nouveaux. Talent à suivre. Michèle Laroque est l'héroïne de cette comédie de meurtres à surprises.

FRANCE 3

23.30 Les Dossiers de l'Histoire
Ce sont les relations entre deux monstres sacrés qu'évoque *De Gaulle-Churchill, mémoires de guerre*, le documentaire de Patrick Jeudy décliné en deux volets : *1940-1942* et *1942-1945* (qui sera diffusé vendredi 30 avril). Les Mémoires des deux hommes d'Etat, publiés chez Plon, servent de fil d'Ariane. Mais l'exercice, en forme de pari, ne convainc pas, car le téléspectateur est vite noyé.

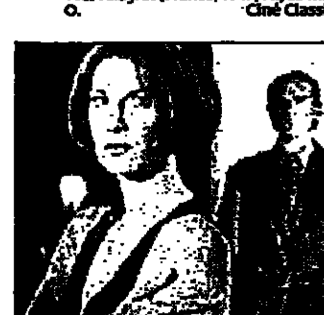
FILMS

14.45 Un monde à part ■ ■ Chris Menges (Grande-Bretagne, 1988, 105 min) O. Cinéstar 1
15.50 Les Deux Anglaises et le Continent ■ ■ François Truffaut (France, 1971, 125 min) O. Cinétoile



COLLECTION CHRISTOPHE L.

16.25 Boomerang ■ ■ Elia Kazan. Avec Arthur Kennedy, Lee J. Cobb (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics
17.55 Le Comédien ■ ■ Sacha Guitry (France, 1947, N., 95 min) O. Cinétoile
18.55 Dédée d'Anvers ■ ■ Yves Allégret (France, 1947, N., 85 min) O. Ciné Classics



21.00 Serial Lover ■ ■ James Huth. Avec Michèle Laroque, Albert Dupontel (France, 1998, 80 min) O. Canal +
21.00 Portrait de femme ■ ■ Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 145 min) O. Ciné Cinéma 1
21.00 La Comédie de Dieu ■ ■ Joao Cesar Monteiro (Fr. - Port., 1995, v.o., 165 min) O. Ciné Cinéma 2
21.00 Un pyjama pour deux ■ ■ Delbert Mann (Etats-Unis, 1961, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 3
21.10 En suivant la flotte ■ ■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 115 min) O. Cinétoile
21.20 Petits meurtres entre amis ■ ■ Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, 90 min) O. Cinéstar 1
22.50 Mac ■ ■ John Turturro (Etats-Unis, 1992, 115 min) O. Cinéstar 1
23.45 La Double Vie de Véronique ■ ■ ■ Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 95 min) O. Ciné Cinéma 2
0.15 Le Miraculé ■ ■ Jean-Pierre Mocky (France, 1987, 85 min) O. Ciné Cinéma 3
0.35 Traces ■ ■ Hamid Benani (Maroc, 1970, 100 min) O. France 2
2.05 Le Prête-nom ■ ■ Martin Ritt (Etats-Unis, 1976, v.o., 95 min) O. Cinétoile
3.35 La Planète des singes ■ ■ Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1967, 105 min) O. Canal +

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.35 Vidéo gag.
16.50 Sunset Beach. O.
17.35 Melrose Place. O.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Années tubes.
23.10 Sans aucun doute. Les femmes d'exception.
1.00 Les Coups d'humour.
1.55 TF 1 nuit.

FRANCE 2

16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 et 22.30 Un livre, des livres.
17.20 Cap des Pins. O.
17.50 Hartley, cœurs à vif. O.
18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Au bénéfice du doute. Téléfilm. Williams Crépin [2/2]. O.
22.35 Bouillon de culture. L'amour à tout âge.
23.50 Journal, Météo.
0.10 Ciné-club. Cycle Maroc.
0.15 Al Oued. Film. Daoud Aoulad Syad. O.
0.35 Traces ■ ■ Film. Hamid Benani. O.

FRANCE 3

16.40 Les Minikeums.
17.45 Le Kadox.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La nouveau.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. La Route des glaces.
22.05 Faut pas rêver.
23.10 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. De Gaulle-Churchill, mémoires de guerre [1/2].
0.30 Libre court *Nocturne.* Hossein Haghiri. O.
1.00 La Case de l'Oncle Doc. Les Temps du Mont-Saint-Michel.

CANAL +

15.55 L'Amérique sauvage ■ Film. William Dear. O.
17.35 Evamag. O.
18.00 A la une. O.
▶ En clair jusqu'à 21.00
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Serial Lover ■ ■ Film. James Huth. O.
22.20 Les Ailes de l'enfer ■ Film. Simon West. O.
0.10 Pour une poignée de dollars ■ Film. Bob Robertson (v.o.). O.
1.50 Pour une nuit ■ Film. Mike Figgis (v.o.). O.
3.35 La Planète des singes ■ ■ Film. Franklin J. Schaffner. O.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.00 Olympica.
16.30 Le Magazine ciné.
17.00 Au nom de la loi. O.
17.30 100 % question.
17.55 Naissance du XXe siècle.
18.20 Météo.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Antoine Watteau (1684-1721).
20.45 Liaisons à haut risque. Téléfilm. Sigi Rothemund. O.
22.15 Contre l'oubli.
22.20 Grand format. Montoneros, une histoire argentine.
23.55 Kill Me, Cop ! ■ Film. Jacek Bromski (v.o.). O.
1.50 Le Dessous des cartes. *Le retour des frontières.*

M 6

16.05 et 1.20 Boulevard des clips.
17.35 Agence Acapulco. O.
18.25 Loïs et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 Les Nouveaux Professionnels. Retour en force. O. Destination Tripoli. O.
22.45 X-Files, l'intégrale. Les vampires. O. Coma. O.
0.35 Murder One, l'affaire Rooney. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.02 Les Chemins de la musique. [5/5].
20.30 Agora. Christine Bard.
21.00 Black And Blue. *Joe Lovano.*
22.10 Fiction. *Parade,* ballet cubiste, de Jean Cocteau, Pablo Picasso et Erik Satie.
23.00 Nuits magnétiques (rediff.).
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.40 Prélude.
20.00 Concert franco-allemand. Par le Chœur de Radio France, Norbert Balatsch, chef de chœur et l'Orchestre national de France, dir. Riccardo Muti : Œuvres de Mendelssohn, Liszt, Scriabine.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Maratka, Lesage.
23.07 Jazz-club. Le trio de James Williams, piano.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Sonate pour violon et piano* op. 13, de Grieg. 20.40 François-Antoine Habeneck. Œuvres de Beethoven, Viotti, Rossini, Berlioz, Cherubini, Meyerbeer, etc.
23.00 Les Brigands. Opéra d'Offenbach, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. John Eliot Gardiner.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■ ■ A ne pas manquer
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

Le Monde
VENDREDI 23 AVRIL 1999

M. Eltsine subit une nouvelle défaite cinglante dans sa lutte contre le procureur général de Russie

Les députés refusent à nouveau le limogeage de M. Skouratov

MOSCOU
de notre correspondant

Boris Eltsine, qui se disait il y a quelques jours *« en bonne forme »*, *« prêt à tous les combats »*, a subi, mercredi 21 avril, une nouvelle défaite politique. Le Conseil de la Fédération, la Chambre haute du Parlement où siègent les gouverneurs de région, a refusé pour la deuxième fois d'entériner la démission du procureur général de Russie, Iouri Skouratov. Par 79 voix contre 61, les sénateurs ont apporté leur soutien à M. Skouratov, qui a aussitôt fait savoir qu'il reprenait son poste et allait poursuivre ses enquêtes sur la corruption. Certaines affaires, en particulier l'affaire Mabetex, menacent le Kremlin.

Ce vote est un affront direct au président Eltsine. *« Aujourd'hui, le pouvoir présidentiel s'est effondré »*, a commenté le général Alexandre Lebed. Ces derniers jours, il était apparu que les sénateurs se plieraient à la volonté présidentielle en entérinant le départ du procureur, dont le Kremlin avait annoncé la démission *« pour raisons de santé »* le 2 février.

Le 17 mars, la Chambre haute avait rejeté une première fois la « démission » de M. Skouratov par 142 voix contre 6. Ce refus d'une assemblée d'ordinaire favorable au Kremlin avait provoqué une grave crise. Boris Eltsine avait limogé alors le chef de son administration Nikolaï Bordiouja, puis décidé de « suspendre » M. Skouratov de ses fonctions, des poursuites judiciaires étant opportunément engagées contre lui.

UN FORCING INUTILE

Le nouveau refus des sénateurs a surpris l'entourage présidentiel. Cette fois, Boris Eltsine avait jeté tout son poids dans la bataille. Il a reçu à deux reprises des gouverneurs de région, s'engageeant à leur donner plus de pouvoirs. Des crédits auraient été soudainement débloqués. M. Eltsine expliquait que la Russie *« ne pouvait avoir un tel individu au poste de procureur général »* et s'engageait à *« consulter »* les sénateurs sur un remplaçant. Enfin, il avait nommé les présidents de la Douma et du Conseil de la fédération membres du Conseil national de sécurité.

Mercredi, le chef de l'administration présidentielle a lu devant le Conseil de la fédération un message du président sur *« cette question très importante qui aurait dû être réglée depuis longtemps »*. M. Eltsine y justifie à nouveau le limogeage de M. Skouratov et laisse entendre qu'un refus serait *« la meilleure arme donnée aux éléments criminels et aux politiciens irresponsables »*.

Le premier ministre Evgueni Primakov s'est, mercredi, déplacé devant l'assemblée. En octobre, il avait lancé une vaste campagne « anti-corruption » et reste soupçonné d'avoir encouragé l'ouverture de certaines enquêtes, visant en particulier l'oligarque Boris Berezovski. Mais le premier ministre avait admis la nécessité d'un départ de M. Skouratov, tout en insistant sur celle *« d'une lutte sérieuse et organisée contre le crime économique »*.

Mercredi, les sénateurs ont aussi souhaité adopter *« une motion de soutien »* au gouvernement de M. Primakov, qui les en a dissuadés, notant que le *« travail du gouvernement n'est pas parfait »*, et les priant de voter cette motion à la mi-mai, quand les députés devront voter sur la procédure de destitution du président, engagée par la majorité nationalo-communiste de la Douma. Le Kremlin a demandé à M. Primakov de s'engager *« plus clairement »* contre cette procédure, laissant planer la menace d'un remaniement en cas d'adoption par la Douma.

Iouri Loujkov, maire de Moscou et prétendant à la présidence, apparaît comme le principal vainqueur de cette bataille : il a expliqué que *« la question était de savoir si ce pays doit ou non être gouverné par la loi (...) Le procureur doit être indépendant du pouvoir »*.

Jeudi, le Kremlin annonçait la *« démission »* d'un conseiller présidentiel chargé des relations avec le Conseil de la fédération. Un porte-parole ajoutait que la position de Boris Eltsine *« restait inchangée »* et qu'il *« ne laissera pas la situation se déstabiliser »*. Mais sur fond de scandales et de chantages divers, l'affrontement entre le Parlement et la présidence, entre le Kremlin et le gouvernement, menace de provoquer une crise politique majeure à huit mois des législatives.

François Bonnet

Guerre ouverte entre le parquet et les organes de sécurité

MOSCOU
correspondance

Iouri Skouratov a pour la première fois levé le voile, mercredi 21 avril, sur la guerre larvée que se livrent depuis des semaines le Parquet général d'un côté, le FSB (contre-espionnage) et le ministère de l'Intérieur (MVD) de l'autre.

Il a expliqué aux sénateurs que ses enquêtes contre de *« très hautes personnalités russes »* se heurtaient à la résistance de ces deux organes de sécurité, fidèles du Kremlin. Et que par conséquent, il demandait à être démissioné. Mais quelques heures plus tard, confirmé dans ses fonctions par le Conseil de la fédération, M. Skouratov a demandé à celui-ci de le soutenir. *« Il faut maintenant que le FSB et le MVD exécutent nos demandes, qu'ils le fassent honnêtement et jusqu'au bout. Car il est très difficile d'enquêter sans leur travail »*, a-t-il dit.

Une collaboration qui aura du mal à se rétablir. A l'annonce des résultats du vote, Vladimir Poutine, directeur du FSB et secrétaire du conseil de sécurité, a affirmé que l'oukaze présidentiel suspendant M. Skouratov de ses fonctions reste en vigueur.

Depuis plus d'un mois, ce fonctionnaire nommé à la tête d'une commission d'enquête sur la « moralité » du Procureur (après la diffusion à la télévision le 17 mars d'une cassette-vidéo montrant un *« homme ressemblant à Iouri Skouratov »* dans ses ébats sexuels avec deux femmes) répond au coup par coup aux initiatives du procureur menaçant le Kremlin.

Le 1er avril, M. Skouratov révélait que des personnalités russes *« connues »* avaient des comptes en Suisse *« alimentés par l'argent du milieu »* et affirmait avoir envoyé une lettre au président. La nuit suivante, M. Poutine, épaulé par Sergeï Stepachine, ministre de l'Intérieur, convoquait au Kremlin un responsable du parquet de Moscou, et lui demandait d'ouvrir une enquête criminelle contre Iouri Skouratov pour *« abus de pouvoir »*. Le lendemain, Vladimir Poutine expliquait que la cassette était authentique et que le procureur s'était vu offir les services de deux prostituées par des personnes sur lesquelles il enquêtait. Iouri Skouratov accusait de son côté le chef du FSB d'avoir violé la loi.

CONFIRMATION VENUE DE SUISSE

M. Stepachine prenait le relais, affirmant que le procureur général suisse Carla del Ponte avait démenti l'existence de comptes en banques suisses appartenant à de hautes personnalités russes. Une version que Mme Del Ponte a refutée, se déclarant choquée par les paroles du ministre de l'Intérieur.

Les enquêtes ainsi menées par un procureur général « écarté » de ses fonctions, sur fond d'obstruction systématique du MVD et FSB, ont-elles une chance d'aboutir ? Le parquet suisse affirme que oui. Alors que l'« affaire Skouratov » faisait rage dans les médias, Mikhaïl Katychev, procureur général adjoint en charge des dossiers les plus explosifs, continuait son travail sur les affaires Mabetex et Aeroflot, mettant aussi en cause Boris Berezovski, rentré à Moscou et qui devrait être entendu dans les prochains jours

Agathe Duparc

Les conservateurs iraniens mènent une guerre d'usure contre le président Khatami

AVIS DE TEMPÊTE sur l'Iran. En l'espace de quelques jours, les amis du président Mohamad Khatami ont encaissé une série de revers qui, sauf contre-attaque présidentielle, risquent de freiner leurs ardeurs réformatrices au moins pour un temps, peut-être jusqu'aux élections législatives du printemps 2 000, qui devraient leur permettre de dominer le Parlement.

Début avril, le quotidien *Zan* a été fermé : il est la propriété de la députée Faezeh Hachémi, fille de l'ancien président de la République Ali Akbar Hachémi Rafsandjani et proche de la mouvance présidentielle. Quelques jours plus tard, le général Ali Sayed Chirazi, chef d'état-major de l'armée, est assassiné devant son domicile à Téhéran. Mercredi 21 avril, coup sur coup, trois proches de M. Khatami sont malmenés : l'hodjatoleslam Mohsen Kadivar, l'un des membres les plus éminents de la faction libérale de la hiérarchie religieuse est condamné à 18 mois de prison ; le ministre de la culture, Ataollah Mohadjarani est visé par une motion de censure au Parlement ; l'ancien maire de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, se voit refuser la révision de sa condamnation à deux ans de prison pour prévarication ; enfin, le Parlement a retiré à la mairie de Téhéran le contrôle du journal *Hamshahri*, qu'il avait lui-même créé.

Mme Hachémi se voit reprocher, devant un tribunal dont elle récuse la compétence, d'avoir publié dans *Zan* un message de l'ex-impératrice Farah Diba. M. Kadivar, lui, a été jugé coupable d'avoir plaidé, dans des articles de presse, pour la séparation du politique et du religieux. M. Mohadjarani – qui est le beau-frère de l'hodjatoleslam Kadivar – est coupable de « *laxisme* » idéologique. Et le « tort » du quotidien *Hamshahri*, pionnier de la liberté d'expression, était d'avoir été placé sous l'autorité d'une équipe municipale réformatrice.

Les conservateurs, qui continuent de tenir les institutions clefs, tels le Parlement, l'appareil judiciaire, l'armée et les forces de sécurité – par le biais du Guide de la République, l'ayatollah Ali Khameneï – se vengent-ils précisément des résultats des municipales, qui ont confirmé leur débâcle à travers le pays ? Se vengent-ils d'avoir été implicitement mis en cause à travers les services de renseignements, accusés d'avoir tué des intellectuels et hommes de lettres « mal-pensants » ? Au reste, l'enquête sur ces meurtres semble avoir sombré dans les abysses, depuis les révélations fracassantes faites à ce sujet, en décembre 1998, par le président Khatami lui-même.

« LES FAIBLES ET LES MESQUINS »

Face à l'offensive des conservateurs, plus de trois cents journalistes ont demandé par lettre au président de la République de créer un *« cadre »* légal qui les protège et définisse *« clairement et sans ambiguïté les délits de presse »*. Car, s'il est vrai que, depuis l'élection de M. Khatami, en mai 1997, des dizaines de publication – y compris de l'opposition – ont fleuri en Iran, les suspensions, fermetures et sanctions se sont, elles aussi, multipliées à l'infini, les conservateurs, via le pouvoir judiciaire, ôtant d'une main ce que le ministère de la culture et de l'orientation islamique avait donné d'une autre. Certes, ces restrictions se font conformément à la loi, en accord avec le credo présidentiel. Mais ladite législation a été faite sur mesure par le même personnel politique conservateur depuis vingt ans...

Dans un récent discours, M. Khatami est sorti de ses gonds. Il a raillé les *« faibles et mesquins qui considèrent que tout avis contraire* [au leur] *peut affaiblir la force du régime et de la révolution »*. Il a menacé ses détracteurs de révéler *« la trame et la portée de leur projet »*. *« Je réitère l'engagement que j'ai pris devant Dieu et le peuple* [de procéder à des réformes] *et j'userai de toutes mes prérogatives tout en tenant compte de la nécessité d'éviter les tensions sociales. »* Reste à savoir comment et quand il traduira ses paroles en actes.

Mouna Naïm

Le gouvernement colombien et la guérilla ont repris leurs discussions de paix

BOGOTA
de notre correspondante

Après trois mois d'interruption, le dialogue de paix entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), la principale guérilla du pays, a timidement redémarré. Les représentants du président Pastrana et les délégués de la guérilla se sont réunis mardi 20 et mercredi 21 avril, à San Vicente del Caguan, une grosse bourgade amazonienne au cœur de la zone de 42 000 km² démilitarisée par l'armée et sous le contrôle des FARC depuis six mois.

A l'issue des entretiens, les deux parties ont décidé de poursuivre leurs consultations pour relancer le processus de paix devant mettre fin à quarante ans de guerre civile, indiquait un communiqué conjoint. Cela étant, le président de la République et sa politique de paix accusent dans les sondages une forte chute de popularité. Selon une enquête de Gallup-Colombie publiée cette semaine par l'hebdomadaire *Cambio*, 50 % des Colombiens considèrent que le processus de paix est sur une mauvaise voie et 80 % que la situation du pays s'aggrave.

Inaugurées en grande pompe le 7 janvier, les discussions de paix entre le gouvernement et les FARC étaient suspendues le 20 janvier à l'initiative de la guérilla. Celle-ci exigeait du pouvoir des actions immédiates et efficaces contre les groupes paramilitaires, selon elle, *« organiquement contrôlés »* par l'armée. Il y a dix jours, la décision du président de la République de destituer deux généraux accusés (y compris par les Etats-Unis) de parrainer les paramilitaires était apparue comme une concession faite à la guérilla.

Dimanche, contre l'avis de beaucoup, Andres Pastrana annonçait qu'il prorogerait la démilitarisation de la « zone de détente » au-delà du 7 mai *« si les négociations avançaient »*. Il a également accepté d'étudier la proposition des FARC concernant la démilitarisation d'une nouvelle municipalité – celle de Cartagena del Chaira – pour y diriger un programme pilote de substitution des cultures illicites. Les détracteurs de la politique de paix soulignent que les concessions du gouvernement n'ont pas été suivies d'actes réciproques de la part de la guérilla, qui n'a cessé, ces derniers mois, d'accentuer sa pression militaire.

« ERREUR MONUMENTALE »

Par ailleurs, les FARC refusent toujours de livrer aux autorités colombiennes les guérilleros coupables de l'enlèvement et de l'assassinat de trois Américains, le 5 mars dernier. Alfredo Rangel, politologue, est catégorique : *« Les FARC ont commis une erreur monumentale en assassinant les trois Américains. Elles ont perdu ce qui leur restait de crédibilité internationale. Le gouvernement aurait dû en profiter pour reprendre l'initiative et imposer ses conditions. Or, Pastrana n'a pas de stratégie de paix. Il réagit au coup par coup et fait des concessions avant même de s'asseoir à la table des négociations. »*

La situation économique contribue également au pessimisme ambiant. Selon les estimations officielles, la croissance en 1998 a été de 0,6 % – le plus mauvais résultat depuis 1932 – et la récession s'est aggravée au premier trimestre de 1999. Le PIB aurait chuté de 6 % et le chômage atteindrait 19 %.

Marie Delcas

Tirage du *Monde* daté jeudi 22 avril 1999 : 498 371 exemplaires. 1

Les cinématographies d'Asie en bonne place dans la sélection du Festival de Cannes

GILLES JACOB, délégué général, devait présenter, jeudi 22 avril, la sélection officielle du 52e Festival de Cannes, qui se tiendra du 12 au 23 mai. *Le Barbier de Sibérie*, du Russe Nikita Mikhalkov, sera projeté en ouverture. Privé de Palme d'or pour *Les Yeux noirs* et *Soleil trompeur*, le cinéaste a préféré figurer hors compétition. Et c'est *An Ideal Husband*, du Britannique Oliver Parker, qui sera projeté pour la clôture.

La compétition est marquée par une forte présence française et américaine. Pour la France, ont été sélectionnés, à côté de *Temps retrouvé*, de Raoul Ruiz, et de l'attendu *Pola X*, de Léos Carax, *Nos vies heureuses*, un premier film de Jacques Maillot, et *L'Humanité*, deuxième film de Bruno Dumont (l'auteur de *La Vie de Jésus*). Pour les Etats-Unis, David Lynch (*Une histoire vraie*) et Jim Jarmusch (*Ghost Dog, la voie du samouraï*) voisinent avec John Sayles (*Limbo*) et Tim Robbins, dont *Cradle Will Rock* évoque un épisode mouvementé de la vie d'Orson Welles.

L'Europe aligne des metteurs en scène majeurs, tels l'Espagnol Pedro Almodovar (*Tout sur ma mère*), l'Italien Mario Bellochio (*La Balia*), les Belges Luc et Jean-Pierre Dardenne (*Rosetta*), les Britanniques Peter Greenaway (*8 and 1/2 Women*) et Michael Winterbottom (*Wonderland*), le Portugais Manoel de Oliveira (*La Lettre*) et le Russe Alexandre Sokourov, dont le controversé *Moloch* évoque les derniers jours à Berchtesgaden d'Adolph Hitler et Eva Braun. Enfin, outre le film collectif iranien *Les Contes de Kis* (composé de trois courts métrages signés Mohsen Makhmalbaf, Abolfazl Jalili et Nasser Taghvaï), l'Israélien Amos Gitaï (*Kadosh*), le Canadien Atom Egoyan (*Le Voyage de Felicia*) et le Mexicain Arturo Ripstein (*Pas de lettre pour le colonel*), la compétition réunit trois cinéastes extrêmes-orientaux : Takeshi Kitano (Japon), avec *L'Eté de Kikujiro*, Chen Kaige (Chine populaire), avec *L'Empereur et l'Assassin*, Yu Lik-wai (Hongkong), avec *L'amour nous séparera*.

SAINE DIVERSITÉ

La section Un certain regard permet de mesurer l'importance croissante des cinématographies asiatiques : *Si près du paradis*, de Wang Xiao-shuai (Chine), *The Personnal*, de Chen Kuo-fu (Taïwan), *March of Happiness*, de Lin Cheng-sheng (Taïwan), *Au bout des mots*, de Chris Doyle (Hongkong), *La Route des petits voyous*, de Masahiro Kobayashi (Japon), *Vanaprastham*, de Shaji Karun (Inde), *Marana Simhasanan*, de Murali Nair (Inde), confirment le déplacement vers l'est du centre de gravité du cinéma mondial. Cette section affiche néanmoins une saine diversité avec, en ouverture, *L'Autre*, de l'Egyptien Youssef Chahine, et, en clôture, *Harem Suare*, du Turc Ferzan Ozpetek, et aussi l'Argentin Marco Bechis (*Garage Olimpio*) et l'Africain Cheickh Oumar Sissoko (*La Genèse*).

L'axe euro-américain n'est pourtant pas absent. Ainsi des trois films français, *Les Passagers*, de Jean-Claude Guiguet, *Nadia et les hippopotames*, de Dominique Cabrera, et le premier film d'Emilie Deleuze, *Peau neuve*, auxquels il faut ajouter le film italien de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, *Sicilia !* Ainsi du Portugais Joao Cesar Monteiro avec *Les Noces de Dieu*, du Suisse Daniel Schmid avec *Beresina*, des Britanniques Jasmin Dizdar (*Beautiful People*) et Lynne Ramsay (*Ratcatcher*). Les Américains David Mamet (*L'Honneur des Winslow*) et Raphael Nadjari (*The Shade*) complètent cette section.

Jean-Michel Frodon

Le groupe de presse belge Médiabel cherche un repreneur

BRUXELLES
de notre correspondant

Le groupe de presse belge Médiabel (ex-Vers l'Avenir), deuxième en importance dans la partie francophone du pays après le groupe Rossel (*Le Soir* de Bruxelles) ? doit examiner, d'ici au 25 mai, les offres de reprise de la majorité de son capital qui sont parvenues, mardi 20 avril à son siège de Namur. L'actionnaire majoritaire (72,5 %) de Médiabel est l'évêché de Namur, représenté par son titulaire, Mgr André-Mutien Léonard, qui souhaite se désengager du monde de la presse après un conflit qui l'avait opposé, en décembre 1998, aux actionnaires minoritaires (un groupe de familles de la bourgeoisie et de l'aristocratie catholique wallonnes).

Au moins trois offres ont été formulées pour cette reprise. La première – repoussée sous sa forme initiale par Médiabel, mais qui pourrait être « reformatée » – émane d'un homme de presse belge, Stéphan Jourdain, qui contrôle l'hebdomadaire satirique *Pan*, le journal dominical *Dimanche Matin* et le mensuel mondain *L'Eventail*. Il est appuyé par d'autres personnalités belges des médias, comme Jean-Pierre Delaunoit, directeur de la chaîne de télévision privée RTL-TVI, et des investisseurs qui n'ont pas souhaité se faire connaître pour l'instant.

Une deuxième offre émane du groupe de presse flamand VUM, qui édite notamment le principal quotidien belge néerlandophone *De Standaart* et qui est déjà lié à Médiabel par des accords publicitaires. Le groupe VUM a délégué pour conduire cette opération Philippe Delaunois, qui vient de quitter la direction du groupe sidérurgique wallon Cockerill-Sambre.

« LE MONDE » CANDIDAT

Une troisième offre a été formulée par Dominique Le Hodey, actionnaire avec ses frères du groupe IPM (lui-même contrôlé par Médiabel), qui édite le quotidien *La Libre Belgique*. Le groupe de presse suisse Edipresse (*Le Temps*) et *Le Monde* sont associés à cette offre. Dans une « lettre d'intention » adressée à l'évêché de Namur lundi 19 avril, *Le Monde* se dit *« prêt à étudier, avec ses partenaires européens habituels, toute prise de participation qui viendrait conforter l'indépendance et le développement de Médiabel »*.

Enfin, une quatrième offre n'est pas à exclure, qui serait pilotée par un autre actionnaire d'IPM : le quotidien français *La Voix du Nord* (où le groupe Rossel possède désormais 49 % du capital).

Les remous causés autour de cette affaire, politiquement sensible dans une Belgique en pleine campagne électorale, ont amené, mardi 20 avril, Luc Lannoye, un proche de Mgr Léonard, à démissionner de son poste d'administrateur délégué de Médiabel. En décembre 1998, les syndicats du groupe avaient estimé que les besoins de financement du développement de Médiabel s'élevaient à 800 millions de francs belges (20 millions d'euros, ou 132 millions de francs).

Luc Rosenzweig

هكذا من الأصل

DE
LITTERATURE
D
Ma vie
d'Améri

Le Monde
DES LIVRES

LITTERATURE ESSAIS VENDREDI 23 AVRIL 1999



CHÂTEAUREYNAUD ET FLEUTIAUX
Le Feuilleton de Pierre Lepape page II



NABOKOV
page II

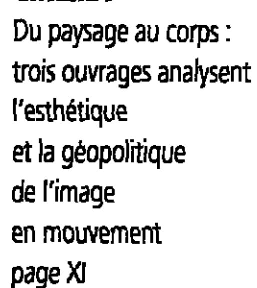


RAYMOND ROUSSEL
page IV



L'INTÉRIEUR DES ANCIENS GRECS
La Chronique de Roger-Pol Droit
page VIII

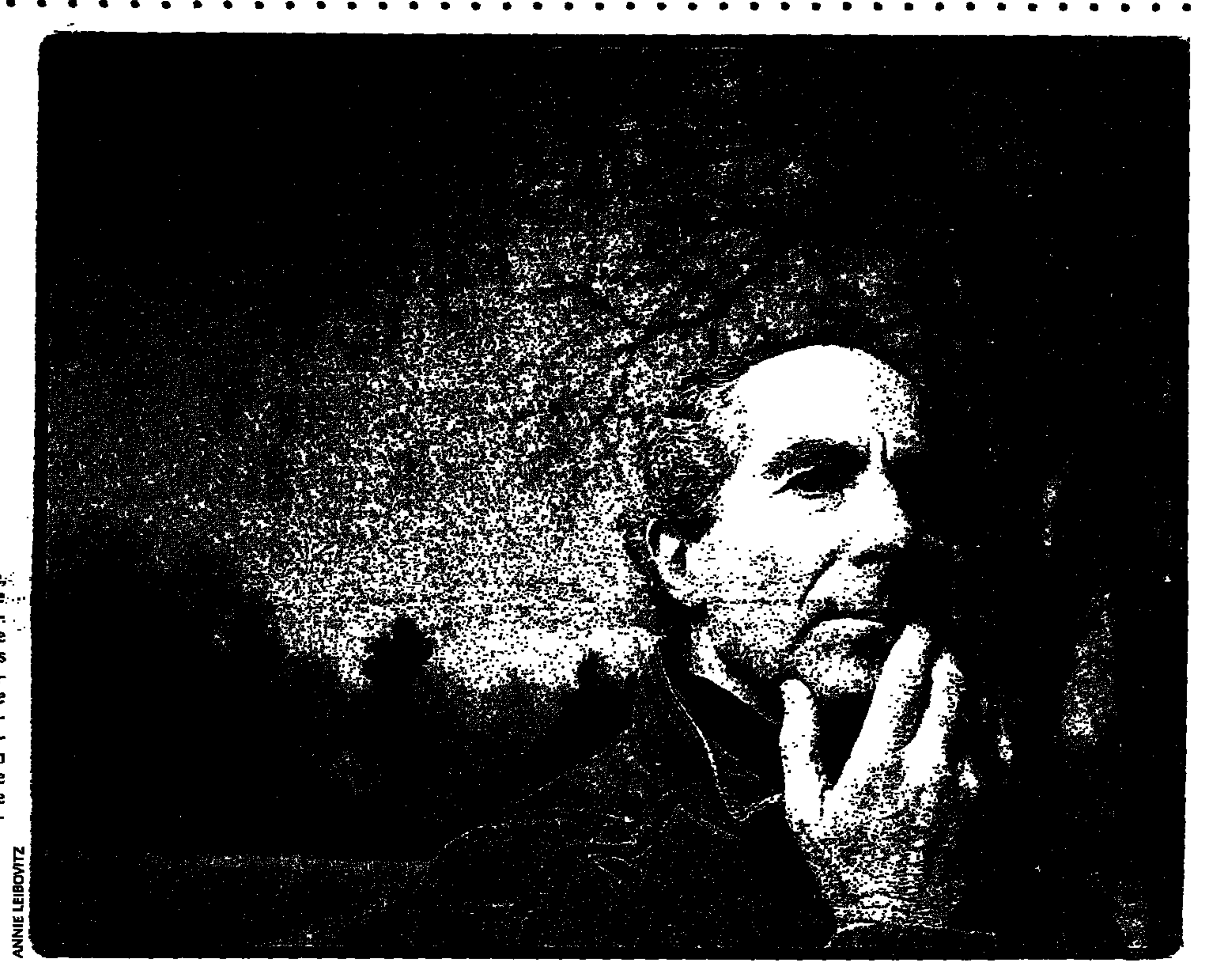




DANIEL BENSAÏD
page IX

CINÉMA
Du paysage au corps : trois ouvrages analysent l'esthétique et la géopolitique de l'image en mouvement
page XI

Ce texte, inédit en français, a été rédigé par Philip Roth pour une édition limitée de « I Married a Communist » et publié le 11 octobre 1998 dans « The Los Angeles Times Books Review », au moment de la sortie du livre aux Etats-Unis



ANNIE LEIBOVITZ

Ma vie d'Américain

Dans mes trois derniers livres, j'ai essayé de donner une idée de l'impact qu'ont eu sur des Américains ordinaires les trois événements historiques qui m'ont le plus profondément marqué dans ma vie d'Américain. J'avais huit ans quand les Japonais ont bombardé Pearl Harbor le 7 décembre 1941, douze ans quand l'Allemagne a capitulé le 8 mai 1945 et que le Japon a signé sa reddition le 14 août 1945 ; j'étais encore un écolier extrêmement sensible quand un pays jusque-là normal se transforma, pratiquement du jour au lendemain, en la plus puissante des machines de guerre, et que le patriotisme devint la nouvelle religion d'Etat à laquelle le pays tout entier se convertit. La monstrueuse épreuve de l'invasion et de la conquête, infligée par deux puissants ennemis à tous les êtres vivants, ou presque, fit de ce pays qui était le nôtre le dernier espoir de la planète.

Entre 1942 et 1945, un petit Américain ne vivait pas seulement entre sa maison, son quartier et son école ; si l'enfant était quelque peu observateur ou curieux, il ou elle vivait aussi dans le climat moral d'une tragédie qui était universelle. Pour moi, le symbole le plus terrible de ce drame, c'étaient les petits drapeaux frappés d'une étoile d'or accrochés derrière les fenêtres des maisons où l'on avait perdu un père ou un mari au combat. Il y avait beaucoup de ces petits drapeaux dans notre rue, à Newark, et c'était difficile, pour la plupart des enfants, dans l'état d'insouciance habituel où ils sont quand ils vont en classe, de passer devant ces fenêtres sur le chemin de l'école. A l'époque, je me demandais souvent l'effet que cela devait faire de rentrer à la maison quand on appartenait à une de ces familles frappées par le deuil, d'avaler son dîner les yeux plein de larmes, d'aller se coucher l'air grave, et de se réveiller, incrédule, en face du petit drapeau avec son étoile d'or – par la suite, quand j'en suis arrivé à écrire *Le Théâtre de Sabbath*, j'ai découvert tout cela par moi-même en imaginant les Sabbath de Bradley Beach, dans le New Jersey, la mort dans le Pacifique de Morty, leur fils de vingt ans, et les conséquences désastreuses que cela entraîne pour la mère, le père, et surtout pour Mickey, le petit frère qui idolâtre Morty Sabbath, et qui devient, en grandissant, le très actif fauteur de nombreux troubles.

J'avais trente ans quand la marmite vietnamienne a commencé à bouillir, sous Kennedy, et quarante quand les dernières bulles ont crevé, sous Nixon. J'ai passé la plus grande partie de cette période à New York, et je n'ai donc pas manqué grand-chose de la colère et de la violence, ni des inlassables attaques contre l'autorité et l'esprit civique que suscitait la guerre chez la plupart de ceux qui s'y opposaient. Je rendais souvent visite à des amis de Greenwich Village, ils habitaient en face d'une maison qu'un groupe de Weathermen (1) a fait sauter accidentellement alors qu'ils fabriquaient en secret des bombes dans la cave. Je connaissais le père et la mère de quelqu'un qui avait survécu à la déflagration, une jeune fille spécialiste en explosifs qui avait réussi à s'échapper de la maison en flammes, abandonnant ses camarades morts derrière elle, et avait disparu dans la clandestinité ; quelques années plus tard, elle purgeait une longue peine de prison pour une attaque à main armée au cours de laquelle sa bande de soi-disant révolutionnaires, qui avait monté le hold-up, avait tué deux personnes.

Philip Roth

A cette époque, je vivais avec une avocate qui travaillait pour une organisation quaker d'aide aux déserteurs. Je l'accompagnais toujours quand elle retrouvait les autres pour manifester contre la guerre.

En 1972, j'ai même commencé un roman sur une famille du New Jersey dont la fille, une adolescente, fait sauter la bibliothèque municipale en signe de protestation contre la guerre. Mais je n'ai jamais dépassé la page soixante-dix parce que dès que je regardais le journal du soir à la télé, j'avais, moi aussi, envie de faire sauter quelque chose. Quoi qu'on en pense, je commençais à comprendre ce qui se passait dans la tête d'un terroriste, mais j'étais encore, précisément à cause de cela, incapable d'imaginer ce qui se passait dans la tête du père ou de la mère de ce terroriste. Voilà ce que j'ai essayé de montrer une vingtaine d'années plus tard, après avoir enfin réussi à prendre suffisamment de recul pour me remettre à ce roman – *American Pastoral* – sur les victimes que la guerre du Vietnam a faites à l'intérieur même de notre pays.

Pendant les trois premières années que j'ai passées à l'université – 1950-1953 – le cirque de Joseph McCarthy remportait l'immense succès que l'on sait au Sénat des Etats-Unis. Quand j'étais enfant, il y avait dans notre famille des démocrates favorables au New Deal (2), des socialistes partisans de Norman Thomas (3), des trotskistes et des communistes staliniens, un vaste réseau d'oncles et de cousins toujours en train de se chamailler sur la politique mais exceptionnellement tous d'accord sur une chose au moins : l'ignominie du maccarthysme et de ce qui allait avec. J'avais écrit un long poème en vers libres dans lequel j'attaquais McCarthy, et je l'ai publié dans un magazine d'étudiants dont j'étais le rédacteur en chef. Un des jeunes assistants de notre département avait un poste de télé et, pendant la période des auditions de la commission McCarthy consacrées à l'armée, nous courions tous les deux jusque chez lui dès que nous avions un moment de libre pour attraper tout ce que nous pouvions du spectacle de ce sénateur patriote et toujours à moitié ivre débitant ses litanies d'une voix monocorde alors que tout s'écroulait autour de lui et l'entraînait vers la chute. J'étais en maîtrise dans une université du Middle West quand mes parents m'ont fait parvenir une enveloppe bourrée de coupures de journaux concernant trois enseignants de Newark licenciés par le Conseil des écoles parce qu'ils avaient refusé de répondre aux questions de la Commission des activités anti-américaines du Sénat sur leur appartenance politique. L'un des trois coupables, dont les photos étaient publiées en première page du *Newark News*, avait été mon professeur principal au cours de ma première année de lycée.

Une quarantaine d'années plus tard, j'ai commencé à retourner dans ma tête tous ces souvenirs du maccarthysme ; j'ai repris les morceaux, je les ai travaillés, ajustés les uns aux autres pour essayer d'en faire quelque chose et, avec ce que la vie m'a appris depuis, j'en suis arrivé à *I Married a Communist*, un livre peuplé, tout comme la vie, d'imbéciles, de naïfs et de braves gens, arrêtés net dans leur élan américain, sacrifiés à leur réussite, victimes des pièges tendus par leur pays et leur époque, et par l'irréductible goût de l'espèce humaine pour la trahison et la vengeance.

Traduit de l'anglais par Lazare Bitoun

---

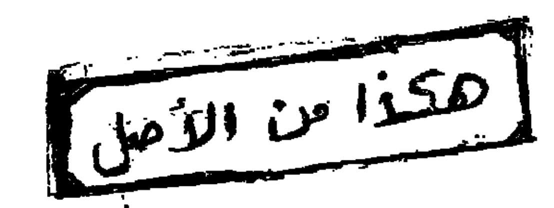
(1) Weathermen : groupuscule d'inspiration maoïste qui prônait l'utilisation de la violence au nom de la solidarité avec les révolutionnaires de tous les pays à la fin des années 60. Le texte fait référence à une explosion survenue dans la 11e Rue Ouest, le 6 mars 1970.

(2) Sous Franklin Roosevelt, le Parti démocrate était divisé entre pro- et anti-New Deal. La communauté juive, qui avait fait de Roosevelt son idole, était évidemment globalement pro-New Deal, sauf bien sûr les bolchevistes irréductibles.

(3) Norman Thomas (1884-1968) : leader charismatique du Parti socialiste américain. Plusieurs fois candidat à la présidence entre 1928 et 1948, il demeure dans les mémoires comme « la conscience morale de l'Amérique ».

(NDLR : Toutes les notes sont du traducteur).

Lire également notre dossier pages VI et VII



le feuilleton

de Pierre Lepape

L'homme est fantastique

LE DÉMON À LA CRÉCELLE
de Georges-Olivier Châteaureynaud
Grasset, 402 p., 138 F (21,03 €).

L'EXPÉDITION
de Pierrette Fleutiaux
Gallimard, 460 p., 130 F (19,81 €).

Georges-Olivier Châteaureynaud et Pierrette Fleutiaux inscrivent avec brio leur roman dans une réalité instable, un espace d'incertitude où s'affrontent réel et surnaturel

Il ne faut pas tant crier contre le romantisme et contre le fantastique », écrivait un expert en la matière, Charles Nodier, dans un article célèbre – « Du fantastique en littérature » – paru en 1830. Il justifiait même d'un point de vue moral l'existence de ce genre de littérature : *« Si l'esprit humain ne se complaisait encore dans de vives et brillantes chimères, quand il a touché à nu toutes les repoussantes réalités du monde vrai, cette époque de désabusement serait en proie au plus violent désespoir, et la société offrirait la révélation effrayante d'un besoin unanime de dissolution et de suicide. »* En bref, le réel est tellement insupportable, depuis que la raison nous a privés du merveilleux, qu'il exige pour être vécu une bonne dose de fantaisie chimérique. Sartre ne disait pas autre chose : *« Il n'est qu'un objet fantastique : l'homme. »*

Pour avoir oublié cette vérité élémentaire, l'essentiel de ce qu'on nous vend aujourd'hui en matière de littérature fantastique plonge dans des gouffres d'inanité et de puérilité. On ne dira jamais assez la régression intellectuelle et littéraire que représente, pour le genre fantastique, le succès international du *Seigneur des anneaux* et de son bric-à-brac pseudo-médiéval, redondant et simpliste où l'existence se réduit à des rôles et la vie à une morne répétition de gestes héroïques. Un monde clos, rassurant par son artificialité et son manichéisme. Des images sans imagination, c'est-à-dire sans humour ni tremblement.

Le Démon à la crécelle est une sorte d'anti-*Seigneur des anneaux*. Il y est bien question du diable et de ses pouvoirs maléfiques, de la quête d'un objet – un vieux flacon dans lequel est enfermé un embryon d'ange avec ses petites ailes –, de la lutte que se livrent les suppôts de Satan et un humain au cœur pur, Charles-Honoré Milo, pour la possession de cette précieuse relique. On y découvre des crimes abominables, on y navigue du XVIe siècle à nos jours, en passant par les guerres de Vendée et par les persécutions nazies de Salonique, on y affronte le Mal, sous toutes ses formes. Mais c'est bien de l'humanité réelle et d'elle seule qu'il s'agit. Chez Châteaureynaud, le fantastique n'est jamais gratuit.

Le diable existe, bien sûr, il faudrait être aussi aveugles que nous le sommes devenus pour refuser d'y croire. Plus exactement, il y a des diables, organisés selon les antiques principes de la hiérarchie bureaucratique. Isacaron, le démon à la crécelle, est un satan subalterne, un chargé des missions de second ordre. Une âme à gagner ici, une autre là. Son arme de tentation principale est une crécelle de bois dont il propose le prêt à ses victimes et qui a pour effet de soumettre à leur volonté ceux et celles qui en entendent le bruit. Il ne fournit donc que l'instrument de la perdition ; ce sont les mortels eux-mêmes qui l'accomplissent. Sans leur complicité, Isacaron ne peut pas grand-chose. Mais qui refuserait la crécelle et le pouvoir de soumission qu'elle procure ?

Milo, peut-être. Milo se moque du pouvoir, sa vie lui suffit, sans illusion, sans véritable désir, ce qui ne veut pas dire sans rêve. De jour, Milo travaille comme chef de service à la Providence générale des poètes, un organisme d'aide aux écrivains où l'on reconnaîtra sans peine une aimable et bouffonne caricature de notre Société des gens de lettres – dont Georges-Olivier Châteaureynaud fut longtemps le secrétaire général. La nuit, Milo offre sa part à l'imagination en se consacrant aux sciences dites occultes : *« Foutaises, billevesées, sornettes à l'hectomètre et fariboles au quintal. Qui le savait mieux que lui ? Il s'était immergé dans la littérature occultiste, il était allé y voir de près, à la différence de tous les contradicteurs rationalistes qu'il avait eu l'occasion d'affronter. Mais s'il existait un îlot de vérité, un seul, dans cet océan d'élucubrations, est-ce que ça ne valait pas la peine de le chercher ? Il avait misé sa vie là-dessus. En perdant, il n'aurait pas perdu grand-chose. »* Milo est un rêveur lucide, un désespéré tranquille, sa seule tentation est celle de la vérité : un mauvais sujet pour le diable. Plutôt que de l'attaquer de face, Isacaron va donc essayer de le déstabiliser en pourrissant son entourage. A commencer par son jeune protégé, Kevin, un garçon d'une désespérante médiocrité morale, physique et intellectuelle à qui le diable va offrir la fameuse crécelle.

La lutte s'engage. Au lecteur d'en découvrir avec bonheur les mille péripéties affreuses et comiques. Affreuses parce que l'auteur nous fait faire le tour des horreurs dont l'humanité est capable, comique parce que le romancier excelle à faire entendre le rire du diable : derrière le désir du pouvoir, le désir de la possession, le désir de gloire, il y a l'immense ridicule de vouloir être ce qu'on n'est pas, de diluer sa misère dans la comédie sociale, de refuser sa vérité. Chez Châteaureynaud, l'écrivain fantastique se tient au plus près du moraliste ; et le désir d'observer la face cachée du monde commence par une observation minutieuse, parfois cruelle et toujours sarcastique de la face visible. Le surnaturel ne se sépare pas du naturel, ni l'étrange de l'ordinaire ; simple question d'optique et de réglage.

Question d'écriture aussi. Châteaureynaud se moque avec efficacité de tout le kitsch littéraire du diable et de ses pompes et de ce gothique stylistique qui accompagne par tradition l'occultisme et le surnaturel. *Le Démon à la crécelle* séduit au contraire par la précision et le raffinement de sa phrase, la vive clarté de sa langue, la pureté classique de sa rhétorique et le tranchant de son humour. Du fantastique pour adultes.

Châteaureynaud parle d'*« une réalité instable où tout signe pouvait s'inverser d'une seconde à l'autre »*. C'est une bonne définition du soupçon qu'éprouvent les écrivains contemporains face au monde, et aux mots qui sont censés le décrire. C'est également dans cet espace d'incertitude que Pierrette Fleutiaux – excellente et abondante nouvelliste aussi, comme Châteaureynaud – déroule son parcours romanesque. Dans *L'Expédition*, elle prend même le risque assez crâne de soumettre son roman et ses lecteurs à ce principe de désorientation qui affecte ses personnages, leurs sentiments, les paysages qu'ils traversent, le sens qu'ils croient donner à leurs vies. Si bien que les amateurs d'histoires bien ficelées et de romans carrés en seront pour leurs frais. Les ficelles, Fleutiaux ne les aiment que rongées, minées, corrodées par les acides du temps et des passions ; les choses carrées, elle les érode, elle en efface les angles, elle leur donne des formes étranges plus propices aux jeux de l'illusion et de l'imagination.

L'Expédition raconte le voyage que font trois femmes et le régisseur de leur entreprise aventureuse dans un des hauts lieux de l'imaginaire archéologique, l'île de Pâques. On a beaucoup écrit, depuis Cook et La Pérouse, sur les mystères de ce morceau de rocher, perdu dans l'océan Pacifique à des milliers de kilomètres de toute terre habitée, colonisé, on ne sait trop comment ni par qui, vers le Ve siècle de notre ère. Lorsque les Européens découvrirent l'île, en 1722, il n'y demeurait plus qu'une poignée d'habitants misérables et les gigantesques vestiges de pierre d'une civilisation et d'une religion disparues. On a donc beaucoup rêvé sur Pâques, ses moai monolithiques, ses sanctuaires, ses cultes. Les savants se sont entrebattus pour proposer la clef de ses énigmes, les écrivains, les voyageurs et les scientifiques ont rivalisé d'imagination et d'audace. Et comme à l'accoutumée, des songe-creux, des métaphysiciens brumeux et des journalistes du bizarre s'en sont mêlé. On se souvient peut-être encore du *Matin des magiciens* et de la transformation de Pâques en piste d'atterrissage pour visiteurs extraterrestres. Avant de découvrir un grain de poussière de vérité, il faut souvent remuer des tonnes d'extravagances.

Angèle Lapérierre, le commandant de l'expédition, ses deux compagnes et son comptable le jeune Olivier Banks décident donc de se rendre dans ce nombril du monde afin de faire un livre de ce qu'ils auront observé et découvert. Un grand voyage de savoir et d'initiation, à la manière des pionniers du XVIIIe siècle. *L'Expédition* est le livre de ce voyage. Ou plus exactement ce qu'il en reste, comme l'épave d'un beau voilier dont on aurait retrouvé quelques morceaux fracassés contre un rivage. Ecrit par le commandant lui-même disparu, le récit est celui d'une expédition qui se désagrège et sombre avant même d'avoir commencé son travail ; et le projet du livre se détruit peu à peu au fur et à mesure qu'il est censé progresser.

Récit d'une débandade donc, et débandade du récit. Dans les premières pages, Angèle Laperrière, imbue de ses prérogatives et de ses responsabilités de commandant et d'écrivain, tient la barre de sa narration d'une main ferme. Elle à l'œil à tout, le verbe assuré, l'intelligence pratique et le rêve vaste qui font les grands capitaines. Puis, insensiblement, tout se délite : l'île avale ceux qui croyaient pouvoir en dire la vérité. Elle renvoie chacun à lui-même, à ses mystères, à ses fantasmes, à ses désirs, à ses malheurs et à tout ce qu'il voulait fuir. Il y a bien un fantastique de l'île de Pâques, comme l'avait déjà noté Pierre Loti, mais il est moins dans les hautes statues monstrueuses qui y sont plantées que dans le sentiment de précarité, de menace et pourtant de sécurité qu'elles donnent à ceux qui les contemplent. L'homme est fantastique.

Joséphine Claës, une si parfaite épouse

Garcia Marquez raconte que lors de son dernier passage à Macondo, le gitan Melquiades offrit à José Arcadio un laboratoire de chimie. Le patriarche des Buendia pouvait ainsi se consacrer à la quête de la pierre philosophale.

Dans *La Recherche de l'absolu*, Balzac décrit la folie créatrice de Balthasar Claës, initié à la chimie par un mystérieux officier polonais de passage à Douai (1). Délaissant femme et enfants, Balthasar Claës se voue corps et âme à la décomposition de l'azote et l'obtention de l'or. Il a suffi de cette simple similitude pour que Miguel Angel Asturias insinue que *Cent Ans de solitude* est un plagiat de *La Recherche de l'absolu*.

Pourtant, si ces deux hommes se laissent entraîner avec la même docilité par des illuminés, la réponse de leurs femmes à cette épreuve est radicalement différente. Lorsque Buendia révèle à sa famille la grande découverte : *« La terre est ronde comme une orange ! »*, Ursula brise l'astrolabe contre le sol et dresse toute la population contre les gitans. *« Au lieu de continuer à penser à toutes ces histoires à dormir debout, tu ferais mieux de t'occuper de tes enfants. »*

En revanche, Joséphine, nous dit Balzac, *« possédait cette piété espagnole qui ne sépare jamais la foi de l'amour, et ne comprenait point le sentiment sans souffrances. Le sang espagnol ne mentait pas chez la petite-fille de Casa-Réal (...). Jusqu'à l'âge de vingt ans, époque à laquelle ses parents la tirèrent du couvent, elle n'avait lu que des ouvrages ascétiques. »* Elle connaissait donc *La Parfaite Epouse* de Fray Luis de Leon, où ce saint homme reconnaît à la femme une vocation à la vie intérieure et illustre, avec des mots sublimes, le proverbe espagnol *« La mujer casada, la pata quebrada y en casa »* (« La femme mariée, une jambe dans le plâtre et au fourneau »). Autrement, pourquoi Balzac nous aurait-il peint une Joséphine contrefaite et boiteuse ? L'épouse de Balthasar voyait partir en fumée la fortune de ses enfants, *« mais elle sauvait la vie de leur père : n'était-ce pas son premier devoir de le rendre heureux ? »*. Les toiles des grands maîtres qu'elle avait dû vendre pour payer les dettes des recherches insensées *« n'étaient rien auprès du bonheur domestique et de la satisfaction de son mari »*.

A la fin de sa vie, Joséphine avait atteint un tel degré de consomption qu'elle ne parvenait plus à quitter son lit. Elle passa ses dernières heures *« saintement occupée à perfectionner l'âme de ses deux filles sur lesquelles elle se plaisait à faire rayonner le feu de la sienne »*, et sans un reproche pour l'homme qui l'avait réduite à cet état.

En bonne Flamande, sa fille Marguerite tient tête à son père, de la même façon que les comtes d'Egmont et de Horn s'étaient dressés contre Philippe II. Malgré la ritournelle de Mme Claës : *« Ne contrarie pas ton père, aime-le bien »*, Marguerite libère la Maison Claës du poids religieux imposé par les Espagnols et lui donne *« une splendeur moderne qui devait écarter toute idée de décadence »*.

Ramon Chao

(1) Le « Monde des livres » du 15 janvier.

J.-L. BISSON 1842/PARIS MAISON DE BALZAC

Figures de la Comédie

CLAËS JOSEPHINE

1768-1815

Petite-fille du duc Casa Réal et épouse de Balthasar Claës, elle est présente dans *La Recherche de l'absolu*. Paru d'abord en 1834, dans les *Etudes des mœurs*, le roman fut repris, en 1846, dans les *Etudes philosophiques*.

« L'insincérité magnifique » de l'artiste

Né à Saint-Pétersbourg, il y a juste cent ans, le 23 avril 1899, Vladimir Nabokov échappa à tous les enfermements. Aucune logique de genre ou de langue n'a pu entraver la fantaisie virtuose du papillon

Peut-on imaginer parcours plus singulier ? Présenté aujourd'hui par les ouvrages de référence comme un « écrivain américain » – même si les plus scrupuleux précisent : « d'origine russe » – Vladimir Nabokov entreprit, sous une identité littéraire variable (1), une œuvre d'une cohérence stupéfiante, passant du russe au français (furtivement), puis à l'anglais sans que l'adoption d'une langue nouvelle modifiât sensiblement son propos comme son projet – il n'hésitera pas à réécrire certains de ses romans russes en anglais comme il traduira en russe *Lolita*, roman composé en anglais (juste retour des choses puisque le récit-origine, *L'Enchanteur*, était un texte de 1939, rédigé en langue russe).

L'ancien élève de l'Institut Ténichev n'oubliera jamais la contrainte, inadmissible à ses yeux, qu'il eut à subir dans ce lycée libéral où ses maîtres entendaient l'obliger à prendre part aux débats politiques ; école de conformisme dont il confia bien plus tard dans l'une de ses esquisses d'autobiographie, *Autres rivages* (version 1954), qu'elle décida de son rejet de *« toute forme de groupements, unions, associations ou sociétés »*. Comme pour brouiller plus sûrement les pistes et disqualifier les réductions qui menacent inexorablement les écrivains, Vladimir Nabokov prit même la peine de réunir au terme de cinquante ans de création poétique une quarantaine de pièces, drastique anthologie dont il concède qu'elle ne reprend *« guère plus de un pour cent »* des vers qu'il composa, et dont il assura lui-même la traduction anglaise. En champion d'une littéralité absolue, *« Jamais*, prévient-il en introduction de ce recueil de *Poems and Problems*, paru en 1970, *je n'ai tordu la queue d'un vers pour l'amour de l'assonance ; et j'ai renoncé au rythme de l'original si je devais pour cela réviser le sens. »* Même si Nabokov a souvent décliné toute aptitude à l'analyse musicale, il reconnaissait dans *Strong Opinions*, recueil d'articles, de lettres et d'interviews paru en français sous le beau titre *Intransigeances* (Julliard, 1985), l'existence de *« parallélismes entre les formes artistiques musicales et littéraires, tout particulièrement sur le plan structurel »*. Dès lors le choix de la langue importe peu et les troublantes constantes surprennent moins à ce niveau confondant de maîtrise.

AUTOBIOGRAPHISME FICTIF

Même constat sur le matériau factuel repris de la vie même de l'auteur. Longtemps les critiques comme les exégètes ont cherché les indices d'une réalité autobiographique que Sirine-Nabokov semblait avoir semés à l'envi. Il y a certes une concordance réelle entre les étapes de la vie de l'écrivain et les milieux mis en scène dans ses œuvres : petit monde des émigrés russes échoués en Occident ou cercles berlinois de la parenthèse républicaine de Weimar, en attendant la peinture des collèges et motels américains du Nouveau Monde... Mais rien qui autorise à faire de Nabokov un peintre de mœurs. D'autant que les personnages dont on pourrait penser faire tomber le masque sont source de bien des leurres, les clés naïvement repérées grippant dans les serrures, lorsque l'écrivain transfère sur des comparses les attributs les plus clairement identifiables. Si l'on peut interroger les anti-utopies du *Don*, d'*Invitation au supplice* ou de *Brisure à senestre* comme l'expression d'une conscience résolument individualiste, solidement acquise aux vertus du libéralisme politique et de la démocratie occidentale, l'autobiographisme de Nabokov est le plus souvent fictif – et le savoureux *Regarde, regarde les arlequins !* (trad. franç. Fayard, 1978) le meilleur démenti, puisqu'il s'agit d'une sorte d'antibiographie d'un imaginaire écrivain américano-russe au patronyme perfidement ambigu (Vadim Vadimovitch pour Vladimir Vladimirovitch !).

Chez Nabokov, bien sûr, tout se joue sur la complexité et le raffinement de la forme littéraire. Elevé dans la double tradition du réalisme et du symbolisme en vogue dans la Russie des derniers tsars, il s'en émancipe vite et quand il impose une invention humoristique inédite, il est plus proche de Chaplin que de Gogol, dont il s'avère parallèlement un des plus précieux connaisseurs. Son refus de la réalité quotidienne, son goût de la frange où la bascule est possible d'un référent à un autre, ouvrent moins au fantastique qu'à la spéculation vertigineuse. Pour y parvenir, Nabokov s'appuie sur un don d'observation prodigieux (l'amateur de papillons a l'œil d'un entomologiste), dont Tchekhov seul peut-être a poussé aussi loin la fortune littéraire. Est-ce un hasard si tous deux ont partagé une passion pour la biologie qui, tout en les prémunissant contre les brumeuses spéculations des apprentis philosophes, leur ouvrait le champ du concret où les émotions résistent mieux que les abstractions ?

JEUX

Cette minutie scrupuleuse *comme cette subtilité formelle* extrême, le jeu érudit et codé qui conduit Nabokov à citer les classiques de plusieurs cultures, qu'il est un des rares à maîtriser, tout conduit l'auteur de *Feu pâle* à la synthèse sans exemple de la création romanesque et de la critique littéraire. En attendant le premier volume dans « La Pléiade » des *Œuvres romanesques complètes*, dirigées par Maurice Couturier (prévu pour l'automne, il comprendra les romans russes de Sirine, de *Machenka* à *Invitation au supplice*), le lecteur pourra retrouver les essais littéraires publiés chez Fayard sous le titre *Littératures I* et *II* et repris en poche dans la « Bibliothèque cosmopolite » de Stock en quatre volumes, ou, chez Gallimard, outre le scénario de *Lolita* écrit à la demande de Stanley Kubrick (272 p., 130 F [19,81 €]), ce recueil bilingue de *Poèmes et problèmes*, traduit du russe comme de l'anglais par Hélène Henry – les problèmes d'échecs le sont par Philippe Martel –, dont la sortie célèbre avec exactitude ce 23 avril le centenaire de l'écrivain (« Du Monde entier », 280 p., 150 F [22,86 €]).

L'art de Nabokov ? *« Originalité, inventivité, concision, harmonie, complexité, et une insincérité magnifique »* – mais ce rappel des vertus nécessaires que livre Nabokov lui-même de *« tout art digne de ce nom »* ne s'adresse dans son esprit qu'à *« ces devinettes d'ivoires et d'ébène »*. Ce qu'il reconnaît avec une malicieuse philosophie n'être qu'*« une occupation incroyablement stérile »*, avant d'ajouter : *« Il est vrai que tout art est inutile, divinement inutile, comparé à nombre d'entreprises humaines plus prisées. »*

Le *« bonheur d'être un poète russe égaré »* qu'il chantait dès 1923 ne l'a pas quitté, lui offrant même un blason idéal : *« sur champ de sable une épée d'étoiles »*. Ultime ironie lexicale puisque le noir héraldique renvoie à la douceur précieuse de la zibeline sibérienne.

Philippe-Jean Catinchi

(1) « Sirine » pour interdire toute confusion entre ses premiers textes et les écrits de son père, juriste et homme d'Etat qui poursuivit dans l'exil à partir de 1919 son engagement politique, « Nabokov » à partir de 1940 et son départ outre-Atlantique.

Le temps des godelureaux

Deux jeunes romanciers, Eric Fesneau et Frédéric Beigbeder, ourdissent des complots contre la lourdeur de l'époque et le pathos de la littérature

LA PROFONDEUR FACTICE DES ÉCHECS
d'Eric Fesneau.
Denoël, 176 p., 69 F (10,51€).

NOUVELLES SOUS ECSTASY
de Frédéric Beigbeder.
Gallimard, 102 p., 65 F (9,90€)

La seule preuve de l'existence de Dieu, c'est un échiquier. Les dix premiers coups d'une partie d'échecs peuvent être joués d'environ 170 000 milliards de milliards de manières. Les humains sont trop limités pour inventer un jeu aussi parfait. En revanche, leurs amourettes ne nécessitent pas de dispositions particulières pour aboutir à des fiascos. Alors, on forme des couples, ne serait-ce que pour se prouver qu'on est OK sexuellement ou pour fuir la solitude, et cela donne des histoires d'une consternante banalité. C'est une de ces histoires que raconte avec une désinvolture charmeuse un jeune romancier, à peine vingt-cinq ans, Eric Fesneau, doué dans l'art de brocarder les sentiments. Il s'agit de montrer qu'on n'est pas dupe, tout en séduisant le lecteur par son brio. Eric Fesneau excelle dans ce genre d'exercice. Il se permet même des digressions sur l'invention de la perspective ou sur les rêveries échiquéennes de Kasparov dans un avion, quelque part entre Zanzibar et l'Australie.


STANLEY GREENE/VU

Et il pousse la malice jusqu'à mettre en scène le romancier Milan Kundera, dont il a fait un de ses personnages, et auquel il envoie le manuscrit de son roman. Ce dernier songe, en le lisant, à l'écart entre la génération de l'auteur et la sienne. *« Ce qui a disparu d'une conscience à l'autre, se dit-il, c'est l'histoire. Il n'y a plus d'Histoire, il ne reste que des anecdotes dont la véracité importe moins que l'originalité. »* Néanmoins Kundera est flatté de figurer dans ce roman *« pas si mauvais que ça »*, pas trop gros au moins – c'est déjà ça de gagné. Et puis, après tout, la gloire vaut bien quelques désagréments. Certes, il est kitschifié dans le texte, mais qu'est-ce qui, à la longue, échappe au kitsch ? Alors, bon joueur, il suggère à l'auteur une fin pascalienne à son récit. *« Il est délicat de vous répondre, lui écrit-il, c'est pourtant nécessaire. Plutôt que de vous chagriner avec des critiques dont le seul effet sera de vous durcir la peau, voici une proposition de chapitre final à votre roman. »*

Il est rare qu'un jeune romancier pousse l'autodérision aussi loin. Eric Fesneau a compris que les hommes n'entreprendraient jamais rien s'ils ne savaient leurs efforts voués à l'échec. Et que, les échecs, pas le jeu, mais ceux que nous accumulons au cours de nos existences bancales, ne méritent aucune dignité particulière : leur profondeur est factice, comme sont ridicules nos plaintes, mesquines nos stratégies pour apprivoiser le succès et vaines nos tentatives pour échapper au kitsch.

Chaque écrivain a un interlocuteur privilégié en littérature. Si Eric Fesneau a jeté publiquement son dévolu sur Milan Kundera, je ne serais pas étonné que Scott Fitzgerald soit le destinataire secret des *Nouvelles sous ecstasy* de Frédéric Beigbeder, qui rêve d'écrire *La Fêlure*, et dont les trois premiers romans sont placés sous le signe d'un désenchantement frénétique, comme si leur auteur voulait éprouver jusqu'à la nausée les voluptés du désespoir sans jamais renoncer à l'impératif catégorique d'Oscar Wilde : demeurer aussi artificiel que possible.

La forme brève convient à Frédéric Beigbeder : chacune de ses nouvelles est un petit conte de fées. Mais les fées sont parfois de sacrées garces. Et d'abord : pourquoi laisse-t-on les filles de seize ans se balader en liberté sur les bords de mer ? *« Aujourd'hui que je suis un grand écrivain tiré à dix mille exemplaires, je n'oublie pas que vous m'avez brisé le cœur, bande de petites garces »*, écrit ironiquement Beigbeder. Certes, Proust ne s'adressait pas ainsi aux jeunes filles en fleurs de Balbec, mais les temps ont changé. Et Frédéric Beigbeder est parfaitement dans le ton de cette fin de siècle. L'oncle Fitzgerald doit regarder avec attendrissement son petit-neveu français écrémer les nuits parisiennes, pousser la provocation jusqu'aux limites de l'exaspération, puis griffonner au Café de Flore des nouvelles sur un type, lui, qui cherche à épater les filles par tous les moyens, ce qui est encore la méthode la plus sûre pour les perdre, mais pas nécessairement la plus stupide quand on est doué pour la littérature. Et croyez-moi, Frédéric Beigbeder l'est.

Roland Jaccard

Le « je » poétique de François Bott

En cinquante-six esquisses, une traversée mélancolique du temps, d'une époque, d'une vie décrite avec pudeur et élégance

LES ÉTÉS DE LA VIE
Cinquante-six esquisses pour le roman d'une saison
de François Bott.
L'Arpenteur, 142 p., 70 F (10,67 €).

Antoine voulut savoir, un matin, ce que sa vie était devenue en lui. Et il se rappela non pas un cimetière de village, doucement couché par terre, mais les étés de sa vie. François Bott, c'est Antoine tel qu'il se nommait dans un récit tout en poésie *Antoine et les oiseaux*, publié en 1971 (1). Aujourd'hui, à soixante-quatre ans, l'enfant en lui se souvient de la lumière estivale à Laon où il est né, à Reims où il a grandi à l'époque où *« le pays était très occupé »*, à Deauville où il retrouvait les cousins et surtout les cousines, à Piana où il renouait avec les origines corses de Gina, sa mère, une femme admirable, à San Francisco où il rencontra le fantôme d'un ami, à Tanger où *« se rejoignent les rêves de l'Europe et de l'Afrique »* et ailleurs, là où les jeunes femmes, cachées par l'hiver, réapparaissent dans la légèreté et l'insouciance des moments marqués par les jeux de l'amour.

Avec ces cinquante-six esquisses, François Bott fait le portrait d'une époque qu'il a observée avec minutie. Il se souvient de l'été 1943 où les femmes mettaient de la teinture sur les jambes car on ne trouvait plus de bas dans les merceries, il évoque l'été de ses premiers émois et constate que *« nous sommes déçus par ce qui nous avait fait tant rêver »*. A Reims, il comptait les jours d'hiver qui le séparaient des grandes vacances. Heureusement qu'il était déjà atteint par ce vice impuni qu'est la lecture. Il ne lisait pas que des livres. Dès 1948, il ne ratait jamais *L'Equipe*. Il découvre la géographie départementale de son pays grâce au Tour de France cycliste. Il se souvient de tous les noms des vainqueurs et des mal classés. Ainsi, il nous rappelle que l'été 1950 fut celui du Suisse Ferdi Kubler, *« le fou pédalant »* ; l'été suivant sera celui d'un autre Suisse, Hugo Koblet, *« le pédaleur de charme »* ; il parle de Louison Bobet avec tendresse car il lui trouve du panache et de l'élégance. Pour François Bott, les grands joueurs de football et les cyclistes sont des artistes. C'est en poète qu'il parle de sa passion pour certains sports.

Tahar Ben Jelloun

Il les décrit avec des mots qui n'ont pas souvent cours dans les commentaires sportifs. François Bott aime le sport en poète, tel un amateur de grands crus. C'est un homme pudique qui regarde le monde avec mélancolie et justesse. Il a répudié toutes ses illusions.

La guerre d'Algérie rendait le présent de cette génération plus précieux. *« Le futur immédiat, c'était le service militaire et la guerre d'Algérie. Mais les guerres ne sont pas des avenirs. »* Il note qu'à partir de cette époque de gravité, les étés lui semblèrent moins éternels et devenaient de plus en plus fugaces.

Celui qui voulait être journaliste pour rencontrer Ava Gardner passera des nuits blanches dans les bureaux de *France-Soir*, s'occupant de ce qu'il appelle *« les mésaventures de la vie quotidienne »*, quelques incendies ordinaires et des chiens écrasés. Quand il rejoindra la rédaction du *Monde*, il n'aura pas non plus l'opportunité d'aller interviewer la belle Ava. Ce grand sentimental, amoureux de la beauté et de l'amour, a de la gratitude pour la RATP. Ce fut dans le bus 82 qu'il rencontra la femme de sa vie. A partir de là, le jeune homme devient grave. Il passera très mal le premier été sans son père, décédé en mai 1973, parlera de *« déchirure »*, de *« mutilation »*. Pour lui, les hivers du coeur ignorent les autres saisons car la mort ne s'entend avec personne. Heureusement qu'il y a les livres et l'amitié. Cet homme attentif et rigoureux nous dit qu'il ne faut pas abîmer les rêves, surtout quand l'*« histoire d'une existence est celle de son dépeuplement »*. Il parle de l'été 1993, le premier été sans sa mère, et constate que tout le monde se croit né pour un jour limpide jusqu'au jour du grand chagrin, celui qui vous laisse orphelin dans une haute solitude. A soixante ans, il a le sentiment d'avoir vieilli par mégarde, en fait il parle du temps où nous passons sans grande indulgence pour nos vanités ou nos illusions.

Mourir en été ! Quelle idée de fausser compagnie à l'amitié qui apaise ou à l'aventure qui se poursuit. Henri Calet meurt le 14 juillet 1956, peut-être parce qu'il aimait la fête nationale, les bals, les robes légères des femmes heureuses. Céline cesse de vociférer et de vitupérer en rendant l'âme le 1er juillet 1961 à Meudon, le lendemain c'est Hemingway qui se tire une balle dans la tête parce qu'il n'arrivait plus à écrire ou à faire l'amour. René Magritte, celui pour qui la mémoire était une statue blessée à la tempe, meurt le 15 août à Bruxelles. François Bott aime aussi la chanson, cite Montand, Barbara, Gainsbourg et surtout Amalia Rodriguez, dont la voix l'émeut beaucoup.

Quelle que soit la couleur du ciel, François Bott ne se sépare jamais de deux de ses plus grands amis : le Grevisse et le Robert. Il fréquente les dictionnaires comme il visite des villes labyrinthiques, comme il nourrit l'amitié fraternelle avec exigence et fidélité. Cette traversée du temps et de l'époque est émouvante, parfois mélancolique, jamais nostalgique mais tout le temps pudique, c'est-à-dire faite d'élégance et de poésie.

(1) Grasset

Chagrin mortel

LES VAGUES SONT DOUCES COMME DES TIGRES
de Christine Féret-Fleury.
Arléa, 118 p., 75 F (11,43 €).

Nous feignons de croire d'abord que *Les vagues sont douces comme des tigres* raconte une enfance. La campagne, la mer, la maison, l'école : la nostalgie des années sans responsabilité où l'on absorbe à l'infini le spectacle des adultes. Mais l'écriture intense et transparente de ce premier roman est la promesse d'un autre récit, grave et lucide. Le village est menacé par la guerre, celle de 1914, qui ressemble à toutes les guerres.

Rôde une autre menace. Marcelle, une petite fille de douze ans, s'avance inexorablement vers la plus cruelle des tragédies, l'intime douleur muette qui coule vers la mort. Christine Féret-Fleury découpe le temps absolu de l'enfance en courts chapitres dont les titres convoquent les événements et le décor d'une vie en apparence ordinaire : *Le matin, La fête, La punition*... Trois d'entre eux pourtant (Le mur, La falaise, La barrière) sont les repères de la fatalité des espoirs cernés par l'échec. Et si l'écriture est belle, elle se nourrit des tumultes secrets.

Christine Féret-Fleury a trente-huit ans. L'enfance de Marcelle n'est pas la sienne mais les joies et les blessures, la découverte éblouie et douloureuse de la passion sont intemporelles. Les souvenirs du quotidien se cognent aux prises de conscience indélébiles : le sang des premières règles, les lettres retrouvées du père disparu, le suicide d'un villageois. Préservé de toutes les compromissions, tremblant de pudeur, l'amour de Marcelle pour Hélène, l'institutrice, arrache le récit aux contingences de l'Histoire. Venue d'ailleurs, Hélène autorise le refus du destin résigné de la mère mais la pesanteur sociale a le dernier mot.

Hugo Marsan

هكذا من الأصل

Roussel, le troisième secret ou les poupées russes

Au cœur de cet ouvrage qui rassemble sur cinquante ans des articles, des notes, des souvenirs, l'ébauche de la biographie que Michel Leiris avait projeté d'écrire sur l'auteur de « Locus Solus »

ROUSSEL & CO
de Michel Leiris,
Fayard, 350 p., 150 F (22,86 €).

Roussel & Co par Michel Leiris (1901-1990), ou cinquante ans d'articles, de souvenirs, de *notes, plus un inédit. L'auteur de L'Afrique fantôme* a trouvé sa méthode et son désir d'écrire chez Raymond Roussel (1877-1933), intime de son père qu'il contrefaisait à la perfection, musicien qui s'est voulu poète, milliardaire traqué, superbe tireur au pistolet, génial aux échecs, imitateur saisissant, logicien ; Roussel inventeur imaginatif d'un monde total de pur langage (*Impressions* puis *Nouvelles impressions d'Afrique, Locus Solus, La Poussière de soleils, Comment j'ai écrit certains de mes livres*), générateur électrique d'une lignée de poètes, écrivain pour écrivains. A la cour de la reine Pomaré Marantaaroa, de Papeete, où il était allé en regrettant Loti, on garde de lui le seul souvenir d'un musicien émérite. Dans un océan d'indifférence, Roussel fut commenté avec ferveur par Robert de Montesquiou, Gide, Foucault – puis Leiris, dont il est le secret. Maurice Rostand joua *L'Aiglon* dans la villa de Biarritz que l'on peut voir encore.

A la mort de Roussel par suicide à Palerme, le 14 juillet, date que Leiris n'oubliera plus : sa tentative de suicide à lui se situe à l'âge d'homme où Roussel réussit la sienne, il rédige pour le *Journal de la Société des africanistes* la notice nécrologique de celui dont la voix, le style, mais aussi l'amitié de son père l'ont fasciné. Jamais, lorsqu'il cherche les tenants et les aboutissants de sa propre tentative, il ne ne le mentionne.

Roussel & Co, réuni par Jean Jamin, présenté et annoté par Annie Le Brun avec une vivacité, une érudition et un scrupule à la hauteur de deux des artistes les plus obsessionnels du siècle, est le recueil de *Roussel l'ingénu, Conception et réalité chez R. R., Entretien sur R. R.,* plus des lettres, cartes, billets et dédicaces ; tout ce qui le mentionne dans *Le Journal* et les autres ouvrages. La pièce maîtresse, c'est le cahier retrouvé dans les papiers de Leiris : le chantier de la biographie inachevée qu'il prépare toute sa vie. Il n'y a jamais de raison à un inachèvement. Un ultime secret après la véritable généalogie de Louise (Leiris) et le motif caché des voyages de Roussel, répond de celui-ci.

LA « GLOIRE UNIVERSELLE »

« S'il m'arrive parfois de désespérer de la Poésie, j'ai du moins la grande ressource de relire vos livres, car là je vois que tout n'est pas perdu. Quand bien même tous ceux que j'aime et moi ne feraient que perdre leur temps dans de vains artifices littéraires, il resterait cet univers que vous avez créé et que je crois capable de satisfaire tous les désirs de Poésie, tous ces désirs qui traversent notre corps comme des millions de petits astres aux crocs pointus et que vous avez vu fondre en une seule – Magnifique et Géniale – Nébuleuse. Je salue en vous le Prophète, le Créateur d'un temps nouveau. Bien affectueusement, Michel Leiris. » Cette lettre sur papier bleu est du 14 janvier 1927 ; elle est adressée (*« Cher ami »*) à Raymond Roussel (*« Je viens de relire* La Poussière de soleils »). Carte de visite de Roussel, le 25, en réponse : *« Mon cher Michel. Votre lettre est une magnifique œuvre d'art ! J'en ai été ému et vous en remercie profondément ainsi que votre carte trouvée à la Renaissance, à vous de tout cœur. »*

L'année de cet échange, Leiris a vingt-six ans, Roussel cinquante. Avec le père, homme d'affaires chargé de gérer son immense fortune, mélomane, ils chantaient les mélodies de l'époque. Son amitié avec Reynaldo Hahn fit jaser. On le surprend s'exhibant avec un palefrenier. Illuminé à dix-sept ans par un violent sentiment de *« gloire universelle »,* il a abandonné la musique d'un coup pour se consacrer jusqu'à la rage à la poésie, dans un *insuccès total* qui le rend malade. Sa famille le tient pour fou et le père de Leiris déplore jusqu'au bout *« qu'il écrive des choses pareilles ».* Le scandale qu'a provoqué, le 11 mai 1912, *Impressions d'Afrique* transposées au théâtre, n'a son sens qu'en raison du précédent d'*Ubu Roi* (Roussel ne connaît rien de Jarry mais tient François Coppée pour un grand poète) et de qui y assiste : Apollinaire, Picabia, Marcel Duchamp, plus Leiris, onze ans.

L'impression fut terrible au point d'entraîner « le petit Michel » (comme on dit) sur les pistes d'une Afrique où Roussel n'a jamais mis les pieds. Il laisse éternellement en plan le tombeau du *« magnétiseur des temps modernes »* (Breton) auquel il s'active. Le cahier révèle ce que Leiris a tu jusqu'au bout, dont il savait pertinemment qu'après sa mort Jean Jamin, auteur d'un essai d'anthropologie du secret intitulé *Les Lois du silence,* le porterait à la connaissance du public : Roussel a toujours voyagé, plusieurs fois autour du monde, *souvent dans cette* luxueuse maison mobile tout exprès conçue et construite pour lui, pour échapper au scandale, aux menaces et aux chantages que lui valut son amour très pasolinien des petites frappes, plombiers, terrassiers et marins. Il tâtait des stupéfiants. *« Jamais il ne coucha avec une femme. Il aimait les vestes bleues et les uniformes de marin à pompon rouge. »*

Il alla aux Indes avec sa mère, si terrifiée à l'idée de mourir loin qu'elle partit avec son cercueil (à lucarne aménagée à hauteur du visage). Une autre fois, c'est Paris-Rome et retour par le Mont-Cenis, sans descendre une seconde de la roulotte visitée aux escales par des princes : *« Or, de tous ces voyages, je n'ai jamais rien tiré pour mes livres… »*

Tout dans l'imagination et les calembours matérialisés, les structures gigognes, les parenthèses en poupées russes, les équations de faits, les lieux communs quintessenciés, la rime syntaxique, le trafic des doubles sens de celui que hantait la figure du double, de la doublure et du travesti (*« Je saigne sur chaque phrase »*), un arsenal de contraintes pour *« saisir l'inconscient par surprise »* et le désir par la queue, dont Annie Le Brun (auteur de *Vingt Mille lieues sous les mots, Raymond Roussel,* J.-J. Pauvert, 1994), dessine avec un luxe de précisions et de convictions, l'effet de transmutation et la différence radicale d'avec le surréalisme.

Surtout, Roussel *« aura été à lui tout seul la société secrète de Michel Leiris » :* son « zar » bizarre, cet esprit qui chez les Ethiopiens étudiés à Gondar chevauche à mi-chemin entre vie et théâtre l'esprit de celui que le mal possède. Lien fatal dont il n'est pas impossible de lire, entre les lignes, le mystère de Polichinelle, dans un compte rendu par Leiris en 1933 de l'*Edgar Poe* de Marie Bonaparte, chez qui il rencontre Lacan. Il tresse plusieurs motifs, récurrents, l'hostilité contre le père, l'odeur du père, se transmuant *« selon un processus fréquent, en passivité d'ordre quasi homosexuel »* au fonctionnement mythique de l'univers et à la place enviable de Dieu. Ce qui lui permet d'ajouter vite, non sans qu'on eût déjà relevé la similitude d'enchâssement des phrases et un goût voisin pour les notations scatologiques : *« Rapport entre Proust et Roussel : gens de la même époque. »*

Francis Marmande

★ **Les éditions Pauvert-Fayard publient les œuvres complètes de Roussel (5 volumes parus).**

Anaïs Nin, mystique de l'amour

Couvrant les années 1937-1939, ce troisième volume du « Journal non expurgé » révèle la géographie affective inédite de la diariste et ses premières réflexions sur une écriture au féminin

COMME UN ARC-EN-CIEL
(Nearer the Moon)
Journal inédit
non expurgé 1937-1939
d'Anaïs Nin.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Béatrice Commengé,
Stock, 412 p., 140 F (21,34 €).

En 1914, fortement ébranlée par la rupture entre ses parents, Anaïs Nin commence une lettre adressée à son père qu'elle vénère et qui vient de la quitter. *« C'est à onze ans,* notera-t-elle plus tard, *que je pénétrai dans le labyrinthe de mon journal (1). »* En 1966, après de multiples remaniements, la romancière autorisait la parution de son journal. Puis, à la fin de sa vie, elle confiait le soin à son « second » mari, Rupert Pole, d'éditer après sa mort l'intégralité du *Journal* (2). Depuis 1977, ce dernier, aidé de l'éditeur américain Gunther Stuhlmann, a entrepris l'édition de ce labyrinthe de papier. Un travail monumental qui, ajouté à celui de traduction, explique que seuls trois volumes – si l'on excepte *Les Cahiers secrets* (1931-1932), centrés sur ses relations avec June et Henry Miller – nous soient parvenus (3).

Issu du *« Journal de l'amour », Comme un arc-en-ciel* clôt la période française d'Anaïs Nin et correspond aux années 1937-1939. Au début de la guerre, la diariste, comme nombre d'artistes étrangers, est contrainte de quitter la France et regagne les Etats-Unis. Pourtant, ce conflit, qu'elle observe *« du rêve de la vie »* – espace où doit se tenir tout artiste, selon elle –, apparaît, de loin en loin, à travers le prisme qui guide son existence. *« Ma seule religion, ma seule philosophie, mon seul dogme, c'est l'amour,* écrit-elle en 1939. *Tout le reste, je suis capable de le trahir, si la passion me transporte vers un nouveau monde. »*

A la fin des années 30, son « monde » a pour frontières le quai de Passy, la péniche *Nanankepichu* (à laquelle succédera la *Belle Aurore,* louée à Michel Simon en 1938) et la Villa Seurat. Trois lieux qui délimitent une géographie secrète. Inédite. Une carte du Tendre où l'on découvre son « premier » mari, Hugh Guiler, banquier et artiste à ses heures, qu'elle a pris soin, pour des raisons professionnelles et financières évidentes, d'effacer de la première version. On y retrouve aussi les deux amants officiels : Henry Miller, avec lequel elle est liée depuis 1931, et, touche exotique et politique du trio, Gonzalo Moré (le Rango de la version expurgée). Mi-Ecossais, mi-Péruvien, révolutionnaire communiste nonchalant, c'est lui qui initie Anaïs Nin à la pensée marxiste, qu'elle étudie, mais à laquelle la *« neptunienne »* ne peut adhérer réellement.

HAUTE VOLTIGE

D'un sommet à l'autre de ce triangle passionnel, Anaïs Nin cherche l'équilibre et, au-delà de la fragmentation qu'il suscite, l'unité. De fait, elle définit à chacun un rôle. Entre le *« jeune père »* que Hugh incarne à ses yeux, le talentueux mais égotiste Henry et l'ardent Gonzalo, son besoin d'être protégée et soutenue dans ses tentatives littéraires est satisfait. Surtout, elle peut assouvir son appétit sexuel et ses penchants maternels. Un exercice de haute voltige : *« Je quitte Henry encore endormi, je rejoins notre appartement quai de Passy, prend un long bain, dîne avec Hugh, le laisse au lit à dix heures et demie, saute dans un bus qui m'amène à* Nanankepichu. *(…) Je m'éveille toute joyeuse. Henry demeure en moi, tout endormi, silencieux, et ma chair s'est offerte, s'est abandonnée à Gonzalo et Henry, en un jour et une nuit, divisée partagée – mon angoisse est calmée, je retrouve mon axe. »*

On ne s'étonnera pas, alors, de contaster que la majeure partie des passages inédits touche à ce point précis d'une quête de l'amour. Sans doute parce qu'il est lié à la recherche de l'extase, de l'éblouissement, de la communion, l'érotisme d'Anaïs Nin trouve ici une expression sensible et vraie, qu'elle perdra quelque peu lorsqu'elle écrira – sur commande – *Vénus Erotica.* Lieu de sublimation, de rencontre avec soi, le corps est aussi celui de la création ou, pour reprendre une expression qu'il lui est chère, de *« la matrice ».*

Chez Anaïs Nin, les expériences érotiques sont autant une recherche personnelle d'absolu qu'une voie d'expression artistique. Et ce n'est pas le moindre intérêt de ce journal que d'y découvrir un écrivain dans tous ses états. Insatisfaction, lorsque les critiques demeurent quasiment indifférents à la *Maison de l'inceste ;* frustration, lorsqu'elle apprend par son agent Denise Clairouin qu'aucun éditeur ne veut se risquer à publier le *Journal ;* jalousie ensuite, devant la réputation littéraire grandissante de Henry Miller. Une célébrité qui explique en grande partie le refroidissement de leur relation, même si Miller la conseille, la soutient et use de son nom pour lui trouver un éditeur. Au comble de la crise, Anaïs Nin lui enverra une lettre mettant en pièces *Tropique du Capricorne, « ce grand bordel anonyme »,* et dénonce la vision étriquée que son auteur a des femmes.

LA MATRICE

Plus intéressantes encore sont ses réflexions sur le *Journal,* l'écriture au féminin et, plus largement, sur la femme artiste et démiurge qui *« doit parvenir à combiner création et vie (…), créer quelque chose de différent de ce que crée l'homme (…). L'art de la femme doit être un art né de la chair de la matrice et non des cellules du cerveau (…) elle doit créer ce que l'homme a détruit originellement, ce monde de l'unité créé par Dieu et que la conscience trop fière de l'homme a ébranlé et divisé ».* Une conception nourrie des longues conversations avec Henry Miller et surtout Lawrence Durrell. Ces échanges consignés révèlent leur credo littéraire.

Si le lecteur est averti dès la couverture – « Divine menteuse » – du penchant naturel de la romancière, on s'attend à ce qu'un appareil critique vienne éclairer les distorsions, remaniements et autres falsifications de la diariste. Est-ce pour rester fidèle à son esprit que Gunther Stuhlmann ne rectifie pas certaines affirmations, telle la *« lettre non envoyée »* qui achève la missive colérique adressée à Miller ? Deirdre Bair, dans sa biographie, donne un extrait de la réponse du destinataire (4) ! Toujours dans le registre des correspondances, comment expliquer que les extraits des lettres de Lawrence Durrell, ou celle d'Anaïs Nin à Djuna Barnes par exemple, soient parfois tronqués des trois quarts par rapport à la version expurgée ? Ont-elles subi la même manipulation que l'épisode du départ de Louveciennes ? Sur ce fait à peine mentionné dans le manuscrit original, Anaïs Nin reviendra plus longuement dans la première version. Une préface plus éclairante que celle de Rupert Pole aurait permis de lever quelques doutes sur cette entreprise éditoriale. Sa complexité nécessiterait certainement, à elle seule, une étude.

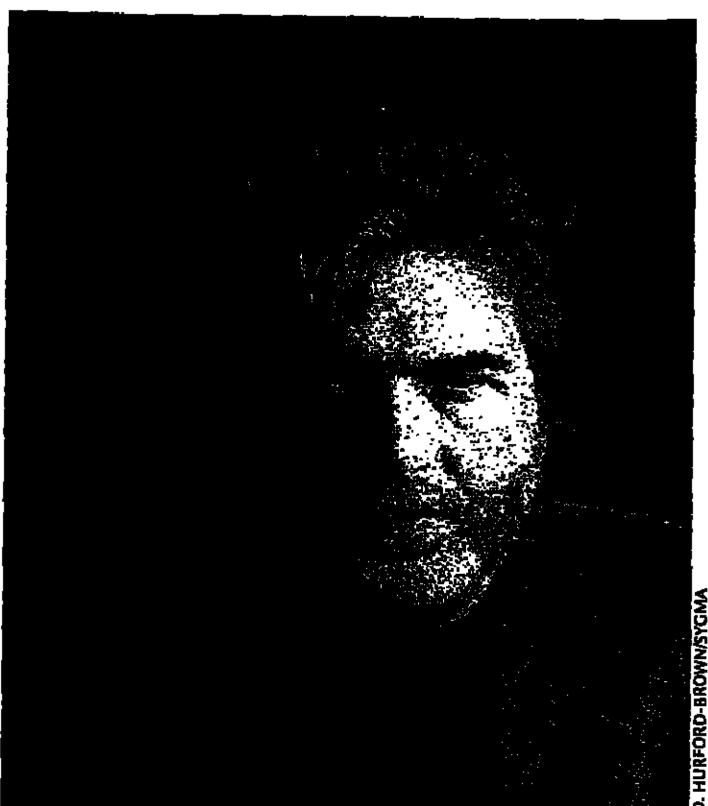
Christine Rousseau

(1) *The Papier Womb* (Le Ventre de papier), épreuves parues dans *The Booster* (décembre-janvier 1938).
(2) On appelle communément *Journal d'Anaïs Nin* les sept volumes couvrant la période 1931 à 1974. Les quatre volumes précédents sont *Journal d'enfance* (tomes I et II), *Journal d'une fiancée* (tome III) et *Journal d'une jeune mariée* (tome IV). Tous publiés chez Stock.
(3) Les deux volumes précédents sont *Inceste,* journal non expurgé 1932-1934 (Stock, 1995) et *Le Feu,* 1934-1937 (Stock, 1997).
(4) *Anaïs Nin* (Stock, 1996).

Des marches vers le bonheur

Proche à bien des égards de Cormac McCarthy, Charles Frazier relate dans son premier roman le cheminement d'un déserteur et celui – intérieur – de la femme qu'il aime

RETOUR A COLD MOUNTAIN
(Cold Mountain)
de Charles Frazier.
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis) par Marie Dumas,
Calmann-Lévy, 458 p.,
140 F (21,34 €).


D. HURFORD-BROWN/SYGMA

Las de la guerre, écœuré par l'horreur des combats et révolté contre son destin, un soldat déserte. Il projette de rentrer chez lui, dans la contrée montagneuse, belle et froide où il a grandi : environ deux mois de marche. On est en Caroline du Nord pendant la guerre de Sécession, il s'appelle Inman. Il pense rejoindre une femme, Ada, connue avant la guerre, plutôt riche, raffinée, lettrée, profondément différente de lui. Avec elle il en est resté au stade des marques d'intérêt réciproque, des possibilités tacitement suggérées et des longues lettres victoriennes aux paragraphes soigneusement retenus.

Ce premier roman d'un quadragénaire est le récit du cheminement symétrique de ces deux êtres l'un vers l'autre. Une randonnée épuisante et dangereuse pour l'un, pour l'autre la transformation d'une ancienne citadine vulnérable en femme forte capable de recevoir et soutenir son homme. On ne verra les deux protagonistes ensemble que pendant quelques heures, et cela pose au romancier un délicat problème technique. Il le résout de manière un peu systématique en passant de l'un à l'autre à chaque chapitre, le voyage géographique du déserteur alternant avec le voyage intérieur de la femme.

Pour meubler le premier, Frazier en fait une succession d'épisodes si autonomes qu'ils pourraient constituer autant de nouvelles : fascinantes par leur contenu, parfaites par leur composition. Il s'agit presque toujours de rencontres, et le plus souvent avec de mauvaises gens. Le contexte qui les unit est celui d'une fin de guerre : l'enthousiasme a disparu, le fanatisme pas encore. Tout le monde s'est appauvri, l'angoisse est générale, le futur désastreux, et la milice rôde, traquant partout les déserteurs. Quant à l'évolution d'Ada, elle se fait au contact d'un catalyseur en jupons, Ruby, l'enfant sauvage qui s'est élevée toute seule au milieu des bois. Devenue amie et factotum d'Ada, elle lui enseigne les modes d'emploi de la nature.

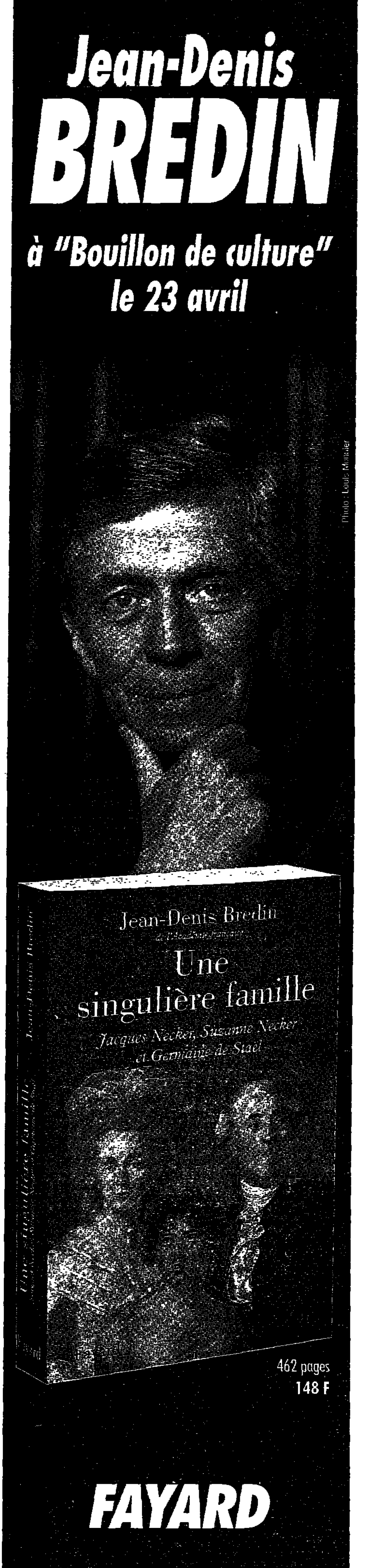
Les motivations d'Inman, alors qu'il chemine, affamé, blessé, parmi les dangers, permettent de rassembler ces deux actions parallèles et donnent son unité au roman. Il marche naturellement pour retrouver Ada et vivre avec elle, mais il cherche aussi à gagner son terroir, et surtout la Cold Mountain qui le domine et peut-être le protège. Il y a connu dans l'adolescence des moments ineffables avec ses amis indiens, conscients comme lui des effluves magiques de l'endroit. En effet, et c'est le troisième espoir qui soutient Inman, c'est en un certain point de cette montagne sacrée qu'on peut, si l'on est en état de grâce, c'est-à-dire de jeûne, passer dans les plaines fertiles et giboyeuses où la guerre est abolie, où l'on ne meurt jamais, la *Terre sans mal* des Cherokees. Il s'agit donc d'une marche vers le bonheur au cour de laquelle Inman fait le constat : le monde tel qu'il est organisé est exécrable, il rend l'homme atrocement cruel.

C'est Ruby, forme humaine de la Cold Mountain, qui souffle à Ada les réponses, car elle connaît les beautés, les ressources de l'univers et le sens des signes qu'il nous transmet. Elle sait *« mettre ses pensées à l'unisson de la lubie divine qui envoie sur terre neige ou soleil »*.

Cette quête du bien dans un monde méchant que seule la nature peut rédimer rappelle irrésistiblement Cormac McCarthy et la presse américaine a très souvent cité ce nom comme référence en recensant Frazier. Ce dernier reconnaît lui-même cette influence, mais il ne s'agit absolument pas d'un pastiche. Frazier a beaucoup des qualités de McCarthy, et certains de ses défauts, comme des accès de prolixité et une certaine complaisance à décrire l'horreur. Il n'a pas le souffle luciférien du maître. Mais il a écrit un grand roman.

Il le doit d'abord à son extraordinaire imagination. Il travaille à partir d'anecdotes, trouvées dans le journal d'un ancêtre, et auxquelles il donne une dimension admirable. Son style porte encore la marque d'un débutant, il lui faudra apprendre la concision, et résister au doux plaisir d'étaler son savoir. Féru de sciences naturelles, il ne nous épargne guère les énumérations de la *Flora* carolinienne. Ce sont là des vétilles qui ne cachent pas l'essentiel : le talent pour charger d'émotion un objet familier, une odeur de cuisine, un instant de paix ; la marque, décidément, d'un écrivain qui a pleinement réussi sur un grand sujet.

Jean Soublin



A la recherche des pures sensations

Appréhender la vie comme un miracle, « une merveille », et en savourer ses moindres plaisirs. Voici ce qu'explique l'essai de Theodore Francis Powys et démontre le roman de son frère, John Cooper Powys

L'ART DE VIEILLIR
(The Art of Growing Old)
de John Cooper Powys.
Traduit de l'anglais
par Marie-Odile Fortier-Masek,
éd. José Corti, 384 p.,
140 F (21,34 €).

DIEU ET AUTRES HISTOIRES
(God, extrait de Two Thieves)
de Theodore Francis Powys.
Traduit de l'anglais
et préfacé par Patrick Reumaux,
Phébus, 156 p., 99 F (15,09 €).

Le pasteur Powys eut onze enfants dont trois firent œuvre d'écrivain. John Cowper fut l'un de ces grands voyants inspirés dont la littérature anglaise s'honore ; Llewelyn, le plus jeune, dans une autobiographie imaginaire écrite à l'approche de la mort, se rappela son premier amour ; Theodore Francis, enfin, jamais ne quitta le village d'East Cheldon, dans le Dorset, où il vit nombre de choses étranges. Dans les livres de deux de ces frères qui paraissent aujourd'hui, il est question de bonheur ou, plus exactement, de ce *« plaisir que donne la sensation pure, unique, inconditionnelle, d'être en vie »*. Une sensation qui vous file entre les doigts comme un poisson déconcertant et que seuls les vieux, dit John Cowper, ont quelque chance d'attraper et de retenir. Que chaque seconde de vie consciente soit *« un miracle au-delà de tout ce que nous pouvons imaginer, une merveille au-delà de tous les calculs »*, voilà ce qu'explique l'essai et démontre le roman.

Une merveille : c'est bien ce que pense John Chew lorsqu'il aperçoit Nelly qui dégage *« cette douce odeur de terre d'où vient toute vie »*. John Chew eut très tôt la chance de rencontrer, non seulement la femme de sa vie, mais Dieu. Tout enfant encore, alors qu'il le cherchait à quatre pattes dans chaque recoin de la maison, Dieu lui apparut suspendu à une patère, humblement dissimulé dans le chapeau de son père. Entre-temps le lecteur aura fait connaissance avec les gens simples qui vivent dans les bourgs de Pennybarrow et de Maidenbridge : Mr. Chew dont l'amour s'était emparé, l'élevant au pinacle pour ensuite le laisser choir ; Mr. Cawker, le pasteur, qui abritait Dieu dans sa cave au fond d'une bouteille de bon vin ; Mr. Nunney, son rival dans la paroisse voisine, qui, non sans de bonnes raisons, pensait que le village dont il avait la garde était peuplé de ses enfants ; Mr. Vardy, le cordonnier qui infligea à Dieu une raclée mémorable... Trois récits dans la même veine rappellent que la quête de Dieu, comme la chasse à la bécassine, peut prendre des formes étranges.

Ce besoin d'une forme d'innocence – si, par innocence, on entend la *« recherche d'une vie de pure sensation »* – est le fondement même de la démarche que propose John Cowper dans son essai philosophique sur l'art de vieillir. Qu'il faille prendre conscience de la *« fin prochaine de ce je, je, je dont les sentiments sont simplement tout ce qui compte pour moi, moi, moi »*, c'est là l'évidence qu'il mentionne dans son dernier chapitre « La vieillesse et la mort ». Mais, selon lui, dans l'idée de la fin prochaine, de l'anéantissement que précède une lassitude contre laquelle on lutte jusqu'au bout de ses forces, on peut trouver, loin de toute terreur et pourvu qu'on s'abandonne, une grande part de douceur.

La vieillesse dont John Cowper fait l'apologie nous éloigne insensiblement de l'arène où le moi est douloureusement tyrannisé par des milliers de besoins contradictoires, *« d'exigences, de nécessités, de devoirs, d'obligations, de responsabilités, de quêtes, de plaisirs, de rivalités, d'aventures, de passions, d'ambitions, d'intrigues »*, de recherches et projets, et autres menus plaisirs. Les célébrités, elles, ont de la chance : elles ont eu leur *« illusion vitale artificiellement gonflée, tel un pneu, par la pompe à air de l'opinion publique »*. Pour ceux, moins chanceux, dont l'illusion vitale est prête à se dégonfler tel un pneu irrémédiablement crevé, il existe quatre recours : l'absorption dans les livres, le dévouement à une cause, une obsession érotique particulière, enfin – et c'est la seule solution qui soit sous le contrôle absolu de l'humain, la seule, selon Powys, qui nous rende indépendant du monde et des succès, de sa reconnaissance, de l'amour et des autres –, la recherche d'une vie de pure sensation. Par quoi Powys entend une lutte consciente, délibérée et qui n'est pas exempte de certain stoïcisme, pour jouir des *« éléments de la nature »*.

Pour cet homme qui croyait en une matière animée et consciente – fût-elle herbe, pierre ou eau – dont l'homme ferait partie intégrante, une *« relation absolue »* étant ainsi établie entre le « moi » et la masse infinie du « non moi » (appelé par lui *« l'Inanimé »*), le plaisir le plus profond, substitut à tout amour, à toute religion, consistait à s'unir, à s'oublier, à se fuir – à se fondre dans la nature environnante sous sa forme la plus élémentaire. Plaisir ou devoir ? Mais ici le plaisir n'est que l'équivalent d'un devoir envers la vie : *« Notre obligation morale se réduit à l'effort de nous approprier la moindre lueur tremblotante, le moindre frisson de vent, le moindre nuage fugitif, le moindre tourbillon de poussière, la moindre feuille voletante entrevus par la fenêtre... »*

Christine Jordis





هكذا من الأصل



Philip Roth, le grand romancier américain

Lucidité, Intelligence, Style, Rire, Toute-Puissance créatrice et destructrice du Verbe... Si l'auteur de « Portnoy » se réduisait à cette partie visible de son iceberg, il ne serait qu'un excellent écrivain. Or il y a une partie immergée : Roth a inventé le déplacement inattendu de la frontière, le mélange inflammable non pas des genres, mais des causes sacrées, jusqu'à la remise en cause de la cause en soi

En 1973, Philip Roth publie un livre étonnant, peu connu en France, *Le Grand Roman américain*. C'est l'épopée d'une équipe de base-ball décrite par un chroniqueur sportif dont le nom est Smith et le prénom Word, « Mot ». Dans *Opération Shylock*, un personnage compare ce roman à *Finnegans Wake*. Le rapprochement n'est pas si stupide. *Le Grand Roman américain* est une parabole sur le langage, sur cette dynamique de bouillonnement comique, cette spirale d'ébullition supérieure, cet état de vérité effervescente du langage qu'on nomme d'habitude « littérature ». En prologue à ce singulier roman sur le sport, un dialogue hilarant entre Hemingway et « Mot » pose les jalons de la littérature américaine. La vraie question sous le rire est celle de la succession d'Hemingway lui-même comme « grand romancier américain ». On voit où je veux en venir. Roth est le « Great American Novelist » de notre temps, le seul digne successeur d'Hemingway. Il a su réunir tous les atouts pour gravir ce podium étroit.

Stéphane Zagdanski

L'Europe idéale d'abord. Soit une parfaite culture classique, faite de l'étude des plus grands écrivains anglo-saxons et universels. « *Ses ambitions culturelles*, écrit-il de lui-même, *se formulaient en termes d'opposition directe à l'Amérique philistine, triomphante et irrespirable du moment : il méprisait* Time, Life, *Hollywood, la télévision, la liste des best-sellers, la publicité, le maccarthysme, les Rotary clubs, les préjugés raciaux, et cette manière de jouer des coudes si typique de la mentalité américaine.* »

L'Amérique de Roth n'est pas nostalgique. Il connaît sa vulgarité et sa violence ordinaires, et si, dans ses trois derniers romans, il en parcourt l'histoire moderne, ce n'est pas pour concurrencer Hollywood en exhibant une *image* de la guerre. C'est afin d'en radiographier les pires ravages, *ceux qui ne se voient pas*, le déchirement, la haine, le mensonge, la folie et l'infamie que la guerre revivifie *au sein des foyers*. Ainsi le héros de *Pastorale américaine* est un homme ayant en apparence aussi peu de soucis que de substance : un anti-juif, en somme. Le roman bascule lorsque Zuckerman se met à décrire la tempête sous le crâne de ce fils de gantier (comme Shakespeare !), le chaos dans l'existence du fade « Suédois », déconstruite par sa fille terroriste.

On constate chez Roth, portée à son plus haut degré d'incandescence, une lucidité absolue sur les relations entre les êtres. Autant dire un pessimisme biblique, se manifestant par la description circonstanciée de ce qu'il nomme ici « *the abiding human aptitude for betrayal and revenge* » : « *l'éternelle aptitude humaine à la trahison et à la vengeance* ». Le mot *betrayal*, tel un symbole de l'œuvre de Roth, est à double sens, signifiant aussi « divulgation », « manifestation », « révélation ».

Aucune illusion à se faire, par conséquent, sur l'harmonie entre hommes et femmes. « *Tôt ou tard, chaque femme trouve toujours le point faible de son mari* », écrivait-il dès *Goodbye, Columbus*.

Aucune illusion, évidemment, sur la réceptivité des critiques littéraires – autant dire du lecteur de base. « *Il n'y a pas grand espoir de se faire comprendre* », écrit Roth, sachant ce que c'est qu'« *attendre de voir la critique que ferait de* (son) *dernier livre le plus bête, le plus maladroit, le plus superficiel, le plus débile de tous les crétins bourrés de mauvaises intentions qui traînent dans ce métier où des abrutis sans aucune oreille et incapables de sentir la moindre nuance passent leur temps à aligner des clichés qu'ils appellent critiques de livres* ».

On en aura la démonstration en lisant les critiques de *Pastorale américaine*, qui se limiteront à résumer la trame du livre faute d'avoir quoi que ce soit de pertinent à en dire.

Aucune illusion sur une entente possible entre juifs et gentils, au point que Sabbath n'imagine même pas se faire enterrer dans un cimetière chrétien : « *Mais avec qui est-ce qu'il pourrait bien discuter, là-haut ? Il n'avait jamais trouvé de goy qui parle assez vite pour lui.* »

Aucune illusion non plus sur la douceur, la gentillesse, la faiblesse juives. Dans *Opération Shylock*, Roth ridiculise le sentimentalisme de Woody Allen, stupéfait que des soldats israéliens puissent tabasser des civils palestiniens. Woody Allen est un mauvais ersatz hollywoodien de Philip Roth. L'un remporte d'autant plus de succès qu'il donne du juif l'image d'un pitoyable névrosé, petit, laid, fragile, et de l'écriture un simulacre consommable par tous ceux qui ne savent rien de l'écriture. L'autre est d'autant plus isolé qu'il est grand, beau, fort, rapide et fin, qu'il écrit par rafales des chefs-d'œuvre de subtilité romanesque où l'essence même du cinéma (à savoir la vision que l'Amérique a d'elle-même) est dissoute par l'acide d'une intelligence supérieure.

« Pour préserver le peu d'équilibre qui me restait, je choisis de m'asseoir comme je m'étais toujours assis (...) justifiant ma bizarre existence de la manière la plus efficace que je connaissais, domptant (...), avec une chaîne de mots, l'indocile tyrannie de ma propre incohérence. »

Enfin, dernier signe implacable de l'écrivain hors pair, une confiance immortelle dans la toute-puissance du Verbe, et l'illustration de cette confiance même au cœur de la trame narrative du roman.

Jusqu'à quel point ? Jusqu'au bout, donc jusqu'à la genèse, ce que Roth nomme « *la fastidieuse tâche de l'écrivain, qui consiste à être sa propre cause* ».

Les romans de Roth reviennent à interroger l'étrange posture de l'écrivain. « *Pour préserver le peu d'équilibre qui me restait, je choisis de m'asseoir comme je m'étais toujours assis au cours de ma vie : sur une chaise, devant un bureau, sous une lampe, justifiant ma bizarre existence de la manière la plus efficace que je connaissais, domptant pour l'instant, avec une chaîne de mots, l'indocile tyrannie de ma propre incohérence.* »

Ce n'est pas un hasard si Smith se prénomme « *Mot* », et si l'alphabet, « *les Vingt-Six Grandes* », est son meilleur allié. Comme écrit Roth : « *L'alphabet est la seule chose capable de me protéger ; c'est cela que l'on m'a donné en guise de revolver.* »

Est-ce là tout ? Lucidité, Intelligence, Style, Rire, Toute-Puissance créatrice et destructrice du Verbe ? Rarissimes chez la plupart des hommes de lettres, ces qualités hors du commun sont, si j'ose dire, *la moindre des choses*. Si Roth se réduisait à cette partie visible de son iceberg, il ne serait qu'un excellent écrivain. Or il y a une partie immergée, la principale, qui fait de lui, sans conteste possible, le grand romancier de notre temps.

La question que se pose Roth, quand il commence à écrire, est celle de la frontière. Où est la ligne de démarcation, et par conséquent le *point de jonction*, entre Newark, d'où il vient, et la Littérature qu'il adule et étudie sans relâche ? « *Qu'est-ce que ces relations tendues et lassantes entre parents et enfants de la petite-bourgeoisie juive de Newark, ces scènes à propos des shiksas et des cocktails de crevettes, cette question d'aller à la synagogue et d'être un bon garçon ou non, qu'est-ce que tout cela avait à voir avec Shakespeare et le stoïcisme de Sénèque ?* »

Comment éviter le cauchemar d'une métamorphose rétrograde de l'écrivain, non pas en Sein, mais en Homme, c'est-à-dire en juif parmi les juifs ?

Roth trouve vite la réponse. En irradiant le mythe avec le contre-mythe. En mélangeant les coutumes juives avec ce qui en paraît le plus éloigné, la pornographie. La déflagration qui en résulte, c'est *Portnoy*. Le malentendu fut spontané et intense. Roth fit scandale pour avoir osé démystifier une famille juive. En réalité les deux mythes jouaient chacun comme antidote de l'autre. Et le vrai scandale de ce livre, écrit en pleine « libération sexuelle », consista à démystifier cette religion universelle que Roth surnomme le « *foutrisme* ».

Roth a inventé le déplacement inattendu de la frontière, le mélange inflammable non pas des genres, mais des causes sacrées, jusqu'à la remise en cause de la cause en soi. De même qu'il n'y avait pas de réelle opposition, comme il le croyait en débutant, entre la grande littérature et les mœurs yiddish du microcosme de Newark, il n'y a pas de frontière imperméable entre le mythe et son inverse. L'écriture, avec sa puissance de création du mythe, peut devenir elle-même le mythe qu'il s'agit, sinon de faire imploser, en tout cas de dominer et de contrecarrer. Tel est le sujet des derniers chefs-d'œuvre de Roth. Mettre en cause le Mythe, l'idée qu'il existe une réalité dont dépend la fiction en tant qu'elle la décrit et y trouve sa source. Et quelle réalité plus réelle et plus originelle que l'existence du mythe des mythes, l'Auteur lui-même.

« Les gens ne s'offrent pas aux écrivains dans leur plénitude de personnages littéraires : en général, ils vous offrent très peu de substance (...) et le travail de l'écrivain est de les faire apparaître autrement. »

Il ne s'agit pas pour autant de ravaler *la figure de l'Ecrivain* à celle d'un être humain comme les autres. Ce serait encore de la croyance, et la plus répandue, selon laquelle, au fond, tout un chacun est, ou pourrait être, écrivain. Shakespeare lui-même n'était-il pas un homme normal, « *in love* », un Roméo romantique en panne d'inspiration et à qui on souffla ses meilleures phrases ?

La trouvaille rothienne est plus subtile et complexe que cette risible propagande hollywoodienne. Elle consiste à saper l'ultime noyau de la crédulité humaine, la croyance en la Réalité, en une frontière palpable entre la Fiction et la Réalité. Pour saisir la radicalité de cette découverte copernicienne, il faut en revenir à ce b.a.-ba de l'écriture qu'ont en partage Ecrivains et Non-Ecrivains : *l'alphabet*.

L'alphabet en soi n'est rien. Aux Etats-Unis, où l'on ne feint même pas, comme ici, de s'intéresser à la littérature, l'alphabet est colonisé par la propagande sauvage des médias : ABC, CBS, NBC, CNN... L'alphabet, cette arme intime de l'écrivain, sert désormais l'artillerie lourde *du Regard. L'alphabet* est passé à l'ennemi !

Dans *Opération Shylock*, où – avec une précision qui n'a d'égale que celle de Sabbath maniant ses marionnettes –, il manipule l'ambiguïté attachée à la posture de l'Ecrivain opposée à l'imposture du Non-Ecrivain, Roth évoque l'alphabet de son enfance : « *"Aa, Bb, Cc, Dd, Ee", chaque lettre apparaissait deux fois, en écriture cursive, le parent et son enfant, la chose et son ombre, le son et son écho.* »

Comment s'immiscer entre le son et son écho ? Comment désarticuler l'alphabet ? Quel anti-alphabet utiliser, tel un pied-de-biche, pour fissurer le monolithisme du langage ? Un autre souvenir d'enfance donne la solution. Au Talmud Thora (l'équivalent juif du catéchisme), Roth a été initié à l'anti-alphabet hébraïque, celui qui s'écrit *à l'envers* et d'où, comme dans la mystique juive, il allait faire jaillir son monde : « *Ces cryptogrammes dont je n'arrivais pas à déchiffrer le sens m'avaient marqué de manière indélébile quarante ans plus tôt ; de ces mots indéchiffrables écrits sur ce tableau était sorti chaque mot d'anglais que j'avais écrit.* »

L'alphabet de l'actualité peut être laissé à ses leurres colorés : sida, sans-abri, politique, guerre, journalisme, argent, télévision, drogue, sexe, ghetto, racisme, alcool... « *Le plus bas de tous les genres – la vie elle-même.* » Tout le bruit et la fureur ont moins d'efficacité que quelques mots yiddish (cette langue effrontément sexuelle qui ne se prononce pas comme elle s'écrit) déposés comme des mines dérivantes au cœur de romans conçus comme des terrains piégés. Et l'impossible devient possible dans la vraie vie de la Fiction.

Première étape : introduire le poison vivace de la Fiction dans les veines apathiques de la Réalité. « *Les gens ne s'offrent pas aux écrivains dans leur plénitude de personnages littéraires : en général, ils vous offrent très peu de substance, et, après l'impact de l'impression initiale, ne sont pratiquement d'aucune aide. La plupart des gens (à commencer par le romancier lui-même, sa famille et presque toutes ses connaissances) sont absolument dépourvus d'originalité, et le travail de l'écrivain est de les faire apparaître autrement.* » Deuxième étape : se mettre soi-même, en tant qu'auteur tout-puissant de cette fiction surhumaine, à l'épreuve d'irréalité, en se créant un double parfait. « *D'être Zuckerman est un très long rôle et l'opposé même de ce qu'on pense que c'est d'être soi-même. En fait, ceux qui semblent le plus être eux-mêmes m'apparaissent comme des gens qui incarnent ce qu'ils pensent pouvoir être, ce qu'ils croient devoir être, ou ce qu'ils souhaitent apparaître aux yeux de quiconque établit les critères. Ils se prennent si au sérieux qu'ils ne comprennent même pas que d'être sérieux est la représentation même. Mais, pour certaines personnes qui ont une très haute conscience d'elles-mêmes, la chose est impossible : s'imaginer être elles-mêmes, vivre leur propre vie, réelle, authentique ou indubitable, a pour eux toutes les apparences de l'hallucination.* »

Troisième étape, une fois que la Réalité est gonflée dans ses moindres interstices à l'hélium de la Fiction, *la laisser s'envoler*. Zuckerman devient autonome et écrit à son auteur pour critiquer l'irréalisme de son autobiographie. « *Je présume*, dit le Double à son auteur, *que tu as si souvent écrit des métamorphoses de toi-même que tu ne peux plus te représenter ce que tu es ou ce que tu fus. Aujourd'hui, tu n'es rien d'autre qu'un texte en marche.* »

Enfin, dernière étape : abandonner jusqu'au paravent du Doppelganger, et organiser la collision de l'Auteur avec lui-même. « *"All..., Mr. Roth ? Mr. Philip Roth ? demandai-je. – Oui. – Vous êtes bien Mr. Roth l'écrivain ? – C'est moi. – L'auteur de* Portnoy *et son complexe ? – Oui, lui-même. Qui est à l'appareil, s'il vous plaît ? " Mon cœur battait aussi fort que si j'avais été au beau milieu de mon premier cambriolage avec un complice comme Jean Genet, pas moins – tout ceci n'était pas seulement perfide, c'était aussi* très intéressant. *A la pensée qu'à l'autre bout du fil il prétendait être moi, alors que de mon côté je prétendais n'être pas moi, j'eus soudain l'impression extraordinaire de vivre en plein carnaval.* »

« Que l'écriture soit un acte d'imagination, voilà qui semble rendre tout un chacun perplexe et furieux. »

Difficile d'aller plus loin. Roth est sur la première marche du podium, tous ses contemporains sont KO. Quel autre tour hélicoïdal pourrait-il encore inventer, quitte à léviter carrément au-dessus du ring ?

C'est *simple*. Rappeler l'essentiel, à la grande déconvenue des milliards de Non-Ecrivains : c'est Roth qui, depuis toujours, choisit où tracer la ligne de démarcation. Il est la main de Sabbath dans les marionnettes surdouées. Il est la main experte qui fabrique tous les gants de l'usine du Suédois. Il est celui qui, après s'être sabordé, décide des conditions de sa résurrection.

Ultime coup d'épingle dans la baudruche : le faux Roth est un usurpateur. « *Je suis celui de vous qui n'est pas des mots* », avoue-t-il. Ses manuscrits se révèlent vierges. Il est incapable d'écrire !

Roth reste seul en scène. Rien *d'autre n'existe que lui, lui et ce* don étrange, « *cette chose qui lui permettait d'improviser sans fin* », cette « *chose* » qui fait le cauchemar éveillé des Non-Ecrivains. « *Que l'écriture soit un acte d'imagination, voilà qui semble rendre tout un chacun perplexe et furieux.* »

Spinoza, Marx, Proust, Kafka, Freud, et Roth. Que la Réalité prenne garde : quand un écrivain juif atteint ce sommet d'isolement, d'intelligence, d'énergie, il jouit d'une puissance de subversion absolue, dont il faut craindre *le meilleur*.

bibliographie

Pastorale américaine est le vingt-deuxième livre de Philip Roth. En français, son œuvre est publiée chez Gallimard. Voici les titres qui sont disponibles en édition de poche :

- *Le Sein* (Folio, n° 1607) ;
- *Portnoy et son complexe* (Folio, n° 470) ;
- *Goodbye Colombus* (Folio, n° 1185) ;
- *Professeur de désir* (Folio, n° 1422) ;
- *Laisser courir* (Folio, n° 1477 et n° 1478) ;
- *Zuckerman enchaîné* (Folio, n° 1877) ;
- *La Contrevie* (Folio, n° 2293) ;
- *Ma vie d'homme* (Folio, n° 1355) ;
- *Patrimoine : une histoire vraie* (Folio, n° 2653) ;
- *Tromperie* (Folio) ;
- *Opération Shylock : une confession* (Folio, n° 2937) ;
- *Le Théâtre de Sabbath* (Folio, n° 3072).

Dans les années 90, Philip Roth a reçu quatre prix littéraires majeurs : le National Book Critics Circle Award 1991 pour *Patrimoine* ; le PEN/Faulkner Award 1993 pour *Opération Shylock* ; le National Book Award 1995 pour *Le Théâtre de Sabbath* ; le prix Pulitzer du roman 1998 pour *Pastorale américaine*.


RAYMOND DEPARDON/MAGNUM

Manifestation contre la guerre du Vietnam en 1968 aux Etats-Unis

Une tragédie ordinaire

Après « Opération Shylock », Philip Roth offre le deuxième volet de sa trilogie historique. Plus que dans une simple « chronique réaliste », le lecteur plonge dans une magnifique équivoque romanesque

PASTORALE AMÉRICAINE
(American Pastoral)
de Philip Roth.
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis) par Josée Kamoun,
Gallimard, « Du Monde entier »,
456 p., 150 F (22,96 €).

Roth aurait-il déserté ? Aurait-il trahi ? Aurait-il renoncé à imposer *« sa fiction à l'expérience »* plutôt que *« traduire l'expérience en fiction »*, comme il écrivait dans *Tromperie* ? En un mot serait-il devenu un romancier réaliste, réconfortant les conformistes, les adeptes du roman-roman, ceux qui le combattaient et l'exaspéraient ? Sûrement pas. Il a depuis longtemps choisi son camp, mais il est aussi un expert en manœuvres de diversion. Il a décidé cette fois-ci de parler d'un homme qui est le seul à lui avoir inspiré, dans son enfance, *« le désir d'être un autre »*. *« Mais se vouloir dans la gloire d'un autre, qu'on soit enfant ou adulte, est intenable pour des raisons psychologiques si l'on n'est pas écrivain, et pour des raisons esthétiques si on l'est. »*

« J'écris de la fiction, on me dit que c'est de l'autobiographie, affirmait-il, toujours dans *Tromperie*, *j'écris de l'autobiographie, on me dit que c'est de la fiction, aussi puisque je suis tellement crétin et qu'ils sont tellement intelligents, qu'ils décident donc, eux, ce que c'est ou n'est pas. »* Il est évidemment confortable, pour ceux qu'a toujours inquiétés le génie créateur de cet écrivain ironique, obscène et double, de se précipiter sur *Pastorale américaine* et d'y voir une sorte de fresque historique racontant la vie – *« très simple et très banale, et par conséquent formidable, l'étoffe même de l'Amérique »* – de Seymour Levov dit Le Suédois, juif de Newark dans le New Jersey (la ville où Roth est né en 1933 et a grandi), blond, beau, grand, *« le meilleur équivalent d'un goy que nous aurions jamais »*.

Ce récit de l'existence lisse – puis tragique, quand sa fille devient terroriste – d'un non-personnage (pas même un antihéros) serait comme l'aboutissement du travail de Roth, la sortie de l'impasse dans laquelle l'enfermait, selon ses détracteurs, sa *« chronique personnelle, narcissique »*. A ceux-là et à tous ceux qui ont envie de le lire ainsi, Philip Roth en donne pour leur argent : le New Jersey, ses villes, sa campagne, ses fermes, ses maisons bourgeoises du côté de Morristown ; Newark dévasté par les émeutes et *« fini (...) La ville qui se relèvera jamais »* ; l'Amérique chamboulée par la guerre du Vietnam et le Watergate ; les étudiants contestataires, l'arrestation d'Angela Davis ; les cris et les bombes ; l'intégration d'une famille juive, l'aboutissement d'un rêve américain, puis la désintégration de ladite famille par la révolte de la quatrième génération ; et tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la fabrication des gants en peau.

C'est impeccable, superbement construit et raconté, du travail de très grand professionnel. Cousu main, comme les gants de l'usine Levov. Mais ce serait un peu court si cela ne s'inscrivait dans une œuvre à lire entièrement, à suivre dans ses méandres, de livre en livre – et ce n'est certainement pas innocemment que Roth cite Proust dans ce roman, alors qu'il n'est pas l'une de ses références habituelles, contrairement à Céline ou Genet. Pas innocemment non plus que les Levov sont gantiers. *« Vous ne saviez pas que Sir Walter Scott était fils de gantier ?* demande le père du Suédois. *Vous savez qui d'autre, en plus de Sir Walter et de mes deux fils ? William Shakespeare (...) Le plus célèbre auteur de l'histoire. »* Celui qui sait donner la plus parfaite version des tragédies.

Josyane Savigneau

Après une trilogie autobiographie (*Les Faits*, *Tromperie*, *Patrimoine*), Roth a écrit son texte le plus périlleux et peut-être le plus fort, *Opération Shylock*, où il s'affrontait à un véritable double, non plus nommé Nathan Zuckerman ou Tarnopol, mais Philip Roth. Jouer avec sa propre identité pour prouver sa puissance romanesque était un pari inouï. Risqué aussi : que faire quand on l'a réussi ? Roth a entrepris une sorte de trilogie historique : *Le Théâtre de Sabbath*, *Pastorale américaine* (titre à ne pas lire au premier degré) et *I Married a Communist* (« J'ai épousé un communiste », pas encore traduit en français) : les Etats-Unis et leurs soubresauts, de la deuxième guerre mondiale aux années 80, à travers des destinées individuelles. Le destin du Suédois n'est pas séparable de celui de Nathan Zuckerman, l'écrivain juif né dans le New Jersey, narrateur de ce récit en trois parties : « Le paradis de la mémoire » ; « La chute » ; « Le paradis perdu ». A Newark, jadis, Zuckerman était l'ami de Jerry, le frère cadet du Suédois si beau et si doué pour le football américain, le basket, le base-ball. Jerry et Zuckerman se retrouvent en 1995, à une cérémonie commémorative de leur école. Tous deux sont très étonnés de se rencontrer, chacun pensant que l'autre dédaignait *« cette sentimentalité abjecte »*, cette *« nostalgie à la con »*. Tandis que ses anciens condisciples font le compte de leurs enfants et petits-enfants, Zuckerman, lui, dit seulement : *« Je m'appelle Nathan Zuckerman, j'étais vice-président de notre classe et membre du comité de la promotion. Je n'ai ni enfants ni petits-enfants, mais j'ai quand même subi il y a dix ans un quintuple pontage cardiaque dont je suis assez fier. »*

S'arrachant à *« la fête des retrouvailles »* Zuckerman se met *« à rêver. Je rêvai une chronique réaliste »*. Et il l'écrit, avec la lucidité et la minutie dont il est capable. Comment Seymour Levov, le petit juif qui ressemblait à un Aryen, mais dont le grand-père ne parlait même pas l'anglais, est devenu un parfait Américain et a *« adoré »* ça. Comment il a épousé une non-juive, une *shiksè*, catholique d'origine irlandaise, qui a été Miss New Jersey. Comment ce couple bourgeois a élevé sa fille unique et a totalement raté la transmission de ses valeurs (mais que pourraient « transmettre », ensemble, un juif de Newark et une catholique ?). Comment Meredith, « Merry », est devenue, à seize ans, une pasionaria gauchiste, opposante à la guerre du Vietnam jusqu'à poser des bombes et à tuer plusieurs personnes. Comment Seymour a retrouvé Meredith et s'est mis à la voir en cachette. Comment il s'est marié une seconde fois, a eu trois garçons (Merry, elle, est morte). Comment il a de nouveau rencontré Zuckerman, deux mois avant de mourir d'un cancer de la prostate, à près de soixante-dix ans.

Il faut aussi lire *Pastorale américaine* comme le roman d'un double échec : celui d'une relation père-fille (Levov se souviendra avec culpabilité du jour où il a embrassé sa petite fille, qui, avec le bégaiement qu'elle tentait de combattre en vain, lui demandait un baiser sur la bouche, comme avec mammm...man) et celui du mariage d'un juif avec une catholique. Echec programmé, comme le montre l'interrogatoire (imprimé en lettres capitales) que fait subir Lou Levov, le père du Suédois, à celle qui va devenir sa belle-fille, Mary Dawn Dwyer. *«Les choses s'étaient gâtées pour Merry de la façon même que son grand-père juif avait prévu qu'elles se gâteraient »*, constate le narrateur. De même, Rita Cohen, qui se dit amie de Merry et prend contact avec le Suédois après la fuite de sa fille (un médecin est mort dans l'attentat qu'elle a commis contre la poste), insiste sur l'impossible relation de Merry et de sa mère : *« Elle la détestait parce qu'elle était votre fille. Que Miss New Jersey épouse un juif, c'est bel et bon. Mais qu'elle élève une juive, c'est une autre paire de manches. Vous avez une femme* shiksè, *Le Suédois, mais votre fille ne l'est pas. »*

Roth ne dit pas s'il partage le désarroi du père ou les griefs de la fille. Il débusque les faiblesses, les mensonges, les lâchetés, les compromissions et les sottises, de tous les côtés. Il est celui qui échappe à cette tragédie américaine ordinaire puisqu'il peut la raconter, en faire, non plus l'histoire de Seymour Levov et de Meredith, mais le roman de Philip Roth. Il maîtrise, lui, l'Histoire, alors qu'elle a vaincu un homme censé être très fort, Le Suédois. Il cherche à maîtriser aussi le temps. A la fin de la cérémonie d'anniversaire de l'école, il mange tous les *rugelach* qu'on vient de lui offrir : *« Je dévorais ces bouchées de pâtes si riches (...), dont j'avais aimé la consistance farineuse dès l'enfance, dans l'espoir que mon "Nathan" s'affranchisse de ce dont s'affranchissait, à l'en croire, le "Marcel" de Proust sitôt qu'il reconnaissait la saveur de la petite madeleine : l'appréhension de la mort. " Une seule bouchée, écrit Proust, et le mot mort perdait son sens. " Alors je mangeai avec avidité, je m'empiffrai, refusant de mettre le moindre frein à cette fringale de graisse saturée, mais sans connaître un seul instant la grâce de Marcel. »*

La mort, et le *« désir – désespéré, on le comprend, chez ceux qui vieillissent – de lui faire échec, de lui résister, de recourir à tous les subterfuges qui permettent d'éviter comme la peste de la voir clairement »* sont le sujet caché de ce livre, comme du précédent, *Le Théâtre de Sabbath*. A la descente aux enfers de Mickey, avec ses obsessions, sa rage, son angoisse de vivre, répond l'apprentissage par Le Suédois de *« la plus terrible leçon de la vie, à savoir qu'elle n'a pas de sens »*. Si Nathan Zuckerman a rêvé une *« chronique réaliste »*, Philip Roth, en tentant de donner satisfaction à son double, a quand même, et c'est heureux, écrit un roman de Roth, à multiples entrées, paradoxal et sarcastique, dramatique, comique, tragique. Magnifiquement équivoque.

BANDE DESSINÉE

● *par Yves-Marie Labé*

Un parfum d'affaires

MORT D'UN MINISTRE
de Philippe Richelle et Delitte
Ed. Casterman, 56 p., 60 F (9,14 €)

Il est rarissime que la bande dessinée s'aventure dans les eaux du marigot politique alors qu'elle s'est, depuis longtemps, intéressée aux « affaires » (*Largo Winch*), à la géopolitique actuelle ou passée, sous couvert de thriller politico-fantastique (*XIII*), ou de règlement de comptes vis-à-vis de l'Histoire (*Les Phalanges de l'Ordre noir*).

Avec *Mort d'un ministre*, premier épisode d'une série qui s'annonce passionnante, deux jeunes auteurs belges, Philippe Richelle et Delitte, déjà remarqués pour leur trilogie africaine intitulée *Donnington* (éd. Helyode), s'attellent à la tâche. C'est peu dire que le récit qu'ils font des magouilles de l'establishment politique est nourri aux meilleures sources documentaires et alimenté par la chronique récente. Sur les rives de la Tamise, un ancien premier ministre, Sir Stuart, écarté du pouvoir, règle ses comptes avec son parti par le biais d'un entretien au *Daily Telegraph*, dans lequel il suggère qu'il possède des dossiers sur ses anciens condisciples du gouvernement.

Ses révélations vont ouvrir la boîte de Pandore. L'enquête policière et les investigations de la presse mettent à jour l'embrouillamini politico-affairiste dans lequel se sont fourvoyés certains membres du gouvernement, dont un certain Malcom MacLuhan, ministre des affaires sociales et ancien ennemi politique de Sir Stuart.

A ce point du récit, et même si *Mort d'un ministre* a élu Londres et la Grande-Bretagne pour décors, on peut lire cette fiction à l'aune des scandales récents qui ont défrayé la Vᵉ République, des meurtres inexpliqués d'anciens ministres gaullistes comme Robert Boulin ou Joseph Fontanet au suicide de Pierre Bérégovoy dont s'inspire le personnage de Malcom Mac Luhan – y compris dans le rappel de ses origines modestes ou de ses fautes de goût qui firent tant de gorges chaudes chez les petits marquis de la Mitterrandie.

La force de ce récit est de décrire la lutte pour le pouvoir d'hommes et de femmes dont l'idéal a pu parfois se dévoyer. Mais Richelle et Delitte n'oublient pas d'en souligner les à-côtés : la connivence entre stars du journalisme et de la politique ; les liaisons dangereuses du milieu et de la classe gouvernante ; les ambitions personnelles de ceux qui forment la camarilla des élites ministérielles. Quant au dessin de cette plongée en apnée dans les coulisses du pouvoir, il offre à la fois des plans audacieux et d'une grande précision. La palette de couleurs extrêmement variée, du vert anglais au mordoré, permet d'adoucir cette sombre vision des arcanes politiques.

● **TOWER**, d'Ange-Sébastien Goethals

Ancien terroriste repenti de l'IRA, Tom Cleggan a reconstruit sa vie en Italie, à l'insu de ses anciens camarades et grâce au magot qu'il a subtilisé à l'organisation. Mais de nouveaux attentats ensanglantent Belfast, signés du symbole qu'il utilisait auparavant – la tour du jeu d'échecs, *tower*. Ces attentats l'incitent à sortir de l'incognito, et à renouer à la fois avec l'IRA et avec son père, qui fut le premier à l'initier à la guerre civile. Se basant sur la complexité des liens entre les factions irlandaises, sur la difficulté à identifier agents doubles et révolutionnaires idéalistes, sur les liaisons entre terrorisme et mafia, ce premier épisode de *Tower* retrace l'itinéraire d'un homme aux abois, en proie aux démons et aux ombres de son passé. Le rythme soutenu de l'intrigue est servi par un dessin hyperréaliste et efficace, découpé comme un film noir (éd. Vents d'Ouest, 48 p., 58 F [8,84 €]).

● **PREMIÈRES CARTOUCHES**, de Pascal Rabaté

Touche-à-tout de génie de la BD, Pascal Rabaté a déjà remporté plusieurs prix, qui couronnent l'intelligence de ses scénarios et l'acuité de son trait en noir et blanc. *Premières cartouches* rassemble quatre histoires, dont trois d'entre elles (*Exode*, *Vacances* et *Les Amants de Lucie*) furent publiées par les défuntes éditions Futuropolis ; le quatrième récit, *La Mort de Monsieur Kassowich*, a lieu en pleine guerre civile yougoslave.

Qu'il s'agisse de décrire les phases ubuesques ou tragiques de l'exode de 1940 dans un petit village français, les tribulations de trois jeunes zazous à l'affût des vacances de leurs rêves (filles, plage et farniente) ou l'enterrement d'un vieil homme mettant aux prises communautés serbes et croates, Pascal Rabaté fait montre d'un humour décapant et d'un art du dialogue étonnant. La perfection de son trait et la justesse des ellipses de son dessin en font un auteur complet, dont chaque récit recèle une vision du monde, celle d'un moraliste tendre (éd. Vents d'Ouest, 140 p., 118 F [17,98€]).

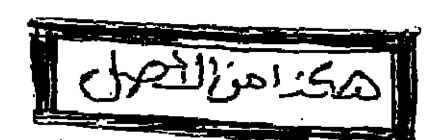
● **THÉRÈSE**, de Jean-Philippe Stassen

Thérèse est grosse, peu gâtée par la nature. D'un recoin de sa fenêtre, elle observe Momo, si jeune, si beau, dont elle est amoureuse. Thérèse a un don : ce qu'elle désire, que ce soit cocasse ou tragique, se concrétise. A la suite d'un amoncellement de hasards, elle va vivre son histoire d'amour avec Momo au long des chemins africains, quittant sa ville grise pour une autre histoire dont l'issue – heureuse – n'est pourtant pas celle qu'elle attendait. C'est une véritable fable qu'a bâtie le dessinateur liégeois Jean-Philippe Stassen, qui s'est mis à la fois aux commandes du scénario (le deuxième après *Louis le Portugais*) et d'un dessin résolument coloré et naïf, ce qui n'exclut ni la nuance ni la subtilité. Il raconte comment le quotidien peut se transformer en magie pure, grâce à la transfiguration des êtres par l'amour (éd. Dupuis, « Aire libre », 56 p., 79 F [12,04 €]).

● **MADAME LAMBERT**, de Jerome Charyn et Andreas Gefe

Natalie Lambert, épouse d'un riche industriel de la pétrochimie, est une femme libre qui choisit ses amants à sa guise sans crainte du qu'en-dira-t-on ni des foudres de son mari. Mais lorsqu'elle choisit Antoine, un artiste maudit ressemblant à Vincent Van Gogh, le scénario déraille et se solde par un meurtre dont le peintre est accusé, alors que tourne autour de sa maîtresse un ballet d'agents secrets et de trafiquants.

Ecrit par l'écrivain américain Jerome Charyn et dessiné par l'auteur suisse Andreas Gefe, qui travaille ses planches au crayon gras, *Madame Lambert* est le troisième album de la nouvelle collection de bandes dessinées des éditions du Masque, baptisée « Petits meurtres ». Destinée à renouveler la facture classique des albums de BD policière, cette collection propose des histoires complètes à la pagination variable, en noir et blanc. Chaque album associe un écrivain de polars (Jerome Charyn, José-Louis Bocquet, Jean-Bernard Pouy, etc.) à un dessinateur choisi en fonction de l'éclairage spécifique qu'il peut apporter au scénario. Jonction de deux littératures aux relents sulfureux – la BD et le polar –, les œuvres éditées par Le Masque réinventent le genre, en soignant à la fois l'écriture et le trait, l'ombre et la lumière. En apportant aussi un soin particulier à la traduction. C'est le cas de *Madame Lambert*, pour lequel Jeanne Guyon a réussi à rendre le ton particulier de Charyn. Le Masque s'est aussi lancé dans la découverte et la publication bandes dessinées policières internationales, notamment israélienne, avec son label « Atmosphères » (éd. du Masque, « Petits meurtres », 54 p., 63 F [9,60 €]).



la chronique

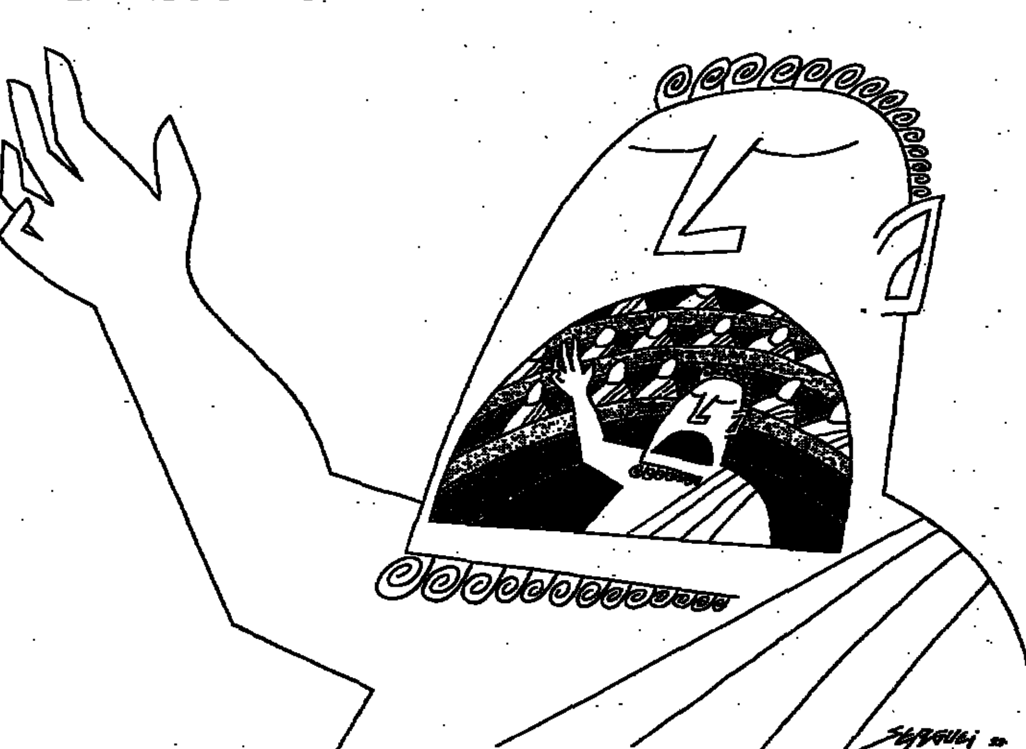
de Roger-Pol Droit

L'intérieur des anciens Grecs

LES ORIGINES DE LA PENSÉE EUROPÉENNE sur le corps, l'esprit, l'âme, le monde, le temps et le destin (The Origins of European Thought)
de Richard Broxton Onians.
Traduit de l'anglais par Barbara Cassin, Armelle Debru, Michel Narcy.
Seuil, 698 p., 245 F (37,35 €).

LA VOIX ENDEUILLÉE **Essai sur la tragédie grecque**
de Nicole Loraux.
Gallimard, « NRF-Essais », 188 p., 95 F (14,48 €).

Comment les héros d'Homère voyaient-ils la vie ? Peut-on reconstituer leurs représentations du corps, de la pensée, du destin ? Plus tard, chez les classiques, le rôle de la tragédie fut-il seulement politique ? Considérations proches du présent



Tout entier dans le regard des autres. Pas d'introspection, nulle conscience intime. En lutte, relevant des défis, recevant des honneurs, insoucieux pourtant de s'interroger sur soi. Sensible au blâme ou à l'éloge, mais indifférent aux miasmes de la culpabilité, étranger aux remords. Ainsi vécut, dit-on, l'homme grec de la période classique. Telle est l'image qu'on peut retenir, en schématisant beaucoup, des travaux de Jean-Pierre Vernant. Un fâcheux contresens serait de croire, si l'on simplifiait excessivement, que les Grecs anciens furent dépourvus de toute vie intérieure. Ce serait manifestement une absurdité. En effet, on ne saurait confondre l'intériorité de la conscience chrétienne – ses plis, ses galeries, ses portes dérobées, *qui naissent grosso modo* avec saint Augustin – et le sentiment interne de soi que possédaient à leur manière les contemporains d'Homère comme ceux de Périclès. Mais quelle était cette « manière » ? Comment s'agençaient exactement leurs représentations d'eux-mêmes, du fonctionnement de l'esprit, *de la constitution du corps, du* cours de l'existence ? Dès qu'on formule ces interrogations, la situation se complique.

Seule une enquête très minutieuse peut permettre d'entrevoir ce que furent, pour les guerriers d'Agamemnon, le siège de la pensée, l'agencement intérieur des viscères, les rôles attribués aux organes et, surtout, d'un point de vue plus général, les croyances relatives à la vie et à la mort. Le grand érudit britannique Richard Broxton Onians, né en 1899 et mort en 1988, a consacré son existence à rassembler insatiablement tous les indices disponibles. Il les a disposés en une fresque impressionnante dans son livre sur *Les Origines de la pensée européenne*. Ce volume – paru pour la première fois en 1951, augmenté, remanié, devenu une référence majeure – est enfin traduit en français, presque un demi-siècle plus tard ! Au premier abord, il ne cherche pas à élaborer de vastes perspectives. Ce travail pourrait même donner l'impression de ne s'intéresser qu'à des sujets microscopiques, estimables, mais somme toute peu exaltants : que signifie exactement le terme grec *phrénès* ? A-t-on raison raison de le traduire par « estomac » ou par « diaphragme », comme on le *fait généralement ? Comment* comprendre *thumos*, rendu le plus souvent par « coeur », « ardeur », souvent « courage », et quelquefois par « souffle » ?

Onians reste volontairement au ras des textes. Il les scrute à la loupe, ne perd pas un exemple, collectionne méticuleusement les moindres tournures de phrases de *L'Iliade* et de *L'Odyssée* ! A partir d'une poussière d'indications éparses, il commence par rectifier des erreurs tenaces. *Phrénès* ne peut être que les poumons et *thumos* est plus riche que notre souffle : le terme désigne une vapeur humide, capable de s'assécher comme de s'agiter, qui constitue la vie même de l'individu, sa capacité d'agir, de vouloir et de sentir. Ce n'est donc pas un hasard si les termes classiques désignant la réflexion (*phroneîn, phronèsis*) sont formés à partir de *phrénès*, les poumons. *« C'est avec son* thumos *et ses* phrénès, *soit – si notre interprétation est juste – avec le souffle de son âme et ses poumons, qu'un homme pense et connaît tout autant qu'il sent »*, souligne Onians. Comme on le voit, l'enquête menée sur des points de vocabulaire débouche sur des résultats d'une tout autre dimension. Ce que tente de reconstituer Onians, avec un luxe infini d'exemples et de citations, c'est la *« pensée-première »* des guerriers grecs antiques.

Et même des Indo-Européens. De proche en proche, en effet, l'érudit dessine l'arrière-plan archaïque des croyances partagées par plusieurs peuples ancêtres des Européens. Les résultats sont assez déconcertants. Parmi ces convictions très antiques reconstruites par touches successives, on constate non seulement l'existence d'une pensée-souffle humide, qui se tient dans les poumons et se confond en partie avec les mots, mais aussi la présence d'une semence de vie lovée dans la colonne vertébrale, préservée par la boîte crânienne, repérable également dans les genoux, sans compter des relations subtiles entre le filage, la représentation du temps et celle du destin. Ce qui étonne le plus, en fin de compte, c'est moins l'étrangeté de ces conceptions que la perception fugace, à tel détour du texte, de leur aspect familier, de leur persistance à bas bruit dans nos vies modernes, apparemment si éloignées d'Homère.

La tragédie n'existe chez les Grecs que plus tard, mais elle offre au lecteur d'aujourd'hui un mélange assez comparable d'actuel et d'inactuel. Demeure intemporel, en un sens, le centre même du tragique : évocation de la douleur, rencontre répétée du deuil, ineffaçable plainte. Mais l'actualité de chaque époque la rend plus ou moins sensible, souligne Nicole Loraux, à cette constante de la tragédie. Ainsi, lorsque Sartre adapta, en 1965, *Les Troyennes* d'Euripide pour Georges Wilson, au TNP, il en modifia radicalement le sens selon Nicole Loraux. Attentif à la logique de l'émancipation, Sartre gomme la part du deuil. Notre temps est mieux accoutumé au pire. Sensible au retour des horreurs, il peut à nouveau percevoir dans la tragédie la conviction durable du temps (*aiôn*, le temps de l'existence, le « toujours » de la force vitale) et du cri sans phrase (*aiaî*, le pleur du choeur, la plainte *« condensant en elle tout le registre expressif de la douleur »*).

Nicole Loraux souligne très finement ces variations. Elle éclaire surtout l'ambiguïté du fait théâtral, aux confins du politique et de l'affectif. Parce qu'on a mille fois souligné la dimension politique des tragiques grecs, – la grande helléniste a raison de rappeler que *« le théâtre de Dionysos n'est pas sur l'Agora »*, c'est-à-dire que *« la tragédie n'est pas seulement politique »*. Référence civique, la tragédie ravive aussi ce qui résiste à la mainmise de la cité : la peine singulière, la fibre humaine, la perte de l'existence. En bouleversant le spectateur, elle le porte à *« dépasser son appartenance à la communauté civique pour saisir son appartenance, plus essentielle encore, à la race des mortels »*.

Aussi le théâtre donnait-il peut-être aux Grecs un « intérieur » – paradoxal et intermittent, autrement construit et réparti que le nôtre. Est-ce simplement par curiosité historienne que nous avons à présent à nous en préoccuper ? Nous avons, semble-t-il, de moins en moins d'intériorité. Courant d'écran en écran, traversés de flux d'informations multiples, assaillis d'images, de messages, de sollicitations sans nombre, de matraquages de toutes sortes, nous ne savons sans doute plus, de la même façon qu'autrefois, ce que peut signifier une « vie intérieure ». Raison de plus pour chercher à comprendre comment, dans des temps très lointains, il arrivait qu'on en constituât une.

Augustin ou une vie de passion

De ses jeunes années « hérétiques » à la crise pélagienne particulièrement mise en lumière, Serge Lancel retrace le parcours du célèbre évêque d'Hippone

SAINT AUGUSTIN
de Serge Lancel.
Fayard, 796 p., 180 F (27,44 €).

Dans l'épais palmarès des « vies de saints », Augustin d'Hippone occupe une place dont il se fût bien dispensé. Il supporte en effet des bibliothèques entières d'ouvrages, et on a pu dire, sans sévérité excessive, que la plupart sont médiocres. Mais, pour célébrer le grand évêque africain, il y a aussi de bons et même d'excellents livres. Le *Saint Augustin* de Serge Lancel est de ceux-là. C'est une importante synthèse – avec notes, chronologie, bibliographie et index, au total près de 800 pages – destinée à un large public, mais dont des érudits sauront aussi tirer profit.

Dans son avant-propos, l'auteur estime que le jeune Augustin s'est un peu trop attardé dans la *« voie de garage »* du manichéisme. On peut toutefois, sans faire du paradoxe, se demander si ce circuit par l'« hérésie » n'a pas été salutaire pour celui qui allait devenir le plus grand théologien de l'Eglise catholique. En effet, dans ses multiples polémiques avec la secte, il n'adressa jamais aucune critique à l'encontre de cette spiritualité mystique à laquelle il avait été initié. Il trouva dans le message de l'hérésiarque perse une doctrine, utopique peut-être, une « fable » comme il la qualifiera plus tard, mais exaltante et grandiose, bien faite, dit-il, pour fasciner *« une âme de jeune, passionné pour la vérité... et plein de mépris pour ces contes de vieilles femmes »* qu'on débitait dans l'Eglise officielle.

Faut-il revenir aux questions déjà si débattues sur le « berbérisme » d'Augustin ? A se demander si Augustin était de « sang berbère », on passe bien vite du fond ethnique à [...] cain, *gente Afer*, l'évêque manichéen Faustus, *« un indigène » numide* de Madaure (*C. Faust, I, 2*).

Le panégyrique en l'honneur de Monique ne doit pas faire oublier son attitude assez odieuse, à Cassiciacum, quand elle entreprit de faire renvoyer vers son Afrique la compagne de son fils. Cette jeune femme, de modeste origine, était devenue indésirable aux yeux de la mère qui destinait son fils à un beau parti pour une brillante carrière. Depuis près de seize ans, la mère d'Adéodat avait suivi Augustin, et celui-ci pourra d'ailleurs écrire, non sans quelque fierté, *« en ces années-là, j'avais une femme, et je lui gardais la fidélité du lit » (Conf. 4, 2)*. Après son départ forcé, il ajoute encore : *« Mon cœur, où elle adhérait, fut déchiré et blessé et il portait une traînée de sang... » (Conf., 6, 25)*. Qui pourrait assurer que cette Africaine, qui avait voué sa vie à son compagnon, n'a pas joué un rôle, peut-être même décisif, dans sa grande aventure humaine et spirituelle ?

Peut-on parler du *« piège de la christologie manichéenne »* ? Certes, c'est bien ainsi que l'ancien Auditeur plaidera pour justifier ses *« cheminements dans l'erreur »*. Mais Augustin n'est pas resté de sa dix-huitième à sa vingt-neuvième année dans la secte, avec de longues périodes de prosélytisme militant – quand il chargeait *furiosissime*, dit-il lui-même, les ouailles catholiques –, sans que ces années, les plus belles d'une vie d'homme, l'aient profondément marqué.

S'inscrivant dans la ligne orthodoxe d'Henri-Irénée Marrou, Serge Lancel n'a guère de sympathie pour les hérétiques ni pour les schismatiques. Or schismes et hérésies ont tellement marqué l'aventure du christianisme en Berbérie qu'on peut [...] été représentée par les courants hétérodoxes qui l'ont parcourue jusqu'à sa disparition, plutôt que par l'orthodoxie officielle de la *Catholica*.

La rencontre avec Faustus, attendu des années durant par Augustin, ne prit pas fin à l'avantage de ce dernier. En effet, l'évêque manichéen eut tôt fait de voir que le dévoué Auditeur, qui voulait comparer les calculs des astronomes, les *mathematici*, aux images de la cosmogonie manichéenne, n'avait pas compris que les calculs rationnels des uns étaient sans rapport avec l'enseignement du mythe.

Sur cette polémique contre la secte qui s'étendit sur près d'une vingtaine d'années, Serge Lancel a raison d'écrire que les amateurs d'ironie corrosive trouveront leur compte dans le premier traité d'Augustin *Sur les moeurs des manichéens*. Mais plus tard, accusé par des adversaires d'être demeuré un suppôt de Mani, l'évêque d'Hippone aura alors du mal à se défendre des turpitudes, dénoncées par le pamphlet et dont on le chargera à son tour.

François Decret

Les controverses menées à Hippone face aux manichéens Fortunatus et Felix n'ont pas été ces succès dont parle l'hagiographie traditionnelle, mais des joutes parfois difficiles pour celui-là même qui avait convoqué devant sa chaire les « hérétiques » justiciables des édits impériaux. En fait, les victoires d'Augustin furent incertaines et décevantes. Pour écraser la secte, il faudra des tribunaux et des condamnations.

On lira avec un intérêt particulier les belles pages de Lancel sur les *Confessions*, *« livre majeur de saint Augustin... aisément accessible à tous les lecteurs, à tous ceux du moins qui ont du goût pour les grandes aventures humaines »*.

Les chapitres sur le donatisme présentent un développement très [...] sier épistolaire permet ainsi de suivre ce drame qui ébranla toute l'Afrique dès le début du IVe siècle et qui ne s'achèvera pas avec la fameuse conférence de 411 tranchant en faveur de la Grande Eglise.

L'amoureux de l'Afrique notera avec plaisir les brèves évocations de Djemila et de Timgad sous la neige de janvier, des mirages surgissant du Chott el-Hodna, et il suivra la promenade à Tipasa à travers les armoises, *« dans cette terre si charnellement fascinante pour les vivants »*, avec ces quelques mots de Camus sur une simple stèle : *« Je comprends ici ce qu'on appelle gloire : le droit d'aimer sans mesure. »*

La troisième partie de l'ouvrage s'ouvre sur une pénétrante analyse de la crise pélagienne. Mais, alors que l'évêque menait enfin à terme ses grands traités *Sur la Trinité* et la *Cité de Dieu*, il allait avoir à supporter personnellement cette crise. Julien d'Eclane, disciple de Pélage, ne ménageait pas ses sarcasmes, accusant Augustin d'être demeuré *« prisonnier du lupanar de Mani »*. L'ancien Auditeur ayant insinué que l'« eucharistie » manichéenne pourrait consister en pratiques infamantes entre religieux, le pélagien accusait alors l'évêque d'avoir été lui-même initié à ces *« sacrements innommables »*.

En ce printemps de l'année 430, alors que les Vandales assiégeaient Hippone, dans la lassitude des derniers mois de sa vie, cet interminable et brutal combat qu'il devait soutenir s'achevait en tragédie. Augustin, immense et génial écrivain, légua à la postérité plus d'une centaine d'ouvrages. Mais, dit son biographe Possidius, *« ceux qui ont le plus profité de lui sont surtout ceux qui avaient connu de près sa manière de vivre »*.

★ **Signalons la réédition d'un texte d'Etienne Gilson, datant de 1947, *Philosophie et incarnation selon saint Augus-***

Pharaon que de nom

Un portrait épuré de Toutankhamon : sa célébrité tient plus à sa tombe qu'à son règne

TOUTANKHAMON **Le pharaon retrouvé**
de Patricia Rigault.
Ed. Liana Levi, « Curriculum », 118 p., 78 F (11,89 €).

Protégé par la médiocrité de sa sépulture autant que par l'obscurité de son règne, Toutankhamon doit sa célébrité au hasard : celui qui a voulu que sa tombe reste inviolée durant plus de trois mille ans et offre ainsi aux archéologues l'une des plus spectaculaires découvertes du siècle.

Comme il se doit, la légende s'en empara aussitôt, et la « malédiction » du pharaon n'a pas fini d'alimenter la littérature de gare. Sur ce point, comme sur bien d'autres, Patricia Rigault met les choses au net avec précision et autorité. Et pose du même coup, en pleine conscience, les limites d'un genre en plein essor jusque chez les historiens les plus hostiles à la personnalisation de l'Histoire.

Car, enfin, que sait-on de Toutankhamon ? Patricia Rigault, sans le dire expressément, répond : « rien », ou si peu... On ignore qui sont ses parents, bien qu'Aménophis IV ait les meilleures chances d'être son père (mais l'identité de sa mère reste conjecturale), comment il arriva sur le trône et comment il mourut au bout de dix ans de règne. Mais le règne inaugure des bouleversements essentiels.

Après la révolution d'Aménophis IV - Akhénaton, abandonnant Thèbes pour Akhétaton, le règne de Toutankhamon (1336-1326) marque la restauration du culte d'Amon-Rê, l'abandon de l'éphémère capitale Akhétaton [...] raon ou de l'histoire de la XVIIIe dynastie ? Car, comme le souligne Patricia Rigault, *« quelle part réelle prit Toutankh aton* aton aton [futur Toutankhamon], *âgé de onze ou douze ans, dans ces importantes décisions ? »* Bien faible, sans aucun doute. Mais peut-on le reprocher à un pharaon arrivé au pouvoir à neuf ou dix ans et mort entre dix-huit et vingt ? Sans doute le pouvoir mûrit prématurément, et le jeune pharaon a pu conduire quelques expéditions vers la fin de son règne (le mobilier portable de sa tente peut être lié à ses campagnes), mais il n'eut sans doute aucune influence sur les décisions essentielles, celles qui mettaient fin à la révolution amarnienne. Comment douter que Ay, le « père divin », ou le général Horemheb, ses deux successeurs sur le trône d'Egypte, ont conduit la réalité de la politique de l'Egypte, probablement en fonction des intérêts des divers groupes qui comptent autour du roi, la famille royale, les prêtres, les troupes ? Du coup, la biographie du pharaon le plus célèbre après Ramsès II se réduit à peu de chose.

Ce petit format lui convenait particulièrement bien, et on lit avec un grand plaisir ce portrait épuré, cette esquisse biographique qui nous donne à voir le jeune pharaon entouré de ses jouets et de ses vêtements d'enfant, de ses armes d'adolescent, de ses bijoux royaux, tous accumulés dans sa tombe, témoin d'une brève vie de luxe et de loisirs tandis que d'autres conduisaient la politique de l'Egypte.

C'est le grand mérite de Patricia Rigault que de refuser l'exaltation de l'enfant-roi, de lui créditer des réussites comme des

Le philosophe, le juge et l'historien

La société libérale ne rêve que d'une chose : remplacer la politique par le « règne des juges ». Philosophe et militant révolutionnaire, Daniel Bensaïd proteste

QUI EST LE JUGE ?
de Daniel Bensaïd.
Fayard, 286 p.,
120 F (18,29 €).

ÉLOGE DE LA RÉSISTANCE À L'AIR DU TEMPS
de Daniel Bensaïd.
Entretien avec Philippe Petit.
Ed. Textuel, 126 p.,
79 F (12,04 €).

Résister à l'air du temps : cette belle formule, qui donne son titre au livre d'entretiens qu'il vient de réaliser avec Philippe Petit, résume bien, en effet, le parcours de Daniel Bensaïd. Communiste et révolutionnaire, cet universitaire atypique a toujours été un dissident. Très tôt (c'était en 1965, il n'avait pas vingt ans), il a eu la chance de se faire exclure du Parti communiste. *« Je ne le regrette pas »*, dit-il aujourd'hui. *« Cela m'a fait gagner trente ans de liberté d'action et de pensée. »* Trente ans pendant lesquels, tout en militant à la Ligue communiste révolutionnaire, il n'a pas cessé de réfléchir aux rapports de la philosophie et de la politique : car, s'il se refuse à déclarer qu'il n'y a rien au-delà de l'action, Daniel Bensaïd n'en est pas moins de ceux qui croient que la fonction de la pensée est de descendre sur la place publique. *« Agitateur politique en philosophie »* : c'est ainsi, dit-il encore en reprenant les mots d'Althusser, qu'il aimerait se voir défini.

Au-delà de l'autobiographie intellectuelle, *Eloge de la résistance à l'air du temps* peut donc se lire aussi comme une sorte d'introduction à la « philosophie politique ». Une introduction qui irait à contre-courant du néolibéralisme pur et dur aussi bien que du nationalisme « républicain » cher à MM. Chevènement et Pasqua – dont il partage néanmoins les convictions antieuropéennes et anti-OTAN. Même s'il défend, à juste titre, l'idée selon laquelle la pensée de Marx, loin de se réduire à une théorie du déterminisme économique, demeure un outil essentiel pour penser nos problèmes d'aujourd'hui, Daniel Bensaïd ne propose pas pour autant d'en revenir aux thèses du *Capital*, ni même à celles de Trotski. Nourrie d'une solide expérience des évolutions sociales les plus récentes, sa propre démarche le conduirait plutôt à réhabiliter le politique en tant que tel, sous toutes ses formes. Qu'il s'agisse de participer, par le vote, au jeu parlementaire, ou bien de s'opposer, par la grève, aux menaces qui pèsent sur les droits des travailleurs et des exclus, tout acte proprement politique est salutaire car il est propre à enrayer le fonctionnement de la machine d'oppression.

UNE ÉPOQUE DÉPOLITISÉE

C'est pour la même raison – réhabiliter le politique – que Bensaïd vient de s'en prendre, dans un autre livre, au « règne des juges ». Les magistrats, affirme-t-il en substance, se trompent lorsqu'ils s'efforcent d'appliquer, à des réalités historiques, par nature opaques et conflictuelles, des critères juridiques ou moraux, purement formels et, dans le meilleur des cas, inutilisables. De même, les historiens qui prétendent porter, sur les événements de leur siècle, des jugements sans appel trahissent leur véritable mission. Les uns comme les autres participent, en fait, d'une tendance « lourde » de notre époque : la tendance à évacuer les luttes réelles au profit des débats du prétoire. Bref, à substituer le « judiciaire » au « politique ».

Cette dernière thèse, Daniel Bensaïd n'a aucune peine à l'argumenter. Il est indéniable que nous vivons, comme il le dit, des temps de *« contre-réforme libérale »*. Qu'on nous berce à longueur de journée de l'illusion du consensus. Et que nous finissons par ne plus savoir, ni que nous sommes en guerre, ni de quel côté nous combattons. Soit. Mais, si peu d'époques ont été aussi « dépolitisées » que la nôtre, faut-il reprocher aux juges de contribuer à cette « dépolitisation », alors que nombre d'entre eux pèchent par excès, plutôt que par défaut, de sensibilité politique ? Le pouvoir judiciaire ne mériterait-il donc plus de constituer, avec le législatif et l'exécutif, l'un des trois principaux acteurs du théâtre démocratique ?

Les tribunaux humains, il est vrai, sont faillibles. Bensaïd, là non plus, n'a pas tort de mettre le doigt sur quelques « erreurs judiciaires » récentes, sur quelques tristes *« bavures »* de la *« conception policière de l'histoire »*. Non, ce n'était pas une bonne idée d'inviter les époux Aubrac, torturés par leurs trous de mémoire, à comparaître devant un « jury » d'historiens qui se sont sentis obligés, ce jour-là, de se transformer en procureurs. Non, les macabres statistiques du *Livre noir du communisme* (Stéphane Courtois) ne reposent sur aucune définition précise du concept de « victime », ni de celui de communisme. Non, *Le Passé d'une illusion* (François Furet) n'est pas un livre sérieux, mais l'archive pathétique d'un sombre règlement de comptes entre un ex-stalinien et son propre passé. Non, les pseudo-historiens « révisionnistes » allemands, Nolte en tête, ne méritent pas autre chose qu'une réfutation en règle – et Bensaïd doit être, ici, déclaré vainqueur aux points.

Mais pourquoi aligner, sur les médiocres tentatives apologétiques de Nolte, un travail solidement documenté (même s'il est quelquefois excessif et souvent mal écrit) comme le livre de Daniel J. Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler* ? Et pourquoi déclarer que le procès fait au nazisme (ou à ses collaborateurs) ne serait pas plus justifié, finalement, que le procès fait au communisme (abusivement confondu, par ses ennemis, avec le stalinisme) ? Bensaïd déploie, sur cette dernière question, une dialectique redoutable, mais dont chaque maillon pourrait être contesté pied à pied. Le procès intenté à Maurice Papon, pour complicité de crimes contre l'humanité, l'a, en particulier, fort agacé. Donne-t-il cependant, à cette réaction négative, de bonnes raisons ?

Celles qui sont avancées dans son livre sont loin d'emporter l'adhésion. Les faits étaient trop anciens ? Certes, mais les témoins survivants étaient nombreux. Papon ne fut qu'un rouage ? Evidemment, mais c'est précisément pour cette raison qu'il aurait pu dire non, ou faire semblant – comme d'autres – de partir en vacances. La notion de « crime contre l'humanité » et celle d'« imprescriptibilité » sont des bizarreries juridiques ? Sans doute. Mais Cesare Beccaria, il y a deux siècles, défendait déjà l'imprescriptibilité pour les crimes les plus monstrueux. Et c'est grâce à des « bizarreries » de ce genre que le droit, petit à petit, progresse, chaque procès créant un nouveau « précédent », chaque « précédent » rendant un peu plus difficile la vie des criminels futurs.

Songeons, l'espace d'une minute, à l'excellent Pinochet. Il ne risque pas grand-chose, au fond. Et le plus probable est qu'il ne se passera rien. Mais le seul fait qu'il puisse connaître, durant quelques nuits, des moments d'insomnie est, en soi, une bonne nouvelle. Qui sait ? Son exemple pourrait rendre un peu moins attrayant, à l'avenir, le dur métier de dictateur. Faut-il s'en plaindre ?

Christian Delacampagne

Le témoin muet de la Gorgone

Que signifie témoigner de la Shoah ? Des lacunes trouent le discours. Giorgio Agamben interroge ce « reste » qui travaille toute mémoire

CE QUI RESTE D'AUSCHWITZ
Homo Sacer III
(Quel che resta di Auschwitz)
de Giorgio Agamben.
Traduit de l'italien
par Pierre Alferi,
Rivages, 234 p., 120 F (18,29 €).

Contre l'impossible : c'est ainsi que se sont constitués les témoignages sur la Shoah. C'est ainsi qu'ils se sont alignés dans une bibliothèque informelle pour dire, selon des expériences diverses, une séquence de l'histoire qu'un seul nom, Auschwitz, résume et symbolise (1). Impossible ? Tous les témoins ont assorti, explicitement ou non, leurs paroles d'une réserve : non, tout ne peut être dit ; les mots ni (surtout) les images ne peuvent contenir ce tout ; au-delà de l'horreur, il y a une horreur plus grande que la parole est impuissante à exprimer ; là, on balbutie, on se tait ; *« ...c'est en fait inimaginable qu'on puisse raconter exactement comment nous avons vécu cette épreuve »*, écrit Zelman Lewental, membre du *Soderkommando* d'Auschwitz. Et Robert Antelme : *« A nous-mêmes, ce que nous avions à dire commençait alors à nous paraître* inimaginable. » Un « reste » subsiste, dont le philosophe italien Giorgio Agamben a fait le sujet d'une méditation exemplaire de rigueur et de probité intellectuelle (2).

Primo Levi, dans *La Trêve*, parle d'un enfant de trois ans, que les déportés avaient nommé Hurbinek, et dont le langage était réduit à un mot incompréhensible : *« mass-klo »* ou *« matisklo »*. *« Hurbinek, le sans-nom, dont le minuscule avant-bras portait le tatouage d'Auschwitz ; Hurbinek mourut les premiers jours de mars 1945, libre mais non racheté. Il ne reste rien de lui : il témoigne à travers mes paroles. »* Témoin sans parole, Hurbinek est l'une des figures du témoin *« intégral »* qui vécut l'horreur. C'est en son pauvre nom que la parole, jusque dans son impuissance, reste à dire.

Ici, la religion de l'indicible n'a évidemment pas sa place. Agamben l'affirme avec force : l'indicible ne doit en aucun cas devenir le dernier mot de l'histoire, une sorte de tabernacle devant lequel il faudrait s'incliner. Parce qu'alors Hurbinek, balbutiant sa *« non-langue »*, continuerait de mourir, dans un silence devenu – piètre consolation ! – religieux. Le témoignage, comme le souligne Agamben, se constitue précisément dans la *« relation entre impossibilité et possibilité de dire »*. De même, il est nécessaire de *« s'attarder »* sur le *« décalage »* *« entre la volonté de comprendre trop et trop vite et le refus de comprendre »*.

« LE MUSULMAN »

Agamben nomme une autre figure, générique celle-là, du *« témoin intégral »* : « le musulman ». Ainsi appelait-on dans les camps, ces créatures parvenues au terme de la résignation et du malheur, appartenant au *« troisième règne, situé entre la vie et la mort »*. *« Le musulman illustre le triomphe parfait sur l'être humain. Bien qu'il soit encore en vie, c'est une silhouette sans nom »* (Wolfgang Sofsky). Pour l'auteur, ce *« troisième règne »* *« est le fin mot du camp, de ce non-lieu où les barrières entre les domaines* (éthique, politique, juridique, anthropologique, physiologique et psychologique) *s'effondrent »*.

Il va articuler sa réflexion sur ces lignes de Primo Levi : *« Je le répète : nous, les survivants, ne sommes pas les vrais témoins (...). Nous, les survivants, nous sommes une minorité non seulement exiguë mais anormale. Nous sommes ceux qui, grâce à la prévarication, l'habileté ou la chance, n'ont pas touché le fond. Ceux qui l'ont fait, qui ont vu la Gorgone, ne sont pas revenus pour raconter, ou sont revenus muets, mais ce sont eux, les "musulmans", les engloutis, les témoins intégraux, ceux dont la déposition aurait eu une signification générale. Eux sont la règle, nous, l'exception. »* Cette règle, sur laquelle Auschwitz a été imaginé et édifié, c'est la mort, d'où *« la honte inouïe des rescapés devant les engloutis »*. On doit dès lors formuler le paradoxe qui conduit à une terrible aporie : nul ne peut être un témoin fidèle s'il n'est mort.

Derrière le survivant qui raconte et décrit, il y a donc un autre témoin, tué ou rendu muet par la vision de la Gorgone. Un homme, même s'il en a perdu l'apparence et le langage, comme les clochards parisiens recontrés par le Malte de Rilke. Un homme, lacunaire pour ainsi dire, dont la désubjectivation a été menée à bien, à son terme, au point de laisser accroire qu'ici l'humain s'arrête et que même la notion d'« espèce » n'est plus apte à l'accueillir. Entre ces deux témoins, entre le vivant et le mort, *« dans une zone d'indistinction où il n'est plus possible d'assigner la position du sujet »*, *« le sans-parole fait parler le parlant, et le parlant porte dans sa parole même l'impossibilité de parler... »*.

Avec une grande clarté d'exposition et de raisonnement, sollicitant beaucoup d'auteurs, témoins, écrivains ou penseurs – Heidegger, Foucault, Arendt, Blanchot, Levinas... – Giorgio Agamben démontre que ce *« reste »*, cette *« lacune »* sont aussi les formes d'un devoir pour la pensée. Le plus grave qui se puisse concevoir.

Patrick Kéchichian

(1) Voir le livre d'Annette Wieviorka, *L'Ere du témoin* (Plon) (« Le Monde des livres » du 4 décembre 1998).

(2) *Ce qui reste d'Auschwitz* est le troisième volet d'une trilogie, *Homo Sacer*, dont le premier, sous-titré « Le Pouvoir souverain et la vie », avait paru au Seuil (« Le Monde des livres » du 18 juillet 1997).

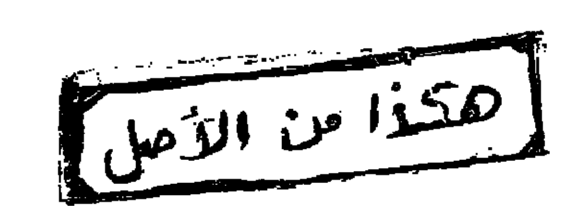
Médicaments de l'esprit

PUISSANCE DES PSYCHOTROPES, POUVOIR DES PATIENTS
de Philippe Pignarre.
PUF, 148 p., 118 F (17,98 €).

Editeur dynamique, Philippe Pignarre est également historien, chargé de cours à l'université Paris-VIII, où il s'est spécialisé dans l'étude de ces fameux médicaments de l'esprit – ou psychotropes –, destinés à soigner l'ensemble des maladies psychiques. Pour ce troisième ouvrage, il analyse avec subtilité les transformations induites par ces substances chimiques dans la personnalité des sujets. Il montre notamment que leur usage permet à certains patients de se soustraire à toute forme de cure par la parole, fondée sur l'exploration de l'inconscient, au profit d'une sorte d'échange contractuel et verbal qui passe par la connaissance du contenu et des effets du traitement pharmacologique. Ainsi un sujet peut-il refuser de parler de son malaise à un médecin, auquel il dénie ainsi le droit d'accéder à son intimité, pour mieux exiger de lui la prescription d'une drogue capable de soulager sa souffrance. Il existe donc un pouvoir des patients qui agit sur la puissance des psychotropes à travers une manipulation perverse de la relation thérapeutique.

Dédiée à Edouard Zarifian, cette étude se réclame de l'enseignement de Gilles Deleuze. Sans doute gagnerait-elle en originalité si Philippe Pignarre parvenait à se dégager d'une inutile hostilité à la psychanalyse, qui encombre sa démarche, et à se détacher de l'influence qu'exercent sur lui les thèses de certains des auteurs qu'il aime et qu'il a choisi de publier dans sa collection des « Empêcheurs de penser en rond » (Synthélabo).

Elisabeth Roudinesco



ECONOMIE

● *par Philippe Simonnot*

L'autre Adam Smith

THÉORIE DES SENTIMENTS MORAUX
d'Adam Smith.
Traduit et annoté par Michaël Biziou, Claude Gautier et Jean-François Pradeau,
PUF, 470 p., 178 F (27,13 €).

Les auteurs ne sont pas maîtres du choix que fait la postérité de leurs œuvres. *Si Adam Smith se relevait de sa tombe, sans doute serait-il* surpris du succès planétaire de la *Richesse des nations*, si énorme, en vérité, qu'il a éclipsé les autres livres de l'Ecossais, telle, par exemple, cette *Théorie des sentiments moraux* pour laquelle il avait pourtant une prédilection particulière. C'était son premier ouvrage et c'était un coup de maître. Il le publia en 1759, à l'âge de trente-six ans, puis il fit paraître de son vivant cinq autres éditions, apportant à chaque fois des corrections et des ajouts. La dernière sera éditée en 1790, quelques mois avant sa mort. On ne prend pas un tel soin d'une œuvre de jeunesse si on ne la considère pas comme fondamentale et, de fait, elle l'est. La *Richesse*, publiée en 1776, n'atteint pas, malgré sa renommée, l'ampleur majestueuse de cette extraordinaire théorie morale.

On ne disposait, en France, que de trois traductions françaises, toutes parues entre 1764 et 1798. Celle que l'on trouve encore dans quelques recoins poussiéreux de bibliothèque parce qu'elle a été réimprimée est due à la marquise de Condorcet (1). Il convient donc de saluer par des *bravi* enthousiastes la présentation qui nous est faite aujourd'hui de la méconnue *Théorie des sentiments moraux*. Dans leur introduction, Michaël Biziou, Claude Gautier et Jean-François Pradeau s'excusent d'être restés plus fidèles à la rugosité, aux répétitions et aux lourdeurs du style de Smith que ne l'avait été la plume élégante de la marquise. Qu'ils se rassurent ! La prose smithienne n'est pas facile, certes, mais ils en ont tiré le maximum dans un style beaucoup plus lisible aujourd'hui que ne peut l'être une traduction datant du XVIIIe siècle. En outre, ils ont accompagné leur traduction de nombreuses notes de bas de page qui aident le lecteur à suivre le cheminement parfois tortueux de la pensée de Smith ou encore à la situer par rapport à ses prédécesseurs et contemporains. Grand plagiaire, l'Ecossais ne citait pas souvent ses sources. Elles sont ici restituées avec beaucoup d'à-propos. Quant à l'indispensable index, il n'a qu'un seul défaut : tous ses chiffres sont faux ! Mais comme ils sont tous faussés de deux unités, le lecteur peut finalement s'y retrouver. Ainsi, la fameuse « main invisible » apparaît sous une seule occurrence (comme dans la *Richesse*) non pas à la page 259, mais à la page 257. Et ainsi de suite. Ne gâchons pas notre plaisir. Les ouvrages rabâchés vous sortent littéralement des yeux, deviennent proprement illisibles. Celui-là est comme neuf. Et c'est un régal.

Ouvrage de jeunesse, cette extraordinaire théorie morale est sans aucun doute le grand œuvre de l'auteur de la « Richesse des nations »

Il n'est évidemment pas facile de rendre compte de la *Théorie* en quelques lignes sans la caricaturer. Elle repose sur le postulat que « l'homme ne peut subsister qu'en société ». Or, pour vivre en société, il faut certains caractères. La Nature a donc « imprimé » (ce mot est répété plusieurs fois) ces caractères dans le coeur, aujourd'hui on dirait dans les gènes, de l'homme. Nul besoin, donc, de supposer un contrat social souscrit par on ne sait quels fondateurs dans un temps très lointain. Ce que nous avons sous les yeux suffit : la société fonctionne, il s'agit de comprendre comment.

Le premier, le principal caractère, c'est la sympathie. Le terme ne doit pas être compris dans son sens étymologique de « souffrir avec », mais comme la faculté que chacun a de se mettre, par l'imagination, au diapason des passions d'autrui, quelles qu'elles soient. Il arrive même que nous sentions pour autrui une passion qu'il semble entièrement incapable d'éprouver lui-même. Ainsi sympathisons-nous avec les morts, souffrant à leur place de la froideur du caveau et du travail de la vermine.

Mais cette sympathie peut connaître quelques dissonances. Quand les passions d'autrui sont en accord avec les émotions sympathiques du spectateur, elles apparaissent « convenables ». Dans le cas contraire, elles lui paraissent « injustes, inconvenantes et inadéquates aux causes qui les ont excitées ». De toute façon, les émotions du spectateur risquent de « rester en deçà » de ce qui est ressenti par celui qui souffre ou qui jouit. Aussi bien la personne concernée doit-elle affaiblir sa passion jusqu'à cette hauteur à partir de laquelle le ou les spectateurs deviennent capables de l'accompagner dans sa souffrance ou dans sa joie. *« Elle doit assourdir la stridence de son ton naturel pour réduire sa passion jusqu'à l'harmoniser et à l'accorder avec les émotions de ceux qui l'entourent »*, écrit Smith d'une plume pour une fois heureuse. Ainsi, tandis que le spectateur se met à la place de la personne concernée, celle-ci, à son tour, prend la place du spectateur. Smith encore : *« Et comme la passion réfléchie que cette personne conçoit de cette manière est bien plus faible que la passion originelle, cela réduit nécessairement la violence de ce qu'elle ressentait avant* (...) *de considérer sa situation avec ce point de vue droit et impartial. »* De ce jeu de miroirs qui se réfléchissent eux-mêmes naît ainsi le personnage du spectateur impartial qui s'empare de notre conscience pour faire de chacun de nous des êtres sociaux.

L'ambition que Smith manifeste dans cet ouvrage est considérable : il s'agit ni plus ni moins de bâtir une théorie capable d'englober tout ce qui a été écrit sur le même sujet depuis Platon et Aristote. Il est certain que l'acteur social qui apparaît ici est beaucoup plus complexe et subtil que l'être uniquement mû par son intérêt que l'on croira pouvoir tirer plus tard des théories économiques de l'Ecossais.

Bref, le jeune Smith, l'autre Smith, surplombe le Smith de l'âge mûr, comme si, à mesure que sa vie s'écoulait, il n'avait pu rester à la hauteur de ses premières intuitions. Raison de plus pour y revenir d'urgence.

(1) A. Smith, *Théorie des sentiments moraux*, traduite par Mme Sophie de Grouchy, marquise de Condorcet ; précédée d'une introduction et accompagnée de notes par H. Baudrillart, Paris, Guillaumin & Cie, Libraires, réédition de 1860, reproduction pour la coll. « Les Introuvables », Editions d'Aujourd'hui, 1982.

PASSAGE EN REVUE

● *« La Nouvelle Revue française »*

Klaus Mann a succédé à Rimbaud en vignette de couverture d'une *NRF* rajeunie, à présent trimestrielle et animée par Michel Braudeau, assisté de Philippe Demanet et Nicole Aboulker (« Le Monde des livres » du 8 janvier). Evidemment, sur quelque 350 pages, le pari sur la diversité est plus sûr. C'est l'Amérique qui a cependant la part belle, avec Saul Bellow, Jim Harrison (un poème dédié à Essenine), Jorge Luis Borges, et la suite du dossier cubain. Nommons aussi quelques-uns des Français présents : Caroline Lamarche, Marie Nimier, Max Dora, Eric Faye... (Gallimard, n° 549, avril, 95 F [14,48€]).

● « Septimanie »

Les revues institutionnelles ne sont pas fatalement mauvaises. En publiant le premier numéro de *Septimanie* – dont le titre est un hommage à Valery Larbaud –, le Centre régional des lettres du Languedoc-Roussillon se propose non seulement de donner des informations concernant la vie du livre dans la région, mais aussi de puiser dans la richesse littéraire passée et présente languedocienne. La qualité de la présentation renforce l'agrément de la lecture. Pour ce numéro, Gil Jouanard a notamment convoqué Pierre Sansot, Robert Lafont, Max Rouquette, Christine Angot... (*Septimanie*, 20, rue de la République, 34000 Montpellier, 10 F., abonnement annuel : 40 F [6,09 €]). P. K.

INTERNATIONAL

● *par Daniel Vernet*

Afrique : souvenirs convenus

MÉMOIRES D'AFRIQUE (1981-1998)
de Guy Penne. Entretiens avec Claude Wauthier,
Fayard, 394 p., 140 F (21,34 €).

La cellule africaine de l'Elysée est une légende. Sous de Gaulle et Pompidou, elle s'identifiait à Jacques Foccart. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, elle devient le fief du dentiste de François Mitterrand et du fils du président de la République, Jean-Christophe, journaliste à l'AFP, où sa glorieuse filiation bloque sa carrière. C'est en tous cas ce qu'explique Guy Penne dans ce livre d'entretiens avec un spécialiste de l'Afrique, Claude Wauthier. Malgré sa connaissance intime du continent, celui-ci n'arrive pas à tirer de son interlocuteur des informations inédites. Guy Penne est discret. Il s'abrite derrière les rapports que, devenu sénateur des Français de l'étranger, il rédige pour son illustre maison, ou derrière les publications de ses anciens collègues.

Ainsi cite-t-il le livre de Jean-Pierre Cot qui se réfère au devoir de réserve pour ne pas s'étendre sur sa démission du ministère de la coopération, un an après la victoire de François Mitterrand. Guy Penne n'y est pour rien, ni Jean-Christophe Mitterrand qui n'a jamais pris sa carte du *PS*, affirme Guy Penne, qui ne se préoccupait pas des luttes de courant au sein du parti et n'avait donc rien contre un représentant des rocardiens. Quant au conseiller pour les affaires africaines, il ne s'occupait pas du *« réseau d'amitiés »* de son adjoint : *« C'étaient ses affaires personnelles, et elles n'ont jamais interféré dans la conduite de la politique africaine. »*

Quand Guy Penne fut nommé conseiller pour les affaires africaines, beaucoup s'interrogèrent sur ses qualifications. La réponse tient en trois points : la franc-maçonnerie, la présidence de l'UNEF et la présidence d'une université parisienne, qui lui avaient donné des contacts avec les dirigeants africains. Si ces lettres de noblesse n'avaient pas été suffisantes, l'amitié du nouveau président de la République aurait fait le reste. Guy Penne reste à la tête de la cellule africaine de l'Elysée jusqu'à la première cohabitation de 1986. Il repousse l'idée que le scandale du Carrefour du développement soit à l'origine de son départ. Il prend la défense de Christian Nucci qui a remplacé Jean-Pierre Cot à la Coopération et qui est accusé d'avoir profité de détournements de fonds publics. Pour Guy Penne, l'affaire du Carrefour du développement témoigne d'une *« complicité objective entre chiraquiens, giscardiens et rocardiens, qui ont cru que le moment était venu de sonner l'hallali pour abattre François Mitterrand, et qui se sont lourdement trompés »* s'ils pensaient l'empêcher de briguer un second mandat.

Guy Penne conte ses souvenirs sans emphase, avec précision, brossant des portraits sans surprise des chefs africains qu'il a côtoyés pendant cinq ans, proposant des analyses convenues et racontant des anecdotes. Il revient par exemple sur le limogeage de l'ambassadeur à Niamey, Alain Pierret, qui aurait été victime d'une confusion entre le Niger et le Nigeria à la suite de la visite d'une mission parlementaire. Guy Penne s'indigne qu'une telle confusion soit possible à l'Elysée ou au Quai d'Orsay. *« Il est tout aussi erroné d'imaginer que les postes diplomatiques sont à la merci de parlementaires mécontents de l'accueil que leur a réservé l'ambassade »*, écrit l'ancien conseiller pour les affaires africaines qui propose une explication toute aussi scandaleuse : une coopérante aurait alerté Paris sur les amitiés giscardiennes de l'ambassadeur. Or le mari de cette coopérante, coopérant lui-même, était conseiller du président du Niger. Mais ce n'est pas tout : *« Plus décisif était le fait que cette coopérante était de la Nièvre, le département d'élection – dans tous les sens du terme – de François Mitterrand. Vous connaissez les hommes politiques, leurs électeurs et leurs électrices sont des interlocuteurs privilégiés qu'ils croient volontiers sur parole. »* Guy Penne avoue que le rappel de l'ambassadeur dépendait du bon vouloir du président.

Il n'en dira pas plus sur le rôle dans les Etats pétroliers africains, renvoyant à un rapport du Sénat sur le Congo, ou sur le génocide des Tutsis au Rwanda et l'opération Turquoise. Au moins consent-il à reconnaître que des universitaires, spécialistes de la région, *« donnaient des éclairages assez différents de ce que nous disaient les télégrammes officiels : il ne fallait pas se fier au calme apparent qui semblait régner »*. Dans la région des Grands Lacs, au Congo ou au Tchad, Guy Penne estime que les dirigeants français sont souvent guidés par le *« complexe de Fachoda »*, par la peur des intrigues anglo-saxonnes sur le continent noir pour en évincer les Français ou au moins réduire leur influence. François Mitterrand était-il prisonnier du même complexe ? En partie seulement. Il connaissait les vieux dirigeants africains pour les avoir côtoyés dans les Assemblées, voire dans les partis, de la IVe République. Quand il était dans l'opposition, le PS s'était permis des prises de position en faveur de la démocratie qui mettaient le nouveau gouvernement de gauche à Paris en porte-à-faux. Les relations avec le Gabonais Omar Bongo, le Togolais Gnassingbé Eyadema, ou, dans un autre registre, avec le Guinéen Sékou Touré, en témoignent, comme les effets contrastés du sommet franco-africain de La Baule en 1990. Les dirigeants africains et les observateurs avaient cru comprendre, ravis ou effrayés, que la France ferait désormais de la démocratisation une condition de son aide à l'Afrique.

POLITIQUE

● *par Thierry Bréhier*

Sur les « décennies piteuses »

HISTOIRE DE LA FRANCE des origines à nos jours
sous la direction de Georges Duby.
Larousse, « In Extenso », 1 258 p.,
160 F (24,39 €).

Toucher à l'œuvre d'un maître fait trembler tout historien. D'avance, pourtant, Georges Duby en accordait le droit. Lorsqu'il avait présenté, en 1972 dans *Le Monde*, la première édition de sa monumentale *Histoire de la France*, il avait souligné son intention d'intégrer *« l'histoire immédiate »* : chaque réédition devait obéir au postulat d'origine en réactualisant les trois derniers chapitres. Aujourd'hui, après son décès, sa volonté est toujours respectée. Pour la sortie de l'ouvrage en édition de poche, un chapitre entier a été ajouté pour couvrir le dernier quart de siècle ; sa rédaction a été confiée à Jean-Michel Gaillard, un agrégé d'histoire qui, en qualité d'énarque, en a aussi été un acteur, notamment en travaillant à l'Elysée à côté de François Mitterrand.

Son apport ne dépare pas les qualités de l'ensemble. Les consignes du maître ont été scrupuleusement respectées. Toujours dans *Le Monde*, il avait expliqué que lorsque le passé devient le presque-présent, l'essentiel est de *« fournir des données sûres, statistiques en ce qui concerne l'économie, factuelles en ce qui concerne l'histoire des institutions, et presque un catalogue de la production artistique en ce qui concerne la culture »*. Tout cela figure et permet, à la lecture de ce chapitre, de mesurer l'extraordinaire mutation économique, sociale, culturelle de la France depuis 1975. La méthode a un revers : le pointillisme rend difficile une appréhension d'ensemble. Surtout, en s'en tenant, parfois, à un froid énoncé des faits, Jean-Michel Gaillard nous prive de mises en perspective ; elles auraient, pourtant, été fort bien venues pour l'amorce de l'indépendance de la justice, l'immigration, la corruption, la résurgence de l'extrême droite, le développement de la démocratie d'opinion.

Dater un changement qui n'émerge qu'au fil des ans comporte forcément une part d'arbitraire. Retenir 1975 paraît d'autant plus curieux que l'auteur le justifie en s'appuyant sur deux évolutions fortes – la gestion de l'économie, la démocratisation des pratiques institutionnelles – pour lesquelles il défend des thèses aussi intéressantes que discutables. Certes, le premier choc pétrolier, celui de 1973, a contraint les « trente glorieuses » à céder la place aux *« décennies piteuses »*, dont il démontre toutefois que si elles ont fortement accru les inégalités, fait réapparaître la pauvreté, condamné à mort la *« classe ouvrière »*, elles n'ont pas empêché, loin s'en faut, la France de continuer à s'enrichir et de devenir une des premières puissances économiques mondiales. Mais le vrai basculement, explique lui-même Jean-Michel Gaillard, eut lieu en 1983, quand un gouvernement socialiste mit fin à la social-démocratie colbertiste dans laquelle s'étaient complus tous les gouvernements de droite.

Faire du giscardisme le point de départ d'un fonctionnement démocratique des institutions gaullistes ne paraît pas non plus évident. Certes, à la veille des législatives de 1978, Valéry Giscard d'Estaing a accepté le principe d'une possible cohabitation, Mais, contrairement à ce que pense l'auteur, le retour du pouvoir de gouverner à l'hôtel Matignon n'est pas forcément l'alpha et l'omega d'un progrès politique. D'ailleurs, il appuie son raisonnement sur des rapprochements contestables : qu'y a-t-il de commun entre l'apparente *« cohabitation »* entre François Mitterrand et Laurent Fabius, voulue par le président de la République pour donner l'image d'un chef de l'Etat au-dessus de la mêlée, et celle avec Jacques Chirac que lui ont imposée les électeurs ? Entre celle, sous surveillance, avec Michel Rocard, au cours de laquelle la majorité prenait ses ordres à l'Elysée, et celle avec Edouard Balladur, soutenu par une droite omniprésente à l'Assemblée nationale ? Quant à l'actuelle, il est encore bien trop tôt pour dire si elle influencera la pratique institutionnelle. *« Tonton »* a largement usé de la *« monarchie républicaine »*. Jean-Michel Gaillard le reconnaît volontiers, même si, comme il le détaille avec raison, cela a permis l'émergence de contre-pouvoirs, par la décentralisation et la coupure du lien entre le gouvernement et l'audiovisuel public – encore que celle-ci ait mis bien du temps à devenir une réalité.

L'historien de l'immédiat ne peut, faute de recul, avoir la même objectivité que celui du Moyen-Age. Il ne peut qu'apporter des faits et nourrir la réflexion pour aider, comme le disait Georges Duby, *« à comprendre le présent »*. Jean-Michel Gaillard en est un bon élève. Il trouve ainsi sa place dans une grande histoire qui est autant « une » que diverse. Comme la France.

SOCIETE

● *par Michèle Aulagnon*

Noyée dans l'alcool

JUSQU'À PLUS SOIF renaître de l'alcool
d'Anne V.
Nil, 310 p., 120 F (18,3 €).

L'alcoolisme est un tabou dans un pays fier de ses grands crus. Le fait de détenir le record européen de consommation d'alcool par an et par habitant n'a jamais vraiment inquiété. Jusqu'à la publication le 17 mars du rapport du professeur Bernard Roques, où l'alcoolisme est décrit comme un ennemi de la santé publique, responsable de près de 40 000 morts par an (*Le Monde* du 19 mars). Deux millions de personnes sont aujourd'hui en France alcoolo-dépendantes.

Anne V. a été l'une d'entre elles. Elle n'avait pas trente ans, une famille aimante et un métier *qui la passionnait. Elle va sombrer. Jusqu'à la* déchéance, la haine de soi et, plus que tout, la honte de donner l'image d'une femme alcoolique. Durant vingt années, elle va boire, boire *« jusqu'à plus soif »*, selon le titre de son livre-témoignage. *« Quand les choses ont-elles basculé ?*, se demande-t-elle. *Je n'en sais rien.* (...) *A un moment comme les autres, sans aucun signe annonciateur du désastre, l'envie de boire, non, la nécessité absolue de boire me tombait dessus, avec la soudaineté du rapace fondant sur une souris des champs. »*

Longtemps, elle refusera de se considérer comme une alcoolique, tant le mot lui semble chargé d'infamie. Tout juste admettra-t-elle avoir *« un problème d'alcool »*, bien réel. Mais les crises alternent avec des périodes d'abstinence, et celles-ci, peu à peu, dominent sa vie. Animée par l'idée simple que si elle comprenait pourquoi elle buvait de façon si extravagante, elle n'en éprouverait plus le besoin, elle entreprend une psychanalyse. *« La souffrance inhérente à toute analyse était alourdie par le poids de la honte »*, écrit-elle, honte de boire avant de se rendre à la séance pour avoir le courage de parler, honte de boire après la séance pour oublier ce qu'elle avait dit.

Anne V. a la certitude d'être l'unique femme au monde à être tributaire de l'alcool, la seule à avoir perdu la liberté de s'en abstenir. Le trop-boire n'est-il pas masculin ? Comme neuf femmes sur dix, elle boit seule. Mais en fait, 400 000 femmes en France sont alcooliques, le plus souvent dans la clandestinité. Leur fréquentation des bistrots reste furtive, elles rentrent dans un café pour boire debout, au bar, seules et très vite. Enlisée dans l'alcoolisme, enfermée dans une logique qu'elle ne parvient à rompre, l'auteur fera une tentative de suicide.

Son salut viendra des Alcooliques anonymes. De nombreuses enquêtes sur cette organisation née aux Etats-Unis dans les années 30 dont le nom, Alcoholics Anonymous, a été inventé par un membre journaliste au *New Yorker*, ont déjà été publiées. Mais ce livre, grâce une réelle qualité d'écriture, sans fausse pudeur ni voyeurisme, est plus qu'un témoignage. Anne V. livre bien sûr les étapes de sa renaissance, mais y décrypte aussi un système, celui du groupe, avec ses règles – strictes, si strictes – et ses symboles.

De nombreuses questions restent en suspens. Comment, quand on s'enlise dans une glu comme l'alcool, peut-on, en un soir, en une réunion, décider de n'en plus toucher une goutte, de n'en plus boire une gorgée ? Pour Anne V. le déclic fut de se retrouver avec des frères de galère. Le monde n'est plus binaire. Il n'y a plus d'un côté les justes, les irréprochables, les sans-taches, et de l'autre l'être désolant qu'elle est devenue, avec sa reconnaissance obligée pour leur mansuétude. *« Tout à coup se trouvait devant moi mon semblable : celui pour qui boire n'était plus un signe d'infamie ou un vice solitaire, mais un grand malheur partagé. »*

Elle va expérimenter la règle des vingt-quatre heures, celle qui permet de contourner les serments d'ivrogne. Pas question de promettre de s'arrêter de boire demain, ni de jurer qu'on ne touchera plus jamais à une goutte d'alcool. Non, il faut tenir vingt-quatre heures. *« Je vais essayer ce truc idiot*, s'est dit un membre des Alcooliques anonymes. *Je n'entrerai pas dans ce bistrot-là.* (...) *De toute façon, j'irai dans le bistrot d'après. Ma démarche s'est strictement arrêtée là et je n'ai plus jamais eu la moindre obsession d'alcool, plus jamais, jamais, jamais ! »* Anne V. jouera le jeu. Elle se conformera aux douze étapes du programme, malgré le vocabulaire quasi religieux qui la heurte et lui fait craindre une version en douze points des dix commandements.

Depuis dix-huit ans, alors qu'elle ne boit plus, Anne V. se rend chaque semaine aux réunions des AA. Sans pouvoir s'en passer. Elle va servir de tutrice à de nouveaux entrants, étudiera toujours plus les règles de l'organisation. Elle en fera même un livre, celui-là, où elle passe au crible les connaissances de la science sur le sujet, le désarroi des médecins, mais aussi l'aide qu'ils peuvent apporter à ces patients *« parfois si décourageants »*. *« Nous sommes des espèces d'antimalades, le contraire du bon malade qui veut aller mieux pour lui-même et pour faire plaisir à son docteur. »*

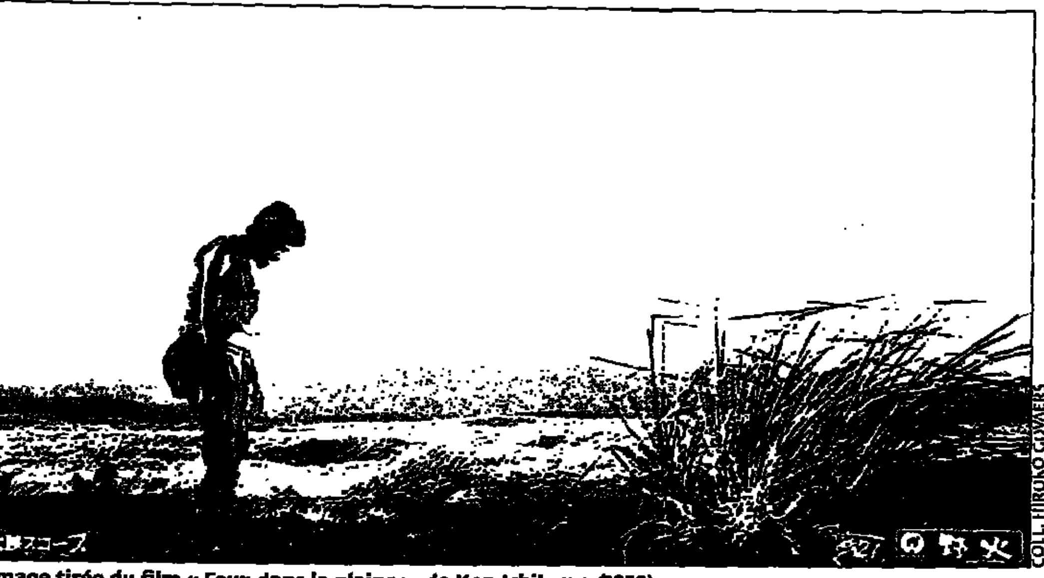
Esthétique et géopolitique de l'image en mouvement

Les actes d'un colloque consacré au paysage cinématographique, l'essai de Vincent Amiel sur le corps au cinéma et celui de Raymond Bellour sur le passage du septième art au langage : réflexions plurielles

LES PAYSAGES DU CINÉMA
Sous la direction
de Jean Mottet.
Ed. Champ Vallon,
« Pays/paysages »,
270 p., 130 F (19,81 €).

LE CORPS AU CINÉMA
de Vincent Amiel.
PUF, 122 p., 98 F (14,94 €).

L'ENTRE-IMAGES 2
de Raymond Bellour.
POL/Trafic, 384 p.,
155 F (23,62 €).


Image tirée du film « Feux dans la plaine », de Kon Ichikawa (1950)

COLL. HIROKO GOVAERS

L'image reste une énigme. Il est relativement récent que l'on tente de la résoudre en convoquant l'analyse de film en même temps que l'histoire de l'art, la sociologie, l'esthétique, l'urbanisme. Ce fut le cas en décembre 1996, lors d'un colloque tenu à l'université de Tours, dont l'un des enjeux était de prendre en compte les paysages du cinéma dans l'exploration des représentations de la nature, et d'admettre que littérature et peinture n'étaient pas seuls créateurs de paysages imaginaires. Véhicule d'un regard moderne, le « septième art » a prolongé le désir de voir mieux et autrement, en initiant le mouvement *de* l'image (un tremblé de la caméra, un travelling, un zoom) et le mouvement *dans* l'image (où « ça bouge », comme les fameuses feuilles d'un buisson en arrière-plan du *Déjeuner de Bébé*, de Louis Lumière).

Le cinéma a permis plus tard d'inventer la notion de « peintre de sons ». Il ose des paysages où « ça fait du bruit », où se fait entendre le vent, la vague, le bruissement des pas sur la neige ou les feuilles mortes, et, étrange écho du tumulte naturel, le bruit du silence. Parmi ces peintres, Jean-Marie Straub et Danièle Huillet filment dans *Trop tôt, trop tard* des paysages qui sont « *couvés des yeux* », et épiés des oreilles, « *exactement comme s'il s'agissait de personnages* ». Pourquoi montrer des paysages ? Parce que « *tout est en train de disparaître* », comme le dit Wim Wenders ? « *Le dépaysement est-il devenu une condition du paysage,* surenchérit Jean Mottet, *ou le cinéma nous invite t-il à goûter la prolifération des espaces dans une postmodernité sans lieu ?* » Espaces qui peuvent, comme il le démontre dans une étude sur *L'Avventura* d'Antonioni, compromettre le rapport qu'entretiennent avec eux les personnages, en étant représentés comme des formes à la limite de l'abstraction. L'un des meilleurs textes de ce colloque réunis dans *Les Paysages du cinéma*, de Paul Adams Sitney, professeur à Princeton, souligne le rôle de l'élément humain au cœur de ces images. Avant d'illustrer ses propos en citant les westerns (dont Yves Lacoste démontre par ailleurs le caractère « géopolitique »), et les films d'Eisenstein où est inscrit le « *devenir social* » de l'Union soviétique, Sitney en appelle à Hegel, pour lequel « *la poésie n'a d'autre objet que spirituel ; le soleil, les paysages, les bois, la montagne ne la concernent pas* », car « *le monde où vivent les hommes n'a de valeur qu'en tant qu'il exprime et reflète l'âme humaine* ».

DU PLUS BLANC AU PLUS NOIR

Autre texte majeur : celui d'Olivier-René Veillon, qui s'empare de *Feux sur la plaine* pour expliquer comment Kon Ichikawa a fondu les traditions picturales chinoises et japonaises d'une part, et, d'autre part, l'écran large du Cinémascope (« *l'un des plus spectaculaires instruments du triomphe militaire et idéologique des Etats-Unis* ») afin de figurer l'indicible, l'irreprésentable, l'horreur du feu nucléaire et le sursaut d'un pays effondré retrouvant ses valeurs dans les décombres. Dans un cadre analogue au fameux fond blanc de Shitao, reflet d'un effondrement, les personnages se diluent, le sang est projeté « *comme un jet d'encre* », l'image est « *saturée de jungle et d'eau dans un paysage sans horizon* » ; et la grande lessive grise de la mousson, comme la traversée de redoutables marécages, ou la pupille sombre au fond de l'œil du héros, offrent du plus blanc au plus noir une palette chromatique signifiante, topographie symbolique d'un espace où l'éblouissement surgit du vide.

En déplorant qu'à la suite des dessins animés japonais, les images de la télévision et de la vidéo, paralysées par des codes, tendent à ne plus utiliser le corps humain que comme un simple vecteur du récit, Vincent Amiel plaide, dans *Le Corps au cinéma*, pour la survie d'une esthétique incarnée, d'un art capable d'appréhender la chair comme autre chose qu'un objet. Il analyse l'originalité « culturelle » de trois cinéastes : Buster Keaton, qui propose une autre perception de l'espace en filmant les courses rêvées de son héros, transformé en silhouette à la liberté inaliénable ; Robert Bresson, peintre des mains agrippées, épaules lourdes, pieds entravés, du geste morcelé et de la pesanteur acceptée ; et John Cassavetes, qui revendique la dépense physique, orchestre la gesticulation des corps affaissés, épuisés, vidés, qui isole l'essoufflement, la fulgurance, la grimace, et qui décadre le corps, trop large pour exister pleinement sur l'écran, condamné à devenir lui-même espace, mais fragmenté.

Dans la lignée des travaux d'Hubert Damisch sur la perspective ou de Daniel Arasse, des écrits de Christian Metz, Maurice Blanchot ou Gilles Deleuze, des films de Chris Marker, Jean-Luc Godard ou Bill Viola, le critique Raymond Bellour, lui, s'interroge sur la diversité des images et leur pouvoir, la valeur artistique des « nouvelles images » imprimées par l'ordinateur, l'ambiguïté du rapport entre ces images et ce qu'elles sont censées représenter. Recueil d'essais publiés entre 1988 et 1999, *L'Entre-Images 2* rend hommage à Roland Barthes, qui avait vu dans la photographie, et non dans le cinéma, l'art capable de faire la synthèse avec les grands arts antérieurs, et à André Bazin, qui anticipa la notion d'une image ne renvoyant pas à ce qui la précède ou à ce qui la suit, mais « *à ce qui en est dit* ». Les « *passages de l'image* » qui interpellent Bellour, ce sont les transformations qui affectent à la fois l'image et le langage, le passage « *entre* » l'une et l'autre, d'une image à un au-delà de l'image.

Il élabore ainsi sa théorie de « *la double hélice* », explique comment la vidéo amène un progrès pour représenter l'intimité de la mort, dresse un portrait de Godard en cinéaste-écrivain, disserte sur le rêve, l'entre-temps, les mots-images et l'ici - là-bas. On s'attardera en particulier sur son étude du cinéma conçu comme une « *chambre* », claire ou noire, lieu clos évoquant à la fois « *sa séduction et son angoisse, faisant passer le frisson de ce qui s'y passe ou pourrait s'y passer* ».

Jean-Luc Douin

Couleurs latinos

SONS LATINOS
de Véronique Mortaigne.
Ed. Le Serpent à plumes, 238 p.,
99 F (15,09 €).

D'un exotisme gourmand, l'image fruitée de Carmen Miranda a la grâce du kitsch absolu, noyée dans un rose fluo aussi iconoclaste que le costume en soie rose bonbon que seul le Bahianais Caetano Veloso peut se permettre d'arborer en impeccable dandy. C'est dire, dès la couverture, que ce recueil de reportages et d'articles de Véronique Mortaigne, parus sur près d'une décennie dans *Le Monde*, ne masque rien des enjeux d'image, fabriquée ou authentique, d'une musique latino-américaine aussi populaire que mal connue. Victime d'amalgames faciles, faute d'une curiosité véritable sur les racines culturelles et sociales dont elle est issue. Quoi de commun entre la figure effacée de Domenico Zipoli, celles de Joao Gilberto, « *pape de la bossa-nova* », ou de Carlinhos Brown, chef de bande boulimique, celles du romanesque Cha Cha Ier, « *vice-roi d'Ouidah* », et de Compay Segundo, rayonnant nonagénaire cubain ? Ces silhouettes nous invitent moins à parcourir un inventaire à la Prévert qu'à explorer près d'un siècle de rythmes et de musiques partis de leur source indigène à la conquête du monde. L'option géographique retenue fait la part belle aux figures argentines et, plus encore, brésiliennes, mais donne, du coup, aux évocations cubaines (le Mexique reste en marge du tour d'horizon) une couleur plus directement géopolitique. Ce changement d'optique, qui évite la tentation du catalogue, s'offre en résonance à l'ensemble du parcours, ouvert par une superbe évocation de la Chilienne Violeta Parra, à qui l'ouvrage est dédié.

Ph.-J. C.

Véronique Mortaigne est journaliste au *Monde*

Leçons apocalyptiques

Dans « Le labyrinthe du temps », Penderecki peine à trouver une issue convaincante

LE LABYRINTHE DU TEMPS
Cinq leçons
pour une fin de siècle
de Krzysztof Penderecki.
Traduit du polonais
par François Rosset.
Ed. Noir sur blanc, 120 p.,
98 F (14,94 €).

Principal représentant, avec Witold Lutoslawski, d'une école polonaise à la pointe de la modernité au cours des années 60, Krzysztof Penderecki (né en 1933) compte aujourd'hui parmi les repentis de l'avant-garde. Cette position apparaît nettement à la lecture de *Cinq Leçons* prononcées entre décembre 1993 et décembre 1996, dans la plupart des cas à l'occasion de la remise du titre de docteur *honoris causa* par une université ou une académie de musique.

La première, homérique au propre comme au figuré, enseigne que Penderecki a connu l'*Iliade* (en conquérant de la nouvelle musique) et l'*Odyssée* (en pénitent revenu aux valeurs ancestrales). « L'arbre intérieur », texte de moins de cinq pages, ne nous apprend donc pas grand-chose et s'épuise dans une litanie de bonnes intentions. La deuxième leçon, « Un artiste dans le labyrinthe », voit Penderecki enfoncer le clou d'un constat négatif. On acquiesce lorsqu'il met en garde contre l'extension d'une culture de masse soumise à des impératifs commerciaux mais pas lorsqu'il en déduit que « *notre plus grand problème aujourd'hui, c'est la crise de l'imagination* ». Le compositeur a beau se trouver de prestigieux compagnons d'infortune (ici Calvino, plus loin Kantor) auxquels il emprunte justement des extraits de *Leçons* (*Leçons américaines* pour le premier, *Leçons de Milan* pour le second), il demeure toujours évasif quant aux moyens de sortir du labyrinthe de la création : « *il faut conserver une conscience et une intelligence affûtées, tout en restant à l'écoute de son monde intérieur.* » Comme on le devine par le titre de « Fin de siècle ne veut pas dire fin de l'art », Penderecki se veut pourtant optimiste. Tout le monde ne s'abandonnera pas à l'adoration du multimédia, veau d'or contemporain responsable de la décadence de l'art, « *cet art qui recourt aux techniques les plus avancées, cherche à nous épater par des images d'agression, de décomposition et de mort, dénuées de toute médiation artistique* ». L'heure est donc à l'« Elégie pour une forêt mourante ». D'ailleurs, Penderecki a la main verte et s'est constitué pendant vingt ans un arboretum réunissant plus de 1 200 espèces. « *Je me sens souvent plus à l'aise comme dendrologue que comme compositeur* », confesse-t-il... Sachant que son esprit suit une « *orientation apocalyptique* », on n'est pas surpris par la thématique de la cinquième : « L'arche ».

LAPALISSADES

De Savonarole à Kandinsky, toute prédiction mystique est alors bonne à prendre pour parer au déluge ! Penderecki assure que les créateurs de la fin du XIXe siècle ont traversé une crise semblable à celle d'aujourd'hui. Il prend Mahler en exemple et exhorte à écrire des symphonies (il en prévoit lui-même neuf) pour participer au renouveau de la musique. Mais ses démonstrations se terminent toujours en queue de poisson comme lorsqu'il prétend que l'espoir vivra « *tant que ne tarira pas la source d'où nous parviennent les sons* ». Lapalissades (« *un thème ancien ne peut s'actualiser que si nous trouvons pour le formuler de nouveaux moyens d'expression* ») et sentences obscures (« *il n'y a qu'une seule manière de sauver l'homme, c'est de rétablir la dimension sacrée du réel* ») encombrent l'entretien redondant accordé en complément par le compositeur d'une « *sacra rappresentazione* » au nom révélateur de *Paradis Perdu*.

Pierre Gervasoni

Effervescente Weimar

Un parcours musical et artistique dans le bouillonnant Berlin des années 20

LA MUSIQUE SOUS
LA RÉPUBLIQUE
DE WEIMAR
de Pascal Huynh.
Fayard, « Les chemins
de la musique »,
502 p., 160 F (24,39 €).

A travers l'histoire de la musique, de la danse et des arts de la scène, le musicologue Pascal Huynh parcourt une période cruciale pour l'Allemagne contemporaine et pour la vie des idées en Europe, de la première guerre mondiale à 1933. Ouvrage savant, rédigé dans un style attrayant, agrémenté de photos, de partitions, d'un index et d'une discographie, son livre décrit l'essor des courants de contestation artistique, jusqu'à la marche vers le IIIe Reich qui y mettra un terme.

Né d'une impulsion vers un langage dépouillé, opposé au post-romantisme, le mouvement de critique musicale accompagne les remises en question sociales. A l'orée de la première guerre, des groupes comme *Die Brücke* et *Der blaue Reiter* proclament l'union de tous les arts, à l'image d'Arnold Schoenberg, à la fois peintre et compositeur. Frank Wedekind raille le goût officiel, cultivant le cabaret ou le théâtre populaire de marionnettes. Le grand compositeur Paul Hindemith s'adonne aux activités musicales les plus variées. Kurt Weill, l'élève de Ferruccio Busoni, développe de nouvelles conceptions de l'opéra.

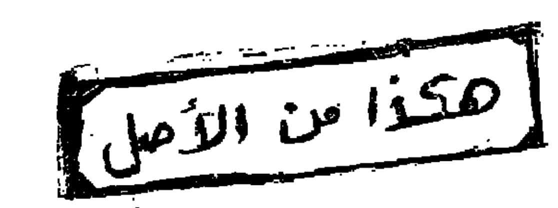
Aux lendemains de la défaite, l'Allemagne s'éveille dans un climat de misère sociale et de tension extrême. « *Des orateurs haranguaient la foule à tous les coins de rue. De partout s'élevaient des chants de haine, car tout était haï : les juifs, les capitalistes, les communistes, les travailleurs, les sans-travail* », note le peintre Georg Grosz. Les grandes institutions musicales et théâtrales, occupées par les ouvriers révolutionnaires en novembre 1918, deviennent des scènes d'Etat. « *Dans un contexte de répression et de misère sociale, l'idéal communiste semble alors la seule issue au renouveau de la société* », estime Pascal Huynh.

L'heure révolutionnaire est propice aux manifestes, comme celui de la Musique nouvelle. Paul Hindemith entend « *rétablir la communauté presque déjà perdue entre les interprètes et le public* ». De nouveaux répertoires surgissent, comme ceux du groupe Novembre, né à la fin de 1918, qui se distingue par des manifestations pluridisciplinaires et des concerts réunissant de jeunes compositeurs. La musique prolétarienne fleurit. Des milliers de chorales ouvrières, comptant plus de 200 000 membres, chantent, par exemple, le *Karl Liebknecht Lied*. Le mélange des genres, le jazz, le cabaret politique, occupent les scènes, avec la pantomime, les clowns, le pastiche.

Les structures musicales sont réorganisées. Elles développent l'éducation populaire à travers le rapprochement entre théorie et pratique, entre professionnels et amateurs. La nouvelle pédagogie encourage l'éveil de l'oreille et l'improvisation. Dans la deuxième moitié des années 20, la flûte à bec est redécouverte comme outil d'éducation. La musique sérieuse fusionne avec le répertoire populaire et les œuvres baroques suscitent l'intérêt.

Avec l'essor du disque, de la radio et du cinéma muet, la musique gagne de nouveaux supports. Les valeurs de la Musique nouvelle connaissent leur âge d'or vers 1927-1928. Mais Hitler et Goebbels les critiquent violemment. L'émancipation féminine, symbolisée par des figures telle Lotte Lenya, est dénoncée comme « *une perversité* ». En 1929, le nombre de chômeurs dépasse le cap des trois millions. Puis le Parti nazi interdit les œuvres et menace les compositeurs. La République de Weimar, forte d'une exceptionnelle créativité artistique, a vécu.

Catherine Bédarida



هكذا من الأصل

L'EDITION FRANÇAISE

● **Nouvelles collections.** L'éditeur André Dimanche propose avec « Rive Noire » de *« faire connaître au public français des "classiques", des œuvres encore non traduites ou depuis longtemps épuisées, signées d'auteurs noirs américains importants »*. Récits, autobiographies et études critiques seront vendus autour de 160 F (24,40 €). Les premiers titres sont : *Banjo*, de Claude McKay ; *L'homme qui ne voulait pas se taire*, de John A. Williams et *La Rive noire*, de Michel Fabre. En septembre, sont attendus : *Affaire de viol*, de Chester Himes, et *Loin du pays*, de Claude McKay.

La Documentation française lance « Asie plurielle », une nouvelle collection dirigée par Pierre Gentelle, chercheur au CNRS. Destinés à des non-spécialistes, les ouvrages proposés dressent un état des lieux politique, économique et géographique de chaque pays. Vendus 98,35 F chacun (15 €), les premiers titres sont : *Indonésie. La réinvention d'un archipel*, de François Raillon ; *Inde. Un destin démocratique*, de Max-Jean Zins et *Viêt-Nam. Parcours d'une nation*, de Philippe Papin. Suivront des ouvrages sur la Corée, le Japon et la Chine.

Les Belles Lettres lancent « Guide Belles Lettres des civilisations », une collection dirigée par Jean-Noël Robert. Destinés à un large public, ces ouvrages pratiques sont dotés d'une table des matières, d'un index, d'un répertoire biographique et d'une bibliographie essentielle afin de donner aux lecteurs *« les clés nécessaires pour comprendre un texte ancien, une œuvre d'art ou un livre d'histoire »*. C'est *Rome*, de Jean-Noël Robert, qui inaugurera la collection (300 p., 95 F [14,48 €]). La Chine, le Japon, la Grèce, l'Egypte, la Mésopotamie et l'Inde seront les prochains pays étudiés.

● **L'université d'Angers accueille Anthony Burgess.** Livres annotés, carnets de travail, manuscrits, photos et même le piano de l'auteur anglais (décédé le 25 novembre 1993) seront exposés dans le Centre Anthony Burgess. C'est donc à Angers dans le Maine-et-Loire (où l'écrivain aimait se rendre) qu'il sera inauguré à l'automne. Et ce grâce notamment à Liana Burgess – la seconde épouse de l'écrivain – et à Ben Forkner, professeur de littérature anglo-saxonne. Ce dernier (qui fut ami avec l'écrivain) souhaite que ce centre soit *« tout sauf un musée »*. Mais plutôt un hommage rendu à l'auteur notamment d'*Orange mécanique*, *La Guerre du feu*, *Le Royaume des mécréants* et *Pianistes*.

● **Prix littéraire. Le grand prix de littérature policière 1999** a été attribué à Michael Connelly pour *Créance de sang* paru au Seuil. **Le prix de l'écrit intime** a été décerné à Serge Doubrovsky pour son ouvrage *Laissé pour conte* (Grasset). **Le prix Unesco-Françoise Gallimard** a été décerné à Eric Faye pour *Croisière en mer des pluies* (Stock) et à Robert McLiam Wilson pour *Eureka Street* (Christian Bourgois). Son traducteur, Brice Matthieussent, sera également récompensé.

Rectificatif

● L'éditeur de l'album *Cuisine de sorcière*, illustré par Wolf Erlbruch sur un texte de Goethe, n'est pas Milan, comme nous l'indiquions dans « Le Monde des livres » du 16 avril, mais l'éditeur genevois La Joie de lire.

Deleuze, Guattari vus de New York

La schizo-analyse et les machines désirantes outre-Atlantique

On reconnaît un colloque sur Gilles Deleuze et Felix Guattari à la franche diversité de ses intervenants, mimétique de l'approche développée dans *L'Anti-Œdipe*, et à la façon qu'ils ont, à force de le répéter, de buter sur le mot de « déterritorialisation ». Les deux ingrédients étaient réunis pour la rencontre « Deleuze & Guattari : On the Edge », tenue à l'université de Columbia (New York) les 15 et 16 avril à l'initiative de la maison d'édition Semiotext(e) et de son fondateur, le Franco-Américain Sylvère Lotringer. Ce dernier avait monté en 1975, à New York également, le symposium Schizo-Culture, qui avait alors débordé ses organisateurs et surtout introduit auprès d'un public américain disparate les œuvres des deux penseurs français. L'idée était donc, cette fois, de mesurer l'impact et le trajet qu'ont eus en vingt-cinq ans, aux Etats-Unis et au-delà, les grands concepts deleuzo-guattariens.

Car ceux-ci ne sont plus l'apanage d'une certaine contre-culture anarchisante des années 70. Ils couvrent désormais, dans l'arène américaine, un spectre autrement plus large : non seulement la trentaine d'ouvrages qu'ont signés, ensemble ou séparément, les deux auteurs ont presque tous été traduits aux Etats-Unis (un cas suffisamment rare pour être signalé), mais leurs contributions théoriques, du rhizome à la schizo-analyse, de la machine désirante au corps sans organe, grâce à leur mobilité même, sont aujourd'hui reprises ou détournées par des acteurs variés de la scène culturelle américaine, des internautes libertaires aux DJ expérimentaux (qui vont jusqu'à les citer sur les pochettes de leurs disques), du champ aux contours flous des *cultural studies* aux artistes-plasticiens des Côtes est et ouest.

Au point que ce qu'a pu dire l'une des intervenantes, Suely Rolnik, psychanalyste à Sao Paulo, du rapport des intellectuels brésiliens à ces mêmes concepts peut s'appliquer pareillement à leur réception américaine : *« leurs effets ont été subvertis »*, ils ont été utilisés pour *« légitimer ce qui constitue autant de lignes de fuite hors de la pensée européenne et de la figure moribonde de l'intellectuel telle que ce continent l'a inventée »*. Même si le devenir pluriel du désir ne fait pas exactement bon ménage avec le néo-calvinisme américain et les chantres d'une sexualité politiquement correcte. Les autres interventions furent aussi variées que peuvent l'être, en *terra americana*, les lectures de Deleuze.

Si le Californien Peter Wilson regretta que l'époque ne fut pas favorable à la « nomadosophie », les touristes (*« colonisateurs de l'image »*), comme les réfugiés économiques, se situant dans la sphère du capital, hors de laquelle plus rien ne se situe, Kriss Ravetto, professeur de *cultural studies*, mêla de son côté schizo-terroristes et guerre totale, Kosovo et Irak, l'islam et Unabomber, ou encore Barthes et Virilio. Plus réflexif, Jacques Rancière se demanda s'il existait une « esthétique » deleuzienne, si la substitution à la vieille narration figurative d'une nouvelle narration, celle de *« l'autoreprésentation de l'art comme défiguration »*, n'avait pas déjà été prédite par Hegel. Du côté des analystes, Danielle Sivadon évoqua le « laboratoire » que fut la clinique de la Borde, tandis que Jean-Claude Pollack détendait l'atmosphère avec le cas de « Victor », convaincu d'être devenu, en onze ans de sessions, un cas d'anthologie des théories schizo-analytiques. Chris Kraus, artiste et professeur de Los Angeles, illustra vivement la différence des milieux de réception en offrant, en guise d'hommage aux deux maîtres, un récit d'initiation au sado-masochisme, qui, *« au contraire de la sexualité ordinaire, est un acte et pas seulement une métaphore »*. Si le dialogue entre les deleuziens et leurs critiques (les « intensifs » et les « réflexifs »), mais aussi avec la masse des indécis, n'a pas toujours eu lieu, cette rencontre a démontré la vitalité polysémique d'une pensée qu'aucun territoire, campus ou galerie d'art, ne saurait assigner.

François Cusset

Manifestation pluraliste à Cassis

La XI[e] édition du Printemps du livre de Cassis (dans les Bouches-du-Rhône) réunit, depuis le 16 avril (et jusqu'au 25) écrivains, artistes et journalistes autour du thème « Témoin et autofiction ». Créée par Danièle Milon (aujourd'hui vice-présidente de l'association), sur proposition conjointe du ministère de la culture et du ministère du tourisme, c'est en 1986 qu'a lieu pour la première fois ce qui n'est encore qu'une *« expérience culturelle hors saison touristique »*. Devant le succès de cette première édition, François Léotard reprend, deux années plus tard, le projet initié par Jack Lang. Ecrivains et artistes sont alors conviés autour d'un thème choisi ; ce sera, en 1988 : « Villégiatures des écrivains sur la côte ».

« Fête des écrivains et non des éditeurs », c'est pour Danièle Milon l'occasion de proposer au public une véritable *« mise à nu du caractère de l'auteur »*, grâce notamment aux rencontres littéraires organisées par Serge Koster et Antoine Spire (écrivains et journalistes sur France-Culture). Peintres, sculpteurs, photographes et musiciens sont également présents pour, dit-elle, *« faire découvrir d'autres écritures artistiques »*.

Mais la singularité de cette manifestation tient (malheureusement) aussi à son histoire difficile. Jusqu'alors soutenu par le maire, Gilbert Rastoin (RPR), l'élection en 1995 (grâce aux voix du Front national) de Jean-Pierre Teisseire a modifié le climat qui régnait sur la ville. La municipalité intentera ainsi deux actions en justice – dont elle sera déboutée – visant à faire interdire cette manifestation qualifiée d'*« élitiste »*. Et, en 1996, Jean-Pierre Teisseire organisera, aux mêmes dates, une manifestation concurrente, à laquelle il devra renoncer, faute de succès, l'année suivante. Depuis, Danièle Milon déclare : *« On nous laisse tranquilles »*, même si, dit-elle, *« on ne nous facilite pas la tâche »* (aucune salle n'étant mise à leur disposition, c'est la Camargo Foundation et l'Hôtel des Roches blanches – dont le propriétaire, Georges Dellacase, est par ailleurs président de l'association – qui accueillent les intervenants).

Pourtant, le public est là (les salles étaient, selon les organisateurs, archi-combles les 17 et 18). De plus, le soutien, entre autres, du ministère de la culture, du conseil régional et du conseil général ainsi que celui de Jean-Jacques Boin (conseiller pour le livre et la lecture à la DRAC PACA) n'a jamais faibli. Pas plus que celui des écrivains qui ont, depuis onze ans, participé à cette manifestation afin qu'elle reste pluraliste.

Emilie Grangeray

★ Pour tout renseignement : Association Printemps du livre, tél. : 04-42-01-09-30.

Un Américain à Paris

Août 1969. Huit mois après sa publication par Buchet-Chastel, *Sexus*, d'Henry Miller, vogue encore sur la crête des best-sellers ; porté par le vent de libération des mœurs, l'auréole sulfureuse de l'écrivain américain et le frisson de savoir enfin levée la censure qui avait immédiatement frappé, dès sa parution en janvier 1950, aux éditions de la Terre de Feu, ce premier volet du triptyque de *La Crucifixion en rose*.

Cet été-là, l'auteur est à Paris, où l'on tourne une adaptation de son *Tropique du Cancer* (1934), pierre inaugurale d'une œuvre novatrice et réputée scandaleuse, constamment placée sous le boisseau de l'interdit. Du statut de dépravé et d'obsédé sexuel, Miller est désormais passé à celui de machiste et de phallocrate, honni par les féministes d'outre-Atlantique. Mais l'homme de près de soixante-dix-huit ans que retrouve alors Georges Belmont (l'un de ses traducteurs et ami de longue date) n'a pas l'air de se soucier de ce nouveau visage de la censure et affiche les allures d'un sage chinois. Rendez-vous est pris pour un entretien radiophonique (qui sera diffusé sur France-Culture du 6 au 21 février 1970) censé donner *« une image aussi complète que possible »* de l'auteur du *Colosse de Maroussi*.

On est en fait loin du compte. L'essentiel de l'échange portant sur la nébuleuse moralo-philosophico-religieuse investie par Miller (premières révélations à dix-sept ans, avec la lecture de Lao-tseu, Swedenborg, le *Livre des morts tibétain*...), tandis que le biographique, vie et œuvre mêlées, est abordé en quelques touches, au galop et sans relance. Propos sur l'absurdité du mal et de la guerre, la sagesse (celle qui suppose des choix et intègre les paradoxes), le cœur et ses passions, la nécessité de ne jamais cesser d'être en conflit avec soi-même ; les mystères insondables de l'existence, le miracle comme quintessence de la réalité, l'évidence d'un destin pour chacun...

Cette « confession » serait un peu lénifiante si Miller ne lui donnait pas, çà et là, un peu d'épaisseur charnelle – par exemple les terribles évocations de sa mère, de son père, et de sa petite sœur attardée, ou encore lorsqu'il raconte sa façon d'« affronter » les moments noirs, les tentatives d'abdication. Et puis – c'est la richesse de cette collection d'archives sonores de l'INA –, la « voix » de Miller est là, ponctuée de ses fameux *« humg, humg »* et scandée d'innombrables *« how do you say it ? »* lorsqu'il cherche ses mots en français... quand il ne s'exprime directement en anglais, laissant malicieusement le soin de la traduction à son interlocuteur.

En contrepoint beaucoup plus incarné, on ne saurait trop recommander la lecture du recueil des *Lettres à Emil* que vient de reprendre en poche la collection 10/18. Truculente, pathétique, émouvante, cette correspondance d'Henry Miller avec son ami américain Emil Schnellock couvre les années décisives (1930-1934), le grand tournant vers l'écriture. Miller est à Paris – un Paris aujourd'hui disparu, dont il donne de superbes tableaux. Cinq ans bouillonnants d'enthousiasmes et de désespoirs. Une vie de dèche et de bohème, sauvée par un appétit d'ogre, la conviction d'être un écrivain et la rencontre essentielle, en décembre 1931, avec Anaïs Nin. Commencent alors les *Jours tranquilles à Clichy*...

Valérie Cadet

★ ***Henry Miller. Les Entretiens de Paris*** **avec Georges Belmont, éd. INA/Radio-France, « Les Grandes Heures », n° 221795, 1 CD, 72 min, 139 F, 21,19 €.**
Lettres à Emil **(Letters to Emil), d'Henry Miller, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Frédéric Jacques Temple, 10/18, « Domaine étranger », n° 3028, 320 p., 47 F, 7,16 €.**

A L'ETRANGER

● **Une histoire de l'Afrique par les Africains**
L'idée d'une histoire générale de l'Afrique a été lancée dès 1963. Trente-cinq ans plus tard, dans une démarche qui a mobilisé plus de trois cents spécialistes de tous pays, mais surtout africains, huit volumes de 1 000 pages chacun viennent d'être publiés en français, anglais et arabe, partiellement en swahili et haoussa, et seront bientôt disponibles dans d'autres langues africaines. Le financement a été assuré notamment par l'Unesco, la Libye, la Côte d'Ivoire, le Vatican et l'Iran. Un colloque a célébré l'événement, à Tripoli, et a été l'occasion pour les spécialistes présents de renouer avec la richesse de leur passé et d'en finir avec préjugés et contre-vérités. Le chef de la révolution libyenne, Mouammar Kadhafi, et le directeur général de l'Unesco, Federico Mayor, ont conclu ce colloque.

● **République tchèque : Soljenitsyne non-stop**
Baptisée « Non-stop Soljenitsyne », une lecture continue, durant soixante-douze heures, d'extraits des principales œuvres de l'écrivain russe Alexandre Soljenitsyne a eu lieu à Prague, du dimanche 18 avril au mercredi 20 avril, dans une église évangélique de Prague. L'auteur d'*Une journée d'Ivan Denissovitch*, de *L'Archipel du Goulag* et du *Pavillon des cancéreux* n'a pu y assister, pour des raisons de santé.

● **ARGENTINE : XXV[e] Foire du livre de Buenos Aires**
La Foire internationale du livre de Buenos Aires a ouvert ses portes le 16 avril et espère accueillir pour ses noces d'argent, d'ici le 3 mai, un million de visiteurs. Dans son discours d'ouverture, le président Carlos Menem a annoncé qu'il présenterait un projet de loi pour la promotion, la commercialisation et la production littéraires. Quelque huit cents manifestations artistiques sont prévues, dont un hommage au grand écrivain argentin Jorge Luis Borges (1899-1986).

● **MEXIQUE : hommage à Octavio Paz**
A l'occasion de la Journée mondiale du livre, la ville de Mexico a lancé une semaine consacrée à la promotion de la culture et, en particulier, de la poésie. Les festivités ont débuté par un hommage à Octavio Paz, Prix Nobel de littérature, pour le premier anniversaire de sa mort, le 19 avril 1998, en présence de la romancière sud-africaine Nadine Gordimer, autre Prix Nobel, et d'autres écrivains, comme le Péruvien Mario Vargas Llosa, les Espagnols Pere Gimferrer et Jorge Semprún, le Colombien Alvaro Mutis et le Mexicain Homero Aridjis, ainsi que l'historien Enrique Krauze, son plus proche collaborateur à la revue *Vuelta*.

AGENDA

● **LES 23 ET 24 AVRIL. VOYAGE.** A Aix-en-Provence, la quatrième édition de Livres en fête sera l'occasion de rencontres, d'une exposition et d'un concert autour du thème du voyage (Cité du livre, 8-10, rue des Allumettes, 13090 Aix-en-Provence ; tél. : 04-42-25-98-65).

● **DU 23 AVRIL AU 28 AOÛT. SAN-ANTONIO.** A Paris, la bibliothèque des littératures policières et les éditions du Fleuve Noir organisent une exposition à l'occasion de la sortie de l'ouvrage de François Rivière : *Frédéric Dard, la vie privée de San-Antonio* (Bibliothèque des littératures policières, 48-50, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris ; tél. : 01-42-34-93-00).

● **DU 23 AU 25 AVRIL. LIRE.** A Limoges, la 16[e] édition de la Fête du livre de Limoges sera l'occasion de rencontres, animations jeunesse, expositions et ateliers autour de deux thèmes : « la ville » et « le Moyen Age » (place de la République, 87031 Limoges ; tél. : 05-55-45-61-60).

● **LES 23 ET 24 AVRIL. FEMMES.** A Paris, le Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles organise un forum international autour du thème : « L'Europe a besoin des femmes ». Une exposition et un festival de cinéma prolongeront les tables rondes et débats proposés (CNDIFF, 7, rue du Jura, 75013 Paris ; tél. : 01-42-17-12-00).

● **LE 28 AVRIL. ÉDITION.** A Paris, un débat est organisé autour de l'ouvrage d'André Schiffrin : *L'Edition sans éditeurs* paru à La Fabrique Editions (à 18 h 30, L'Arbre à lettres, 62, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris)